

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES  
1874

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

IV



Digitized by the Internet Archive  
in 2024

**ARCHIVES**  
**DIPLOMATIQUES**  
**1874**

---

**RECUEIL**  
**DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE**

---

**TOME QUATRIÈME**

**14<sup>e</sup> ANNÉE**

**OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE**

**1874**

---

**PARIS**

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1969

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

### 1874

---

#### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

#### AUTRICHE, HONGRIE — RUSSIE, POLOGNE

TRAITÉ CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DU FLEUVE LA VISTULE ET DE LA RIVIÈRE DU SAN DANS LES PARTIES DE CES COURS D'EAU QUI FORMENT LA FRONTIÈRE ENTRE L'EMPIRE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE POLOGNE, PROMULGUÉ LE 5 NOVEMBRE 1871.

A la suite de l'entente intervenue par voie diplomatique entre le gouvernement impérial russe et le gouvernement impérial autrichien, il a été établi une commission internationale dans le but de régulariser le cours de la Vistule et du San, laquelle commission se compose :

Du côté du gouvernement impérial russe, à la suite d'un arrêté du Conseil d'administration du royaume de Pologne sous la date du 20 août-1<sup>er</sup> septembre 1863, p. 24-237, l'inspecteur et membre de l'administration des voies et communications dans le royaume de Pologne, Guillaume de *Kolberg*, et le chef de section de la division technique de cette administration des communications, Wladislas de *Wierzbowski*;

Du côté du gouvernement impérial autrichien, conformément au décret du ministère d'État impérial autrichien du 23 janvier 1864, p. 25-279, le conseiller de gouvernement, Adolphe *Eckardt*, et l'inspecteur des bâtiments impérial et royal, Gustave *Wea*.

Les commissaires ci-dessus nommés en vertu des instructions qu'ils ont reçues de leurs gouvernements respectifs ont établi les prescriptions suivantes :

Art. 1. Les deux hauts gouvernements de Russie et d'Autriche s'obligent réciproquement par les présentes à faire exécuter les travaux reconnus comme nécessaires et utiles aux deux États riverains et concernant la régularisation et la canalisation de la Vistule dans son cours de Niépolomise jusqu'à Zawichost et sur le San de Korylowka jusqu'à Kopki. Ces travaux seront exécutés, d'après le plan de régularisation et d'opération convenu par les présentes, dans l'espace de 20 ans.

Si l'un des hauts gouvernements jugeait à propos d'abréger ce terme, les deux hauts gouvernements s'entendront à cet égard.

Art. 2. En ce qui concerne la régularisation projetée, le cours de la Vistule et du San sur les distances déterminées sera amélioré de telle façon que, même par les plus basses eaux, c'est-à-dire 1 pied au-dessous de 0 à l'étiage de Cracovie, ce qui répond présentement à une hauteur d'eau de 4 pieds au-dessus de 0 à l'étiage de Zawichost, il y ait la profondeur d'eau nécessaire à la navigation dans le milieu des deux cours d'eau, c'est-à-dire au moins 3 pieds, mesure autrichienne ou russe. Ces travaux devront aussi être exécutés de façon à faire disparaître ou au moins à diminuer les ravages causés par les débordements et les amas de glaces si fréquents à la suite du dégel.

Art. 3. La régularisation projetée de la Vistule et du San sera exécutée par les commissaires techniques réunis, dans les plans d'exécution correspondants en lignes bleues, et avec l'indication, les largeurs normales obtenues sur les distances particulières des cours d'eau, sous la réserve que les changements principaux du courant actuel, en proportion des remarques faites pendant l'avancement des travaux correctifs et sur leurs effets, seront reproduits sur le tracé avec les directions et les distances sur quelques sections des cours d'eau d'un commun accord par les organes techniques respectifs.

Art. 4. La régularisation ci-dessus énoncée de la Vistule et du San devra être obtenue en général au moyen des travaux de rectification suivants :

1. Plantage de tous les bancs de sable et de toutes les parties du cours d'eau excédant la largeur normale et se trouvant sur le plan en dehors de la ligne normale, de même que l'extirpation simultanée et complète de toutes les plantes de saule ou d'osier et des racines ou troncs qui se trouveraient dans les limites de la largeur normale, ainsi que l'arrachage de celles qui, sur le rivage convexe, se trouveraient à la distance de 50 toises de la ligne de régularisation, plantes qui agissent avec



dommage sur le rivage opposé ou empêchent le retrait des grandes eaux ou empêchent les glaçons de marcher.

2. Renforcer par des travaux de protection appropriés les bords des cours d'eau très-endommagés quoique en dehors de la trace normale.

3. Barrer les parties des cours d'eau trop larges. Concentrer le cours d'eau de façon à le ramener à la largeur normale, et fermer tous les bras des cours d'eau pouvant nuire.

Les deux hauts gouvernements auront le choix des travaux à exécuter pour protéger les bords, de même que pour les ouvrages de concentration ou de barrage sur les sections des cours d'eau se trouvant sur leur territoire.

Au sujet de la manière d'exécuter tous les ouvrages de régularisation, de même que leurs dimensions, il faudra observer les prescriptions sur lesquelles on est tombé d'accord et qui sont renfermées dans le devis technique, art. 32 joint au procès-verbal de la conférence.

4. Exécuter le percement reconnu nécessaire pour le redressement du cours de la Vistule auprès de Wola Batorska, à l'embouchure de la Naba et près de Przemykowska, de même que ceux qui se présenteraient encore comme nécessaires en proportion des expériences faites dans l'avancement des travaux de régularisation et de leurs effets, et qui seront adoptés par les deux hauts gouvernements après une entente commune particulière.

5. Enlèvement des îlots et des bancs de sable se trouvant dans le rayon de la largeur normale en se basant sur le projet détaillé hydrographique dont on conviendra en commun à une époque à fixer.

6. Établissement de digues en tant qu'elles seront exécutées par les propriétaires riverains pour protéger les terres basses contre les inondations par les grandes eaux et contre les amas de glaçons. Afin pourtant que ces digues n'empêchent pas le retrait des grandes eaux et la marche des glaçons, et pour qu'elles n'agissent pas avec dommages sur la rive opposée, elles seront exécutées d'après des dessins aussi réguliers que possible et appropriés au courant de l'eau sans angles saillants, les distances entre les digues des deux rives ne pourront être inférieures à celles qui sont indiquées dans le plan technique pour les sections différentes des cours d'eau ou qui pourront être déterminées dans une réunion suivante. — Les digues construites précédemment par les communes, les propriétaires ou autres intéressés, sur les deux rives, devront être changées sur les distances où elles ne sont pas construites d'après un plan avantageux ou bien à une distance trop rapprochée l'une de l'autre d'après les plans convenus entre les ingénieurs et qui seront marqués à la couleur verte dans le plan général pour la haute

Vistule jusqu'à l'embouchure du Dunaject et dans la partie inférieure du fleuve d'après les propositions que les ingénieurs divisionnaires soumettront à l'approbation. Les intéressés auront dix ans pour faire exécuter ces travaux.

Art. 5. Chacun des deux hauts gouvernements exécutera les constructions de régularisation sur sa rive et à ses frais, à l'exception des percements dont les frais d'exécution seront supportés en commun, d'après une entente mutuelle pour chaque cas particulier. Pour les percements ci-dessus énoncés, voici comment est fixé la quote-part des frais :

a) Près de Wola Batorska le percement de la Vistule, sur la rive droite galicienne, aura lieu aux frais du gouvernement autrichien; tandis que le second percement, sur la rive gauche, sera exécuté aux frais du gouvernement du royaume de Pologne.

b) Les frais du double percement sur la Vistule près de l'embouchure de la Naba seront supportés par partie égale par les deux hauts gouvernements, tandis que les travaux rectificatifs à l'embouchure de la Naba seront à la charge du gouvernement autrichien seul.

c) Le gouvernement impérial autrichien aura à sa charge deux tiers des frais de l'exécution du percement de la Vistule près de Wola-Przemkowska et le gouvernement polonais l'autre tiers. Les dépenses occasionnées par les percements qui seront reconnus nécessaires pour faire disparaître les îles et les bancs de sable situés dans le rayon de la largeur normale à obtenir seront supportées par portion égale par les deux hauts gouvernements.

Art. 6. Afin d'obtenir que les travaux de régularisation en question, sur les deux rives respectives s'exécutent, autant que cela sera possible, d'un plein accord en s'entr'aidant mutuellement par conséquent avec la perspective du succès le plus certain et le moins de dépenses, les deux hauts gouvernements suivront le procédé suivant :

a) Les autorités déléguées à cet effet par les deux hauts gouvernements visiteront, chaque printemps, après avoir fixé le moment de la Commission à laquelle seront joints les deux ingénieurs respectifs chargés de la régularisation de la Vistule ainsi que les hommes ayant à s'occuper du curage, le cours du fleuve en amont sur les deux rives, s'indiqueront les travaux à entreprendre dans le courant de cette année, rechercheront le consentement des délégués de l'autorité compétente, pour l'exécution de ces travaux, s'entendront sur la manière d'exécuter les travaux et profiteront de cette occasion pour inspecter les travaux hydrauliques exécutés dans le courant de l'année précédente, s'ils répondent aux plans dont on était convenu et remettront



enfin à l'acceptation des autorités compétentes un procès-verbal en double expédition sur ces opérations.

b) Si les délégués des deux parties ne pouvaient s'entendre sur les travaux à exécuter ou si les travaux proposés dans le procès-verbal n'étaient pas approuvés par l'autorité supérieure, il y aura lieu de recourir dans ces cas aux autorités supérieures respectives.

c) Pour surveiller l'exécution systématique de la régularisation désirée du fleuve et afin de déterminer d'une manière plus précise la suite des travaux à exécuter d'après la mesure et les effets des travaux rectificatifs exécutés dans les années précédentes; la période de vingt années fixée pour la régularisation de la Vistule et du San sera partagée en périodes de cinq années, et, à la suite d'une de ces périodes, les deux États riverains enverront en même temps des employés d'un rang supérieur qui auront à prendre connaissance en commun de l'état du fleuve et des travaux exécutés, puis des effets de ces derniers, et fixeront ensuite sur place les mesures générales pour la nature et la suite des travaux à exécuter dans la prochaine période de cinq années et présenteront ensuite aux autorités compétentes les propositions concernant ces travaux.

d) Si l'un des hauts gouvernements, dans l'exécution d'un travail rectificatif (surtout s'il s'agit d'un percement), croit qu'il soit nécessaire d'établir un ouvrage de soutien sur la rive étrangère opposée, l'autre gouvernement y consentira à la condition que lui-même ni ses sujets n'en éprouvent aucun dommage.

e) Les deux hauts gouvernements s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour l'avancement et l'allègement de l'exécution de tous les travaux de régularisation sur la Vistule en accordant à ceux qui en sont chargés, tels qu'entrepreneurs, ouvriers, toutes les facilités dans le cercle de leurs attributions.

Art. 7. Au sujet du règlement des questions de régularisation déjà pendantes et à la suite de celles qui viennent d'être soulevées on est convenu de fixer les arrangements qui suivent :

On prendra, comme état normal, l'état existant à la suite de la délimitation de frontières arrêtée en commun en 1818 et 1821 concernant la Vistule, état rendu authentique par les bornes plantées et par la description des frontières. Cet état ne sera pas changé par les rectifications qui ont eu lieu depuis et ne sera nullement modifié par les stipulations présentes. En tenant compte du cours actuel de la Vistule on prendra, pour toutes les distances sur lesquelles il n'y a pas de contestations, le thalweg existant comme la frontière effective d'alors entre les deux hauts gouvernements.

Toutes les parcelles de terrain qui, par suite du percement, viendront à être transportées de la rive droite sur la gauche ou de la rive gauche sur la droite seront payées par le gouvernement intéressé ou par ses sujets au prix intégral de l'estimation. L'élévation du prix de ce rachat, dans le cas où on ne tomberait pas d'accord à l'amiable, sera fixée d'après les principes de la procédure et des lois du pays dont ces parcelles sont détachées.

Art. 8. Les deux hauts gouvernements s'obligent à faire en sorte que, d'après la teneur de l'art. 5, alinéa 6, de la convention conclue en 1818 entre l'Autriche et la Russie pour faciliter et encourager la navigation sur la Vistule, et soit établi sur les deux rives des chemins de halage larges de 15 aunes polonaises ou 28 pieds russes, et que dans les campagnes, bois ou forêts, les chemins de halage soient, sur une largeur de 6 pieds, débarrassés des arbres, broussailles et arbustes. Les chemins de halage destinés à remorquer les bateaux dans la direction d'en amont par des hommes ou des bêtes de trait seront à la disposition des sujets des deux hauts gouvernements sur les deux rives sans qu'ils aient à payer pour l'usage de ces chemins ou qu'ils puissent être inquiétés par les gardes frontières.

Art. 9. Le gouvernement impérial autrichien s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que, jusqu'à l'achèvement des travaux de régularisation de la Vistule et du San, on indique, après le retrait des grandes eaux, au moyen de surveillants du fleuve ou de poteaux indicateurs, la direction du meilleur lit du fleuve pour les bateaux, ainsi qu'à indiquer les gués et autres obstacles à la navigation.

Art. 10. Les deux gouvernements s'engagent à faire porter sur les plans hydrauliques les bornes indiquant les frontières sur la Vistule et le San, quant à celles qui devraient être déplacées elles ne pourront l'être qu'en présence des ingénieurs de la navigation, qui auront soin de faire porter le nouvel emplacement des bornes dans les plans ci-dessus mentionnés.

Art. 11. Toutes les prescriptions qui auraient été portées dans les années précédentes concernant des travaux hydrauliques à exécuter sur la Vistule et le San entre les autorités locales, sont rapportées dans le cas où elles ne s'accorderaient pas avec les présentes.

Art. 12. Avant qu'on accorde à un entrepreneur ou à une Société d'actionnaires la concession de parcourir au moyen de bateaux à vapeur la section de la Vistule qui forme les limites entre les deux pays, les gouvernements de ceux-ci feront une convention pour assurer la sécurité des berges et des travaux de régularisation; sur l'emplacement et



l'exécution des points de débarquement; enfin, touchant les stipulations concernant les autres mesures à prendre.

Cracovie, le 8/20 août 1864.

(L. S.) *Signé* : KOLBERG,

(L. S.) *Signé* : A. ECKHARDT

(L. S.) *Signé* : WIERZBOWSKI,

(L. S.) *Signé* : Gustave WEX.

## ALLEMAGNE DU NORD — PAYS-BAS

TRAITÉ DE POSTE SIGNÉ A BERLIN LE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1868

S. M. le roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et S. M. le roi des Pays-Bas, dans le but de faciliter les relations postales entre les deux pays, ont résolu de conclure un nouveau traité postal, et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le roi de Prusse : Le président de la chancellerie de la Confédération, son conseiller intime effectif, Martin Frédéric, Rodolphe *Delbrück*;

S. M. le roi des Pays-Bas : Son chambellan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, Charles Malcolm, Ernest George, comte de *Bylandt*.

Lesquels, en vertu des pouvoirs dont ils sont munis, se sont entendus sur les stipulations suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>. L'expression : Territoire postal de la Confédération de l'Allemagne du Nord, comprend l'administration postale dans tous les territoires qui font partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord, de même que les directions postales de ces parties de territoire du Grand-Duché de Hesse qui ne font pas partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

L'expression : Territoire postal néerlandais comprend dans ce traité le territoire des Pays-Bas, à l'exception des colonies.

Art. 2. La Confédération de l'Allemagne du Nord et les Pays-Bas entretiendront sur leur territoire respectif dans le but d'expédier ponctuellement et sûrement les objets dont se charge la poste aux lettres, des correspondances postales régulières sur les chemins de fer et les routes.



L'administration postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord, ainsi que l'administration postale des Pays-Bas, s'entendront entre elles sur le nombre et le genre de ces correspondances, les routes sur lesquelles elles seront établies et les moyens de transport qui devront être employés.

Ces mêmes administrations fixeront et, le cas échéant, changeront aussi d'un commun accord les conditions spéciales sous lesquelles il y aura à organiser la marche des postes et du trafic postal sur les frontières et sur les points où les envois devront être remis.

En ce qui concerne les chemins de fer à utiliser pour le transport des paquets postaux, de même que pour la réglementation des relations sur les frontières, il faudra considérer comme devant servir de règles les décisions légales et réglementaires prises à l'égard des administrations des chemins de fer, de même que les prescriptions des traités d'État concernant la construction et l'exploitation des chemins de fer, de même que les traités approuvés par les deux États concernant la réglementation de l'exploitation sur les sections de chemins de fer touchant la frontière.

Art. 3. Chacune des administrations postales transporte à ses-frais les envois postaux jusqu'à la station-frontière la plus voisine de son territoire.

Si les deux administrations jugent convenable de traiter avec un seul et même entrepreneur pour le transport aller et retour des envois postaux entre les stations-frontières, les frais de ce transport seront supportés en commun et par parties égales.

Les valises, sacs à lettres, montres de course, de même que tous les objets nécessaires dans les postes aux lettres, seront achetés et entretenus à frais communs.

Les chevaux et voitures des postes de l'État sont affranchis pour l'aller et le retour de toutes les contributions afférentes aux chemins, ponts, pavé, bacs ou autres impôts établis sur les voies de communication autant que ces contributions ne doivent pas être payées à des communes, à des corporations ou à des particuliers d'après les stipulations existantes concernant même les postes de l'État.

Art. 4. Il est entendu sous le nom « d'objets de la poste aux lettres :

- a) Les lettres ordinaires.
- b) Les imprimés.
- c) Les échantillons de marchandises.
- d) Les envois chargés.
- e) Les envois par exprès.
- f) Les lettres accompagnées de valeur déclarée.

g) Les mandats de poste.

h) Les journaux ou écrits périodiques remis à la poste par voie d'abonnement.

Le poids des objets désignés depuis *a* jusqu'à *f* ne peuvent individuellement dépasser le poids d'une demi-livre, soit 250 grammes.

Art. 5. Le port des lettres entre le territoire postal de la Confédération de l'Allemagne du Nord et celui des Pays-Bas sera :

1) pour les lettres simples affranchies :

De l'Allemagne du Nord dans les Pays-Bas, 1 gros d'argent, et des Pays-Bas dans l'Allemagne du Nord, 5 cents.

2) Pour les lettres simples non affranchies :

Des Pays-Bas dans l'Allemagne du Nord, 2 gros d'argent, de l'Allemagne du Nord dans les Pays-Bas, 10 cents.

Il faut considérer comme lettre simple celle dont le poids ne dépasse pas 15 grammes.

Pour toutes les lettres dépassant ce poids il faudra, pour chaque 15 grammes ou portion de 15 grammes, ajouter le prix d'un port simple.

Les deux administrations postales pourront s'entendre, à une époque qui sera fixée d'un commun accord, pour abaisser le prix des envois de 30 à 250 grammes au prix du double port d'une lettre simple, dès que l'administration postale néerlandaise pourra admettre cet abaissement de prix d'après les principes appliqués au trafic intérieur.

Art. 6. Le port des imprimés entre le territoire postal de l'Allemagne du Nord et le territoire postal néerlandais sera pour chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

a) A la perception dans l'Allemagne du Nord, . . 9 pfennig.

b) A la perception dans les Pays-Bas. . . . . 5 cents.

L'affranchissement des envois est de rigueur.

On peut expédier comme « imprimés » sous bandes étroites ou bandes croisées tous les objets susceptibles, par leur format et leur état, d'être envoyés par la poste, qu'ils soient imprimés, lithographiés, gravés, photographiés ou obtenus par un moyen mécanique. Sont exemptés de cette tolérance les écrits produits au moyen de la machine à copier ou décalqués.

Les envois doivent être ouverts sous bande étroite simple ou bandes croisées ou encore roulés simplement. Ils peuvent encore être des cartes ouvertes.

Outre l'adresse du destinataire ils peuvent contenir, par écrit, la signature de l'expéditeur, l'endroit de son domicile et la date de l'envoi.

Dans les prix-courants, les bulletins de cours, les circulaires com-

merciales, il est permis de mettre en manuscrit le changement des prix de même que celui du nom du voyageur.

Il est encore permis de mettre en marge des traits ou lignes pour attirer l'attention du lecteur.

Il peut être fait aux feuilles d'épreuves des changements et des additions concernant les corrections, l'exécution et l'impression, de même qu'on peut y joindre le manuscrit. Les additions permises sur les feuilles d'épreuves peuvent être faites sur des feuilles ajoutées aux épreuves dans le cas où il n'y aurait pas de place sur ces dernières.

Du reste, une fois que les objets à expédier à prix réduits sont terminés par l'impression, etc., il est interdit de faire des additions, changements à leur contenu, soit par des notes ou signes manuscrits.

Les imprimés remis à la poste sans être affranchis ou l'étant insuffisamment ou ne remplissant pas les conditions voulues, seront traités et taxés comme des lettres non affranchies après défalcation de la valeur des timbres employés.

Art. 7. Les prescriptions de l'article précédent sur les imprimés serviront de base pour le port des échantillons de marchandises.

Il en sera de même pour les cas où les échantillons de marchandises seront joints à des imprimés dans le même paquet.

Les envois sont soumis à l'affranchissement.

Il n'y a que de véritables échantillons ou modèles qui puissent être expédiés avec réduction de taxe, échantillons sans valeur vénale et qu'on peut expédier par la voie de la poste aux lettres. Ils seront mis sous bandes ou encore empaquetés dans des sachets fermés mais non cachetés et empaquetés de telle façon que le contenu puisse être facilement reconnu comme consistant en échantillons de marchandises.

Il est interdit de joindre une lettre à ces envois, qui ne peuvent être accompagnés d'aucune remarque manuscrite, si ce n'est l'adresse du destinataire, le nom ou la raison de commerce de l'expéditeur, les marques de fabrique ou de commerce, y compris la désignation des marchandises, les numéros et les prix.

Les échantillons de marchandises remis à la poste non ou insuffisamment affranchis ou qui ne rempliront les autres conditions qui les concernent seront traités et taxés comme des lettres non affranchies, en tenant compte toutefois des timbres employés.

Art. 8. Dans le cas où les stipulations renfermées dans les art. 6 et 7 sur les conditions formelles des imprimés et des échantillons, pouvant être expédiés à taxe réduite, ne concorderaient pas entièrement avec les principes en vigueur pour le trafic intérieur de l'autre pays, ces

principes pourront être appliqués aux envois de la même nature expédiés du territoire en question.

Les administrations postales respectives se réservent de pouvoir s'entendre immédiatement, suivant l'expérience et suivant les besoins qui surviendraient, sur l'abaissement éventuel du port des imprimés et des échantillons de marchandises.

**Art. 9.** Il est permis d'envoyer des lettres, imprimés et échantillons de marchandises avec chargement.

L'expéditeur aura à payer pour ces envois le port ordinaire d'affranchissement pour les envois par la poste de la même espèce et de plus un droit fixe de 2 gros d'argent si le port est perçu dans le domaine postal de l'Allemagne du Nord, et de 10 cents s'il est perçu sur le territoire postal des Pays-Bas.

L'expéditeur peut exiger, et dans ce cas sa volonté sera mentionnée sur l'adresse, qu'on lui délivre un récépissé de retour sur la réception de son envoi. Il aura à payer, pour l'expédition du « récépissé de retour, » en remettant sa lettre, etc., une nouvelle taxe de 2 gros d'argent pour des envois sur le territoire postal de l'Allemagne du Nord, et 10 cents pour ceux qui auront lieu sur le territoire postal du royaume des Pays-Bas.

Lorsqu'un envoi postal se perd, l'administration postale du territoire où la remise de l'envoi a été faite sera obligée, aussitôt que la perte aura été établie, de payer à l'expéditeur une indemnité de 14 thalers et relativement de 25 florins de Hollande, sauf son recours contre l'autre administration, s'il peut être prouvé que la perte a eu lieu sur son territoire.

La réclamation concernant l'indemnité devra être faite dans l'espace de six mois, à partir du jour de l'expédition de l'envoi postal; si cela n'a pas lieu, les administrations postales ne sont tenues à aucune indemnité. La prescription est interrompue par la réclamation adressée à l'autorité postale du pays d'où l'envoi a été expédié.

Dans le cas d'une résolution négative, commence à partir de la réception de cette résolution un nouveau terme de prescription de six mois qui n'est pas interrompue par une réclamation contre cette résolution.

Il n'est pas accordé d'indemnité pour les pertes qui sont dues à des événements de guerre ou à des causes naturelles inévitables, de même que celles qui auraient été la suite de la nature même de l'envoi.

**Art. 10.** La taxe sera payable d'avance pour toutes les lettres renfermant des valeurs déclarées qui seront remises à la poste sur les territoires postaux de l'Allemagne du Nord et du royaume des Pays-Bas pour être expédiées d'un pays dans l'autre.



Cette taxe se compose :

a) Du port pour les lettres simples affranchies.

b) Du droit d'assurance ; lequel comprend :

1) Pour les lettres partant du territoire postal de l'Allemagne du Nord, 6 pfennig pour chaque 20 thalers ou fraction de cette somme, le minimum étant de 2 gros d'argent.

2) Pour les lettres remises à la poste sur le territoire postal des Pays-Bas, 2 cents pour chaque 20 florins ou fraction de cette somme en prenant pour minimum 10 cents.

Art. 11. On peut se servir pour l'affranchissement des envois par la poste des timbres employés dans le pays où l'envoi a lieu. Si l'on se sert d'enveloppes affranchies, on se conformera aux règlements de l'administration postale intéressée.

Les envois remis à la poste aux lettres qui ne seraient pas suffisamment affranchies au moyen de timbres ou d'enveloppes affranchies seront soumis à la taxe en usage pour les lettres non affranchies, en tenant compte cependant de la valeur des timbres ou des enveloppes affranchies.

Le refus de payer le supplément de taxe sera considéré comme un refus de vouloir prendre possession de l'envoi.

Le montant des timbres employés pour des lettres ou envois insuffisamment affranchis sera porté à l'avoir de l'administration postale qui devait faire la remise de l'envoi, en comptant en même temps le montant du port que l'administration ayant fait l'expédition aurait eu à recevoir dans le cas où l'envoi aurait eu lieu sans affranchissement.

Si l'expéditeur a employé trop de timbres, il n'a pas droit à réclamer le surplus. La somme dépassant le tarif du port est acquise à l'administration postale qui a fait l'envoi.

Dans les cas où le destinataire d'une lettre insuffisamment affranchie aurait à payer un port supplémentaire avec une fraction au-dessous d'un demi-gros d'argent ou de 5 cents, l'administration postale de l'Allemagne du Nord percevra pour son compte le montant d'un demi-gros d'argent, et l'administration postale des Pays-Bas, le montant de 5 cents.

Art. 12. Les objets remis à la poste aux lettres sur l'adresse desquels l'expéditeur a mis par écrit le désir « à faire parvenir par un exprès » ou « à faire remettre de suite » doivent être aussitôt après leur arrivée expédiés par les soins des bureaux de poste, par un messenger particulier.

Le chargement des envois postaux par exprès n'est pas nécessaire :

Pour les lettres par exprès, lorsqu'elles sont chargées ou qu'elles

sont accompagnées d'une déclaration de valeurs, c'est à l'administration postale du pays dans lequel le destinataire demeure de décider, d'après les principes en vigueur pour le trafic intérieur, si la lettre doit être expédiée simultanément avec le bulletin de livraison, ou si ce dernier seulement doit être envoyé par un exprès.

Pour les envois postaux par exprès à l'arrondissement du bureau postal destinataire, il y a à percevoir le droit d'exprès sur le taux de 2 1/2 gros d'argent ou de 15 cents.

Le payement de ce droit peut être fait par l'expéditeur ou par le destinataire.

En ce qui concerne les envois postaux par exprès à l'arrondissement, il est admis comme règle que les droits d'exprès doivent être payés par le destinataire au taux usité, d'après la coutume locale, à l'égard du messenger chargé de postes à domicile un envoi par exprès.

Le droit d'exprès est toujours encaissé par le bureau de poste de l'endroit de destination. Si ce droit n'a pas été payé à l'avance, il ne peut être porté au compte débiteur du bureau expéditeur dans le cas où l'envoi n'aura pu parvenir à destination.

Art. 13. Le partage du port et des autres droits aura lieu de la manière suivante :

1) Le port des lettres du rayon-frontière sera partagé par parts égales entre les deux administrations postales.

2) Pour les autres lettres, l'administration postale néerlandaise recevra sur le port :

a) Dans le cas d'affranchissement :

Dans la direction vers les Pays-Bas, 3/4 de gros d'argent.

Dans la direction hors des Pays-Bas, 4 cents par lettre.

b) Dans le cas de non-affranchissement :

Dans la direction hors des Pays-Bas, 1 1/2 gros d'argent.

Dans la direction vers les Pays-Bas, 8 cents par lettre.

Et par contre le reste sera encaissé par l'administration postale de l'Allemagne du Nord.

3) Pour les imprimés et les échantillons de marchandises, l'administration postale des Pays-Bas percevra d'après le taux du port simple dans la direction du territoire postal de l'Allemagne du Nord, 2 cents, et dans la direction hors du territoire postal de l'Allemagne du Nord, 3 pfennig; par contre le reste appartient à l'administration postale de l'Allemagne du Nord.

4) Le droit de chargement, de même que le droit sur le bulletin de retour, demeure acquis à l'administration postale sur le territoire de laquelle l'envoi a été fait.

5) Le droit d'assurance sur les lettres accompagnées d'une déclaration de valeurs sera partagé par moitié entre les deux administrations postales.

6) L'administration postale de l'Allemagne du Nord aura, sur sa part du montant des ports, à dédommager les administrations postales de l'Autriche, de la Bavière, du Wurtemberg et de Baden pour les correspondances vers ces pays, ou pour celles qui en viennent.

Art. 14. Il est accordé une indemnité à l'expéditeur d'une lettre accompagnée de valeurs déclarées remise à la poste conformément aux règlements, lorsque cette lettre vient à être perdue ou détériorée.

Il n'est accordé d'indemnité pour les dommages causés par le retard dans l'expédition ou la remise de ces lettres, que si l'objet formant le contenu des lettres a perdu sa valeur totale ou partielle sans retour par le retard apporté dans l'expédition ou la remise. Il n'est pourtant tenu aucun compte du changement des cours ou des prix de marchés pour l'indemnité à accorder.

Les administrations postales ne sont obligées à aucune indemnité si la perte, la détérioration ou le retard dans l'expédition sont la suite :

a) De la négligence de l'expéditeur

b) De la guerre ou

c) D'un événement naturel inévitable, ou de la nature même de l'objet expédié.

Lorsque la fermeture et l'enveloppe des objets remis à la poste sont intacts au moment où ces objets sont remis au destinataire et que le poids est égal au poids au moment de la remise, la poste n'a nullement l'obligation de remettre ce qui pourrait manquer au contenu indiqué au moment de l'ouverture.

L'acceptation, sans observation, d'un envoi postal, établit la présomption qu'au moment de la livraison la fermeture, l'enveloppe, étaient intactes, et que le poids au moment de la livraison concordait avec celui de l'envoi au moment où il avait été remis à la poste.

Pour établir le montant de l'indemnité à la charge de la poste, c'est la valeur déclarée qui doit servir de base. Si cependant la poste parvient à établir que la valeur déclarée dépasse la valeur ordinaire de la chose, elle n'aura qu'à fournir l'équivalent de cette dernière.

La poste n'accorde pas d'autres indemnités que celles qui viennent d'être spécifiées; on ne peut surtout avoir de recours contre elle pour les pertes indirectes ou les gains non réalisés à la suite de la perte ou de la détérioration d'un envoi.

C'est l'administration postale dans le domaine de laquelle se trouve le bureau expéditeur qui a l'obligation d'indemniser l'expéditeur.



Le droit à une indemnité de la part de la poste est prescrit au bout d'un an révolu, à partir du jour de la remise de l'envoi. La prescription est interrompue par la réclamation à l'administration postale à laquelle appartient le bureau expéditeur. Si à cette réclamation il est répondu par une décision rejetant la réclamation, commence, à partir de la réception de cette décision, un nouveau terme de prescription de six mois, qui ne peut plus être interrompue par une réclamation contre cette décision.

La demande d'indemnité peut aussi être soulevée par le destinataire dans les cas où l'expéditeur ne peut être trouvé, ou bien lorsqu'il a donné une délégation au destinataire dans le but de faire valoir sa réclamation.

L'administration postale à laquelle incombe l'obligation de payer une indemnité a la latitude, le cas échéant, de faire valoir son recours contre l'administration postale sur le territoire de laquelle la perte ou la détérioration a eu lieu.

Il faut regarder comme telle, jusqu'à preuve du contraire, l'administration postale qui a reçu de l'autre sans réclamation l'envoi postal, et qui est hors d'état de prouver qu'elle en a fait la livraison au destinataire.

Art. 15. Les administrations postales respectives sont autorisées à introduire un procédé de mandats de poste sur les bases suivantes :

Le montant d'un seul mandat de poste ne peut dépasser la valeur nominale de 50 thalers, si le paiement doit avoir lieu dans le domaine postal de l'Allemagne du Nord, et de 87 florins 50 cents de valeur nominale si le mandat doit être payé dans le domaine postal des Pays-Bas.

Le droit est fixé ainsi qu'il suit :

a) Pour les sommes s'élevant jusqu'à la concurrence de 25 thalers ou de 43 florins 75 cents le droit est de 4 gros d'argent respectivement de 25 cents ;

b) Pour des sommes plus élevées s'élevant jusqu'au maximum permis le droit est de 8 gros d'argent et respectivement de 50 cents.

Le droit sera toujours payé par l'expéditeur du mandat de poste. Cette taxe est partagée par moitié entre les deux administrations postales.

Les administrations postales respectives garantiront le paiement des sommes qu'elles s'engagent à expédier.

Art. 16. Lorsque des bureaux de poste du territoire postal de l'Allemagne du Nord tirent, par voie d'abonnement, des journaux ou écrits périodiques des bureaux de poste du territoire postal néerlandais, ou

ceux-ci des bureaux de poste du domaine postal de l'Allemagne du Nord il ne devra pas être attribué aux bureaux qui ont reçu la demande de prix plus élevés que ceux qui se composent du prix d'achat de ces journaux ou écrits périodiques et du droit de circulation pour les journaux abonnés à l'intérieur.

Les deux administrations postales respectives établiront des listes de prix en y joignant les conditions d'abonnement et elles se les communiqueront mutuellement.

Les stipulations du présent article et de l'article 6 ne limitent en aucune façon le droit des hautes parties contractantes d'interdire sur leur territoire l'achat ou l'expédition de journaux ou autres écrits périodiques dont la publication sur le territoire en question ne peut, d'après les lois et règlements sur la Presse être considérée comme permise, de même que de s'opposer à l'expédition ou à la circulation de journaux par l'intermédiaire de la poste.

Art. 17. Les envois postaux entre les trois États allemands du Sud : la Bavière, le Wurtemberg, Baden, de même que l'empire d'Autriche d'un côté, et les Pays-Bas d'autre part, dans le cas où ces envois seront échangés par l'intermédiaire de l'Administration postale de l'Allemagne du Nord, seront soumis aux prescriptions qui, d'après les articles précédents, se rapportent aux envois postaux entre le territoire postal de l'Allemagne du Nord et celui des Pays-Bas pour tout ce qui concerne la taxe du port, la perception de la taxe et les conditions d'expédition, etc., etc.

L'Administration postale de l'Allemagne du Nord se charge exclusivement et pour son propre compte — vis-à-vis de l'administration postale néerlandaise — des différences et des décomptes avec les administrations postales des États ci-dessus nommés.

Ces stipulations s'étendent aussi aux mandats de poste avec l'exception que, pour le moment, les mandats de poste ne peuvent être échangés avec l'Autriche.

Art. 18. L'administration postale de l'Allemagne du Nord effectuera aussi rapidement que possible l'évaluation sur le pied du thaler des tarifs de port stipulés dans le présent traité, en florins de l'Allemagne du Sud. Cette évaluation en monnaies ayant cours dans ces pays se fera en tenant compte des circonstances qui accompagnent la perception.

Art. 19. Dans tous les cas où la livraison de la correspondance contribue d'après son poids total, à faciliter le trafic technique et à la simplification du décompte, il sera fait usage de ce mode de livraison après que les deux administrations se seront entendues à ce sujet.

Les parts de port que chacune des deux administrations a à perce-

voir conformément aux articles précédents, seront ramenées à cet effet, d'après les résultats d'un pointage spécial comprenant quatre semaines et porté sur les cartes par parties moyennes de 500 grammes.

Les parties moyennes pourront, sur la demande de l'une ou de l'autre des deux administrations, être révisées de temps en temps.

Art. 20. Les conditions spéciales qui devront s'appliquer, par suite de traités postaux déjà existants ou qui seront conclus plus tard avec des pays tiers à la correspondance ainsi qu'aux lettres avec déclaration de valeurs, en transit par l'Allemagne respectivement l'Autriche ou par les Pays-Bas pour des pays tiers, seront fixées d'un commun accord par les deux administrations respectives.

On suivra en cela ce principe à savoir que les deux administrations respectives, pour l'expédition des envois postaux en question, auront à payer, sur les distances postales allemandes ou allemandes-autrichiennes et respectivement néerlandaises, les mêmes ports que ceux auxquels elles ont droit en vertu de l'article 13 pour la correspondance internationale.

Outre le prix de ces ports il y aura à payer à l'administration chargée du transit le port étranger stipulé d'après ses traités avec les administrations postales de pays tiers.

Le port composé du port international et du port étranger pour les lettres venant de pays étrangers ou destinées à ces pays sera arrondi de façon à ce que les sommes dépassant un certain taux seront portées dans l'Allemagne du Nord à 1/2 gros d'argent et sur le territoire postal des Pays-Bas à 5 cents, au moment de la perception.

Art. 21. Pour ce qui concerne les sacs de lettres fermés en transit, il y aura à mettre en exécution les stipulations suivantes :

#### I. TRANSIT NON PAYANT.

L'administration postale de l'Allemagne du Nord accorde à l'administration postale des Pays-Bas le transit libre pour les paquets de lettres fermés qui :

1) Sont échangés entre les bureaux de poste du territoire postal des Pays-Bas et qui transitent par le territoire postal de l'Allemagne du Nord.

2) Qui sont échangés entre le territoire postal néerlandais et le Grand-Duché de Luxembourg et sont expédiés en transit par le territoire postal de l'Allemagne du Nord.

L'administration postale néerlandaise permet à l'administration pos-

tale de l'Allemagne du Nord le transit gratuit pour les paquets de lettres fermés qui :

1) Sont échangés entre les bureaux de poste du territoire postal de l'Allemagne du Nord et sont transportés en transit par le territoire postal des Pays-Bas.

2) Sont échangés entre les bureaux de poste du territoire postal de l'Allemagne du Nord et des bureaux de poste étrangers en transitant par le territoire postal néerlandais et la ligne de chemin de fer dans la direction de Maestricht, Aix-la-Chapelle *et vice versa*.

## II. TRANSIT PAYANT.

L'administration postale de l'Allemagne du Nord accorde à l'administration postale des Pays-Bas le transit de paquets de lettres fermés destinés aux pays suivants ou venant de ces contrées contre une bonification de port d'après le taux qui suit :

1) En destination pour ou venant

Du Danemarck. . . . .	} 2 gros d'argent par chaque 30 grammes, poids net de lettres. 1/4 de gros d'argent pour chaque 40 grammes d'imprimés ou échantillons de marchandises.
De la Suède. . . . .	
De la Norwége. . . . .	
Amérique du Nord ( <i>via</i> ). . .	
Brême ou , . . . .	
Hambourg. . . . .	

Dans le cas où les paquets de lettres sont expédiés des Pays-Bas pour la Suède et la Norwége *et vice versa* par la voie de Stralsund, l'administration postale néerlandaise aura à payer, en outre, une bonification pour le transport maritime, laquelle, dans aucun cas, ne pourra être plus élevée que celle que l'administration postale suédoise paye à l'administration postale allemande pour l'expédition, par mer, des paquets de lettres fermés destinés à des pays étrangers en suivant la voie de Stralsund.

2) En destination pour ou venant de

La Suisse, l'Italie et les possessions néerlandaises dans les Indes. . . . .	} 2 gros d'argent pour chaque 30 grammes, poids net de lettres. 1/4 de gros d'argent pour chaque 40 grammes net d'imprimés ou d'échantillons de marchandises.

Moyennant la bonification stipulée sous le n° 2 l'expédition a lieu, non-seulement par le territoire postal de l'Allemagne du Nord, mais



encore par les territoires postaux de l'Allemagne du Sud et de l'Autriche.

Pour ce qui concerne les paquets de lettres venant de la Suisse, de l'Italie et des possessions néerlandaises dans les Indes, la bonification spécifiée ci-dessus dépendra de l'acceptation des États de l'Allemagne du Sud et respectivement de l'empire d'Autriche.

Dans le cas où l'administration postale des Pays-Bas voudrait faire usage du transit de paquets de lettres fermés avec d'autres pays que ceux qui sont désignés ci-dessus, de même que si l'administration postale de l'Allemagne du Nord voulait user du transit de paquets de lettres fermés et sur d'autres routes et avec d'autres pays que ceux qui sont indiqués ci-dessus, les deux administrations auraient à s'entendre sur les conditions.

S'il ne s'agit toutefois que du transit de paquets de lettres fermés de la poste de l'Allemagne du Nord destinés à des pays étrangers ou en provenant par la route de Venlo et Maestricht, le maximum de la bonification à payer à la caisse de l'administration postale néerlandaise ne pourra dépasser 5 cents.

a) pour chaque 30 grammes de lettres poids net.

b) Par kilogramme d'imprimés et échantillons de marchandises 12 1/2 cents.

Les paquets de lettres néerlandais venant de pays étrangers ou en destination pour ces pays ne peuvent contenir d'autres paquets de lettres fermés.

De même il est interdit d'introduire dans les paquets de lettres fermés de l'Allemagne du Nord venant de pays étrangers ou en destination de ces pays d'autres paquets de lettres fermés.

Les correspondances en franchise, les envois de poste dont le destinataire est inconnu ou qui sont réexpédiés ainsi que les mandats de poste ne sont pas soumis au port de transit.

Le port de transit pour les lettres non affranchies qui ne peuvent être remises au destinataire, et, par conséquent, doivent être retournées, sera restitué des deux côtés.

Art. 22. Lorsque dans des cas exceptionnels, à la suite d'une interruption dans les moyens de correspondance, l'une des administrations est contrainte de se servir du territoire postal de l'autre administration pour le transit de correspondances qui, dans les circonstances ordinaires devraient être transportées par un autre chemin, les deux administrations se chargeront du transit, gratuitement, sous la réserve de restituer les frais extraordinaires que ce mode de transport en transit pourrait avoir causés.



chargées et des lettres accompagnées de valeurs déclarées et les procédés à suivre pour la transmission de ces lettres d'une administration à l'autre.

4) Les tarifs réciproques de bonification et autres conditions pour les correspondances remises au transit simple.

5) Les formes techniques du service d'expédition et du système de décompte.

6) La manière de traiter les bulletins de course, les objets expédiés qui ne peuvent être remis au destinataire, qui doivent être réexpédiés ou qui ont été faussement expédiés.

7) La manipulation de l'échange des mandats de poste, le décompte général et l'entente sur cette branche du trafic.

Art. 27. Le présent traité entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1868, date à laquelle expire le traité postal conclu à La Haye le 18 septembre 1863.

Il restera en vigueur d'année en année jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait manifesté à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en arrêter les effets.

Art. 28. Les ratifications de ce traité auront lieu aussitôt que possible et les ratifications seront échangées à Berlin.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé et scellé le traité en double expédition.

Fait à Berlin, le 1<sup>er</sup> septembre 1868.

(L. S.) *Signé* : DELBRUCK, (L. S.) *Signé* : E. van BYLANDT.

---

## ALLEMAGNE DU NORD — ZOLLVEREIN — JAPON

TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A YOKOHAMA,  
LE 20 FÉVRIER 1869

S. M. le roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord et des membres de l'Union douanière et commerciale allemande n'appartenant pas à cette Confédération, savoir : de la couronne de Bavière, de la couronne de Wurtemberg, du grand-duché de Baden et du



grand-duché de Hesse pour les parties de son territoire située au sud du Mein, de même au nom du Grand-Duché de Luxembourg faisant partie du Zollverein d'une part, et S. M. le Tenno du Japon d'autre part.

Animés du désir de développer les relations de navigation et de commerce entre l'Allemagne et le Japon ont résolu de conclure un traité, et, à cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le roi de Prusse : le chargé d'affaires de la Confédération de l'Allemagne du Nord au Japon, Max-Auguste-Scipion de *Brandt*;

S. M. le Tenno du Japon : *Higashi Kuze Chujo*, *Gidjo* et *Chijo* du ministère étranger, de la première classe des fonctionnaires; *Terashima Tozo*, *Chiji* de l'arrondissement Kanagawa et *Handji* du ministère étranger, de la troisième classe des fonctionnaires; *Iseki Sayemon Handji* du ministère étranger de la troisième classe des fonctionnaires.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Entre les hauts États contractants de même qu'entre leurs sujets, il y aura paix perpétuelle et une amitié constante.

Art. 2. S. M. le roi de Prusse aura le droit de nommer un agent diplomatique au Japon, auquel il sera permis de se charger de la représentation des autres États allemands contractants.

Les États allemands contractants jouiront du droit de nommer un consul général dans chaque port ouvert, ou pour chaque ville ouverte du Japon, un consul, vice-consul ou agent consulaire. Ces fonctionnaires jouiront des privilèges et des immunités qui sont accordés aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Non-seulement l'agent diplomatique nommé par S. M. le roi de Prusse, mais encore le consul général, auront le droit de voyager sans obstacle dans toutes les parties de l'empire du Japon.

De même les agents consulaires allemands autorisés à exercer la juridiction consulaire, auront le droit, dans le cas où un bâtiment allemand ferait naufrage dans les limites de leur juridiction, ou bien encore si on attende à la vie ou à la fortune d'un Allemand, de se rendre sur les lieux afin de constater le fait. Cependant, les agents consulaires allemands doivent, dans chacun des cas semblables, faire aux autorités japonaises une communication par écrit pour leur faire connaître le but et la cause de leur voyage et ne se mettre en chemin qu'accompagnés d'un fonctionnaire japonais d'un rang élevé et nommé par les autorités japonaises.

S. M. le Tenno du Japon peut nommer un agent diplomatique à la

cour de Berlin, et des agents consulaires pour les ports allemands ou les places de commerce où il y a des agents consulaires d'un État tiers.

L'agent diplomatique et les agents consulaires du Japon jouiront, sous la condition de réciprocité, sur le territoire des États allemands contractants, des privilèges, immunités et prérogatives qui sont accordés ou seront accordés aux représentants d'une puissance tierce.

Art. 3. Les villes et ports de Hakodade, Hiogo, Kanagawa, Nangasaki, Niegata, y compris Ebisuminato, dans l'île de Sado et Osaka, de même que la ville de Yeddo, seront ouverts, à partir du jour de la signature de ce traité, aux sujets et au commerce des États allemands contractants.

Les sujets allemands devront pouvoir demeurer d'une manière permanente dans les villes et ports ci-dessus nommés; ils auront le droit d'y louer des terrains, d'y acheter des maisons et d'y pouvoir construire des habitations et des magasins.

Le lieu que les sujets allemands habiteront et l'emplacement sur lequel ils doivent élever leurs constructions seront désignés par les agents consulaires allemands d'accord avec les autorités japonaises compétentes; c'est aussi de cette façon que seront établis les règlements concernant la police des ports. Si les agents consulaires allemands et les autorités japonaises ne parviennent pas à se mettre d'accord sur ce sujet, la question sera présentée au gouvernement japonais par l'agent diplomatique allemand.

Les Japonais ne pourront élever de murailles ni clôtures, ni grilles, ni autre sorte de fermeture autour des lieux où les sujets allemands s'établiront, clôtures qui pourraient gêner l'entrée et la sortie de ces lieux.

Les sujets allemands auront la liberté de se mouvoir, sans être inquiétés, dans les limites suivantes :

De Hakodade et Niegata dans toutes les directions jusqu'à la distance de 10 ri ;

D'Ebisuminato sur toute l'étendue de l'île de Sado ;

De Kanagawa jusqu'au fleuve Logo qui se jette, entre Kawasaki et Sinagawa, dans le golfe de Yeddo, et dans toutes les autres directions jusqu'à une distance de 10 ri ;

De Nagasaki partout sur le territoire de l'empire voisin ;

De Hiogo, dans la direction de Kioto, jusqu'à la distance de 10 ri de cette ville, et dans toute autre direction jusqu'à la distance de 10 ri de Hiogo ;

D'Osaka, au sud de l'embouchure du Yamatogawa, jusqu'à Funa-

bashimura, et de là à l'intérieur d'une ligne partant de cette place par Kiokojimura jusqu'à Sada; la ville de Sakai est en dehors de ces limites, cependant il est permis aux sujets allemands de s'y rendre;

De Yeddo, sans dépasser les limites suivantes : de l'embouchure du Shintonegawa jusqu'à Kanamachi et le long de la route de Mito jusqu'à Senji; de là, en remontant le cours du Samidagawa, jusqu'à Furgano-Kamigo et par Omuro, Takakura, Koyata, Ogiwara-Miyadera, Mitsugi, Tanaka, au bac de Hino sur le Rokugogawa.

Les distances de 10 ri seront mesurées sur terre du Saibansho ou hôtel de ville de chacun des ports nommés.

Un ri égale .

12,456 pieds prussiens.

4,275 yards d'Angleterre.

3,910 mètres français.

Les sujets allemands qui dépassent ces limites seront passibles d'une amende de 100 doll. arg., et, dans le cas de récidive, cette amende sera portée au chiffre de 250 doll.

Art. 4. Les Allemands séjournant au Japon auront le libre exercice de leur religion. A cet effet, ils pourront élever des constructions sur les terrains destinés à leur établissement, afin de pouvoir y exercer leur religion.

Art. 5. Toutes les contestations qui pourraient s'élever au sujet des personnes ou des propriétés entre les Allemands séjournant au Japon, seront soumises à la décision des autorités allemandes.

De même les autorités japonaises n'auront nullement à intervenir dans les contestations qui pourraient s'élever entre les sujets de l'un des États allemands contractants et les nationaux d'une autre puissance contractante.

Lorsqu'un Allemand a une plainte ou une accusation à porter contre un Japonais, c'est l'autorité japonaise qui est appelée à juger le différend.

Si c'est, au contraire, un Japonais qui a à porter une plainte ou une accusation contre un Allemand, c'est l'autorité allemande qui aura à décider.

Si un Japonais se refusait à payer ce qu'il doit à un Allemand, ou s'il devait se tenir caché dans l'intention de tromper, les autorités japonaises compétentes feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour l'amener devant les tribunaux et obtenir de lui le paiement de sa dette. Si, d'un autre côté, un Allemand se tenait caché frauduleusement et ne voulait payer ce qu'il doit à des Japonais, les autorités allemandes feront tou t

ce qui est en leur pouvoir pour amener le coupable devant les tribunaux et le contraindre au payement de sa dette.

Ni les autorités allemandes ni les autorités japonaises ne seront responsables pour le payement des dettes qui auront été contractées par des Allemands ou des Japonais.

Art. 6. Les sujets allemands qui se rendraient coupables d'un crime envers des sujets japonais ou envers les nationaux d'une autre nation seront conduits devant les agents consulaires allemands, et punis d'après les lois allemandes.

Les sujets japonais qui se rendraient coupables d'un acte qualifié crime envers des sujets allemands seront traduits devant les autorités japonaises et punis d'après les lois du Japon.

Art. 7. Toutes les revendications concernant les amendes ou les confiscations prononcées pour des contraventions à ce traité ou contre le règlement de commerce qui y est joint, seront portées devant les agents consulaires allemands, qui auront à prononcer. Les amendes et confiscations prononcées par eux rentreront dans les caisses du gouvernement japonais. Les marchandises saisies seront scellées par les autorités japonaises et les agents consulaires allemands et déposées dans les magasins de la douane, en attendant la décision du consul allemand.

Si la sentence du consul est prononcée en faveur du propriétaire ou du consignataire des marchandises, celles-ci seront immédiatement remises au consul pour en disposer ; cependant, dans le cas où le gouvernement japonais désirerait en appeler de ce jugement du consul à une instance supérieure, le propriétaire ou consignataire de ces marchandises sera tenu à en déposer la valeur au consulat allemand, jusqu'au moment du jugement en dernière instance. Si les marchandises saisies sont de nature à se détériorer facilement, elles seront remises entre les mains du propriétaire ou du consignataire, contre le dépôt de leur valeur au consulat allemand.

Art. 8. Dans tous les ports du Japon ouverts ou à ouvrir au commerce, il sera permis aux sujets allemands d'introduire, du territoire allemand ou de ports étrangers, toutes sortes de marchandises qui ne sont pas de contrebande, de les vendre, de même que d'acheter des marchandises japonaises et de les exporter en destination des ports allemands ou ports étrangers. Ils n'auront à payer que les droits de douane portés sur le tarif joint au présent traité et seront libres de tous autres impôts.

Les sujets allemands pourront acheter des Japonais toutes sortes d'articles, de même que leur revendre toutes espèces de marchandises,



et cela sans l'intervention d'un employé japonais, soit pour la vente, soit pour l'achat, pas plus que pour le paiement ou pour recevoir le prix de la vente.

Il sera de même permis aux sujets allemands d'expédier pour un port ouvert du Japon les produits qu'ils auront achetés dans un autre port ouvert, sans payer pour cela aucuns droits de douane ou autres.

De même, il sera permis à tous les Japonais d'acheter des sujets allemands, soit en Allemagne, soit dans les ports ouverts, toutes sortes d'articles, sans l'intermédiaire d'un fonctionnaire japonais, de garder ce qu'ils ont acheté, de s'en servir ou de le revendre. Les Japonais, dans leurs relations commerciales avec des sujets allemands, ne seront pas soumis à des impôts plus élevés que ceux qu'ils ont à payer pour leurs affaires entre eux.

De même, les princes japonais ou les gens à leur service peuvent se rendre, en se soumettant aux prescriptions légales, en Allemagne, de même que dans les ports ouverts du Japon, y faire le commerce avec des Allemands librement, sans l'intermédiaire d'un fonctionnaire japonais, en supposant qu'ils se soumettent aux règlements de police existants et qu'ils payent les droits fixés.

De même, il sera permis à tous les Japonais d'embarquer sur des vaisseaux allemands ou japonais des marchandises d'origine japonaise ou étrangère dans les ports ou pour les ports ouverts du Japon, ou dans les ports étrangers ou pour ces mêmes ports.

Art. 9. Le gouvernement japonais n'empêchera pas les Allemands résidant au Japon de prendre à leur service des Japonais comme interprètes, professeurs, domestiques, etc., et de les employer à toutes les occupations que les lois ne défendent pas ; cependant, il va de soi que ces Japonais, dans le cas où ils commettraient un crime, restent soumis aux lois japonaises.

De plus, les Japonais auront la liberté de prendre du service à bord des bâtiments allemands.

Les Japonais au service d'Allemands pourront, sur une demande adressée par écrit aux autorités locales, obtenir la permission d'accompagner leurs maîtres à l'étranger.

De même, il sera permis à tous les Japonais munis de passeports réguliers délivrés par les autorités, selon les prescriptions de la déclaration du gouvernement japonais du 23 mai 1868, de se rendre en Allemagne dans le but d'y compléter leur instruction, ou pour leurs affaires commerciales.

Art. 10. Le règlement de commerce joint au présent traité sera considéré comme formant une partie intégrante de ce traité, et sera,

par conséquent, obligatoire pour les deux hautes parties contractantes.

L'agent diplomatique allemand au Japon aura le droit, après s'être concerté avec les fonctionnaires que le gouvernement aura désignés à cet effet, de publier pour tous les ports ouverts au commerce les règlements nécessaires et appropriés pour l'exécution des prescriptions du règlement de commerce joint au présent traité.

Art. 11. Le gouvernement japonais pourvoira tous les ports ouverts au commerce allemand des phares, bâtiments-signaux, bouées et autres signes de mer nécessaires pour faciliter ou assurer l'entrée et la sortie des navires.

Les autorités japonaises prendront dans chaque port les mesures qui leur paraîtront les plus propres à empêcher la fraude et la contre bande.

Art. 12. Lorsqu'un navire allemand arrive en vue d'un port ouvert du Japon, il aura la liberté de prendre un pilote pour le conduire dans le port. De même, lorsqu'il aura payé tous les droits et acquitté tous les impôts et qu'il sera prêt à mettre à la voile, il pourra prendre un pilote pour le conduire hors du port.

Art. 13. Les marchands allemands ayant introduit dans un port ouvert du Japon des marchandises et acquitté les droits, pourront demander des autorités japonaises un certificat constatant l'acquittement de ces droits de douane, et, en vertu de ce certificat, ils pourront expédier ces mêmes marchandises dans un autre port ouvert du Japon ou les exporter sans qu'ils aient à payer d'autres droits de douane.

Le gouvernement japonais s'oblige à faire élever dans les ports ouverts des magasins de dépôt dans lesquels seront, sur la demande de celui qui a importé ou du propriétaire, reçues les marchandises, sans payer les droits de douane.

Le gouvernement japonais répond de la sécurité de ces marchandises aussi longtemps qu'elles seront confiées à sa garde ; il prendra toutes les mesures de précaution nécessaires pour garantir les marchandises déposées contre les atteintes du feu. Si l'importateur ou le propriétaire des marchandises désire les retirer des magasins de dépôt, il aura à payer les droits de douane fixés par le tarif fixé ; mais s'il désire les réexporter, il pourra le faire sans être obligé à payer les droits de douane.

Dans tous les cas, il sera obligé de payer les droits de dépôt au moment où les marchandises lui seront délivrées.

L'élévation de ces droits, de même que les mesures à prendre pour l'administration de ces magasins de dépôt, seront fixées par un accord commun des hautes parties contractantes.

Art. 14. Toutes les marchandises introduites par des sujets allemands dans un port ouvert du Japon, après avoir acquitté les droits fixés par ce traité, qu'elles soient entre les mains d'Allemands ou de Japonais, pourront être envoyées par les propriétaires dans toutes les parties de l'empire, sans avoir à payer, soit un impôt, soit un droit de transit, sous quelque nom ou quelque prétexte que ce soit.

Tous les produits japonais pourront être amenés de tous les points du pays dans les ports ouverts, sans être soumis à des droits de douane ou de passage, à l'exception des péages pour les routes prélevés sur tous les commerçants pour l'entretien des voies de communication par terre ou par eau.

Art. 15. Animé du désir d'écarter les obstacles qui s'opposent à la libre circulation de l'argent étranger au Japon, le gouvernement japonais procédera sans retard, dans le frappeage des monnaies du pays, aux changements et réformes qui ont été reconnues comme nécessaires. A cet effet, l'hôtel principal des monnaies, de même que les bureaux spéciaux à établir dans chacun des ports ouverts de l'empire, accepteront des étrangers et des Japonais, sans distinction d'état, les monnaies étrangères de toutes sortes, de même que les lingots d'or ou d'argent, pour les échanger contre des monnaies japonaises du même poids et du même titre, moyennant un droit déterminé de refonte, dont l'élévation sera fixée par l'accord commun des deux hautes parties contractantes.

Les Allemands et les Japonais, dans les paiements qu'ils ont à se faire mutuellement, peuvent à leur gré se servir de monnaies étrangères ou japonaises.

Les monnaies de toutes sortes, à l'exception des monnaies en cuivre japonaises, de même que l'or ou l'argent étrangers non monnayés, peuvent être exportées du Japon.

Art. 16. Si les employés des douanes japonais n'admettaient pas l'évaluation donnée par les marchands de leurs marchandises, ils pourront taxer eux-mêmes ces marchandises et s'offrir pour les acheter au prix auquel ils les ont évaluées.

Si le propriétaire se refusait à accepter cette proposition, il aura à payer le droit de douane fixé par les employés de la douane japonaise. Dans le cas où la proposition d'achat serait acceptée, on aura à lui payer de suite le prix offert, sans rabais, retenue ni escompte.

Art. 17. Lorsqu'un navire allemand fait naufrage ou échoue sur les côtes de l'empire du Japon, ou dans le cas où il serait contraint de chercher un refuge dans un des ports du Japon, les autorités japonaises compétentes s'empresseront à porter secours, à porter tous les



secours possibles au navire en détresse, aussitôt qu'elles auront eu connaissance du sinistre. Les personnes à bord du bâtiment seront traitées avec bienveillance, et, si cela est nécessaire, on leur fournira les moyens de se rendre au consulat allemand le plus voisin.

Art. 18. Des provisions de toutes espèces pour les vaisseaux de guerre allemands pourront être débarquées dans les ports ouverts du Japon et déposées dans les magasins, sous la surveillance d'employés allemands, sans avoir à payer des droits de douane. Mais si l'on vient à vendre ces provisions à des Japonais ou à des étrangers, les acquéreurs auront à acquitter les droits proportionnels des douanes entre les mains des autorités japonaises.

Art. 19. Il est formellement stipulé que les gouvernements des États contractants allemands et leurs sujets jouiront, sans aucun empêchement, à partir du jour où ce traité entrera en vigueur, de tous les droits, libertés et avantages qui ont été ou seront à l'avenir accordés par S. M. le Tenno du Japon au gouvernement ou aux sujets de tout autre État.

Art. 20. On est tombé d'accord que les hautes parties contractantes, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1872, pourront proposer la révision de ce traité, afin d'y introduire les changements ou améliorations que l'expérience aura trouvé nécessaires. Cette proposition devra néanmoins être faite une année au moins à l'avance.

Si cependant, avant cette époque, S. M. le Tenno du Japon désirait une révision de tous les traités, et obtenir à cet effet le consentement de toutes les puissances ayant conclu des traités avec le Japon, les États allemands contractants prendront part à ces négociations, sur le désir du gouvernement japonais.

Art. 21. Toutes les communications officielles de l'agent diplomatique allemand ou des agents consulaires avec les autorités japonaises seront écrites en allemand. Cependant, pour faciliter la marche des affaires, ces communications seront, pendant trois ans, à partir du jour où le traité entrera en vigueur, accompagnées d'une traduction en hollandais ou en japonais.

Art. 22. Le présent traité est expédié en quatre exemplaires, en japonais et en allemand ; toutes ces expéditions ont le même sens et la même signification.

Art. 23. Le présent traité sera ratifié par S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Tenno du Japon de leur signature et de leur sceau, et les ratifications seront échangées dans l'espace de dix-huit mois.

Ce traité entre en vigueur à partir du jour de la signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé et muni de leurs sceaux le présent traité.

Fait à Yokohama, le vingtième jour de février de l'année de Notre-Seigneur l'année mil huit cent soixante-neuf, ou le dixième jour du premier mois de la seconde année Meidji (Tschino to mi) de l'ère japonaise.

(L. S.) *Signé* : M. DE BRANDT. (L. S.) *Signé* : HIGASHI KUZE CHUJO ;  
 (L. S.) *Signé* : TERASHIMA TOZO ;  
 (L. S.) *Signé* : ISEKI SAYEMON.

## ALLEMAGNE DU NORD — ZOLLVEREIN — MEXIQUE

TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A MEXICO  
LE 28 AOUT 1869

S. M. le roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord et des membres du Zollverein qui ne font pas partie de cette confédération, à savoir : au nom de la couronne de Bavière, de la couronne de Wurtemberg, du Grand-Duché de Baden et du Grand-Duché de Hesse pour sa partie de territoire située au sud du Mein, de même qu'au nom du Grand-Duché de Luxembourg faisant partie de son Union douanière et commerciale, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part, animés du désir d'animer et de consolider réciproquement leurs relations et leurs intérêts, ont résolu de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation.

A cet effet ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

S. M. le roi de Prusse, son conseiller de légation, Kurd de *Schlœzer*, chargé d'affaires de la Confédération de l'Allemagne du Nord à Mexico et le Président des Etats-Unis du Mexique, le ministre des affaires étrangères Sébastien *Lerdo de Tejada*, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, son convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura une amitié ferme et invariable entre la Confédération de l'Allemagne du Nord, le Zollverein et leurs habitants, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique et ses habitants, d'autre part.

Art. 2. De même il y aura entre les États contractants liberté réciproque de commerce et de navigation. Les nationaux des deux États pourront librement et en toute sécurité naviguer avec leurs bâtiments et chargements, entrer dans toutes les places, ports et cours d'eau les uns des autres où il est permis à des étrangers de se présenter maintenant et sera permis à l'avenir dans le but d'y séjourner et de s'y établir, de même que d'y posséder ou louer pour les intérêts de leur commerce des maisons, sous la condition de se soumettre aux lois et règlements qui sont en vigueur sur leurs territoires respectifs.

Les vaisseaux de guerre des deux pays auront la liberté de s'arrêter dans tous les ports, fleuves et localités où les vaisseaux de guerre d'autres nations peuvent entrer maintenant ou pourront entrer à l'avenir, en se soumettant toutefois aux lois et règlements en vigueur dans les États contractants.

Le droit d'entrer dans les ports et de s'y arrêter accordé aux vaisseaux des deux pays auquel s'applique le présent article ne s'étend pas à l'autorisation de faire le commerce des côtes ni le cabotage qui n'est permis qu'aux bâtiments nationaux.

Art. 3. Les vaisseaux de chacune des parties contractantes sur le territoire ou dans les ports de l'autre ne payeront à leur entrée, sortie ou pendant leur séjour, d'autres droits ou charges pour tonnage, phare, port, pilotage, quarantaine, sauvetage en cas d'avarie ou de naufrage ni autres charges ou droits, généraux ou locaux que ceux que payent ou payeront à l'avenir les vaisseaux de la nation la plus favorisée.

Dans les cas où cet article ou d'autres du présent traité seront appliqués, on entendra sous la désignation de ports allemands ou mexicains ceux qui sont ouverts ou le seront plus tard au commerce d'importation et d'exportation, par les gouvernements respectifs.

Art. 4. Si avec le temps il s'établit entre les États contractants des communications régulières au moyen de bateaux à vapeur, ils jouiront des mêmes facilités pour leur entrée, leur séjour et leur sortie que celles qui sont ou seront accordées aux vaisseaux d'autres nations se trouvant dans le même cas et les mêmes circonstances.

Art. 5. Tous les objets de commerce sans distinction d'origine dont l'importation, l'exportation et la réexportation sont permises dans les ports allemands sur des bâtiments d'une autre nation venant d'un pays étranger quelconque ou qui s'y rendent, pourront être aussi importés, exportés et réexportés sur des bâtiments mexicains sans payer d'autres droits plus élevés que ceux que payent les bâtiments de toute autre nation. De même, tous les objets de commerce sans distinction d'origine, dont l'importation dans les ports mexicains et dont l'export-

tation et la réexportation des ports mexicains sur des bâtiments d'une autre nation, qui viennent d'un pays quelconque ou qui y ont leur destination, est permise, peuvent être importés, exportés et réexportés sur des bâtiments allemands sans payer d'autres droits ou des droits plus élevés que ceux qu'ils payent sur les bâtiments de toute autre nation.

Art. 6. Les États contractants sont convenus de considérer et de traiter réciproquement comme bâtiments l'un de l'autre ceux qui sont reconnus comme tels dans leurs pays respectifs conformément aux lois et règlements en vigueur ou qui seront publiés plus tard et communiqués par l'une des parties contractantes à l'autre en temps opportun. Il reste bien entendu que les commandants de ces bâtiments auront à prouver leur nationalité au moyen de patentes maritimes expédiées selon les formes habituelles et signées par les autorités compétentes du pays auquel ils appartiennent.

Art. 7. On n'imposera pas d'autres droits ni de droits plus élevés sur le territoire de l'Allemagne du Nord et des États du Zollverein à l'importation, à la réexportation et au transit des produits naturels ou manufacturés des États-Unis du Mexique, et sur le territoire de ces derniers on n'imposera pas à l'importation, réexportation et au transit des produits naturels ou manufacturés de la Confédération de l'Allemagne du Nord et des États appartenant au Zollverein, que ceux que payent ou payeront à l'avenir les mêmes produits de toute autre nation. De même on n'imposera dans aucun des États contractants d'autres droits ni plus élevés à l'exportation, qui se fait d'un des États dans l'autre, des objets de commerce, que les droits que paye tout autre pays. Ni l'une ni l'autre des parties contractantes ne prohibera l'importation, exportation, réexportation et le transit des produits du sol ou manufacturés de leurs territoires respectifs, à moins toutefois que cette prohibition ne s'étende aussi au commerce fait avec toutes les autres nations.

Art. 8. Dans tout ce qui est relatif à la police des ports, au chargement et au déchargement des bâtiments, à la sécurité et à la garde des marchandises et des effets, les nationaux des États contractants seront réciproquement soumis aux lois et règlements locaux des territoires respectifs.

Art. 9. Toutes les fois que les nationaux de l'un des États contractants se verront forcés de se réfugier dans les ports, baies, fleuves ou territoires de l'autre avec leurs bâtiments par suite du mauvais temps ou de la chasse que leur font des pirates ou des ennemis, ils y seront reçus et traités avec humanité en tenant toutefois compte des mesures de



sûreté qui seront jugées nécessaires par les gouvernements respectifs pour empêcher la contrebande. Il sera en outre accordé à ces bâtiments toutes les faveurs et toute la protection nécessaires pour réparer leurs avaries, se procurer des vivres et se mettre en état de continuer leur voyage sans obstacle ou empêchement d'aucune sorte. Il sera permis, sur le territoire de chacun des États contractants, aux bâtiments marchands de l'autre, quand leur équipage a été réduit par maladie ou autres causes, d'engager les marins nécessaires pour continuer leur voyage, sous la condition d'observer les lois et règlements du pays, et que l'embauchage des marins soit libre et librement consenti.

Art. 10. Lorsque le bâtiment d'un national de l'un des États contractants fait naufrage, échoue ou reçoit quelque avarie sur les côtes ou sur le territoire de l'autre on lui accordera tous les secours et la même protection qu'on accorde habituellement dans le pays où le sinistre a eu lieu. Dans le cas où cela serait nécessaire, on pourra lui permettre de décharger les marchandises en observant les mesures de sécurité décrétées par les gouvernements respectifs pour empêcher la contrebande sans qu'il y ait d'impôts ou de contributions à payer pour ce déchargement, excepté dans le cas où ces marchandises et effets seraient mis en vente.

Art. 11. Les vaisseaux, marchandises et effets appartenant à des nationaux de l'un des États contractants qui auraient été pris par des pirates dans les limites de sa juridiction ou en pleine mer, et qui auraient ensuite été conduits dans les ports, baies, fleuves ou sur le territoire de l'autre, seront restitués à leurs propriétaires dès que ceux-ci auront pu en bonne et due forme prouver leur droit de propriété par devant les tribunaux compétents. Il est bien entendu que les réclamations à ce sujet doivent avoir lieu dans l'intervalle d'un an, à partir du jour de la prise, par les intéressés en personne, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 12. Les nationaux de chacun des États contractants résidant ou séjournant sur le territoire de l'autre, jouiront pour leur personne, leurs biens, et pour l'exercice de leur état ou de leur industrie, ainsi que pour l'exercice de leur religion, de la même protection et des mêmes droits que ceux qui sont ou seront plus tard accordés aux nationaux de toute autre nation. Ils auront un libre accès près des tribunaux pour soutenir et défendre leurs droits légitimes et intérêts, et généralement, dans ce qui concerne l'administration de la justice, ils auront les mêmes droits et les mêmes obligations que les nationaux du pays dans lequel ils résident.

Art. 13. Les nationaux de chacun des États contractants seront res-

pectivement exempts de tout service militaire obligatoire dans l'armée de terre ou l'armée de mer, dans la milice ou la garde nationale. Ils ne seront sujets à aucun autre impôt, contributions ou charges, que ceux que payent les nationaux du pays dans lequel ils résident. Leurs bâtiments, équipages, marchandises ou autres biens et effets ne pourront être employés ou requis ni dans le but d'une entreprise militaire ou d'un service public quelconque, de quelque nature qu'il soit, sans une indemnité proportionnée.

Art. 14. Quant au droit de disposer de leurs biens meubles pour les vendre, les échanger, les donner par testament ou de toute autre façon, de même pour ce qui concerne l'aptitude d'entrer en possession d'une succession de biens meubles par testament ou *ab intestat*, les nationaux des États contractants auront les mêmes libertés, droits et obligations, que s'ils étaient nés dans le pays. Dans aucun de ces cas, ils n'auront d'impôts ou droits plus élevés à payer que les nationaux du pays dans lequel ils résident.

Si par la mort d'une personne possédant des biens fonds sur le territoire de l'une des parties contractantes, ces biens tombent, d'après les lois du pays, à un national de l'autre État, mais que celui-ci, en sa qualité d'étranger ne puisse en prendre possession, il lui sera accordé, à partir du jour où il peut disposer de ces biens d'après la loi, l'espace d'un an pour se défaire, comme il l'entendra, de ces biens. Il pourra de même emporter hors du pays le prix de la vente sans aucun obstacle et exempt de tous droits de rétention de la part du gouvernement du pays respectif.

Art. 15. Pour le cas où l'un des États contractants se trouverait en guerre pendant que l'autre observerait la neutralité, voici les deux principes qui seront reconnus et observés : le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, c'est-à-dire que les marchandises qui sont la propriété d'un national dont le pays est en guerre, lesquelles marchandises ne sont pas contrebande de guerre, ne pourront être capturées ni confisquées dès qu'elles seront à bord d'un bâtiment neutre ; de même les marchandises neutres, à l'exception de la contrebande de guerre, ne peuvent être capturées ni confisquées dès qu'elles sont à bord d'un vaisseau marchand du pays ennemi.

Sous le titre de contrebande de guerre, il faut entendre les articles suivants :

1) Les canons, mortiers, obusiers, fusils, carabines, rifles, pistolets, épées, sabres, lances, hallebardes, grenades, bombes, balles, poudre, soufre, salpêtre, mèches, capsules, et tous les autres objets pouvant servir à l'usage de la guerre.

2) Les casques, cuirasses, et tous les objets d'équipement destinés à l'usage militaire, les uniformes ou habillements.

3) Les chevaux avec leurs harnais et autres objets destinés à l'usage de la cavalerie.

4) En général toutes espèces d'armes, d'instruments et ustensiles de fer, acier, cuivre ou bronze, et tous les autres objets pouvant servir à l'usage de la guerre sur terre ou sur mer.

Art. 16. Les marchandises non comprises au nombre des objets désignés sous le nom de contrebande de guerre seront admises au commerce libre, et les nationaux de l'un des États contractants pourront les apporter ou les envoyer dans le pays ennemi de l'autre, à l'exception toutefois des places bloquées ou assiégées par terre ou par mer. Afin d'éviter à cet égard toute espèce de doute, les deux puissances contractantes déclarent que l'on ne considérera comme points bloqués ou assiégés que ceux qui sont réellement bloqués ou assiégés par une puissance faisant la guerre capable d'empêcher l'entrée aux neutres.

Cependant, en considération de l'incertitude qui s'élève habituellement et facilement à de grandes distances, il a été convenu au sujet des bâtiments de commerce de l'une ou de l'autre des parties contractantes qui se rendent dans une place occupée par l'ennemi sans savoir qu'elle est bloquée, qu'on devra défendre l'entrée à ces bâtiments, mais qu'ils ne seront pas arrêtés, et que leurs cargaisons — en supposant qu'ils ne portent point de contrebande de guerre — ne pourront être confisquées, à moins toutefois qu'on ne puisse leur prouver qu'ils ont eu l'occasion, pendant leur voyage, de s'instruire de la continuation du blocus, ou qu'ayant appris que le blocus était effectif, ils ont néanmoins essayé pendant le même voyage de pénétrer dans le port.

Art. 17. Dans le cas où un vaisseau de guerre ou un bâtiment armé de l'un des États contractants qui se trouve en état de guerre veut pratiquer la visite d'un bâtiment de commerce de l'autre se trouvant en pleine mer, le premier devra s'arrêter à la distance d'un coup de canon et envoyer dans une chaloupe les personnes chargées de la visite. Cette chaloupe ne sera montée que par les hommes nécessaires pour la manœuvrer. L'examen des papiers ne peut avoir lieu qu'à bord du navire visité. Ces papiers ne peuvent être emportés pas plus que le capitaine, les officiers, l'équipage, ne peuvent être emmenés à bord du vaisseau visiteur, sous quelque prétexte que ce soit. Les commandants des bâtiments armés pour le compte de particuliers répondent de leur personne et de leur fortune pour chaque infraction à ces prescriptions et pour tout procédé contraire aux lois ; c'est pourquoi, avant de recevoir

leur commission, ils auront à fournir une caution suffisante pour répondre des dommages qu'ils pourraient causer.

Art. 18. Pour écarter les doutes et éviter les abus dans l'examen des papiers relatifs à la propriété des bâtiments appartenant à des nationaux des États contractants, il a été convenu que lorsque l'un d'eux se trouve en guerre, les bâtiments appartenant à des nationaux de l'autre devront avoir des lettres de navigation, des passeports expédiés en la forme accoutumée, par les autorités de leur lieu de provenance portant le nom, le propriétaire, le jaugeage du navire, ainsi que le nom du capitaine ou commandant et son domicile. Si les bâtiments ont une cargaison, ils doivent pareillement avoir des certificats expédiés de la même manière et désignant la nature de la cargaison et le lieu de sa provenance. Un bâtiment ne pourra être arrêté pour ne pas avoir les papiers requis, ni pour aucun autre motif concernant le droit de propriété ou la nature de la cargaison si la guerre n'avait pas encore éclaté ou n'était pas encore connue au moment où il a quitté le port pour prendre la mer.

Art. 19. Dans les causes de prises maritimes, ce sont les tribunaux seuls du pays où les prises sont amenées qui ont à prononcer le jugement, et lorsqu'ils prononcent un jugement contre un bâtiment, cargaison ou propriété, réclamés par un national de l'autre État, le jugement devra porter les raisons légales et les motifs sur lesquels il est basé, et si le capitaine du navire ou les agents des intéressés le demandent, il devra leur être délivrée une expédition légalisée du jugement ou de tout le procès, suivant les usages du pays, moyennant le paiement des droits exigés par la loi.

Art. 20. Dans le cas où à un temps donné une rupture ouverte viendrait malheureusement à éclater entre les deux États contractants, rupture à la suite de laquelle les relations amicales et commerciales seraient interrompues, les nationaux de chacun des États qui se trouveraient sur le territoire de l'autre auront le droit d'y rester et d'y continuer leur commerce, leur industrie ou leurs affaires, aussi longtemps qu'ils se conduiront paisiblement et ne se rendront pas indignes de cette faveur par des actions contraires aux intérêts du pays où ils résident, d'après le jugement des autorités suprêmes respectives; leurs propriétés, leurs biens, de quelque nature qu'ils soient, ne pourront être soumis à l'embargo ni au séquestre, ni taxés à d'autres impôts ou contributions que ceux qui sont établis pour les habitants du pays; de même leurs créances particulières, leurs titres de fonds publics ou de sociétés particulières ne pourront être saisis, séquestrés ou confisqués.

Art. 21. Les États contractants sont convenus d'accorder respecti-



vement aux ambassadeurs, ministres et agents publics, les mêmes privilèges, exemptions et immunités dont jouissent ou jouiront à l'avenir ceux des nations les plus favorisées.

Art. 22. Ils sont pareillement convenus de recevoir mutuellement des consuls-généraux, des consuls, des vice-consuls ou agents consulaires dans les ports et places de commerce pour lesquels ils ont été nommés; en cela, les États contractants se réservent néanmoins le droit de les exclure des endroits que chacun d'eux désignera. Les consuls-généraux, les consuls, vice-consuls ou agents consulaires, devront présenter leurs patentes ou commissions en bonne et due forme et recevoir ensuite l'exéquatur pour pouvoir entrer dans l'exercice de leurs fonctions et pour jouir des droits, prérogatives et immunités qui répondent à leur position et qui seront les mêmes que ceux dont jouissent les agents de la nation la plus favorisée.

Art. 23. Les archives et papiers officiels des consuls-généraux, consuls, vice-consuls, agents consulaires, sont réputés inviolables, de façon que, sous aucun prétexte, les autorités ne peuvent les saisir ou prendre connaissance de ce qu'ils renferment. Lesdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, et leurs chanceliers, dans le cas où ils ne sont pas nationaux du pays où ils résident, seront dispensés des obligations d'un service public, et n'auront à remplir que leurs obligations en ce qui concerne les contributions ou impôts pour leur commerce, industrie et propriétés, sans que ces impôts ou contributions puissent être plus élevés que ceux que payent les habitants du pays dans lequel ils résident. Dans tout le reste, ils sont astreints à l'observation des lois des pays respectifs.

Art. 24. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour rechercher, appréhender et arrêter les déserteurs de vaisseaux de guerre ou de bâtiments marchands de leur pays. A cet effet, ils ont à s'adresser aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, formuler leur requête par écrit et prouver, en présentant les papiers de bord, le rôle d'équipage et les autres documents publiés que les individus réclamés appartiennent à l'équipage en question. Dès que la requête est justifiée, la remise des individus ne peut être refusée, à moins que la preuve du contraire ne soit établie. Après l'arrestation des déserteurs, ils sont remis à la disposition du consul ou agent consulaire qui les a réclamés; ils pourront être détenus dans les prisons publiques aux dépens et à la demande des agents consulaires, pour être livrés ensuite aux vaisseaux dont ils se sont échappés ou à d'autres de la même nation. Mais s'ils n'ont pas été livrés au bout de deux mois, à partir du jour de l'arres

tation, ils seront mis en liberté sans pouvoir être de nouveau arrêtés pour la même cause. Dans le cas où le déserteur aurait commis un crime ou un délit dans le pays où il est réclamé, sa remise n'aura lieu qu'après le jugement et son exécution.

Art. 25. Ce traité restera en vigueur pendant huit années à partir de la date de l'échange des ratifications. Si cependant aucun des États contractants n'annonce par une déclaration officielle, douze mois avant que cette durée ne soit écoulée, son intention de renoncer au traité, il restera encore obligatoire pendant douze mois après cette déclaration.

Art. 26. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées dans la capitale de Mexico dans l'espace d'un an ou plus tôt si cela est possible.

En foi de quoi nous avons, nous plénipotentiaires, signé le présent traité et scellé de notre sceau.

Ainsi fait dans la ville capitale de Mexico, en double expédition, le vingt-huitième jour d'août mil huit cent soixante-neuf.

(L. S.) *Signé* : KURD DE SCHLOEZER.

(L. S.) *Signé* : SÉBASTIEN LERDO DE TEJADA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ LE 28 DU MOIS D'AOUT 1869 ENTRE S. M. LE ROI DE PRUSSE, AU NOM DE LA CONFÉDÉRATION DU NORD, DU ZOLLVEREIN, ET LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

Les soussignés, le plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord et des membres du Zollverein n'appartenant pas à cette Confédération, et le plénipotentiaire des États-Unis du Mexique, nommés pour conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation, qui a été signé le 28 août de la présente année, ont conféré sur quelques déclarations présentées par le plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse et sont convenus de consigner les déclarations suivantes au sujet du traité en question.

1) Aux art. 5, 7 et 12, il sera entendu que les paroles : — « toute autre nation » — signifient autant que : — « la nation la plus favorisée. »

2) A l'art. 5, qui se rapporte aux objets de commerce, et où il est dit deux fois : — « sans payer de droits plus élevés ni autres que ceux qu'ils payent dans les vaisseaux de tout autre nation, » le mot « payer » sera compris dans le même sens que celui qui est exprimé par les mots : — « payent ou payeront à l'avenir. »

3) A l'art. 22, où il est dit que les consuls — « jouissent des droits, prérogatives et immunités qui répondent à leur position et qu'ils seront les mêmes que ceux qui sont accordés à la nation la plus favorisée. » — Les mots « qui sont accordés » doivent être pris dans le sens de : — « qui sont et seront à l'avenir accordés. »

4) Sur le même art. 22, à l'endroit où il est dit, qu'ils recevront mutuellement des consuls, — « les États contractants se réservent le droit de les exclure des endroits que chacun d'eux jugera à propos d'excepter, » il faut considérer les mots suivants comme ajoutés au texte : — « en admettant que l'exception s'étendra aussi aux agents consulaires des autres nations. »

Le présent protocole sera considéré comme partie intégrante du traité, et aussitôt que le traité sera ratifié il y sera ajouté à la fin.

En foi de quoi, nous, les mêmes plénipotentiaires qui avons signé le traité, avons aussi signé et scellé de nos sceaux le présent protocole.

Fait à Mexico, en double expédition, le vingt-sixième jour de novembre de l'année mil huit cent soixante-neuf.

(L. S.) *Signé* : Kurd de SCHLOEZER.

(L. S.) *Signé* : Sébastien LERDO DE TEJADA.

PROTOCOLE DE LA CONFÉRENCE QUI A EU LIEU AUJOURD'HUI, LE 26 AOÛT 1870, ENTRE LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE LA CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD ET LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE.

Les soussignés, le chargé d'affaires de la Confédération de l'Allemagne du Nord et le ministre des affaires étrangères de la République du Mexique, après avoir échangé aujourd'hui les ratifications du traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 28 août 1869 entre S. M. le roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord et du Zollverein d'une part, et les États-Unis du Mexique d'autre part, ont eu une conférence sur le sens et la signification de deux points dudit traité et sont convenus de consigner, dans le présent protocole, la signification qu'ils ont, d'un commun accord, donnée aux deux points dans les termes suivants :

1<sup>o</sup> D'après la teneur du second article du traité, la liberté du commerce et de la navigation entre les deux États contractants ne devra pas s'entendre dans ce sens qu'elle permet le commerce des côtes et le cabotage, lesquels sont l'un et l'autre réservés aux navires nationaux. Les soussignés sont toutefois d'avis que cette exception qui

subsiste d'après le traité n'exclut pas la faculté pour les bâtiments mexicains d'apporter leurs cargaisons dans différents ports des États de la Confédération du Nord et du Zollverein, et de pouvoir prendre des marchandises dans différents ports des mêmes États en se soumettant aux lois et règlements existant maintenant, et qui pourront exister plus tard ; réciproquement, cette exclusion n'ôte pas aux navires allemands la faculté de pouvoir apporter des cargaisons dans deux ou trois ports des États du Mexique et de prendre des marchandises dans différents ports, comme le permettent maintenant les lois du Mexique et comme elles le pourront permettre à l'avenir.

2<sup>o</sup> D'après la déclaration du chargé d'affaires de la Confédération de l'Allemagne du Nord, il n'y a pas entière concordance entre le texte allemand du quatrième alinéa de l'art. 15 et le texte espagnol. Cet alinéa a été traduit de l'espagnol en allemand. Les soussignés sont tombés d'accord qu'on laisserait subsister le texte espagnol dans les mots et dans le sens tel qu'il est plus bas copié exactement dans le texte espagnol du présent protocole, et qu'on insérerait, de même dans le texte allemand du même protocole, une copie du texte espagnol répondant exactement, d'après le sentiment du représentant de la Confédération de l'Allemagne du Nord, au texte espagnol.

L'alinéa en question est le suivant :

4. Et, en général, toutes espèces d'armes et d'instruments ou ustensiles de fer, acier, cuivre ou bronze, et de tout autre matière s'appropriant à l'usage de la guerre sur terre ou sur mer.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent protocole en le scellant de leurs sceaux respectifs.

Fait en deux originaux, à Mexico, le vingt-six du mois d'août mil huit cent soixante-dix.

(L. S.) *Signé* : Kurd de SCHLOEZER.

(L. S.) *Signé* : Sébastien LERDO DE TEJADA.

## BAVIÈRE — HESSE — WURTEMBERG — SUISSE

CONVENTION POUR LA GARANTIE RÉCIPROQUE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE CONCLUE A BERNE, LE 16 OCTOBRE 1869.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse, d'une part, et d'autre



part S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi de Wurtemberg et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse pour les parties de ses États qui n'appartiennent pas à la Confédération de l'Allemagne du Nord, tous animés du désir de s'entendre sur les mesures qui leur paraîtront les plus propres à assurer la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : M. Joseph-Martin *Knüsel*, membre du Conseil fédéral et chef du département fédéral de justice et police ;

S. M. le Roi de Bavière : Son conseiller de légation et chargé d'affaires près la Confédération, le baron *de Bibra* ;

S. M. le Roi de Wurtemberg : Son conseiller d'État et envoyé extraordinaire près la Confédération, le baron *d'Ow* ;

S. A. R. le Grand-Duc de Hesse : Le baron *d'Ow*, conseiller d'État wurtembergeois et envoyé extraordinaire près la Confédération,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

# I. DISPOSITIONS VALABLES POUR LA BAVIÈRE, LE WURTEMBERG ET LA HESSE

Art. 1<sup>er</sup>. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, publiés pour la première fois en Suisse, jouiront, dans la Bavière, le Wurtemberg et la Hesse, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art. Ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois sur le territoire des États précités de l'Allemagne du Sud.

Toutefois, ces avantages ne seront assurés aux auteurs que pendant la durée de l'existence des droits des ressortissants de ces États en Suisse, et la durée de leur jouissance dans lesdits États ne pourra excéder celle fixée en faveur des auteurs indigènes dans ces derniers États.

Art. 2. Il est permis de publier dans les États précités de l'Allemagne du Sud des extraits ou des morceaux entiers d'ouvrages ayant

paru pour la première fois en Suisse, pourvu que ces publications soient destinées à la critique ou à l'histoire de la littérature, ou qu'elles soient spécialement destinées ou appropriées à l'enseignement ou à l'étude.

Art. 3. Pour entrer en jouissance du droit stipulé à l'article 1<sup>er</sup>, il n'est pas besoin d'une mention ou d'un enregistrement particulier ; il suffit que celui qui réclame la protection fournisse la preuve qu'il est lui-même l'auteur de la production ou qu'il tient ses droits de l'auteur.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1<sup>er</sup> s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois en Suisse après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, en Suisse, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'art. 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée sur le territoire des États précités de l'Allemagne du Sud. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié en Suisse, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans les États précités de l'Allemagne du Sud, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et cela sous les conditions suivantes :

1. Sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication en Suisse, l'ouvrage original sera enregistré auprès du ministère que cela concerne, à Munich, à Stuttgart et à Darmstadt, à savoir : en Bavière, auprès du ministère de l'Intérieur pour les cultes et l'instruction publique; dans le Wurtemberg auprès du ministère de l'Intérieur, et dans la Hesse auprès du ministère de l'Intérieur. La déclaration doit être adressée par écrit au ministère respectif.

L'enregistrement aura lieu sur un registre spécial tenu à cet effet et ne pourra donner ouverture à la perception d'aucune taxe. Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement ; ce certificat leur sera délivré gratuitement, réserve faite des droits de timbre établis par la loi.

2. L'auteur devra indiquer en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3. Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4. La traduction devra être publiée dans l'un des pays contractants.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, portant qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison, et, si l'ouvrage doit avoir plusieurs volumes, dans la première livraison de chaque volume.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter la traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Les droits conférés par le présent article sont subordonnés aux conditions imposées à l'auteur d'un ouvrage original par les art. 1 et 3 de la présente Convention.

Art. 7. Les mandataires légaux ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront, à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 8. Nonobstant les stipulations des art. 1<sup>er</sup>. et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils publiés en Suisse pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de la Bavière, du Wurtemberg et de la Hesse, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés en Suisse, lorsque les auteurs auront formellement déclaré dans le journal ou recueil même, où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 9. Réserve faite de la disposition contenue en l'art. 10, la vente et le colportage d'ouvrages ou objets de reproduction non-autorisée,

définis par les art. 1<sup>er</sup>, 4, 5 et 6, sur le territoire des États précités de l'Allemagne du Sud, sont prohibés, soit que lesdites reproductions non-autorisées proviennent de Suisse, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 10. Les États précités de l'Allemagne du Sud prendront, par voie administrative, les dispositions nécessaires en vue d'écarter toutes les difficultés et les complications qui, pour les éditeurs, les imprimeurs, les libraires ou les marchands d'objets d'art ressortissant à leur territoire, pourraient résulter de la possession et de la vente de ces reproductions d'ouvrages suisses n'appartenant pas encore au domaine public, qu'ils auraient faites ou introduites avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, ou qui se font ou s'introduisent actuellement sans l'autorisation de la personne intéressée.

Ces dispositions s'appliqueront aussi aux clichés et aux planches ou pierres gravées de tout genre, de même qu'aux pierres lithographiques qui se trouvent en magasin chez des éditeurs ou des imprimeurs des États précités de l'Allemagne du Sud et qui reproduisent des œuvres originales suisses sans le consentement de la personne intéressée.

Toutefois on ne pourra utiliser ces clichés, planches ou pierres gravées de tout genre et les pierres lithographiques, que pendant quatre années à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Art. 11. La présente Convention ne doit en aucune façon porter atteinte au droit des Gouvernements d'interdire l'introduction dans leurs États des livres qui, d'après leur propre législation ou en conformité de leurs conventions avec d'autres États, sont ou seront déclarés constituer une contrefaçon.

Art. 12. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par la loi, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production publiée sur le territoire des États précités de l'Allemagne du Sud.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux des États dont il s'agit, d'après la législation en vigueur sur leur territoire.

## II. DISPOSITIONS VALABLES POUR LA SUISSE.

Art. 13. Les dispositions des art. 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 ci-dessus recevront également, à titre de réciprocité, leur application en Suisse,



pour la protection de la propriété des ouvrages d'esprit ou d'art, dûment acquise en Bavière, dans le Wurtemberg et dans la Hesse.

Art. 14. Les tribunaux compétents en Suisse, soit pour les réparations civiles, soit pour la répression des délits, appliqueront sur tout le territoire de la Confédération, au profit des propriétaires d'ouvrages littéraires ou artistiques ressortissant aux États précités de l'Allemagne du Sud, les dispositions de l'art. 13 qui précède et des art. 15 à 30 qui suivent.

Il est entendu, sous réserve toutefois des garanties stipulées à l'art. 31, que ces dispositions pourront être remplacées par celles de la législation que les Autorités compétentes de la Suisse viendraient à consacrer, en matière de propriété littéraire ou artistique, sur la base de l'assimilation des étrangers aux nationaux.

Art. 15. L'enregistrement, prévu par l'art. 6, des œuvres publiées sur le territoire des États précités de l'Allemagne du Sud et pour lesquelles les auteurs veulent se réserver le droit de traduction, se fera au Département fédéral de l'Intérieur, à Berne, dans les délais fixés audit article.

Art. 16. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toute autre production analogue du domaine littéraire ou artistique, publiés pour la première fois sur le territoire des États précités de l'Allemagne du Sud, jouiront en Suisse, pour la protection de leurs droits de propriété, des garanties stipulées dans les articles suivants:

Art. 17. Les auteurs d'œuvres dramatiques ou musicales publiées ou exécutées pour la première fois sur le territoire des États précités de l'Allemagne du Sud, jouiront en Suisse, par rapport à la représentation ou à l'exécution de leurs œuvres, de la même protection que les lois accordent ou accorderont par la suite dans ce même pays aux auteurs ou compositeurs de la nation la plus favorisée, pour la représentation ou l'exécution de leurs œuvres.

Art. 18. Le droit de propriété acquis en Suisse, conformément aux dispositions des articles précédents, pour les œuvres littéraires ou artistiques mentionnées dans l'art. 16, dure, pour l'auteur, toute sa vie, et s'il meurt avant l'expiration de la trentième année à dater de la première publication, ce droit continue à subsister pour le reste de ce terme en faveur de ses successeurs.

Si la publication n'a pas eu lieu du vivant de l'auteur, ses héritiers ou ayants-droit ont le privilège exclusif de publier l'ouvrage pendant six ans, à dater de la mort de l'auteur. S'ils en font usage, la protection

de trente ans, à partir de cette mort. Toutefois, la durée du droit de propriété, par rapport aux traductions, est réduite à cinq années, conformément à la stipulation de l'art. 6.

Art. 19. Toute édition d'une œuvre littéraire ou artistique mentionnée dans l'art. 16, imprimée ou gravée sans l'autorisation de la personne intéressée et au mépris des dispositions de la présente Convention, sera punie comme contrefaçon.

Art. 20. Quiconque aura sciemment vendu, mis en vente ou introduit sur le territoire suisse des objets contrefaits, sera puni des peines qu'entraîne la contrefaçon.

Art. 21. Tout contrefacteur sera puni d'une amende de cent francs au moins et de deux mille francs au plus, et le débitant d'une amende de vingt-cinq francs au moins et de cinq cents francs au plus, et ils seront condamnés, en outre, à payer au propriétaire des dommages-intérêts pour réparation du préjudice à lui causé.

La confiscation de l'édition contrefaite (art. 19) sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant. Dans tous les cas, les tribunaux pourront, sur la demande de la partie civile, ordonner qu'il lui soit fait remise, en déduction des dommages-intérêts à elle alloués, des objets contrefaits.

Art. 22. Dans les cas prévus par les articles précédents, le produit des confiscations sera remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert ; le surplus de son indemnité sera réglé par les voies ordinaires.

Art. 23. Le propriétaire d'une œuvre littéraire ou artistique pourra faire procéder, en vertu d'une ordonnance de l'autorité compétente, à la désignation ou description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétendra contrefaits à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente Convention.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête, et, en cas de traduction non-autorisée, sur la présentation du certificat constatant l'enregistrement de l'œuvre originale. Elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert.

Lorsque la saisie sera requise, le juge pourra exiger du requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts.

Art. 24. A défaut par le requérant de s'être pourvu, dans le délai de la quinzaine, la description ou saisie sera nulle de plein droit, sans

préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés s'il y a lieu.

Art. 25. La poursuite devant les tribunaux suisses pour les délits définis dans cette Convention n'aura lieu que sur la demande de la partie lésée ou de ses ayants-droit.

Art. 26. Les actions relatives à la contrefaçon des œuvres littéraires ou artistiques seront portées en Suisse devant le tribunal du district dans lequel la contrefaçon ou la vente illicite aura eu lieu. Les actions civiles seront jugées comme matières sommaires.

Art. 27. Les peines établies par la présente Convention ne peuvent être cumulées.

La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 28. Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il déterminera, et son insertion intégrale ou par extraits dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Art. 29. Les peines portées à l'art. 21 pourront être élevées au double en cas de récidive. Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un délit de la même nature.

Art. 30. Les tribunaux pourront, s'il existe des circonstances atténuantes, réduire au-dessous du minimum prescrit les peines prononcées contre les coupables.

### III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 31. Les hautes parties contractantes sont convenues de soumettre la présente Convention à une révision, si une nouvelle législation sur les matières y traitées dans l'un des États contractants ou dans plusieurs d'entre eux, la rendait désirable; mais il est entendu que les stipulations de la présente Convention continueront à être obligatoires pour les deux pays jusqu'à ce qu'elles soient modifiées d'un commun accord.

Si les garanties accordées actuellement sur le territoire des États précités de l'Allemagne du Sud à la protection de la propriété littéraire et artistique devaient être modifiées pendant la durée de la présente Convention, le Gouvernement suisse serait autorisé à remplacer les stipulations de ce Traité par les nouvelles dispositions introduites dans la législation desdits États.

Art. 32. La présente Convention sera, si possible, ratifiée avant le

31 janvier 1870, et elle entrera en vigueur quatre semaines après l'échange des ratifications.

Elle restera en vigueur pendant le même laps de temps que le Traité de commerce conclu le 13 mai 1869, à *Berlin* (1), entre l'Union douanière allemande et la Suisse.

Ainsi fait à Berne, le 16 Octobre 1869.

(L. S.) Signé : J.-M. KNÜSEL, (L. S.) Signé : BIBRA,  
(L. S.) Signé : A. von OW.  
(pour le Wurtemberg et la Hesse.)

---

## BADE — SUISSE

### CONVENTION POUR LA GARANTIE RÉCIPROQUE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, CONCLUE A BERNE LE 16 OCTOBRE 1869

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et S. A. R. le Grand-Duc de Bade, également animés du désir de s'entendre sur les mesures qui leur paraîtront les plus propres à assurer la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : M. Joseph-Martin *Knüsel*, membre du Conseil fédéral et chef du Département fédéral de justice et police ;

S. A. R. le Grand-Duc de Bade : Son ministre résident près la Confédération suisse. M. Ferdinand *de Dusch*, chambellan et conseiller privé de légation ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

#### I. DISPOSITIONS VALABLES POUR LE GRAND-DUCHÉ DE BADE.

Art. 1<sup>er</sup>. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin,

(1) Voir *Archives*, 1867, tome II, p. 682.



de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, publiés pour la première fois en Suisse, jouiront dans le grand-duché de Bade, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art. Ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois sur le territoire du grand-duché de Bade.

Toutefois, ces avantages ne seront assurés aux auteurs que pendant la durée de l'existence des droits des ressortissants du grand-duché de Bade en Suisse, et la durée de leur jouissance dans le grand-duché de Bade ne pourra excéder celle fixée en faveur des auteurs indigènes dans cet État.

Art. 2. Il est permis de publier dans le grand-duché de Bade des extraits ou des morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois en Suisse, pourvu que ces publications soient destinées à la critique ou à l'histoire de la littérature, ou qu'elles soient spécialement destinées ou appropriées à l'enseignement ou à l'étude.

Art. 3. Pour entrer en jouissance du droit stipulé à l'art. 1<sup>er</sup>, il n'est pas besoin d'une mention ou d'un enregistrement particulier; il suffit que celui qui réclame la protection fournisse la preuve qu'il est lui-même l'auteur de la production ou qu'il tient ces droits de l'auteur.

Art. 4. Les stipulations de l'art. 1<sup>er</sup> s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois en Suisse après la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, en Suisse, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'art. 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée sur le territoire du grand-duché de Bade. Il est bien entendu toutefois que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié en Suisse, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans

le grand-duché de Bade, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et cela sous les conditions suivantes :

1) Sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication en Suisse, l'ouvrage original sera enregistré auprès du ministère de l'intérieur à Carlsruhe. La déclaration doit être adressée par écrit au ministère respectif.

L'enregistrement aura lieu sur un registre spécial tenu à cet effet et ne pourra donner ouverture à la perception d'aucune taxe. Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement ; ce certificat leur sera délivré gratuitement, réserve faite des droits de timbre établis par la loi.

2) L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3) Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4) La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, portant qu'il entend se réserver le droit de reproduction, soit exprimée dans la première livraison, et, si l'ouvrage doit avoir plusieurs volumes, dans la première livraison de chaque volume.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux art. 4 et 6 devra faire paraître ou représenter la traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Les droits conférés par le présent article sont subordonnés aux conditions imposées à l'auteur d'un ouvrage original par les art. 1<sup>er</sup> et 3 de la présente convention.

**Art. 7.** Les mandataires légaux ou ayants-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront, à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

**Art. 8.** Nonobstant les stipulations des art. 1<sup>er</sup> et 5 de la présente convention, les articles extraits des journaux ou recueils publiés en Suisse pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils

périodiques du grand-duché de Bade, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés en Suisse, lorsque les auteurs auront formellement déclaré dans le journal ou recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 9. Réserve faite de la disposition contenue en l'art. 10, la vente et le colportage d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisée, définis par les art. 1<sup>er</sup>, 4, 5 et 6, sur le territoire du grand-duché de Bade, sont prohibés, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de Suisse, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 10. Le grand-duché de Bade prendra, par voie administrative, les dispositions nécessaires en vue d'écarter toutes les difficultés et les complications qui, pour les éditeurs, les imprimeurs, les libraires ou les marchands d'objets d'art ressortissant à son territoire, pourraient résulter de la possession et de la vente de ces reproductions d'ouvrages suisses n'appartenant pas encore au domaine public, qu'ils auraient faites ou introduites avant l'entrée en vigueur de la présente convention, ou qui se font ou s'introduisent actuellement sans l'autorisation de la personne intéressée.

Ces dispositions s'appliqueront aussi aux clichés et aux planches ou pierres gravées de tout genre, de même qu'aux pierres lithographiques qui se trouvent en magasin chez des éditeurs ou des imprimeurs du grand-duché de Bade, et qui reproduisent des œuvres originales suisses sans le consentement de la personne intéressée.

Toutefois, on ne pourra utiliser ces clichés, planches ou pierres gravées de tout genre et pierres lithographiques, que pendant quatre années à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Art. 11. La présente convention ne doit en aucune façon porter atteinte au droit des gouvernements d'interdire l'introduction dans leurs États de livres qui, d'après leur propre législation ou en conformité de leurs conventions avec d'autres États, sont ou seront déclarés constituer une contrefaçon.

Art. 12. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par la loi, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production publiée sur le territoire du grand-duché de Bade.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux du grand-duché de Bade, d'après la législation en vigueur sur le territoire de cet État.

## II. DISPOSITIONS VALABLES POUR LA SUISSE.

Art. 13. Les dispositions des art. 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 ci-dessus recevront également, à titre de réciprocité, leur application en Suisse, pour la protection de la propriété des ouvrages d'esprit ou d'art, dûment acquise dans le grand-duché de Bade.

Art. 14. Les tribunaux compétents en Suisse, soit pour les réparations civiles, soit pour la répression des délits, appliqueront sur tout le territoire de la Confédération, au profit des propriétaires d'ouvrages littéraires ou artistiques ressortissant au grand-duché de Bade, les dispositions de l'art. 13 qui précède et des articles 15 à 30 qui suivent.

Il est entendu, sous réserve toutefois des garanties stipulées à l'art. 31, que ces dispositions pourront être remplacées par celles de la législation que les autorités compétentes de la Suisse viendraient à consacrer, en matière de propriété littéraire ou artistique, sur la base de l'assimilation des étrangers aux nationaux.

Art. 15. L'enregistrement, prévu par l'art. 6, des œuvres publiées sur le territoire du grand-duché de Bade et pour lesquelles les auteurs veulent se réserver le droit de traduction, se fera au département fédéral de l'intérieur, à Berne, dans les délais fixés audit article.

Art. 16. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toute autre production analogue du domaine littéraire ou artistique, publiés pour la première fois sur le territoire du grand-duché de Bade, jouiront en Suisse, pour la protection de leurs droits de propriété, des garanties stipulées dans les articles suivants.

Art. 17. Les auteurs d'œuvres dramatiques ou musicales publiées ou exécutées pour la première fois sur le territoire du grand-duché de Bade, jouiront en Suisse, par rapport à la représentation ou à l'exécution de leurs œuvres, de la même protection que les lois accordent ou accorderont par la suite dans ce même pays aux auteurs ou compositeurs de la nation la plus favorisée, pour la représentation ou l'exécution de leurs œuvres.

Art. 18. Le droit de propriété acquis en Suisse, conformément aux dispositions des articles précédents, pour les œuvres littéraires ou ar-



tistiques mentionnées dans l'art. 16, dure, pour l'auteur, toute sa vie, et s'il meurt avant l'expiration de la trentième année à dater de la première publication, ce droit continue à subsister pour le reste de ce terme en faveur de ses successeurs.

Si la publication n'a pas eu lieu du vivant de l'auteur, ses héritiers ou ayants-droit ont le privilège exclusif de publier l'ouvrage pendant six ans, à dater de la mort de l'auteur. S'ils en font usage, la protection dure trente ans, à partir de cette mort. Toutefois, la durée du droit de propriété, par rapport aux traductions, est réduite à cinq années, conformément à la stipulation de l'art. 6.

Art. 19. Toute édition d'une œuvre littéraire ou artistique mentionnée dans l'art. 16, imprimée ou gravée sans l'autorisation de la personne intéressée et au mépris des dispositions de la présente convention, sera punie comme contrefaçon.

Art. 20. Quiconque aura sciemment vendu, mis en vente ou introduit sur le territoire suisse des objets contrefaits, sera puni des peines qu'entraîne la contrefaçon.

Art. 21. Tout contrefacteur sera puni d'une amende de cent francs au moins et de deux mille francs au plus, et le débitant d'une amende de vingt-cinq francs au moins et de cinq cents francs au plus, et ils seront condamnés, en outre, à payer au propriétaire des dommages-intérêts pour réparation du préjudice à lui causé.

La confiscation de l'édition contrefaite (art. 19) sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant. Dans tous les cas, les tribunaux pourront, sur la demande de la partie civile, ordonner qu'il lui soit fait remise, en déduction des dommages-intérêts à elle alloués, des objets contrefaits.

Art. 22. Dans les cas prévus par les articles précédents, le produit des confiscations sera remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité sera réglé par les voies ordinaires.

Art. 23. Le propriétaire d'une œuvre littéraire ou artistique pourra faire procéder, en vertu d'une ordonnance de l'autorité compétente, à la désignation ou description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétendra contrefaits à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente convention.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête, et en cas de traduction non autorisée, sur la présentation du certificat constatant l'enregistrement de l'œuvre originale. Elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert.

Lorsque la saisie sera requise, le juge pourra exiger du requérant

un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts.

Art. 24. A défaut par le requérant de s'être pourvu dans le délai de la quinzaine, la description ou saisie sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés, s'il y a lieu.

Art. 25. La poursuite devant les tribunaux suisses pour les délits définis dans cette convention n'aura lieu que sur la demande de la partie lésée ou de ses ayants-droit.

Art. 26. Les actions relatives à la contrefaçon des œuvres littéraires ou artistiques seront portées en Suisse devant le tribunal du district dans lequel la contrefaçon ou la vente illicite aura eu lieu. Les actions civiles seront jugées comme matières sommaires.

Art. 27. Les peines établies par la présente convention ne peuvent être cumulées.

La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 28. Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il déterminera, et son insertion intégrale ou par extraits dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Art. 29. Les peines portées à l'art. 21 pourront être élevées au double en cas de récidive. Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un délit de la même nature.

Art. 30. Les tribunaux pourront, s'il existe des circonstances atténuantes, réduire au-dessous du minimum prescrit les peines prononcées contre les coupables.

### III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 31. Les parties contractantes sont convenues de soumettre la présente convention à une révision, si une nouvelle législation sur les matières y traitées dans l'un ou l'autre des deux pays ou dans les deux, la rendait désirable; mais il est entendu que les stipulations de la présente convention continueront à être obligatoires pour les deux pays jusqu'à ce qu'elles soient modifiées d'un commun accord.

Si les garanties accordées actuellement sur le territoire du grand-

duché de Bade à la protection de la propriété littéraire et artistique devaient être modifiées pendant la durée de la présente convention, le gouvernement suisse serait autorisé à remplacer les stipulations de ce traité par les nouvelles dispositions introduites dans la législation du grand-duché.

Art. 32. La présente convention sera ratifiée avant le 31 janvier 1870, et elle entrera en vigueur quatre semaines après l'échange des ratifications.

Elle restera en vigueur pendant le même laps de temps que le traité de commerce conclu le 13 mai 1869, à *Berlin*, entre l'Union douanière allemande et la Suisse.

Fait à Berne, le 16 octobre 1869.

(L. S.) *Signé* : J.-M. KNÜSEL, (L. S.) *Signé* : F. de DUSCH.

## BAVIÈRE — BELGIQUE

CONVENTION POUR L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MALFAITEURS,  
SIGNÉE A MUNICH LE 17 OCTOBRE 1869

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi de Bavière, désirant, de commun accord, d'étendre et de modifier la convention pour l'extradition réciproque d'accusés et de malfaiteurs, conclue le 5 février 1846, ont muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Belges : le baron Jules *Greindl*, chevalier de l'ordre de Léopold, décoré de l'ordre du Medjidié de première classe, commandeur de l'ordre du Christ de Portugal, chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de deuxième classe, officier de l'ordre du Sauveur, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, etc., etc., son ministre résident près de S. M. le Roi de Bavière;

S. M. le Roi de Bavière : son ministre d'État de la maison royale et des affaires étrangères, le prince Clovis de *Hohenlohe-Schillingsfürst*, duc de Ratibor, grand-croix de l'ordre de la Couronne de Bavière, grand-croix de l'ordre de Saint-Étienne, de l'ordre de Saint-Grégoire, de l'ordre de la Couronne de Wurtemberg, de l'ordre du Lion néerlandais et de l'ordre de la Maison Ernestine, etc., etc.;

Lesquels, en vertu des pouvoirs spéciaux qui leur ont été confiés, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les gouvernements de S. M. le roi des Belges et de S. M. le Roi de Bavière s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de Belgique en Bavière et de Bavière en Belgique, et mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices par les tribunaux de celui des deux pays où l'infraction aura été commise, pour les crimes et délits énumérés dans l'art. 2.

Art. 2. Les crimes ou délits sont :

1<sup>o</sup> Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol, prévu à la fois par la législation pénale des deux pays (Code pénal, art. 393-397, 375-376);

2<sup>o</sup> Coups portés ou blessures faites volontairement :

a) Avec préméditation ;

b) Ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe ou la mort sans l'intention de la donner (art. 398, § 2, 399, § 2, 400 à 410);

3<sup>o</sup> Avortement (art. 348-353);

4<sup>o</sup> Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque nationaux ou étrangers, de titres émanés de l'État ou avec l'autorisation publique ou étrangère, d'institutions publiques, de sociétés ou de personnes privées, de coupons afférents à ces titres, émission ou mise en circulation de ces effets, billets, titres ou coupons contrefaits ou falsifiés, faux en écriture authentique ou privée ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets, titres ou coupons contrefaits, fabriqués ou falsifiés (art. 173-178, 193-197, 211-214);

5<sup>o</sup> Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée (art. 160-169);

6<sup>o</sup> Vol, rapine, extorsion, escroquerie et tromperie (art. 461-476. 496-499, 500-501);

7<sup>o</sup> Abus de confiance, concussions et détournements commis par des fonctionnaires publics (art. 491 à 493, 240, 241, 243, 244);

8<sup>o</sup> Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites (art. 489, § 2, 490);

9<sup>o</sup> Faux serment, faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes (art. 215-221, 224, § 1<sup>er</sup>, 226);

10<sup>o</sup> Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223, 224, § 2);

11<sup>o</sup> Corruption de fonctionnaires publics (art. 246, 253);



12° Bigamie (art. 391);

13° Attentats à la pudeur commis avec violence (art. 373, 374);

14° Attentats à la pudeur commis sans violence sur la personne ou avec l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de douze ans (art. 372);

15° Enlèvement de mineurs, exposition ou délaissement d'enfants au-dessous de sept ans, atteinte portée à la preuve de l'état civil par enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant, attentats à la liberté individuelle commis par des particuliers, comprenant l'arrestation ou l'enlèvement de personnes et leur détention illégale (art. 354-360, 368-371, 363-365, 434-438);

16° Incendie volontaire, destruction au moyen de la poudre ou de semblables matières (art. 510-518, 520);

17° Formation de bandes ou d'associations dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés (art. 322-324);

18° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de peines criminelles (art. 327-330);

19° Proxénétisme dans les cas prévus à la fois par la législation des deux pays (art. 379-381);

20° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques, dans les cas prévus simultanément par la législation des deux pays (art. 179-189);

21° Destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées, chemins de fer ou autres constructions, de machines à vapeur ou appareils télégraphiques, destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, documents ou autres papiers, de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières (art. 521-533);

22° Dégât volontaire de la propriété par la destruction et la dévastation des récoltes, plants ou arbres (art. 535-537);

23° Dégât volontaire de la propriété par la destruction d'instruments d'agriculture, la destruction ou l'empoisonnement de bestiaux ou autres animaux (art. 536-538-542).

L'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera qualifié comme crime ou délit d'après la législation du pays auquel la demande est adressée.

Sont compris sous cette même réserve, dans les qualifications du présent article, les tentatives des crimes et délits énoncés;

Art. 3. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou un délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié,

son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

**Art. 4.** L'extradition sera accordée lors même que l'accusé ou le prévenu serait détenu pour dettes ou autres obligations civiles, ou qu'il viendrait, par le fait de l'extradition, à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

**Art. 5.** Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

L'extradition ne sera accordée que sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle, émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivrés en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du gouvernement qui réclame l'extradition.

Ces pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées, et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la demande.

**Art. 6.** L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'art. 2 de la présente convention sera arrêté préventivement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité étrangère compétente et produit par voie diplomatique.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition que cet avis sera régulièrement donné, par la voie diplomatique, au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

Toutefois, dans ce dernier cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de trois semaines à dater de son arrestation, il reçoit communication du mandat d'arrêt décerné par l'autorité étrangère compétente.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 7. L'étranger arrêté préventivement aux termes du § 1<sup>er</sup> de l'article précédent ou maintenu en arrestation aux termes du § 3 du même article, sera mis en liberté si, dans les deux mois de son arrestation, il ne reçoit notification d'un des actes judiciaires énoncés à l'art. 5.

Art. 8. Il est expressément stipulé que l'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun crime ou délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable crime ou délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Ne seront pas réputés délits politiques ni faits connexes au délit politique : l'assassinat, l'empoisonnement, le meurtre commis sur la personne d'un souverain étranger ou sur une personne de sa famille.

Art. 9. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel l'étranger se trouve.

Art. 10. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est réclamée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, seront livrés à l'État requérant, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise.

Art. 11. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon le cas, dans l'art. 5 ci-dessus, lorsqu'elle sera requise par l'un des États contractants au profit d'un État étranger ou par un État étranger au profit de l'un desdits États liés l'un et l'autre avec l'État requis par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition, et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les art. 8 et 9 de la présente convention.

Art. 12. Si l'extradition d'un criminel est demandée concurremment par l'un des États contractants et par un autre État vis-à-vis duquel existe également une obligation conventionnelle d'extradition, celle-ci se fera d'abord à l'État auquel le criminel appartient par liens de sujétion, éventuellement à l'État dont la demande a été reçue la première.

Art. 13. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire.

Art. 14. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite ; dans ce cas, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Les personnes résidant en Belgique ou en Bavière, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou l'autre pays, ne pourront être poursuivies ou détenues pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où elles figureront comme témoins.

Art. 15. Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production des pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 16. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée resteront à la charge de chacun des deux États dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport, etc., par le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclayant.

Art. 17. La présente convention remplacera la convention du 5 février 1846 ; elle sera exécutoire dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois de chaque pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après déclaration contraire de l'un des deux gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de six mois ou plus tôt, si faire se peut.



En foi de quoi, nous, plénipotentiaires de S. M. le Roi des Belges et de S. M. le Roi de Bavière, avons signé et scellé la présente convention.

Fait en double expédition à Munich, le 17 octobre 1869.

(L. S.) *Signé* : GREINDL.

(L. S.) *Signé* : Prince CL. DE HOHENLOHE.

L'échange des ratifications a eu lieu à Munich, le 24 décembre 1869.

## AUTRICHE-HONGRIE. — JAPON

TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, CONCLU A YEDDO  
LE 18 OCTOBRE 1869

S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie, d'une part, et S. M. l'empereur du Japon, d'autre part, voulant établir entre les deux Empires les rapports les plus intimes et les plus durables et faciliter les relations commerciales entre leurs sujets respectifs, ont résolu dans ce but de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation, et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. I. et R. Apostolique : le contre-amiral baron Anthony *Petz*, ministre plénipotentiaire et envoyé en mission extraordinaire, chevalier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, etc., etc.

Et S. M. l'Empereur du Japon : *Sawa Kiyowara no Ason Nobuyoshi*, principal ministre pour les affaires étrangères, revêtu du second degré du troisième rang, et *Terashima Fujiwara no Ason Munenori*, ministre assistant pour les affaires étrangères, revêtu du second degré du quatrième rang.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix perpétuelle et amitié entre les hautes parties contractantes et leurs sujets respectifs.

Art. 2. S. M. I. et R. Apostolique pourra nommer un agent diplomatique, un consul général, et dans tous les ports ou villes ouverts au commerce étranger, un consul, vice-consul ou agent consulaire; qui jouiront des mêmes privilèges et droits que ceux de la nation la plus favorisée.

L'agent diplomatique nommé par S. M. I. et R. Apostolique, aussi bien que le consul général, auront le droit de voyager librement dans toutes les parties de l'empire du Japon.

Les officiers consulaires impériaux et royaux, qui seront revêtus du pouvoir judiciaire, lorsqu'un bâtiment austro-hongrois aura fait naufrage ou qu'une attaque a eu lieu contre la vie et la propriété d'un sujet austro-hongrois dans les limites de leur juridiction, auront le droit de se rendre sur place afin de rassembler les témoignages nécessaires. Mais, dans chacun de ces cas, les officiers consulaires impériaux et royaux informeront par écrit les autorités locales japonaises du but de leur voyage, de l'endroit où ils ont l'intention de se rendre, et ne pourront faire ce voyage qu'accompagnés d'un haut officier japonais, nommé par les autorités japonaises.

S. M. l'empereur du Japon pourra de son côté nommer un agent diplomatique près la cour de Vienne, et des officiers consulaires dans les ports ou villes de la monarchie austro-hongroise, dans lesquels les officiers consulaires de toute autre puissance sont admis à résider.

L'agent diplomatique et les officiers consulaires du Japon, sous la condition de réciprocité, jouiront sur l'étendue de l'empire austro-hongrois des mêmes droits, privilèges et immunités, dont jouissent ou pourront jouir plus tard ceux de toute autre puissance.

Art. 3. Les ports et villes de Yokohama (dans le district de Kanagawa), Hiogo, Osaka, Nagasaki, Niigata, Ebisuminato, sur l'île Sado, Hakodate, et la ville de Tokei (Yedo) seront, du jour où ce traité entrera en vigueur, ouverts au commerce et aux citoyens de la monarchie austro-hongroise.

Les citoyens austro-hongrois pourront, dans toutes ces villes et dans leurs ports, résider en permanence; ils auront le droit d'y affermer des terrains, d'y acheter des maisons et d'y bâtir des habitations et magasins.

L'emplacement que les sujets austro-hongrois occuperont, et dans lequel ils feront construire leurs habitations, sera déterminé par les officiers consulaires impériaux et royaux, de concert avec les autorités locales compétentes; il en sera de même pour les règlements du port. Si l'officier consulaire impérial et royal et les autorités locales ne parviennent pas à s'entendre à ce sujet, la question sera soumise à l'agent diplomatique et au gouvernement japonais.

Autour des lieux où résideront les citoyens austro-hongrois, il ne sera élevé ni placé par les Japonais ni mur, ni barrière, ni clôture, ni tout autre obstacle qui pourrait entraver la libre sortie ou la libre entrée de ces lieux.

Les citoyens austro-hongrois seront libres de se rendre où bon leur semblera dans les limites ci-après désignées :

De Yokohama (dans le district de Kanagawa) jusqu'à la rivière Rokugo, et dans toute autre direction jusqu'à une distance de dix *ris*.

De Hiogo, dans la direction de Kioto, jusqu'à une distance de dix *ris* de cette ville, et de dix *ris* dans toute autre direction.

De Osaka au sud de l'embouchure du Yamatogawa jusqu'à Funabashimura, et de cette dernière dans les limites d'une ligne tracée de cette place à travers Kiokojimura jusqu'à Sado; la ville de Sakai restera en dehors de ces limites; mais les citoyens austro-hongrois pourront la visiter.

De Nagasaki dans toutes les parties du district de Nagasaki.

De Niigata et de Hakodate jusqu'à dix *ris* dans toute direction.

De Ebisuminato à travers l'île entière de Sado.

De Tokei (Yedo) dans les limites suivantes : depuis l'embouchure du Shintonegawa jusqu'à Kanamashi, et de là en suivant la grande route de Mito jusqu'à Senji; de là, le long de la rivière Sumida jusqu'à Furuyakamigo, et ensuite à travers Omuro, Takakura, Koyata, Oguoara, Miyadera, Mitsugi et Tanaka jusqu'au bac de Hino, sur la rivière Rokugo.

Les distances de dix *ris* seront mesurées par terre à partir du Saibansko (hôtel de ville de chacun des endroits susnommés).

Le *ri* équivalant à

12,367 pieds autrichiens.

4,275 yards anglais.

3,910 mètres français.

Les citoyens austro-hongrois qui dépasseront ces limites encourront une amende de 100 dollars mexicains pour la première infraction, et de 250 pour la seconde.

Art. 4. Les citoyens austro-hongrois au Japon auront le droit d'exercer librement leur religion, et à cet effet ils pourront y élever, dans le terrain destiné à leur résidence, les édifices convenables à leur culte.

Art. 5. Tous les différends qui pourraient s'élever entre austro-hongrois au sujet de leurs droits, de leurs propriétés ou de leur personne, seront soumis à la juridiction des autorités impériales et royales.

De même les autorités japonaises n'interviendront dans aucun différend qui pourra s'élever entre les citoyens austro-hongrois et les sujets de toute autre puissance.

Si un citoyen hongrois a à se plaindre d'un Japonais, sa réclamation sera jugée par les autorités japonaises.

Si au contraire un Japonais a à se plaindre d'un citoyen de ladite

monarchie, l'affaire sera arrangée par les autorités impériales et royales.

Si quelque Japonais venait à ne pas payer ce qu'il doit à un citoyen austro-hongrois, s'il se cachait ou s'enfuyait frauduleusement, les autorités japonaises compétentes feront tout ce qui dépendra d'elles pour le traduire en justice et pour obtenir de lui le paiement de sa dette; et si quelque citoyen austro-hongrois se cachait frauduleusement ou manquait à payer ses dettes à un sujet japonais, les autorités impériales et royales feront de même tout ce qui dépendra d'elles pour amener le délinquant en justice et le forcer à payer ce qu'il doit.

Ni les autorités austro-hongroises, ni les autorités japonaises ne seront responsables du paiement de dettes contractées par des sujets austro-hongrois ou japonais.

Art. 6. Les citoyens austro-hongrois qui se seront rendus coupables de quelque acte criminel envers des sujets japonais ou des sujets d'une autre nation seront traduits devant l'officier consulaire impérial et royal, et punis conformément aux lois de la monarchie austro-hongroise.

Les sujets japonais, qui se rendraient coupables d'un acte criminel à l'égard des sujets austro-hongrois, seront traduits devant les autorités japonaises et punis conformément aux lois du Japon.

Art. 7. Toute poursuite entraînant une amende ou une confiscation par suite d'infraction à ce traité, aux règlements commerciaux ou au tarif y annexé, sera prononcée par les autorités consulaires impériales et royales. La pénalité prononcée ou la confiscation ordonnée par lesdites autorités appartiendra et reviendra au gouvernement japonais. Les marchandises qui auront été saisies seront mises sous les scellés des autorités japonaises et des autorités consulaires, et seront conservées dans les magasins de la douane jusqu'à ce que le consul impérial et royal ait rendu son jugement.

Si ce jugement est en faveur du propriétaire ou du consignataire des marchandises, elles seront mises immédiatement à leur disposition; mais si le gouvernement japonais voulait appeler de ce jugement du consul, le propriétaire des marchandises ou le consignataire sera tenu d'en déposer la valeur au consulat impérial et royal jusqu'à ce que le jugement final ait été prononcé.

Dans le cas où les marchandises seraient de nature à s'avarier, elles seront livrées, même avant que le jugement final ait été rendu, au propriétaire ou au consignataire, qui devront déposer le montant de leur valeur au consulat impérial et royal.

Art. 8. Dans chacun des ports qui sont ou seront ouverts au commerce, les citoyens austro-hongrois seront libres d'importer de leur propre pays ou des ports étrangers, et d'y vendre, d'y acheter et d'en



exporter pour leurs propres ports ou pour ceux d'autres pays toute espèce de marchandise qui ne serait pas de contrebande, en payant les droits stipulés dans le tarif annexé au présent traité et sans avoir à supporter d'autres charges.

A l'évaluation des droits *ad valorem*, si les chefs des douanes n'étaient pas satisfaits de l'évaluation donnée par les marchands à quelques-unes de leurs marchandises, ces fonctionnaires pourront en estimer le prix et offrir de les acheter au taux ainsi fixé.

Si le propriétaire refusait d'accepter cette offre, il aura à payer les droits proportionnels à celle d'évaluation faite par les chefs de la douane japonaise. Si au contraire le propriétaire accepte cette offre, la valeur offerte sera immédiatement payée au négociant sans rabais ni escompte.

Art. 9. Les citoyens austro-hongrois qui auront importé des marchandises dans un des ports ouverts du Japon, après en avoir payé les droits, pourront réclamer des autorités de la douane japonaise un certificat indiquant que ce paiement a été fait, et ils seront libres en vertu de ce certificat de réexporter ces mêmes marchandises et de les transporter dans tout autre des ports ouverts sans avoir à payer d'autres droits.

Art. 10. Le gouvernement japonais s'engage à construire dans tous les ports libres des magasins dans lesquels seront remisées les marchandises importées, sur la demande de l'importateur ou du propriétaire, sans qu'il y ait aucun droit à payer.

Le gouvernement japonais sera responsable de la bonne garde de ces marchandises, aussi longtemps qu'elles seront sous sa protection, et, durant ce temps, prendra toutes les précautions nécessaires pour assurer ces marchandises contre l'incendie. Lorsque le propriétaire ou l'importateur voudra retirer ses marchandises desdits magasins, il aura à payer les droits stipulés dans le tarif annexé au présent traité; mais s'il veut les réexporter, il pourra le faire sans payer aucun droit.

Les frais d'emménagement seront en tous cas payés lors de la remise des marchandises. Le montant de ces frais, ainsi que les règlements pour l'administration desdits magasins, seront établis d'un commun accord par les hautes parties contractantes.

Art. 11. Les citoyens austro-hongrois seront libres de transporter toute espèce de produits japonais achetés dans un des ports ouverts dans un autre port ouvert du Japon sans payer aucun droit.

Quand les produits japonais seront transportés par un citoyen austro-hongrois d'un des ports ouverts dans un autre, ledit citoyen devra déposer à la douane le montant des droits à payer si les mêmes marchandises étaient exportées à l'étranger.

Ce montant sera immédiatement remboursé par les autorités japo-

naïses au susdit citoyen, et sans opposition de leur part, sur la présentation, dans les six mois, d'un certificat de la douane au port de destination, indiquant que les mêmes marchandises y ont été débarquées.

En cas de marchandises dont l'exportation aux ports étrangers est prohibée absolument, l'exportateur devra déposer à la douane une déclaration écrite par laquelle il s'engage à payer aux autorités japonaises la valeur complète de ces marchandises, dans le cas où il ne présenterait pas ledit certificat dans les délais mentionnés ci-dessus.

Dans le cas où un bâtiment en destination d'un port ouvert à un autre viendrait à se perdre durant le voyage, la preuve de la perte tiendra lieu du certificat de la douane, et il sera accordé un délai d'un an au citoyen austro-hongrois pour fournir cette preuve.

Art. 12. Toutes les marchandises importées par des citoyens de la monarchie austro-hongroise dans un des ports ouverts du Japon, sur lesquelles les droits stipulés dans le présent traité n'auront pas été payés, pourront, qu'elles soient en possession de citoyens austro-hongrois ou de sujets japonais, être transportées par les propriétaires dans toute autre partie du Japon sans avoir à payer aucune taxe ou aucun droit de transit quelconque.

Tous les articles de production japonaise pourront être transportés par des sujets japonais de tout endroit du Japon dans chacun des ports ouverts sans être soumis à aucune taxe ou droit de transit, hormis les péages établis sur tous les commerçants pour l'entretien des routes et de la navigation.

Art. 13. Les citoyens austro-hongrois pourront acheter des Japonais et leur vendre tous les articles qu'ils auraient à vendre ou à acheter, et cela sans l'intervention d'aucun employé japonais, soit dans cette vente ou dans cet achat, soit aussi en effectuant ou en recevant le paiement de ces transactions,

Les Japonais pourront acheter toute espèce de marchandises des citoyens austro-hongrois, soit dans le territoire de la monarchie austro-hongroise, soit dans les ports libres du Japon, et cela sans l'intervention d'aucun employé japonais, et ils pourront, soit garder ces marchandises et en faire usage, soit les revendre. Dans leurs opérations commerciales avec les citoyens austro-hongrois, les Japonais ne seront pas soumis à des droits plus élevés que ceux qu'ils payent dans leurs opérations commerciales entre eux.

De même, les sujets japonais pourront, à la condition de se conformer aux lois, se rendre dans l'empire austro-hongrois, ainsi que dans les ports ouverts du Japon, et y faire le commerce avec des citoyens dudit empire, librement et sans l'intervention des officiers japonais, à

la condition de se soumettre aux règlements de police en vigueur et de payer les droits établis.

Les sujets japonais pourront transporter des marchandises d'origine japonaise ou étrangère des ports ouverts du Japon dans les autres ports ou des ports étrangers, sur des bâtiments appartenant aux Japonais ou aux citoyens de la monarchie austro-hongroise.

Art. 14. Les règlements de commerce et le tarif annexé au présent traité seront considérés comme en faisant partie intégrante et seront également obligatoires pour les deux hautes parties contractantes.

L'agent diplomatique de la monarchie austro-hongroise au Japon, de concert et d'accord avec les fonctionnaires qui pourraient être désignés à cet effet par le gouvernement japonais, auront le pouvoir d'établir dans tous les ports ouverts au commerce, les règlements qui seraient nécessaires pour mettre à exécution les stipulations des règlements de commerce ci-annexés.

Les autorités japonaises, dans chaque port, adopteront telles mesures qui leur paraîtront le plus convenable pour prévenir la fraude et la contrebande.

Art. 15. Le gouvernement japonais n'apportera aucun obstacle à ce que les citoyens de la monarchie austro-hongroise résidant au Japon puissent prendre à leur service des Japonais pour interprètes, précepteurs, domestiques, etc., et de les employer à toute occupation que les lois ne prohibent pas, mais toujours avec réserve que si un de ces Japonais commettait un délit criminel, il resterait passible de la loi japonaise.

Les Japonais au service des citoyens austro-hongrois, en s'adressant aux autorités locales, pourront obtenir la permission d'accompagner leurs maîtres à l'étranger.

De plus, tous les Japonais pourvus de passeports réguliers de leur gouvernement, conformément à la proclamation du gouvernement japonais du 23 mai 1866, pourront voyager dans la monarchie austro-hongroise dans un but d'étude ou de commerce.

Art. 16. Le gouvernement japonais s'engage à améliorer immédiatement la fabrication de sa monnaie. La principale direction des monnaies et les bureaux spéciaux à établir dans tous les ports ouverts, recevront sans distinction, des étrangers et des Japonais, les monnaies étrangères de toutes sortes, ainsi que les matières d'or et d'argent non monnayées et les échangeront contre des monnaies japonaises de même valeur intrinsèque, en prenant pour le monnayage une prime dont le montant sera fixé du consentement des hautes parties contractantes.

Les citoyens de la monarchie austro-hongroise et les sujets japonais pourront librement faire usage des monnaies japonaises ou étrangères dans tous les paiements qu'ils auraient à se faire réciproquement.

Les monnaies japonaises de toute espèce, à l'exception de celle de cuivre, pourront être exportées du Japon, aussi bien que l'or et l'argent non monnayés.

Art. 17. Le gouvernement japonais garnira tous les ports ouverts au commerce des citoyens austro-hongrois, de phares, lumières, bouées et fanaux propres à faciliter et à assurer la navigation de l'entrée ou de la sortie des bâtiments.

Art. 18. Si un bâtiment de la monarchie austro-hongroise venait à être naufragé ou à être jeté sur les côtes du Japon, ou s'il était forcé de chercher un refuge dans quelque port japonais, les autorités japonaises compétentes, ayant connaissance du fait, donneront immédiatement à ce bâtiment toute l'assistance possible. Les personnes du bord seront traitées avec bienveillance, et on leur fournira, si cela est nécessaire, le moyen de se rendre au consulat austro-hongrois le plus voisin.

Art. 19. Des fournitures à l'usage des bâtiments de guerre austro-hongrois pourront être débarquées dans les ports ouverts du Japon et placées en magasin à terre, sous la garde des employés austro-hongrois, sans avoir à payer de droits ; mais si ces fournitures étaient vendues à des Japonais ou à des étrangers, l'acquéreur payera aux autorités japonaises la valeur des droits qui y sont applicables.

Art. 20. Il est expressément stipulé que le gouvernement austro-hongrois et ses citoyens jouiront librement, à partir du jour où le présent traité sera mis en vigueur, de tous les privilèges, immunités et avantages qui ont été ou seront à l'avenir garantis par S. M. l'Empereur du Japon au gouvernement ou aux sujets de toute autre nation.

Art. 21. Il est convenu que chacune des hautes parties contractantes pourra, à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1872 ou après cette époque, demander la révision du présent traité, des règlements commerciaux et du tarif y annexés, pour y faire les modifications ou y insérer les amendements que l'expérience aura démontrés nécessaires. Il sera nécessaire que notification en soit donnée un an à l'avance.

Dans le cas, cependant, où S. M. l'Empereur du Japon désirerait faire réviser tous les traités antérieurement à la date ci-dessus mentionnée et obtenir à cet effet le consentement de toutes les autres puissances contractantes, à la demande du gouvernement japonais, le gouvernement austro-hongrois prendra part aux négociations dans ce but.



Art. 22. Toute communication officielle adressée par l'agent diplomatique I et R ou par les officiers consulaires aux autorités japonaises sera dorénavant écrite en allemand.

Cependant, pour faciliter la prompte expédition des affaires, ces communications seront, pendant une période de trois années à partir de la mise en vigueur du présent traité, accompagnées d'une traduction anglaise ou japonaise.

Art. 23. Le présent traité a été dressé en sept copies, savoir, deux en japonais, trois en anglais, deux en allemand. Toutes ont la même signification et contiennent les mêmes intentions ; mais en cas de discussion, le texte anglais sera considéré comme l'original.

Art. 24. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi apostolique de Hongrie, et par S. M. l'Empereur du Japon, et les ratifications en seront échangées dans douze mois, ou plutôt, si faire se peut.

Il est également stipulé que le présent traité entrera en vigueur à partir de la présente date.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Tokéï, le 18 octobre 1869, correspondant au quatorzième jour du neuvième mois de la deuxième année du Meiji.

(L. S.) *Signé* : VON PETZ. (L. S.) *Signé* : SAWA KIGOWARA NO ASON  
NOBUYOSHI ;

(L. S.) *Signé* : TERASHIMA FUJIWARA NO  
ASON MUNENORI.

## RÈGLEMENTS COMMERCIAUX

### *Premier règlement*

Dans les quarante-huit heures (les dimanches exceptés) qui suivront l'arrivée d'un bâtiment austro-hongrois dans l'un des ports japonais ouverts au commerce, le capitaine ou le commandant de ce bâtiment remettra à la douane japonaise le reçu du consul impérial et royal, qui prouvera qu'on a déposé chez lui tous les papiers du bord, les connaissements, etc., et le capitaine ou le commandant annoncera alors l'entrée de son navire en douane, en remettant une déclaration écrite, qui fera connaître le nom du navire et celui du port d'où il provient, son tonnage, le nom de son capitaine ou com-

mandant, le nom des passagers s'il y en a, et le nombre de personnes qui compose son équipage. Cette déclaration sera certifiée véritable par le capitaine ou le commandant, et sera signée par lui. Il déposera en même temps un manifeste de son chargement, indiquant le nombre et la marque des colis qui le composent, leur contenu tel qu'il est détaillé dans les connaissements, avec le nom de la personne ou des personnes auxquelles ces colis sont adressés. Une liste des provisions du bord sera jointe au manifeste.

Le capitaine ou le commandant certifiera que ce manifeste contient la description exacte de toute la cargaison et des provisions du bâtiment, et le signera de son nom.

Si une erreur est reconnue comme ayant été commise dans le manifeste, elle pourra être corrigée dans les vingt-quatre heures (dimanches exceptés), sans qu'elle puisse donner lieu au paiement d'aucune amende; mais si une altération ou une déclaration tardive dans le manifeste était faite après ce laps de temps, une amende de 15 dollars serait imposée au délinquant.

Toutes les marchandises non déclarées dans le manifeste payeront un double droit au moment de leur débarquement.

Tout capitaine ou commandant de bâtiment marchand qui négligerait de déclarer l'entrée de son navire en douane japonaise dans le temps prescrit par ce règlement, payera une amende de 60 dollars par chaque jour de retard apporté à la déclaration à faire.

### *Second règlement*

La douane japonaise aura le droit de placer ses employés à bord de tout bâtiment entré dans le port (les navires de guerre exceptés).

Tous les employés de la douane seront traités avec égard, et toutes les facilités qu'on pourra leur accorder leur seront données.

Aucune marchandise ne sera débarquée avant le lever du soleil, ni après son coucher, sans une permission spéciale des autorités de la douane, et la cale et les autres issues du bâtiment qui mènent au lieu où se trouve renfermée la cargaison seront gardées par les officiers japonais pendant les heures comprises entre le coucher et le lever du soleil, au moyen de scellés, de serrures ou d'autres fermetures, et si, sans en avoir la permission, quelque individu ouvrait l'une de ces issues qui aurait été fermées ou brisait les scellés, les serrures ou les autres fermetures apposées par les employés de la douane japonaise, il serait passible d'une amende de 60 dollars pour chaque infraction.

Toutes les marchandises qui seraient débarquées d'un bâtiment sans avoir été légalement déclarées à la douane japonaise, ainsi qu'il est dit ci-dessus, seraient confisquées après enquête et preuve acquise.

Les colis de marchandises disposées avec l'intention de frauder le revenu du Japon, en cachant des articles de valeur qui ne seraient pas déclarés dans le manifeste d'entrée, seront confisqués.

Si quelque bâtiment austro-hongrois faisait la contrebande ou cherchait à introduire des marchandises dans les ports du Japon qui sont encore fermés, ces marchandises seraient confisquées au profit du Gouvernement japonais, et le bâtiment serait imposé à une amende de 1,000 dollars pour chaque contravention.

Les bâtiments qui auraient besoin de réparations pourront, à cet effet, débarquer leur cargaison sans avoir à payer aucun droit. Toutes les marchandises ainsi débarquées seraient placées sous la garde des autorités japonaises, et toutes les dépenses à faire pour magasinage, travaux et surveillance seraient payées. Mais, si une partie de cette cargaison était vendue, les droits légaux devraient être payés pour la partie dont on aurait disposé.

Les cargaisons pourront être transbordées sur un autre bâtiment mouillé dans le même port sans avoir à payer aucun droit; mais tout transbordement devra être fait sous la surveillance des employés japonais, et après que les autorités de la douane auront acquis la preuve de la bonne foi de la transaction, et lorsque ces autorités auront aussi donné la permission d'opérer le transbordement. Une amende de 60 dollars sera payée pour toute infraction à ce règlement.

L'importation de l'opium étant prohibée, tout bâtiment austro-hongrois arrivant au Japon pour y faire le commerce et ayant plus de 3 *catties* d'opium à bord, pourra voir le surplus de cette quantité confisqué et détruit par les autorités japonaises, et tout individu faisant ou essayant de la contrebande d'opium sera passible d'une amende de 15 dollars pour chaque *cattie* d'opium entré ainsi en contrebande.

### *Troisième règlement.*

Le propriétaire ou le consignataire de marchandises qui voudrait les débarquer en fera la déclaration à la douane japonaise. Cette déclaration sera écrite et contiendra le nom de la personne qui fera l'introduction et celui du bâtiment où se trouvent les marchandises, ainsi que le nombre et la marque des colis. Le contenu et la valeur de

chaque colis seront constatés séparément sur la même feuille, et à la fin de la déclaration on additionnera la valeur de toutes les marchandises qui composeront l'entrée en douane. Sur chaque déclaration, le propriétaire ou le consignataire certifiera par écrit qu'elle contient la valeur actuelle des marchandises, et que rien n'a été dissimulé pour nuire à la douane japonaise. Le propriétaire ou le consignataire signera ce certificat.

La facture ou les factures des marchandises ainsi introduites seront présentées aux autorités de la douane et resteront entre leurs mains jusqu'à ce que ces autorités aient examiné les marchandises mentionnées dans la déclaration.

Les employés japonais pourront vérifier un ou plusieurs de ces colis ainsi déclarés, et, à cet effet, ils les feront transporter à la douane s'ils le veulent; mais cette visite ne devra causer aucune dépense à l'introducteur, ni porter préjudice aux marchandises, et, après leur examen, les Japonais replaceront ces marchandises dans les colis et, autant que possible, dans l'état où elles se trouvaient primitivement. Cette visite devra être faite sans perte de temps.

Si quelque propriétaire ou introducteur de marchandises s'aperçoit qu'elles ont été avariées pendant le voyage d'importation, avant qu'elles lui aient été délivrées, il pourra notifier aux autorités de la douane les avaries survenues, et ces marchandises avariées seront évaluées par deux ou par plusieurs personnes compétentes et désintéressées, qui, après mûr examen, délivreront un certificat faisant connaître le montant à tant pour cent des avaries éprouvées dans chaque colis séparément, en le décrivant par ses marques et numéros. Ce certificat sera signé par les experts, en présence des employés de la douane, et l'introducteur annexera ce certificat à son manifeste, en y faisant les réductions convenables; mais ce fait n'empêchera pas les employés de la douane de s'approprier ces marchandises selon les formes indiquées dans l'art. 8 du présent Traité, auquel ces règlements sont annexés.

Lorsque les droits auront été payés, le propriétaire recevra l'autorisation de reprendre ses marchandises, soit qu'elles se trouvent à la douane, soit qu'elles n'aient pas quitté le bord.

Toutes les marchandises destinées à être exportées passeront par les douanes japonaises avant d'être transportées à bord. La déclaration d'entrée sera faite par écrit et contiendra le nom du bâtiment sur lequel elles devront être exportées, avec le nombre des colis, leur marque et la déclaration de la valeur de leur contenu. La personne qui exportera ces marchandises certifiera par écrit que sa déclaration



est un exposé sincère de toutes les marchandises dont elle fait mention, et la signera.

Toutes les marchandises qui seraient embarquées à bord d'un bâtiment pour être exportées avant d'avoir passé par la douane, et tous les colis qui contiendraient des articles prohibés, seront saisis par le Gouvernement japonais.

Il ne sera pas nécessaire de faire passer en douane les provisions destinées à l'usage des bâtiments français, de leurs équipages et de leurs passagers, ni les effets d'habillement des passagers.

Les autorités des douanes japonaises pourront saisir tout colis suspect; elles devront en même temps en informer l'officier consulaire impérial et royal.

Les marchandises qui seront confisquées par jugement des officiers consulaires impériaux et royaux seront immédiatement remises aux autorités japonaises, et toutes les amendes ou confiscations décrétées par les officiers consulaires impériaux et royaux seront prélevées par eux, sans retard, et payées aux autorités japonaises.

#### *Quatrième règlement.*

Les bâtiments qui voudront être expédiés par la douane la prévientront vingt-quatre heures d'avance, et, à l'expiration de ce terme, ils auront le droit de recevoir leurs expéditions; mais, si elles leur étaient refusées par la douane, les employés de cette administration devraient immédiatement en informer le capitaine ou le consignataire du bâtiment, et lui faire connaître les raisons de ce refus; ils feront la même déclaration au consul impérial et royal, qui ne remettra au capitaine les documents déposés que sur le reçu de la douane prouvant que les droits ont été payés.

Les navires de guerre austro-hongrois pourront librement entrer dans le port et en sortir sans avoir à présenter de manifeste. Les employés de la douane et de la police n'auront pas le droit de visiter ces bâtiments. Quant aux navires austro-hongrois qui porteraient les malles, ils devront entrer en douane et y être expédiés le même jour, et ils n'auront à présenter de manifeste que pour les passagers et les marchandises qu'ils auraient à débarquer au Japon.

Les baleiniers relâchant pour avoir des provisions et les bâtiments en détresse ne seront pas tenus de fournir un manifeste de leur cargaison; mais, s'ils veulent plus tard faire le commerce, ils auront à en

donner un, en observant les formalités prescrites par le premier règlement.

Le mot bâtiment, quelle que soit la place qu'il occupe dans ce Traité et dans son annexe, signifiera toujours navire, barque, brick, goëlette, sloop ou bâtiment à vapeur.

#### *Cinquième règlement*

Tout individu qui signerait une fausse déclaration ou un faux certificat dans l'intention de frauder le revenu du Japon, payera une amende de 125 dollars pour chacune des infractions qu'il aura commise.

#### *Sixième règlement.*

Aucun droit de tonnage ne sera perçu sur les bâtiments austro-hongrois dans les ports du Japon, mais les taxes suivantes seront payées par eux à la douane japonaise :

Pour l'entrée d'un bâtiment, 15 dollars;

Pour l'expédition d'un bâtiment, 7 dollars;

Pour chaque permis délivré pour débarquer ou embarquer des marchandises mentionnées dans les règlements aucun droit ne sera payé;

Pour tout autre document, tel que bulletin de santé, etc., 1 dollar 1/2.

#### *Septième règlement.*

Des droits seront payés au gouvernement japonais sur toutes les marchandises débarquées au Japon, et sur toutes les marchandises japonaises destinées à l'exportation, conformément au tarif annexé au présent traité.

#### *Huitième règlement.*

Tout sujet japonais sera libre d'acheter, soit dans les ports ouverts, soit à l'étranger, toute espèce de bâtiments à voiles ou à vapeur pour transporter des cargaisons ou des passagers, hormis les navires de guerre qui ne pourront être achetés qu'après autorisation du gouvernement japonais.

Tout bâtiment austro-hongrois, acheté par des sujets japonais, sera enregistré comme bâtiment japonais contre le paiement d'un droit de 3 boos par tonne pour les bâtiments à vapeur, et de 1 boo par tonne pour les bâtiments à voiles.

Le tonnage de chaque bâtiment sera prouvé par le registre du navire qui sera certifié authentique par l'officier consulaire impérial et royal, et produit par lui aux autorités japonaises sur leur demande. Les munitions de guerre ne pourront être vendues qu'au gouvernement japonais ou à des étrangers.

### *Neuvième règlement.*

Les citoyens austro-hongrois au Japon, et les équipages et passagers des bâtiments appartenant à ladite monarchie, seront libres d'acheter pour leur propre usage des approvisionnements en grains et farine, dont l'exportation est prohibée par le tarif; mais il faudra un permis de la douane avant que ces grains ou farines puissent être embarqués sur un bâtiment austro-hongrois.

Le gouvernement japonais n'apportera aucune entrave au transport d'un port ouvert dans un autre de ces grains et farines dont l'exportation pour les ports étrangers est prohibée. Si les circonstances néanmoins rendaient nécessaire de défendre aux Japonais et aux étrangers, pendant un certain temps, la sortie de ces articles d'un port ouvert, le gouvernement japonais en prévendra les autorités étrangères deux mois à l'avance, et s'engagera à ce que ladite prohibition ne durera pas plus longtemps qu'il n'est nécessaire.

### *Dixième règlement.*

Le *catty*, mentionné dans le tarif, est égal à 604 grammes, 53 centigrammes, ou une livre et demie anglaise, ou 1,08 livre, mesure autrichienne.

Le *yard* est la mesure de 3 pieds anglais, égale à 914 millimètres.

Le pied anglais est égal à 0,3047 mètres, et est d'un huitième de pouce plus long que le *kaneshaku* japonais.

Le *koku* est égal à 10 pieds cubes, mesure anglaise, ou à 120 pieds de mesure américaine de bois d'un pouce d'épaisseur.

Le *boo* ou *itjiboo* est une monnaie d'argent ne pesant pas moins de

8,67 grammes (134 grains *troy*), et contenant neuf portions d'argent pur et une d'alliage.

Le *cent* est la centième partie du *boo*.

### *Onzième règlement.*

Afin de mettre un terme aux abus et inconvénients dans les ports ouverts, relatifs au passage en douane, à l'embarquement et débarquement des marchandises au moyen de bâtiments, coolies, serviteurs, etc., les deux parties contractantes stipulent que dans chaque port les autorités locales devront, de temps en temps, s'entendre avec les consuls étrangers, dans le but de prendre d'un commun accord les mesures nécessaires pour mettre fin à toute réclamation, et donneront toute facilité et sécurité pour le commerce et les transactions particulières entre les étrangers et les étrangers.

Le gouvernement japonais fera construire au lieu de débarquement de chacun des ports un ou plusieurs hangars pour l'usage des citoyens austro-hongrois qui débarquent ou embarquent des marchandises.

*(Suivent les signatures).*

---

## SAINT-SIÈGE — SUISSE

CONVENTION CONCERNANT L'INCORPORATION A L'ÉVÊCHÉ DE COIRE DES  
COMMUNES GRISONNES DE POSCHIAVO ET DE BRUSIO, SIGNÉE A LUCERNE  
LE 23 OCTOBRE 1869.

En suite d'une invitation du Conseil fédéral, en date du 11 août 1869, se sont réunis en conférence aujourd'hui le 23 octobre 1869 à Lucerne;

1. M. Renward *Meyer*, conseiller d'État à Lucerne, délégué du haut Conseil fédéral;

2. Mgr *Agnozzi*, chargé d'affaires du Saint-Siège près la Confédération suisse, délégué du Saint-Siège, et

3. M. le conseiller national J. R. *Toggenburg*, à Laax; M. le conseiller des États R. *Peterelli*, à Savognino, — délégués du haut canton des Grisons,



Pour s'entendre, sous réserve de ratification, sur l'union des deux paroisses grisonnes de Poschiavo et de Brusio à l'évêché de Coire;

Les pouvoirs étant reconnus suffisants, les délégués sont tombés d'accord sur la convention suivante :

Art. 1<sup>er</sup>. Les communes de Poschiavo et de Brusio sont reconnues incorporées à l'évêché de Coire et jouissent dès ce moment des mêmes droits et sont soumises aux mêmes obligations que toute autre paroisse de ce diocèse dans le canton des Grisons.

Art. 2. Pour la séparation du diocèse de Como et pour l'union au diocèse de Coire, les deux communes prénommées ne sont obligées à aucune indemnité ou prestation, ni à l'évêché de Como, ni à celui de Coire.

Art. 3. Les droits et avantages réservés par le canton des Grisons, particulièrement quant aux bourses au collège Gallio à Como, appartenant aux deux communes de Poschiavo et de Brusio, resteront réservés jusqu'à la liquidation définitive.

Toutes les autres demandes d'indemnités provenant de la séparation d'avec l'évêché de Como, comme en particulier une part proportionnée aux fonds du diocèse de Como, etc., se trouvent annulées et compensées.

Art. 4. Tous les délégués réservent la ratification des hautes autorités respectives.

*Lucerne*, le 23 octobre 1869.

(L. S.) *Signé*: RENWARD MEYER; (L. S.) *Signé*:  
J. B. AGNOZZI; (L. S.) *Signé*: J. R. TOGGENBURG;  
(L. S.) *Signé*: R. PETERELLI.

## BADE — BELGIQUE

TRAITÉ POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS, SIGNÉ A CARLSRUHE  
LE 3 NOVEMBRE 1869

S. M. le Roi des Belges et S. A. R. le Grand-Duc de Bade, désirant régler par un nouveau traité l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Belges : le baron Jules *Greindl*, chevalier de son

ARCH. DIP. 1874. T. IV.

ordre de Léopold, commandeur de l'ordre du Christ de Portugal, chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de 2<sup>e</sup> classe, de Russie, décoré de l'ordre du Medjidié de 1<sup>re</sup> classe, officier de l'ordre du Sauveur, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, etc., etc., son ministre résident près S. A. R. le Grand-Duc de Bade, aux cours royales de Bavière et de Wurtemberg et à la cour grand-ducale de Hesse, et

S. A. R. le Grand-Duc de Bade : le sieur Rodolphe *de Freyendorf*, président du ministère de la maison grand-ducale et des affaires étrangères, chambellan, commandeur avec plaque de son ordre du Lion de Zæhringen, grand-croix des ordres des Saints-Maurice-et-Lazare d'Italie, de Frédéric de Wurtemberg, de l'Aigle Rouge de Prusse et du Lion néerlandais ;

Lesquels, après avoir examiné et trouvé en bonne et due forme leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les gouvernements belge et badois s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus réfugiés du grand-duché de Bade en Belgique ou de Belgique dans le grand-duché de Bade et mis en prévention ou en accusation ou condamnés, comme auteurs ou complices pour l'une des infractions ci-après énumérées par les tribunaux de celui des deux pays où l'infraction aura été commise, savoir :

1. Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre ;
2. Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe ou la mort sans l'intention de la donner.
3. Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
4. Avortement, exposition ou délaissement d'enfant, enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant.
5. Enlèvement de mineurs, viol, attentat à la pudeur commis avec violence, ou attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de quatorze ans.
6. Bigamie, attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe.
7. Association de malfaiteurs, menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion.

8. Vol (y compris le vol commis avec violences ou menaces et l'extorsion), abus de confiance.

9. Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites, escroquerie et tromperie.

10. Détournements et concussions de fonctionnaires publics ; corruption de fonctionnaires publics.

11. Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, ainsi que les fraudes dans le choix des échantillons pour la vérification du titre et du poids des monnaies.

12. Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés, émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés, faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés.

13. Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques.

14. Faux serment, faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes.

15. Incendie.

16. Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques ; destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, documents ou autres papiers ; destruction ou détérioration de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières.

17. Destruction et dévastation de récoltes, plantes, arbres ou greffes.

18. Destruction d'instruments d'agriculture ; destruction ou empoisonnement de bestiaux ou autres animaux.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces crimes ou délits, lorsqu'elle sera punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 2. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou un délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 3. Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

L'extradition ne sera accordée que sur la production, soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la

chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du gouvernement qui réclame l'extradition.

Ces pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie ou de l'indication de la loi applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seraient demandées et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la demande.

Art. 4. L'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays pour l'un des faits mentionnés à l'art. 1<sup>er</sup>, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité étrangère compétente et expédié dans les formes prescrites par les lois du gouvernement réclamant.

Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles prescrites par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 5. En cas d'urgence, l'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays sur un simple avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition que cet avis sera régulièrement donné par la voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

Toutefois, dans ce cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de trois semaines, il reçoit communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

Art. 6. L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'art. 4, ou maintenu en arrestation, suivant le § 2 de l'art. 5, sera mis en liberté si, dans les deux mois de son arrestation, il ne reçoit notification soit d'un jugement ou arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance de la chambre du conseil ou d'un arrêt de la chambre des mises en accusation ou d'un acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Art. 7. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques. L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à ce crime ou délit, ni pour toute



autre infraction antérieure à l'extradition et non comprise dans la présente convention, à moins que, après avoir été puni ou acquitté du chef du crime qui a donné lieu à l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays ou bien qu'il y retourne de nouveau.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne d'un souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 8. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel se trouve l'étranger.

Art. 9. L'extradition sera accordée lors même que l'accusé ou le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 10. L'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, qui ne sont sujets ni de l'un ni de l'autre des deux États, pourra être refusée lorsque l'État auquel ils appartiennent, informé de la demande d'extradition par le gouvernement auquel celle-ci a été adressée, s'exposera à l'extradition.

Art. 11. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon le cas, dans l'art. 3 ci-dessus, lorsqu'elle sera requise pour l'accomplissement d'une extradition faite au profit de l'un des États contractants de la part d'un État étranger, lié lui-même avec l'État auquel le passage est demandé par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition, et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les art. 7 et 8 de la présente convention.

Art. 12. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est réclamée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, seront livrés à l'État requérant si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être restitués sans frais après la fin du procès.

Art. 13. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée resteront à la charge de chacun des deux États, dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport, etc., etc., par le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclamar.

Art. 14. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée si l'instruction est dirigée contre un sujet de l'État requis non encore arrêté par l'autorité dont émane la commission rogatoire.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire.

Art. 15. Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, au gouvernement dont le condamné est sujet, pour être déposé au greffe du tribunal qu'il appartiendra.

Art. 16. La présente convention, remplaçant celle du 11 juin 1844, ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Art. 17. Elle continuera à être en vigueur jusqu'à la déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements ; elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Carlsruhe, le 3 novembre 1869.

(L. S.) *Signé* : J. GREINDL.

(L. S.) *Signé* : DE FREYDORF.

---

## HESSE — RUSSIE

CONVENTION POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS, SIGNÉE A DARMS-  
TADT LE 15 NOVEMBRE 1869

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, ayant jugé utile de régler par une convention l'extradition des malfaiteurs entre leurs États respectifs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Camille de *Labensky*, son conseiller privé et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Cour grand-ducale de Hesse, chevalier des ordres de Russie : de l'Aigle blanc, de Sainte-Anne de 1<sup>re</sup> classe avec la couronne impériale, de Saint-Stanislas de 1<sup>re</sup> classe, et de Saint-Wladimir de 2<sup>e</sup> classe, grand-croix des ordres grands-ducaux de Louis et de Philippe le Magnanime, etc.

Et S. A. R. le grand-duc de Hesse, le sieur Régnard baron de *Dalwigk-Lichtenfels*, président du conseil des ministres, ministre de la maison grand-ducale et des affaires étrangères ainsi que de l'intérieur, etc., grand-croix des ordres grands-ducaux de Louis et de Philippe le Magnanime, chevalier des ordres de Russie de Saint-Alexandre-Newsky, de l'Aigle blanc, de Sainte-Anne de 1<sup>re</sup> classe et de Saint-Stanislas de 1<sup>re</sup> classe, etc.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement impérial de Russie et le gouvernement grand-ducal de Hesse s'engagent à se livrer réciproquement, dans les cas et d'après les formes déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs sujets, les individus condamnés, mis en état d'accusation ou prévenus à raison d'un des crimes ou délits mentionnés à l'art. 3, en vertu d'un arrêt, d'un jugement ou d'un mandat d'arrêt, émanant des tribunaux de celui des deux pays, contre les lois duquel les faits auront été commis.

Art. 2. L'obligation d'extradition ne s'étend dans aucun cas aux sujets du pays auquel l'extradition est demandée. Toutefois les parties contractantes s'engagent à poursuivre, conformément à leurs lois, les crimes et délits, commis par leurs sujets contre les lois de la partie adverse, dès que la demande en sera faite et dans le cas que ces crimes

ou délits pourront être classés dans une des catégories énumérées dans l'art. 3. La demande, accompagnée de tous les renseignements nécessaires, avec la production évidente de la culpabilité du criminel, devra être faite par la voie diplomatique.

Sont compris, quant à l'application de cette convention, sous la dénomination de sujets, les étrangers qui, selon les lois du pays auquel l'extradition est demandée, sont assimilés aux sujets, ainsi que les étrangers qui se sont établis dans le pays et qui sont ou ont été mariés à une femme du pays dont ils ont un enfant ou des enfants nés dans le pays.

Art. 3. L'extradition n'aura lieu que dans les cas de condamnation, accusation ou poursuite du chef d'un crime ou délit volontaires commis hors du territoire du pays auquel l'extradition est demandée, qui, d'après les lois du pays qui demande l'extradition, peut entraîner une peine de plus d'un an d'emprisonnement ou qui aurait pour conséquence la destitution d'un emploi public.

Avec cette restriction l'extradition aura lieu pour les crimes et délits suivants, sans exclure les cas de participation et de tentative.

1) Tout acte illégal qui aura occasionné la mort d'un homme, une grave blessure ou maladie, ou une incapacité de travail, ou la perte de l'usage absolu d'un organe.

2) Avortement.

3) Viol et autres attentats à la pudeur.

4) Incendie, destruction de chemins de fer, navires, mines, télégraphes et digues.

5) Faux témoignage judiciaire.

6) Faux en écriture.

7) Fabrication de fausse monnaie, altération de monnaie, contrefaçon de billets de banque, de papier monnaie et d'effets publics, émission de ces fausses valeurs.

8) Brigandage, rapine, vol, détournement, escroquerie, concussion.

9) Corruption et forfaiture des fonctionnaires publics.

10) Banqueroute frauduleuse.

Art. 4. Si le même fait qui a motivé la réclamation donne également lieu à des poursuites publiques dans le pays auquel l'extradition est demandée, la réponse définitive pourra être différée jusqu'à ce que la culpabilité de l'individu envers ce pays ait été examinée par les tribunaux, et que la peine ait été subie dans le cas où l'individu aura été trouvé coupable.

L'extradition n'aura pas lieu.

1) Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit



pour lequel l'individu réclamé subit ou a déjà subi sa peine, ou dont il a été acquitté ou absous dans le pays auquel l'extradition est demandée;

2) Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 5. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit en contravention avec les lois du pays auquel l'extradition est demandée, celle-ci sera différée jusqu'à ce qu'il ait été absous ou qu'il ait subi sa peine, et il en sera de même, si l'individu réclamé est détenu pour dette en vertu d'un arrêt ou autre acte à titre exécutoire passé devant l'autorité compétente, antérieurs à la demande d'extradition.

Si l'extradition de l'individu est demandée concurremment par l'un des États contractants et par un autre État vis-à-vis duquel existe également une obligation conventionnelle d'extradition, celle-ci se fera à l'État dont la demande, accompagnée des preuves nécessaires, aura été reçue la première.

Mais s'il arrivait que l'individu réclamé était sujet (dans le sens strict et non dans le sens étendu indiqué par l'art. 1 de la présente convention), de l'un des États réclameurs, et que les rapports résultant pour lui de cette qualité n'aient pas été annulés, suivant les formes prescrites par les lois de cet État, il devra être livré de préférence à ce dernier État.

Art. 6. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention.

Quant à l'application de cet article, il est bien entendu que, ne sera pas réputé délit politique l'attentat contre la personne d'un souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera un fait prévu dans le n° 1 de l'art. 3.

Art. 7. L'individu, dont l'extradition aura été accordée, ne pourra être poursuivi ou puni pour crimes ou délits antérieurs à l'extradition, que lorsque ces crimes ou délits seront prévus dans l'art. 3.

Art. 8. Les deux gouvernements contractants pourront, même dès avant la production du mandat d'arrêt, demander l'arrestation immédiate et provisoire de l'étranger dont l'extradition est réclamée.

Cette arrestation provisoire, qui du reste est tout à fait facultative, se fera dans les formes et selon les règles prescrites par la législation du pays où elle aura lieu.

L'étranger sera mis en liberté, si dans les vingt jours à partir de celui de son arrestation le gouvernement requis ne reçoit notification du mandat d'arrêt.

Art. 9. L'extradition sera demandée par la voie diplomatique, et ne

sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique du jugement ou de l'arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou du mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande, et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit et la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 10. Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la restitution, livrés au moment où s'effectuera l'extradition.

- Art. 11. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des gouvernements jugera nécessaire l'audition des témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Art. 12. Si dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Art. 13. Lorsque dans une cause pénale la confrontation de criminels, détenus dans l'autre État, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et l'on y donnera suite pour autant qu'il n'y ait pas de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 14. Les deux gouvernements se communiqueront par voie diplomatique les arrêts de leurs tribunaux qui condamneront les sujets de l'État étranger pour crime ou délit.

Art. 15. Toutes les pièces et tous les documents qui seront communiqués réciproquement par les deux gouvernements dans l'exécution de la présente convention devront être accompagnés de leur traduction française, à moins qu'ils ne soient conçus en langue allemande auquel cas une traduction n'est pas nécessaire.

Art. 16. Les gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation par rapport à la restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter dans les limites de leurs territoires respectifs de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux, résultant de l'exécution des commissions rogatoires et du transport et du renvoi des criminels à confronter et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Les frais d'entretien et de transport des prévenus, accusés ou condamnés, par le territoire des États intermédiaires, sont à la charge de l'État réclamat. Au cas où le transport par mer serait jugé préférable. l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du gouvernement réclamat, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 17. Par les stipulations ci-dessus il est adhéré réciproquement aux lois des deux pays, qui ont pour objet de régler la marche de l'extradition.

Art. 18. L'exécution de la présente convention s'étendra au royaume de Pologne et au Grand-Duché de Finlande.

Elle ne s'étendra pas à la partie du Grand-Duché de Hesse, comprise dans la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Darmstadt dans le délai de six semaines ou plutôt si faire se peut.

Elle ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Darmstadt, le 3/15 novembre de l'an de grâce mil huit cent soixante-neuf.

(L. S.) *Signé*: LABENSKY.

(L. S.) *Signé*: BARON DE DALWIGK.

## BRUNSWIK — PRUSSE

TRAITÉ CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UN CHEMIN DE FER DE HALBERSTADT A BLANKENBURG, SIGNÉ A BERLIN LE 19 NOVEMBRE 1869.

S. M. le roi de Prusse et S. A. le duc de Brunswick et Lunebourg ont résolu d'étendre les communications par chemins de fer entre leurs États, en construisant une ligne ferrée de Halberstadt à Blankenburg, et ils ont nommé, pour les négociations nécessaires à ce sujet, comme leurs plénipotentiaires :

S. M. le roi de Prusse : Son directeur ministériel de l'administration des chemins de fer, Jules-Alexandre-Théodore *Weishaupt*, et son conseiller intime de légation, Paul-Louis-Guillaume *Jordan*.

S. A. le duc de Brunswick et de Luneburg, son conseiller intime et ministre résident à la cour royale de Prusse, D. Frédéric-Auguste de *Liebe*, et son directeur général Auguste-Philippe-Chétien-Théodore de *Amsberg*.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et sous la réserve des ratifications, ont conclu le traité suivant :

Art. 1<sup>er</sup>. Les hauts gouvernements contractants sont convenus d'établir un chemin de fer de Halberstadt à Blankenburg. Le gouvernement du duché de Brunswik aura, ou le droit de faire construire la voie à ses frais et de la faire exploiter, ou d'abandonner la construction et l'exploitation de la voie à une Société particulière. Dans le cas d'une entreprise particulière, le gouvernement prussien concédera le droit de construire et d'exploiter les parties de la voie situées sur son territoire à la même Société d'actionnaires qui auront obtenu la concession de la voie située sur le territoire du duché de Brunswik.

Art. 2. Le gouvernement royal de Prusse consent à ce que la Société obtenant la concession ait son domicile et son siège dans le duché de Brunswik et que toutes les mesures, décisions concernant les affaires de la Société comme telle et se rapportant à l'inspection et à l'administration de l'entreprise soient du ressort du gouvernement de Brunswik.

Art. 3. La voie ferrée devra recevoir, en général, la direction de Halberstadt, où elle se rattache aux voies de la Société de chemins de fer de Magdebourg-Halberstadt vers et par Wilhelmshöhe, Langenstein, Isenbourg et à l'est du Regenstein.

Le gouvernement royal de Prusse s'efforcera de faciliter au chemin de fer en question, la jouissance de la gare de Halberstadt, située sur le territoire de Wehrstedt et appartenant à la Société du chemin de fer de Magdebourg à Halberstadt.

Près de Langenstein sera établie une gare, près d'Isenbourg un point d'arrêt, l'un et l'autre destinés aux personnes et aux marchandises.

La fixation spéciale de la ligne à construire, de même que celle du plan général et des plans particuliers, ainsi que l'estimation et la fixation des frais, sera réservée au gouvernement ducal de Brunswik. Cependant, ce sera à la police du pays traversé par le chemin de fer à fixer les emplacements des viaducs, des ponts, passages, des rectifications de rivières, des travaux de barrages, de même que les autorités auront à inspecter les travaux de construction des gares.



**Art. 4.** Le point où la ligne du chemin de fer franchit la frontière respective des deux pays sera désigné plus tard par les commissaires techniques délégués à cet effet.

**Art. 5.** Le chemin de fer n'aura d'abord qu'une voie. Si le besoin s'en fait sentir, les deux hauts gouvernements s'entendront pour la pose d'une double voie.

**Art. 6.** L'acquisition des terrains nécessaires pour l'établissement de la voie aura lieu, dans le cas où les deux parties intéressées ne pourront pas s'entendre à l'amiable, d'après les prescriptions de la loi d'expropriation en vigueur dans le pays. Chacun des deux hauts gouvernements accordera, pour ce qui touche son territoire à l'administration des chemins de fer du duché de Brunswick et éventuellement à la Société obtenant la concession de la ligne, le droit d'expropriation en temps utile.

**Art. 7.** La voie sera établie d'une manière solide et durable afin qu'il n'y ait ni dangers, ni interruptions dans l'exploitation, et afin que les voyageurs, les marchandises et objets transportables par chemin de fer puissent être transportés sans danger ni dommages.

**Art. 8.** Le propriétaire de la voie ferrée aura à se soumettre à la juridiction et aux lois prussiennes, et, à cet effet, élire son domicile à Halberstadt pour toutes les demandes de dommages et intérêts résultant de la construction de la voie ou de l'exploitation sur le territoire du royaume de Prusse qui pourraient être soulevées contre lui.

Dans le cas où le chemin de fer serait construit par une Société particulière, le gouvernement prussien se réserve le droit de déléguer les rapports entre lui et la Société, de même que l'exercice de ses droits de souveraineté ou d'inspection pour la partie du chemin de fer sise sur son territoire à une autorité de son choix. Cette autorité aura à représenter, dans toutes les circonstances, les relations de son gouvernement avec l'administration du chemin de fer autant que ces circonstances ne seront pas de la compétence des autorités judiciaires.

Dans les cas qui concernent le territoire, l'administration du chemin de fer aura à s'adresser au gouvernement royal de Prusse auquel ces affaires ressortissent. Ces fonctions peuvent aussi être déléguées par le gouvernement à un commissaire particulier.

**Art. 9.** Les employés du chemin de fer placés sur le territoire prussien sont soumis aux lois prussiennes. Les nationaux de l'un des États qui pourraient être placés sur le territoire de l'autre ne sont pas déliés pour cela de leurs obligations de sujets.

Dans la distribution des emplois inférieurs tels que ceux de gardiens, hommes d'équipe, le gouvernement de Brunswick, à recommandation

égale, tiendra surtout compte de la qualité de Prussiens chez les postulants.

Art. 10. Aussi longtemps que l'entreprise de chemin de fer en question restera la propriété du gouvernement de Brunswick, le gouvernement royal de Prusse renonce à prélever un impôt industriel, de même qu'à faire payer l'impôt foncier à la voie elle-même.

Mais si la voie devenait la propriété d'une Société particulière, le gouvernement royal de Prusse frappera l'entreprise pour la partie située sur son territoire des impôts fixés par les lois du 30 mai 1853 et du 21 mai 1859. Cet impôt sera calculé sur le bénéfice net de toute la ligne et ensuite payé au gouvernement prussien proportionnellement à la longueur de la voie ferrée qui se trouve sur le territoire prussien.

Le paiement aura lieu tous les ans après l'exercice révolu, et le premier paiement pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> janvier après l'ouverture de l'exploitation.

Tous les ans le gouvernement du duché de Brunswick communiquera au gouvernement royal de Prusse le compte du revenu net et remettra le montant de l'impôt à payer à la caisse que lui désignera le gouvernement royal de Prusse.

Outre cet impôt, l'exploitation n'aura pas d'autres contributions à payer pour la section de la voie située sur le territoire prussien.

Art. 11. Le gouvernement royal de Prusse établira un règlement de police pour la voie située sur son territoire d'après les ordonnances qui traitent de la même matière sur ses chemins de fer de l'État. Les deux États contractants se réservent de s'entendre sur un règlement de police commun pour jusqu'au moment où il y aura un règlement de police pour toute la Confédération de l'Allemagne du Nord. Les employés placés sur cette section prussienne de la ligne auront, quant à la police du chemin de fer, les mêmes attributions que celles des employés sur les chemins de fer prussiens ; c'est pourquoi l'administration de la ligne aura à les présenter aux autorités prussiennes compétentes afin de recevoir leur serment.

Les moyens d'exploitation essayés par l'un des gouvernements pourront fonctionner sur le territoire de l'autre sans autre révision.

Art. 12. C'est au gouvernement du duché de Brunswick qu'appartient le droit de fixer les tarifs et le plan des trains. Toutefois, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets respectifs au sujet du prix des places, des heures du départ. Il a déjà été décidé qu'entre Halberstadt et Blankenburg et dans les deux directions, il y aurait au moins trois départs pour les voyageurs.

Art. 13. Pour le cas où la ligne sera exécutée et exploitée par le

gouvernement du duché de Brunswik, le gouvernement royal de Prusse se réserve le droit de racheter la section de la ligne située sur son territoire, avec le matériel, cela après une période de trente années, en l'annonçant deux ans à l'avance et moyennant le paiement du capital employé, les frais de premier établissement, en y ajoutant les intérêts à 4 pour 100 pendant le temps de la construction, de même que les dépenses pour frais de perfectionnements ou d'agrandissements. Si cependant, au moment de l'acquisition, l'état de la voie s'était détérioré sensiblement comparé à ce premier état, il sera fait, sur le rapport d'un expert, un rabais sur le prix d'établissement répondant à la différence.

Dans le cas où l'exécution et la propriété du chemin de fer soient abandonnées à une société, les deux gouvernements veulent se réserver en face de cette société le droit de racheter la partie située sur leur territoire respectif, dans la mesure des prescriptions de la loi prussienne sur les entreprises de chemins de fer, du 3 novembre 1838.

Malgré les changements qui pourraient arriver d'une façon ou d'une autre dans les droits de propriété de la voie, il ne devra jamais y avoir d'interruption dans l'exploitation de la voie ferrée ; au contraire, l'exploitation continuera régulièrement avec les mêmes tarifs pour toute la ligne, et cela pendant tout le temps qui précédera un arrangement en commun.

Art. 14. Le gouvernement royal de Prusse accorde au gouvernement ducal de Brunswik, et éventuellement à la société ayant obtenu la concession des deux gouvernements, la permission de placer une ligne télégraphique électrique sur le territoire prussien et le long du chemin de fer. Cette ligne télégraphique sera consacrée au service de la voie et du public, dans la mesure des prescriptions existant en Prusse pour le service des télégraphes de l'État. Les fils pourront être augmentés d'après les besoins du service.

Art. 15. Les deux gouvernements contractants se réservent, chacun pour soi, le droit de renoncer à ce traité, si le chemin de fer à construire ne devait pas être achevé pour la fin de l'année 1873 et livré à la circulation.

Art. 16. Ce traité sera expédié en double exemplaire et soumis des deux parts à la ratification du souverain. L'échange des ratifications aura lieu au plus tard dans quatre semaines.

Fait à Berlin, le 19 novembre 1869.

(L. S.) *Signé* : WEISHAUPT ;

(L. S.) *Signé* : JORDAN.

(L. S.) *Signé* : DE LIEBE ;

(L. S.) *Signé* : DE AMSBERG.

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

PROCLAMATION DU PRÉSIDENT GRANT, POUR ABOLIR LES DROITS DIFFÉRENTIELS SUR LES MARCHANDISES FRANÇAISES IMPORTÉES AUX ÉTATS-UNIS, EN DATE DU 20 NOVEMBRE 1869.

Attendu que d'après la proclamation du président des États-Unis, en date du 12 juin dernier (1), l'on a cessé de lever des droits différentiels sur les marchandises importées de leur point d'origine aux États-Unis par des navires français ; de plus,

Attendu qu'il résulte des renseignements satisfaisants par moi reçus, que la levée des droits en question sur toutes marchandises importées en France, soit de leur lieu d'origine, soit d'autres pays, sur des bâtiments des États-Unis, a cessé ;

En conséquence, moi, Grant, président des États-Unis d'Amérique, en vertu de l'autorité dont j'ai été investi d'après un acte du Congrès du 7 janvier 1824, et d'après un acte additionnel à celui-ci en date du 24 mai 1828, je déclare et proclame aujourd'hui par les présentes qu'à partir de la présente date, tant que les marchandises importées en France, soit du lieu d'origine, soit de tout autre lieu, par bâtiments des États-Unis, seront admises dans les ports français dans les termes susdits, les droits différentiels jusqu'ici levés sur les marchandises importées dans les États-Unis par navires français, soit des lieux de leur origine ou de tout autre pays, seront discontinués et abolis.

En foi de quoi, j'ai ici donné ma signature et fait apposer le sceau des États-Unis.

Fait dans la ville de Washington, ce 20<sup>e</sup> de novembre, l'an de Notre-Seigneur 1869 et de l'indépendance des États-Unis d'Amérique le 94<sup>e</sup>.

*Signé : U.-S. GRANT.*

Par le Président, *Contresigné* : HAMILTON FISH,  
Secrétaire d'État.

(1) Voir *Archives*, 1870, t. I, p. 258.

---



## ITALIE — PAYS-BAS

CONVENTION POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS, SIGNÉE A  
FLORENCE LE 20 NOVEMBRE 1869

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi des Pays-Bas, ayant jugé utile de régler par une Convention l'extradition des malfaiteurs entre leurs États respectifs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : le comte Louis-Frédéric *Ménabrea*, lieutenant-général et premier aide-de-camp de Sa Majesté, membre de l'Académie royale des Sciences de Turin et de la société des XL de Modène, sénateur du royaume, chevalier de l'ordre suprême de la Très-Sainte Annonciade, grand'croix, décoré du grand cordon de l'ordre des saints Maurice et Lazare, grand cordon de l'ordre de la couronne d'Italie, chevalier de l'ordre civil et grand'croix et conseiller de l'ordre militaire de Savoie, décoré de la Médaille de Savoie en or à la valeur militaire, grand cordon de l'ordre du Lion Néerlandais, président du conseil des ministres et Ministre secrétaire d'État pour les affaires étrangères; et

S. M. le Roi des Pays-Bas : le sieur Maurice *Heldewier*, son ministre résident près de S. M. le Roi d'Italie, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais et de la couronne de chêne du Luxembourg, grand officier de l'ordre des saints Maurice et Lazare, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement royal d'Italie et le gouvernement royal des Pays-Bas s'engagent à se livrer réciproquement, dans les cas, et d'après les formes déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés, mis en état d'accusation ou prévenus à raison d'un des crimes ou délits mentionnés à l'art. 2, sauf ce qui est convenu à l'art. 4. Sont compris, quant à l'application de cette Convention, sous la dénomination de nationaux les étrangers, qui dans le pays auquel l'extradition est demandée sont assimilés aux nationaux, ainsi que les étrangers qui se sont établis dans le pays, et qui sont ou ont été mariés à une femme du pays, dont ils ont un enfant, ou des enfants nés dans le pays.

Art. 2. L'extradition n'aura lieu que dans le cas de condamnation, accusation ou poursuite du chef d'un des crimes ou délits suivants,

commis hors du territoire de la partie à laquelle l'extradition est demandée :

1<sup>o</sup> Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol;

2<sup>o</sup> Incendie;

3<sup>o</sup> Faux en écriture, y compris la contrefaçon des billets de banque, de papier monnaie et d'effets publics;

4<sup>o</sup> Fabrication de fausse monnaie, altération de monnaie, émission avec connaissance de fausse monnaie;

5<sup>o</sup> Faux témoignage;

6<sup>o</sup> Vol accompagné de circonstances aggravantes, comprenant tous les vols commis à l'aide de violence, et tous les autres vols que les législations respectives ne considèrent pas comme vols simples, qu'ils soient du reste punis de peines afflictives ou infamantes, ou seulement de peines correctionnelles; escroquerie, concussion, corruption de fonctionnaires publics; soustraction ou détournement commis par des dépositaires ou comptables publics;

7<sup>o</sup> Banqueroute frauduleuse.

Art. 3. L'étranger dont l'extradition est demandée pour un des faits mentionnés à l'art. 2, pourra être arrêté provisoirement dans chacun des deux pays d'après les formes et les règles prescrites par les législations respectives.

L'étranger sera mis en liberté, si dans les vingt jours, à partir de celui de son arrestation, il ne reçoit notification du mandat d'arrêt.

Art. 4. L'extradition n'aura pas lieu :

1<sup>o</sup> Dans le cas d'un crime ou délit commis à l'étranger, lorsque la demande d'extradition sera faite par le gouvernement du pays où le crime ou délit a été commis;

2<sup>o</sup> Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit, pour lequel l'individu réclamé subit, ou a déjà subi sa peine, ou dont il a été acquitté ou absous;

3<sup>o</sup> Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 5. Si l'individu réclamé est poursuivi, ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit commis contre les lois du pays auquel l'extradition est demandée, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

S'il est détenu pour dettes en vertu d'une condamnation antérieure à la demande d'extradition, celle-ci sera également différée jusqu'à sa mise en liberté.

Art. 6. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention.

Il est expressément stipulé que l'individu, dont l'extradition aura été accordée, ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Art. 7. L'extradition sera demandée par la voie diplomatique, et ne sera accordée que sur la production de l'original, ou d'une expédition authentique du jugement ou de l'arrêt de condamnation, ou de mise en accusation, ou du mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande, et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit et la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8. Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la restitution, livrés au moment où s'effectuera l'extradition.

Art. 9. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Toute commission rogatoire ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 10. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le gouvernement croie devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Art. 11. Lorsque, dans une cause pénale, la confrontation de criminels détenus dans l'autre État, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et l'on y donnera suite pourvu qu'il n'y ait pas de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 12. Les gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation par rapport à la restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires et du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Les frais d'entretien et de transport des prévenus, accusés ou condamnés, par le territoire des États intermédiaires, sont à la charge de l'État réclamant.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13. Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par voie diplomatique, et dans la forme qui sera établie, du jugement prononcé et devenu définitif au gouvernement dont le condamné est sujet.

Art. 14. Par les stipulations ci-dessus, il est adhéré réciproquement aux lois des deux pays qui ont ou auront pour objet de régler la marche de l'extradition.

Art. 15. La présente convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Florence, le 20 novembre 1869.

(L. S.) *Signé* : L. F. MÉNABREA. (L. S.) *Signé* : M. HELDEWIER.

## DÉCLARATION

Au moment de procéder à la signature de la convention relative à l'extradition des malfaiteurs entre l'Italie et les Pays-Bas, les plénipotentiaires respectifs déclarent que, l'extradition n'étant pas applicable dans les Pays-Bas, conformément aux dispositions de l'art. 1<sup>er</sup> de la convention, aux étrangers qui sont établis dans le pays et qui sont ou ont été mariés à une femme du pays, dont ils ont un enfant ou des enfants nés dans le pays, ainsi qu'aux étrangers assimilés aux sujets néerlandais, d'après l'art. 8 du Code civil des Pays-Bas, ainsi conçu :



« Les étrangers sont assimilés aux Néerlandais dans les deux cas suivants :

« 1<sup>o</sup> Lorsque, en vertu de l'autorisation du Roi, ils auront établi leur domicile dans le royaume, et auront notifié cette autorisation à l'autorité communale de ce domicile;

« 2<sup>o</sup> Lorsque, après avoir établi leur domicile dans une commune du royaume et l'avoir conservé pendant six années dans la même commune, ils auront déclaré à l'autorité locale de ce domicile leur intention de rester établis dans le royaume. »

Le gouvernement italien se réserve, de son côté, la faculté de ne pas consentir à l'extradition des étrangers qui seraient placés, en Italie, dans des circonstances analogues.

Fait en double expédition à Florence, ce 20 novembre 1869.

(L. S.) *Signé* : L. F. MÉNABREA. (L. S.) *Signé* : M. HELDEWIER.

## RUSSIE — ROUMANIE

CONVENTION POUR RÉGLER LA SITUATION RÉCIPROQUE DES NATIONAUX  
DANS LES DEUX PAYS, SIGNÉE A BUCHAREST LE 22 NOVEMBRE 1869

Les gouvernements de S. M. l'empereur de toutes les Russies et de S. A. le prince de Roumanie, mus par des motifs de convenance et d'intérêts mutuels ont résolu de régler la position légale des nationaux appartenant à l'un des deux États et séjournant ou domiciliés dans l'autre, par une convention spéciale basée sur les principes généralement admis par le droit de gens dans les pays de chrétienté.

En conséquence, Sa Majesté a délégué son consul général et agent diplomatique, le baron d'*Offenberg*, conseiller d'État actuel, chevalier des ordres impériaux de Saint-Stanislas 1<sup>re</sup> classe, de Saint-Vladimir 3<sup>e</sup> classe et de Sainte-Anne 2<sup>e</sup> classe, de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, etc., etc. et Son Altesse, son agent, le docteur Louis *Steege*, décoré des ordres impériaux et royaux du Medjidié 2<sup>e</sup> classe, Sainte-Anne et Saints Maurice et Lazare 3<sup>e</sup> classe, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les consuls généraux, les consuls et les vice-consuls impé-

riaux continueront à jouir, en Roumanie, de tous les droits, privilèges et immunités attachés habituellement aux fonctions consulaires et au caractère diplomatique dont leurs titulaires seraient en outre revêtus.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls ou vice-consuls impériaux pourront, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leur arrondissement et au gouvernement central pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions et contre tout autre abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre, afin de leur procurer bonne et prompte justice. Les autorités locales prendront acte des réclamations des consuls si elles sont produites dans les termes prévus, et statueront également sur leurs considérants.

Art. 3. Les consuls impériaux, ainsi que leurs chanceliers auront le droit de recevoir dans leur chancellerie ou au domicile des parties, ainsi qu'à bord des navires de leur nation, les déclarations et autres actes que pourront avoir à faire les capitaines, gens de l'équipage, passagers et les négociants ou autres citoyens de leur pays.

Art. 4. Les consuls impériaux pourront traduire et légaliser toute espèce de document émané des autorités ou fonctionnaires de leur nation et ces traductions auront, en Roumanie, la même force et valeur que si elles étaient faites par des interprètes jurés du pays.

Art. 5. Les actes contenant les données nécessaires pour statuer sur la capacité légale des sujets russes séjournant en Roumanie émaneront des autorités de l'empire et leur authenticité sera constatée, au besoin, par les autorités consulaires ; ces mêmes actes relatifs à des sujets russes domiciliés en Roumanie émaneront de leurs autorités consulaires.

Les actes dont des sujets russes, résidant en Roumanie, auraient besoin pour la célébration d'un mariage ou le baptême d'un enfant, pourront être délivrés par les consuls impériaux ; ces documents auront la même valeur que les actes qui, en pareil cas, sont délivrés aux régnicoles et les remplaceront.

Toutefois, les consuls impériaux communiqueront, sans délai, des extraits légalisés de ces actes aux autorités locales qui les inscriront dans leurs registres respectifs.

Par rapport aux actes de cette nature, les Roumains en Russie jouiront du même traitement qui est ou sera accordé à d'autres étrangers résidant dans l'empire et appartenant aux nations les plus favorisées.

A l'égard des inhumations et des actes de décès, il sera procédé suivant les lois de chaque pays et les règlements locaux.

**Art. 6.** Les demandes de divorce d'époux russes ne pourront être examinées et résolues que par leurs autorités ecclésiastiques compétentes.

**Art. 7.** Il n'y aura pas de privilège ni d'exemption de charges pour les nationaux russes résidant en Roumanie, en dehors, bien entendu, de l'impôt personnel, des prestations en nature et de tout service militaire, auxquels ils ne pourront pas être assujettis.

En conséquence, ils seront tenus d'acquitter, tout comme les régnicoles :

- a) Les droits de douane fixés par les lois et les traités en vigueur ;
- b) Les droits d'octroi et de péage établis dans les villes sur les articles de consommation intérieure, lesquels droits, pour les articles importés de l'étranger et ayant déjà acquitté le droit d'entrée, ne pourront être supérieurs aux droits d'octroi prélevés sur les articles indigènes similaires ;
- c) Les droits de patente, en raison du droit de commerce et de l'industrie que lesdits nationaux russes exerceront dans le pays, sans que les commerçants en gros puissent prétendre à une exemption ;
- d) Les impôts et charges qui frappent la propriété tant mobilière qu'immobilière ;
- e) Les contributions et charges communales ayant un but d'utilité générale, après un an de séjour dans la commune.

Toutefois, les charges auxquelles les Russes seront assujettis ne pourront pas avoir le caractère de services personnels ou de prestations en nature.

**Art. 8.** Après un an de résidence, et sur la preuve de l'acquittement régulier des impôts et contributions, les commerçants russes établis en Roumanie seront admis, sur leur demande, parmi les électeurs et les éligibles pour les chambres roumaines de commerce, en tant que les fonctions d'électeur et d'élu ne seraient pas incompatibles avec les devoirs des sujets russes. Les lois générales du pays régiront pour le reste, et en ce qui les concerne, l'obtention comme la révocation des qualités d'électeur ou d'éligible.

**Art. 9.** Les Russes en Roumanie, et les Roumains en Russie, seront soumis à toutes les lois et à tous les règlements locaux de police et de sûreté générale. La remise de tous actes judiciaires, de même que de tous actes administratifs ou fiscaux, se fera directement aux intéressés russes domiciliés ou séjournant en Roumanie, selon le mode et dans les formes prescrites par la loi locale.

**Art. 10.** L'autorité consulaire russe pourra, dans les limites de sa compétence, requérir l'autorité locale contre ceux de ses ressortis-

sants qui ne se seraient pas rendus à ses citations. Il sera donné suite à ces réquisitions, qui seront toujours motivées.

Art. 11. Il ne pourra être procédé à des perquisitions, saisies et arrestations contre des sujets russes domiciliés ou séjournant en Roumanie, qu'en vertu d'un mandat régulièrement délivré par l'autorité locale compétente, laquelle, tenant compte des intérêts d'absents, de mineurs ou d'interdits qui pourraient y être impliqués, donnera, en temps utile, avis à la plus proche autorité consulaire russe dont ils relèvent, afin que celle-ci puisse désigner un délégué pour prendre les dispositions qu'exige le cas.

Art. 12. Les consuls impériaux, ainsi que leurs délégués, auront, dans tous les cas, le droit de visiter leurs nationaux et de s'entretenir avec eux, après en avoir prévenu le procureur ou le juge d'instruction respectifs, qui pourront assister à ces entrevues toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire.

Art. 13. Toute personne qui invoquera la nationalité russe en Roumanie doit, à la demande des autorités locales, prouver sa qualité par l'exhibition soit d'une patente consulaire, soit d'un passeport, en tant que cet acte ne serait pas invalidé par d'autres preuves légales. La patente consulaire ne sera considérée comme bonne que lorsqu'elle aura été délivrée à la suite du dépôt au consulat d'un document authentique.

A l'égard de leurs passeports, les Roumains en Russie seront traités conformément aux lois et règlements de l'Empire concernant les étrangers, et à l'égal des nations les plus favorisées.

Art. 14. S'il arrivait qu'un sujet russe veuille renoncer à la protection naturelle pour obtenir la protection roumaine, il ne pourra être inscrit parmi les indigènes qu'après avoir présenté un permis d'émigration de son autorité naturelle.

Art. 15. Si un Russe en instance devant son autorité naturelle renonçait, pendant le cours de son procès, à sa nationalité pour obtenir l'indigénat en Roumanie, le procès pendant n'en serait pas moins valide par-devant son autorité naturelle. Le jugement intervenu sera exécuté par l'autorité locale, après avoir été revêtu de la formule exécutoire d'après les règles fixées ci-dessous.

Il en sera de même des procès pendants devant les tribunaux roumains et concernant les régnicoles qui renonceraient, avant l'issue du procès, à leur nationalité pour obtenir l'indigénat russe.

Art. 16. Toute expulsion d'un sujet russe du territoire de la Roumanie sera simultanément annoncée à son autorité consulaire, qui



sera ainsi informée du point de la frontière par lequel l'expulsion doit avoir lieu.

Art. 17. Les propriétaires des immeubles traversés par la frontière entre les deux États contractants jouiront, sans aucune restriction ni entrave, des avantages et des franchises qui leur sont accordés par les dispositions internationales stipulées en leur faveur.

Art. 18. Tout crime, délit ou contravention commis par un sujet russe sur le territoire roumain, excepté les cas ci-dessous, prévus par l'art. 19, sera poursuivi et jugé par la justice locale et selon la loi du pays. La peine sera également subie dans le pays sur le territoire duquel l'infraction aura été commise.

Art. 19. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls impériaux exerceront une pleine juridiction dans l'enceinte de leurs habitations et à bord des bâtiments russes de guerre ou de commerce, et tous les crimes, délits ou contraventions qui pourraient y être commis par leurs nationaux, tomberont sous l'application des lois de l'Empire.

Art. 20. Ceux qui, sur le territoire roumain, auraient contrefait ou répandu avec connaissance de leur contrefaçon :

1<sup>o</sup> Les billets de crédit ou les bons du Trésor russe;

2<sup>o</sup> Les titres des fonds publics;

3<sup>o</sup> Les billets de la banque d'État;

4<sup>o</sup> Les actions, obligations, lettres de gage, billets de banque, dont l'émission a été autorisée par le gouvernement;

5<sup>o</sup> Les talons et coupons appartenant aux papiers sus-mentionnés, ou

6<sup>o</sup> D'autres effets publics de l'Empire;

Ou qui en auraient altéré la valeur des titres ci-dessus mentionnés;

Ou qui, au moyen d'altération, auraient donné à ces mêmes titres, n'ayant plus cours, l'apparence d'une valeur réelle, seront poursuivis par les autorités locales et punis des peines édictées par la loi pénale roumaine contre ceux qui auraient contrefait ou altéré les effets du Trésor ou les billets de banque de la Roumanie.

De même, les peines prescrites par la loi pénale de l'Empire de Russie seront appliquées par les autorités russes à ceux qui, dans l'Empire, auraient contrefait, ou altéré, ou donné une fausse valeur aux billets de banque roumains, ou tous autres effets publics, lettres de gage des sociétés, ainsi que des banques privées, actions, coupons d'intérêts ou titres d'obligations, émis ou garantis par le gouvernement de la Roumanie.

Art. 21. Les jugements définitifs rendus en matière civile ou commerciale par un tribunal russe à l'égard de Russes ou de Roumains séjournant en Russie seront exécutés en Roumanie, et les jugements

de cette nature prononcés par un tribunal roumain à l'égard de Roumains et de Russes séjournant en Roumanie le seront en Russie, après que les uns comme les autres auront été munis de la formule exécutoire par le tribunal compétent du territoire où il s'agit d'appliquer le jugement étranger.

Ces décisions seront exécutées conformément aux dispositions générales qui régissent la mise à exécution des jugements rendus par les tribunaux du pays.

Les tribunaux saisis de demandes relatives à l'exécution des jugements rendus par les tribunaux étrangers suivront, en se conformant à la législation de leur pays, les règles de la procédure sommaire; ils n'entreront pas dans l'examen du fond du litige, et se borneront à examiner si le jugement qui leur est soumis ne contient pas de dispositions contraires à l'ordre public ou inadmissibles, d'après les lois du pays.

Ne seront pas exécutoires les jugements statuant sur des questions de droit relatives aux biens immeubles situés dans le pays.

Art. 22. Seront assimilés aux jugements définitifs, par rapport à leur exécution, les commissions rogatoires que les tribunaux russes se trouveraient dans le cas d'adresser aux tribunaux roumains, ou bien que les tribunaux roumains adresseraient aux tribunaux russes, à moins qu'elles ne préjudicient à la législation territoriale. Ces commissions peuvent avoir pour objet de faire procéder, par le juge du domicile ou de la résidence de la partie requise, à une remise de pièces ou à quelque acte d'instruction, enquête, interrogatoire de témoins, prestations de serment ou autres semblables.

Un état de frais, visé par le président du tribunal requis, sera annexé à l'acte constatant l'exécution d'une commission rogatoire.

Art. 23. Toutes les affaires, litiges, contestations et successions concernant des immeubles, seront soumises aux lois et jugées par les tribunaux du pays où se trouve l'immeuble. Le même régime sera appliqué à toute espèce de propriété qui, d'après les lois du pays, est assimilée à la propriété immobilière.

Art. 24. Toute contestation civile ou commerciale entre Russes et Roumains en Roumanie sera jugée par les autorités locales compétentes.

Art. 25. Seront jugées par les autorités consulaires et d'après les lois du pays d'origine les contestations entre sujets russes résidant en Roumanie, relatives :

- A) A des biens meubles, valeurs, créances et autres pareils;
- B) A des intérêts situés en dehors de la Roumanie, et

C) A des droits dont participent des tiers en Russie ou qui les concernent.

Toutes les fois, cependant, qu'il sera légalement constaté qu'un intérêt indigène se trouve directement engagé dans ces contestations, elles seront jugées selon les lois et par les autorités roumaines.

Tout jugement prononcé par un consul dans les limites de son ressort, sera considéré comme s'il avait été prononcé en Russie.

Art. 26. Les tribunaux roumains seront compétents de juger les contestations survenues entre des Russes résidant en Roumanie, dans le cas où les parties en litige déclareraient au préalable qu'elles veulent se soumettre à la justice locale.

Toutefois, du moment que l'une des deux autorités compétentes, le consul ou le tribunal local, aura été saisie d'une pareille contestation, les parties en litige ne pourront plus porter cette même contestation par devant l'autre autorité.

Art. 27. Les faillites des commerçants russes résidant en Roumanie et des commerçants roumains résidant en Russie seront déclarées et réglées par les autorités et conformément aux lois du pays où la faillite est ouverte. Cependant, dans tous les cas où il s'agira des intérêts d'absents, de mineurs et d'incapables, l'autorité consulaire ou l'agence dont ils relèvent auront le droit d'assister par un délégué à l'inventaire et aux enchères des biens du failli.

Art. 28. Les nationaux de l'un des deux pays auront pleine liberté d'acquérir, de posséder et d'aliéner dans l'autre toute espèce de propriété que les lois du pays permettent aux étrangers d'acquérir et de posséder. Ils pourront en faire l'acquisition et en disposer soit par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession ab intestat, soit de tout autre manière, sous les mêmes conditions que les lois du pays établissent pour les étrangers. Leurs héritiers et ayants-cause pourront hériter et prendre possession d'une telle propriété, soit en personne, soit par des agents agissant en leur nom, de la même manière et dans les mêmes formes légales régnicoles.

En l'absence d'héritiers et d'ayants-cause, il sera procédé à l'égard de la propriété de la même manière qu'à l'égard d'une propriété semblable appartenant à un sujet du pays et se trouvant dans les mêmes conditions.

Dans aucun des cas précités, il ne sera payé, à raison de la valeur de la propriété, d'autres ni de plus forts impôts, droits ou charges que ceux que payent les régnicoles. Dans tous les cas, il sera permis aux nationaux des deux pays d'exporter librement leur propriété ou le produit de la vente, si elle a été vendue, sans être assujettis, à cause de

l'exportation, à payer un droit quelconque comme étrangers ni en général des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels les régnicoles sont assujettis en pareille circonstance.

Art. 29. En cas de décès d'un sujet russe en Roumanie, l'autorité locale compétente devra en donner immédiatement avis à l'autorité consulaire la plus proche; cette autorité devra donner le même avis à l'autorité locale lorsqu'elle en sera informée la première.

Les consuls impériaux dont relevait le défunt auront le droit de procéder aux opérations suivantes :

a) Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente qui, dans tous les cas où un intérêt indigène se trouvera engagé dans la succession, pourra y assister et même, si elle le juge nécessaire, croiser ses scellés avec ceux qui auront été apposés par les Consuls; dès lors ces doubles scellés ne pourront être levés que de concert;

b) Dresser, aussi en présence de l'autorité compétente du pays, si elle croit devoir y assister, l'inventaire de tous les biens et effets possédés par le défunt;

c) Recevoir et prendre en dépôt l'acte de dernière volonté, s'il en existe un;

d) Prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation de la succession; faire procéder à la vente des effets mobiliers qui forment la succession; organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou la curatelle, conformément aux lois de l'Empire, et remplir toutes les formalités nécessaires dans l'intérêt des héritiers;

e) Prendre au nom des ayants-droit la gestion de la succession tant des meubles que de toutes les valeurs appartenant au défunt et qui pourraient se trouver déposées dans des caisses publiques ou ailleurs; enfin administrer et liquider l'ensemble de la succession, soit personnellement, soit par des délégués nommés par eux;

f) Régler et faire la délivrance de la succession aux héritiers ou à leurs mandataires, après avoir :

1<sup>o</sup> Fait annoncer le décès du défunt dans l'un des journaux les plus répandus de leur arrondissement consulaire;

2<sup>o</sup> Fait acquitter toutes les dettes légalement constatées et reconnues, que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, et

3<sup>o</sup> Après qu'une année se sera écoulée depuis la publication, sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

L'autorité locale n'aurait à intervenir que lorsqu'un ou plusieurs sujets du pays feraient valoir des droits légalement constatés dans



cette même succession, ou s'il survenait une contestation relative à des immeubles situés en Roumanie. Dans ce cas, le différend sera jugé par les tribunaux locaux, le consul agissant comme représentant de la succession, laquelle, pour la partie non contestée, demeurera sous son régime.

Les actes des comités impériaux relatifs aux règlements et à la délivrance de la succession, seront assimilés aux arrêts prononcés par les consuls dans les limites de leur compétence (art. 25) et seront mis à exécution en Roumanie, au même titre et dans les mêmes conditions que les sentences des tribunaux russes (art. 21).

Le règlement et la délivrance par l'autorité consulaire d'une succession immobilière russe en Roumanie, devront toujours être conformes à la législation territoriale et ne pourront s'effectuer que lorsque l'immeuble sera libre de toute contestation légale. Si des contestations de cette nature surgissent, elles seront vidées, au préalable, par les autorités locales.

Lorsqu'un sujet russe sera décédé en Roumanie sur un point où il ne se trouve pas d'agent consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément aux lois du pays, à l'apposition des scellés et à toute autre mesure conservatrice, sauf toutefois à en prévenir l'autorité consulaire la plus voisine du lieu où s'est ouverte la succession.

Mais dès que l'agent consulaire le plus voisin se sera présenté personnellement ou aura envoyé un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue se conformera à ce qui est prescrit dans le présent article.

Art. 30. Les successions roumaines en Russie seront réglées conformément aux lois instituées dans l'Empire pour les successions étrangères et sur le pied des nations les plus favorisées.

Art. 31. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et, généralement, pour toutes les formalités et dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, les navires russes dans les eaux de la Roumanie seront soumis aux lois et règlements du pays, à la condition expresse qu'il ne sera accordé aux navires roumains ou étrangers aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires russes.

Toutefois, les consuls impériaux seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation et connaîtront aussi seuls de tous les différends qui surviendraient entre

les hommes, le capitaine et les officiers de l'équipage; mais les autorités locales pourront intervenir lorsque les désordres survenus seront de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port.

Dans tous les autres cas, lesdites autorités se borneront à prêter main forte aux consuls impériaux lorsque ceux-ci la requerront pour faire arrêter et conduire en prison ceux des individus de l'équipage qu'ils jugeraient à propos d'y envoyer à la suite de ces différends.

Art. 32. Les consuls impériaux recevront des autorités locales aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires russes de guerre ou de commerce, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit à l'autorité locale compétente et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipages ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls impériaux et pourront être détenus et gardés dans les prisons roumaines, à la réquisition et aux frais des consuls précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord des bâtiments auxquels ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer en Russie sur un navire russe ou par toute autre voie.

Si le déserteur avait commis quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales roumaines jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets de la Roumanie, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 33. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que des navires russes auront souffertes, qu'ils entrent dans les ports roumains volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls impériaux.

Art. 34. Lorsqu'un navire russe aura échoué ou fait naufrage sur les côtes ou dans un port de la Roumanie, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage de ces navires naufragés, délaissés ou échoués seront dirigées par les consuls impériaux.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister l'autorité consulaire, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du consul compétent ou de son délégué, les autorités locales devront prendre toutes les mesures pour le sauvetage, la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les objets sauvés ne seront soumis au paiement d'aucun autre droit, à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation dans le pays.

Art. 35. D'autre part, dans les cas prévus ci-dessus, à partir de l'art. 31, les navires roumains jouiront dans les eaux et ports de la Russie du traitement accordé par la législation de l'empire aux autres pavillons étrangers.

Art. 36. Les sujets et agents russes jouiront en Roumanie, sans autre stipulation que la présente, de tous les droits, privilèges, exemptions et immunités qui pourraient par la suite être accordés à un autre État pour ses sujets et pour ses agents du même rang, et ils entreront de plein droit en possession de tous les avantages de la nation la plus favorisée. De même, les Roumains jouiront en Russie de tous les avantages accordés aux étrangers dans l'empire, sur le pied des nations les plus favorisées.

Art. 37. Une révision de la présente convention pourra avoir lieu à la suite d'une entente à ce sujet entre les deux parties contractantes. Elle sera ratifiée, en ce qui concerne la Roumanie, avec l'approbation du Pouvoir Législatif, et les ratifications en seront échangées à Bucharest dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'on revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Bucharest, le 22 novembre de l'an de grâce 1869.

(L. S.) *Signé* : D'OFFENBERG. (L. S.) *Signé* : L. STEEGE.

---

## BELGIQUE — SUISSE

CONVENTION POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS, SIGNÉE A BERNE  
LE 24 NOVEMBRE 1869

S. M. le Roi des Belges et la Confédération suisse, désirant soumettre à une révision la convention des 11-14 septembre 1846, sur l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges : M. Joseph Riquet, prince de *Caraman*, chevalier de l'ordre de Léopold, etc., etc., son chargé d'affaires près la Confédération suisse, et

Le conseil fédéral de la Confédération suisse : M. Jean-Martin *Knüsel*, conseiller fédéral et chef du département de justice et police;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur la convention dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le gouvernement de la Confédération suisse s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus poursuivis ou condamnés par les autorités compétentes de celui des deux pays où l'infraction a été commise, comme auteurs ou complices des crimes et délits énumérés à l'art. 2 ci-après, et qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'un ou de l'autre des deux États contractants.

Art. 2. Les crimes et délits prévus par l'article précédent sont :

1. Assassinat;
2. Parricide;
3. Infanticide;
4. Empoisonnement;
5. Meurtre;
6. Avortement;
7. Viol;
8. Bigamie;
9. Attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence;
10. Attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de 14 ans;



11. Attentats aux mœurs, en excitant favorisant ou facilitant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans ;

12. Enlèvements de mineurs ;

13. Exposition ou délaissement d'enfants ;

14. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfants ;

15. Coups et blessures volontaires avec préméditation ou ayant occasionné soit la mort, soit une maladie ou incapacité permanente de travail personnel, ou ayant été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage de membres, cécité, perte d'un organe ou autres infirmités permanentes ;

16. Associations de malfaiteurs pour commettre des infractions prévues par la présente convention ;

17. Menaces d'attentats punissables de peines criminelles contre les personnes et les propriétés ;

18. Attentat à l'inviolabilité du domicile commis illégalement par des particuliers ;

19. Extorsions ;

20. Séquestration ou détention illégales de personnes commises par des particuliers ;

21. Incendie volontaire ;

22. Vol et soustraction frauduleuse ;

23. Escroquerie et tromperie ;

24. Abus de confiance, concussion et corruption de fonctionnaires publics ;

25. Détournements commis par des fonctionnaires publics ;

26. Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, ainsi que les fraudes dans le choix des échantillons pour la vérification du titre et du poids des monnaies ;

27. Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés, émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ; la contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, l'usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés et l'usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques :

28. Faux en écriture publique ou authentique, ou de commerce, ou en écriture privée ;

29. Usage frauduleux de divers faux ;

30. Faux témoignage et fausse expertise ;

31. Faux serment ;

32. Subornation de témoins et d'experts ;

33. Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites ;

34. Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée, d'appareils ou de communications télégraphiques ;

35. Toute destruction, dégradation ou domage de la propriété mobilière ou immobilière ;

36. Empoisonnement d'animaux domestiques ou de poissons dans les étangs, les viviers ou les réservoirs.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, les tentatives de tous les faits punis comme crimes ou délits d'après la législation des deux pays contractants.

Dans tous ces cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays à qui la demande est adressée.

Art. 3. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention.

Il est expressément stipulé que l'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, pour aucun fait connexe à un semblable délit ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'art. 2 de la présente convention sera arrêté provisoirement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente et produit par voie diplomatique.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères si l'inculpé est réfugié en Belgique, et au président de la Confédération si l'inculpé est réfugié en Suisse.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis ; elle cessera d'être maintenue si, dans le délai de trois semaines à partir du moment où

elle aura été effectuée, l'inculpé n'a pas reçu communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

Lorsque l'inculpé aura reçu communication dans le délai voulu du mandat d'arrêt décerné contre lui par l'autorité étrangère compétente, son arrestation provisoire sera maintenue pendant un délai de deux mois à partir du moment où elle aura été effectuée.

Elle cessera d'être maintenue si, lors de l'expiration de ce terme, l'inculpé n'a pas reçu communication soit d'une ordonnance de la chambre du conseil, ou d'un arrêt de la chambre des mises en accusation, ou d'un acte de procédure criminelle ou correctionnelle émané de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Lorsqu'il y aura lieu à extradition, l'État requis laissera à l'État requérant, sur sa demande, le temps nécessaire pour s'assurer le concours des autorités des États intermédiaires et, ce concours obtenu, l'individu à extraditer sera remis à la frontière de l'État requis à la disposition de l'État requérant.

Il sera donné, par ce dernier, avis du jour et du lieu où cette remise pourra être effectuée.

Art. 6. Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé. Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objet indiqués dans le présent article.

Art. 7. L'extradition ne sera accordée que sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle ou correctionnelle émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du pays qui demande l'extradition.

Ces pièces seront, autant que possible, accompagnées du signa-

lement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou le délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la requête.

Art. 8. Si l'individu est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux États pour crimes ou délits distincts, le gouvernement requis statuera, en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre pour purger successivement les accusations.

Art. 9. L'individu qui aura été livré ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au gouvernement qui aura accordé l'extradition.

Art. 10. L'extradition pourra être refusée si la prescription de la peine ou de l'action est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié, depuis les faits imputés ou depuis la poursuite ou la condamnation.

Art. 11. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture et le transport des extradés ou par la consignation et le transport des objets mentionnés dans l'art. 6 de la présente convention, au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis. Lorsque l'emploi de la voie ferrée sera réclamé, le transport se fera par cette voie. Les frais de transport ou autres sur le territoire des États intermédiaires seront liquidés par l'État réclamant, sur la production des pièces justificatives.

Art. 12. Le transit sur le territoire belge ou suisse d'un individu extradé n'appartenant pas au pays de transit et livré par un gouver-



nement étranger à un autre gouvernement ayant tous les deux avec ce pays un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition, pourra être accordé sur la production, en original ou en copie authentique, d'un des actes de procédure mentionnés à l'art. 7, pourvu toutefois que l'infraction qui a motivé la poursuite ne tombe pas sous le coup des art. 3 et 10 de la présente convention.

Les frais occasionnés par ce transit seront supportés par l'État réclama-  
mant et liquidés sur la production des pièces justificatives.

Art. 13. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non poli-  
tique, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de  
témoins domiciliés dans l'autre État ou tous autres actes d'instruction,  
une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diploma-  
tique, et il y sera donné suite par les officiers compétents en observant  
les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant  
pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution des commis-  
sions rogatoires, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, com-  
merciales ou médico-légales.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de  
tous les actes judiciaires spontanément faits par les magistrats de  
chaque pays, pour la constatation de délits commis sur leur territoire  
par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie conformé-  
ment aux lois qui y sont en vigueur.

Art. 14. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un  
acte de procédure ou d'un jugement à un Suisse ou à un Belge paraîtra  
nécessaire au gouvernement belge, et réciproquement, la pièce  
transmise diplomatiquement sera signifiée à *personne*, à la requête du  
ministère public du lieu de la résidence, par les soins du fonctionnaire  
compétent et l'original constatant la notification, revêtu du visa, sera  
renvoyé par la voie même au gouvernement requérant.

Art. 15. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution  
personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où  
réside le témoin l'invitera à se rendre à la citation qui lui sera faite.  
En cas de consentement du témoin, des frais de voyage et de séjour lui  
seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays  
où l'audition devra avoir lieu. Aucun témoin, quelle que soit sa natio-  
nalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement  
devant les juges de l'autre, ne pourra être poursuivi ou détenu pour  
des faits ou des condamnations criminels ou correctionnels antérieurs,  
ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il  
figure comme témoin.

Art. 16. La présente convention remplace celle du 11 septembre 1846; l'époque de sa mise en vigueur sera fixée dans le procès-verbal d'échange des ratifications (1).

Cette convention peut en tout temps être dénoncée par l'un des deux États contractants. Néanmoins, cette dénonciation n'aura d'effet qu'un an après avoir été notifiée.

Art. 17. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne dans l'espace de trois mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition à Berne, le 24 novembre 1869.

(L. S.) *Signé* : Prince DE CARAMAN-CHIMAY.

(L. S.) *Signé* : J.-M. KNUSEL.

---

## BADE — SUISSE

CONVENTION POUR ARRÊTER DES DISPOSITIONS UNIFORMES SUR LA PÊCHE DANS LES EAUX DU RHIN, Y COMPRIS LE LAC INFÉRIEUR, AINSI QUE LEURS AFFLUENTS ENTRE CONSTANCE ET BALE, CONCLUE A BERNE LE 9 DÉCEMBRE 1869.

Afin de conserver et de multiplier dans le Rhin, y compris le lac inférieur, ainsi que dans les affluents et embouchures de ce fleuve entre Constance et Bâle les espèces précieuses de poissons, le Conseil fédéral de la Confédération suisse et le gouvernement de Bade ont décidé d'adopter des dispositions uniformes pour la pêche dans ces eaux, et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : le conseiller fédéral Dr Charles *Schenk*;

S. A. R. le grand-duc de Bade : son conseiller intime au ministère du commerce, le Dr Rodolphe *Dietz*;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui ont été

(1) L'échange des ratifications a eu lieu à Berne le 12 janvier 1870, et l'entrée en vigueur a été fixée au 1<sup>er</sup> février.

trouvés en bonne et due forme, ont arrêté, sauf ratification, la convention suivante :

Art. 1<sup>er</sup>. Est interdit pour la pêche dans le Rhin, y compris le lac inférieur, ainsi que leurs affluents et embouchures, entre Constance et Bâle :

L'emploi de tout appareil permanent (barrages, cases) et de tout filet fixe (filet de barrage), qui empêcheraient la circulation des poissons sur plus de la moitié de la largeur du fleuve, mesurée à eau basse ordinaire et à angle droit du rivage.

Cette défense ne comprend que les eaux dans lesquelles se trouve le saumon.

La distance entre les piquets formant les barrages à saumons (cases, Fischwehre) ainsi que celle des traverses devra être d'au moins 10 centimètres.

La distance entre deux de ces appareils ou barrages fixes, employés simultanément sur la même rive ou sur les deux rives opposées, ne pourra être inférieure au double du développement du plus grand de ces appareils.

Art. 2. Aucun appareil de pêche, quel que soit son genre ou sa dénomination, ne pourra être employé, si ses ouvertures ou mailles, en état d'humidité, n'ont, au moins, tant en hauteur qu'en largeur, les dimensions suivantes :

a) pour la pêche du saumon, les corbeilles (paniers, nasses), filets flottants, 6 centimètres, l'intérieur des nasses 4 centimètres ;

b) pour la pêche d'autres grandes espèces : 3 centimètres ;

c) pour la pêche de petites espèces : 1 centimètre et demi.

Ces prescriptions ne s'appliquent pas aux engins destinés à la pêche des poissons devant servir d'appât.

Pour la pêche dans le Rhin entre Schaffhouse et Bâle il ne pourra en général être fait usage d'aucun filet dont les mailles mesurées comme ci-dessus seraient inférieures à 3 centimètres.

Lors de la vérification des corbeilles et filets une différence d'un dixième sera tolérée.

Art. 3. Les filets flottants ne pourront être tendus ni fixés dans l'eau de manière à ce qu'ils y demeurent immobiles ou accrochés.

Art. 4. Est défendu l'emploi de toute matière destinée à engourdir les poissons, ainsi que l'usage de pièges à ressort, de fourches, d'armes à feu, de fusées, de perches et d'autres engins pouvant blesser les poissons.

L'autorité compétente pourra autoriser exceptionnellement l'emploi des fourches et des armes à feu.

L'emploi des hameçons est permis.

Il est interdit de mettre à sec des cours d'eau en vue de la pêche.

Les gouvernements contractants aviseront aux moyens de faire disparaître les trappes à poissons, dites « Selbstfange », établies aux moulins et autres constructions.

Il est défendu d'installer de nouveaux appareils de ce genre.

Art. 5. Les espèces de poissons ci-après dénommées ne pourront être mises en vente ni vendues, si, depuis l'œil jusqu'à la naissance de la nageoire caudale, elles ne mesurent au moins :

Le saumon : 35 centimètres;

La truite des lacs, la truite saumonée et l'ombre chevalier : 20 centimètres;

La truite ordinaire, le rouget, l'ombre : 15 centimètres.

L'autorité compétente de chaque État pourra déterminer un poids minimum correspondant aux mesures ci-dessus indiquées.

On devra immédiatement rejeter à l'eau tout poisson qui serait pris et qui n'aurait pas la dimension ou le poids prescrit.

Art. 6. Dans l'intérêt de la multiplication du saumon, une suspension annuelle de la pêche aura lieu dans les cours d'eau du Rhin et de ses affluents, en amont de Bâle, du 15 octobre au 1<sup>er</sup> janvier.

Pendant la période du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> janvier il est interdit de mettre en vente, de vendre ou de transporter les saumons du Rhin propres à la propagation.

Néanmoins, pendant les périodes d'interdiction, les autorités compétentes pourront autoriser la pêche des saumons destinés à approvisionner les établissements de pisciculture situés sur le territoire des États contractants, dans un but de reproduction artificielle. Ces poissons pourront être mis en vente, vendus et transportés, sous un contrôle spécial, après qu'ils auront servi aux fécondations.

Art. 7. La pêche, la mise en vente et la vente de la truite des lacs, de la truite saumonée, de l'ombre chevalier et de la truite ordinaire sont interdites du 20 octobre au 20 janvier.

Si, pendant cette époque, des poissons de ces espèces sont pris par hasard, ils devront être immédiatement rejetés à l'eau.

Toutefois, dans l'intérêt de la pisciculture, l'autorité compétente pourra autoriser la pêche de ces espèces en temps prohibé; la mise en vente et la vente de la truite des lacs, après qu'elle aura servi à la reproduction, sera aussi permise moyennant un contrôle convenable.

Art. 8. Du 15 avril à la fin de mai, la pêche de poisson de toute espèce, à l'exception du saumon et de la truite des lacs, avec des filets et des nasses quelconques est interdite.



Art. 9. La pêche de poissons pour la pisciculture et celle de petits poissons pour nourrir les poissons destinés à la reproduction, ainsi que la pêche du fretin (Heuerling) peut aussi être permise par l'autorité compétente, pendant la période d'interdiction mentionnée à l'art. 8.

Art. 10. Il est interdit de verser ou de faire écouler dans les eaux fréquentées par les poissons des résidus de fabrique ou autres matières qui, par leur nature et leur quantité, pourraient nuire aux poissons.

Cependant, lorsque les intérêts de l'agriculture ou de l'industrie l'exigeront, l'autorité compétente pourra en accorder la permission, mais, dans ce cas, elle prescrira les mesures nécessaires pour atténuer le plus possible l'influence pernicieuse de ces matières.

L'autorité compétente de chaque État déterminera également jusqu'à quel point les écoulements existants aujourd'hui, qui proviennent d'établissements agricoles ou industriels, seront soumis aux règles posées ci-dessus.

Art. 11. Les deux États contractants auront soin de contribuer, chaque année, au repeuplement du Rhin, par voie d'éclosion artificielle d'œufs fécondés et par la mise en liberté de jeunes poissons dans les parties propices du fleuve et de ses affluents.

Ils aviseront également à la construction, en lieux opportuns, d'échelles à poissons pour faciliter le passage des saumons et des truites.

Art. 12. Chacune des parties contractantes s'engage à faire publier les ordonnances pour l'exécution de la présente convention, à édicter des peines proportionnelles aux contraventions, et à organiser un personnel suffisant pour veiller à l'observation des règlements.

La présente convention n'exclut pas la faculté pour les États contractants d'ordonner telles dispositions plus sévères qu'ils jugeront convenables dans l'intérêt de la pêche, et en particulier pour protéger les poissons qui frayent en été.

Art. 13. Chacun des États contractants désignera pour son territoire un commissaire pour la pêche.

Ces commissaires se feront part réciproquement des dispositions prises par leurs gouvernements dans l'intérêt de la pêche, des relevés annuels de la pêche du saumon et de la mise à l'eau de jeunes poissons sortis d'établissements de pisciculture. Ils chercheront, soit en se réunissant de temps à autre, soit par voie de correspondance, à sauvegarder l'intérêt mutuel des pêcheries du Rhin, de ses affluents et de ses embouchures.

Art. 14. Les gouvernements contractants, d'après un programme à concevoir, feront faire des observations sur la nature et les habitudes

des poissons, notamment des différentes variétés de saumon, et s'en communiqueront le résultat.

Art. 15. La présente convention entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1870, et aura une durée de dix années à partir de cette date. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 16. Pour le cas où la convention conclue le 27 novembre 1869, entre les États riverains du Rhin n'entrerait pas en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1870, mais plus tard, la présente Convention deviendra exécutoire à la même époque.

Art. 17. L'adhésion à la présente Convention est réservée aux Gouvernements des États dans le territoire desquels se trouvent des parties du lac de Constance et de ses affluents. La partie de la Suisse, soit de Bade, située sur le lac de Constance et ses affluents, sur territoire suisse soit sur territoire badois, seront compris dans les dispositions de la présente Convention, dès que les autres Gouvernements riverains du lac de Constance et de ses affluents auront adhéré à la présente Convention.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne le 1<sup>er</sup> mars 1870 ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Ainsi fait à Berne, le 9 décembre 1869.

(L. S.) *Signé* : SCHENK.

(L. S.) *Signé* : DIETZ.

---

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — COLOMBIE

TRAITÉ POUR LA CONSTRUCTION D'UN CANAL INTEROCÉANIQUE A TRAVERS L'ISTHME DE PANAMA OU CELUI DU DARIEN, CONCLU A BOGOTA LE 26 JANVIER 1870.

Considérant que la construction d'un canal entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique à travers l'isthme qui réunit les deux Amériques,

et qu'il se trouve situé sous la juridiction des États-Unis de Colombie, est nécessaire à la prospérité et au bien-être non-seulement des États-Unis de Colombie et des États-Unis d'Amérique, mais aussi aux intérêts commerciaux et à la civilisation du monde : les États-Unis de Colombie et les États-Unis d'Amérique ont résolu de conclure à cet effet un traité, et ont nommé pour leur plénipotentiaires, savoir :

Le président des États-Unis de Colombie, MM. *Justo Arosemena* et *Jacobo Sanchez*, et

Le président des États-Unis d'Amérique, M. *Stephen A. Hurlbut*, ministre président des États-Unis d'Amérique dans les États-Unis de Colombie; lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les États-Unis de Colombie consentent à ce que les États-Unis d'Amérique fassent ou envoient faire les explorations nécessaires pour déterminer si ledit canal est praticable; et les États-Unis d'Amérique consentent à faire ces explorations, et dans le cas où il serait reconnu que l'œuvre est praticable, ils feront lever les plans respectifs du canal avec ses dépendances, accessoires et constructions quelconques reconnues nécessaires pour le mieux du service, soit pour les travaux de terre, soit pour les travaux d'eau, en dedans de la juridiction des États-Unis de Colombie, adoptant un plan de construction où sera déterminé le montant des frais complet et détaillé, et à cet effet ils pourront employer dans les limites territoriales des États-Unis de Colombie tous officiers civils ou militaires, agents, employés et ouvriers, ainsi que les navires de guerre ou de transport nécessaires. Les forces de terre, cependant, ne pourront dépasser le nombre de cinq cents hommes, non compris les officiers, sans que les États-Unis de Colombie aient donné leur consentement. Et toutes les personnes employées à ces travaux, civils ou militaires, devront observer, pendant leur séjour dans les États-Unis de Colombie, les lois de ce pays.

Art. 2. Immédiatement après que les travaux d'exploration seront terminés et que la ligne que devra suivre le canal aura été établie, le président des États-Unis d'Amérique en donnera connaissance à celui des États-Unis de Colombie, et lui fera la remise du duplicata des cartes, plans et descriptions annexés, lesquels seront déposés aux archives des deux gouvernements. La route choisie et les plans proposés pourront être changés ensuite, si c'était nécessaire, par les États-Unis d'Amérique, en donnant connaissance de ces changements au gouvernement de Colombie. Il est toutefois entendu que le canal ne pourra être construit sur la route que suit le chemin de fer de Panama

sans qu'on ait obtenu le consentement de la compagnie à laquelle appartient ledit chemin de fer.

Art. 3. Pour ce qui concerne les deux articles précédents, il n'est pas entendu que les États-Unis de Colombie empêcheront d'autres explorations qui seraient entreprises dans le but de vérifier si le canal est praticable; mais ils ne pourront accorder aucune concession pour le creusement dudit canal, sinon aux États-Unis d'Amérique, jusqu'à ce que ceux-ci aient déclaré qu'ils considèrent l'œuvre comme impraticable, ou que le délai de trois ans indiqué à l'art. 24 soit passé sans que le gouvernement desdits États ait manifesté l'intention d'entreprendre ou non cette œuvre.

Art. 4. Les États-Unis de Colombie s'engagent à concéder tout le territoire, y compris la mer et les eaux tributaires, qui sera désigné et reconnu nécessaire pour l'œuvre du canal, ses dépendances et annexes, et à cet effet, les États-Unis d'Amérique pourront, moyennant indemnité et suivant les voies légales, prendre les terrains des particuliers qu'il serait nécessaire d'exproprier. Cependant, pour fixer le prix des indemnités, on ne devra pas tenir compte de la plus-value provenant de l'ouverture du canal.

Art. 5. Les États-Unis de Colombie concèdent aussi, pour encourager l'œuvre projetée et pour favoriser l'entreprise, *deux cent mille* hectares (494,220 acres) de terre en friche (*tierras baldias*) appartenant à la nation, terres dépeuplées et incultes, et que les États-Unis d'Amérique pourront choisir où ils le voudront, et dans les limites de l'État de l'Union colombienne sur le territoire duquel sera ouvert le canal.

Les terres en friche qui seront désignées sur l'un ou l'autre bord du canal seront mesurées et divisées en lots égaux, dont l'étendue sur le canal ou ses annexes ne pourra dépasser trois kilomètres (3,280/899 yards), et entre les uns et les autres on devra laisser des lots de la même étendue dont le gouvernement des États-Unis de Colombie se réserve la propriété. Lesdits lots seront distribués également entre les deux parties contractantes, de façon qu'aucune d'elles ne puisse posséder deux lots contigus, ni les deux premiers lots d'une des extrémités du canal. Les deux gouvernements pourront disposer librement des lots qui leur reviendront en partage, à condition toutefois que ces lots seront soumis à la servitude du transit pour le canal et ses annexes. Le gouvernement des États-Unis d'Amérique aura le droit du choix pour le premier lot, lorsqu'on commencera la distribution. Tous les terrains qui n'auraient pas été vendus à des particuliers ou qui n'auraient pas été employés pour le canal, vingt ans après l'ouverture, reviendront en la possession du gouvernement des États-Unis de



Colombie et lui appartiendront, sans qu'on puisse lui réclamer aucune somme pour la plus-value ou pour quelque autre motif que ce soit. Les terres en friche comprises dans la zone dans laquelle s'ouvrira ou pourra s'ouvrir le canal, seront concédées de préférence aux effets du présent traité; et le gouvernement de Colombie s'engage à ne pas faire d'adjudications de terres sur le territoire destiné au creusement du canal jusqu'à la complète distribution dont il est question dans cet article.

Art. 6. Pendant toute la durée du présent traité, les États-Unis de Colombie s'engagent à ne pas ouvrir ni à permettre que l'on ouvre un autre canal interocéanique, ni aucun autre chemin de fer sur son territoire, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, sans avoir d'abord obtenu le consentement des États-Unis d'Amérique.

Art. 7. Toutes les dépenses qui seront nécessaires pour l'exploitation, le tracé, l'ouverture et l'entretien du canal projeté ainsi que de ses ports, écluses, havres, baies, dépôts, quais, digues et en général de tous annexes nécessaires, y compris les indemnités à payer à des particuliers et celle qui devrait se payer à la compagnie du chemin de fer de Panama, si elle la réclamait, conformément au contrat passé par le gouvernement de Colombie avec cette compagnie et approuvé par le congrès, le 15 août 1867, seront à la charge des États-Unis d'Amérique et acquittées par eux. Les concessions stipulées par les art. 4 et 5 demeureront en faveur des États-Unis d'Amérique, mais uniquement aux fins du présent traité.

Art. 8. Les États-Unis d'Amérique construiront ou feront construire le canal projeté, s'il est jugé praticable, et en même temps toutes ses dépendances, de manière à ce que ledit canal puisse donner passage aux navires de toute espèce qui ne seront pas de plus de 5,000 tonneaux, et ils emploieront le nombre d'inspecteurs, ingénieurs, mécaniciens, ouvriers, qui pourront être nécessaires.

Ils pourront aussi maintenir les forces navales et militaires qu'ils jugeront utiles pour protéger les travailleurs, mais cette force militaire ne pourra dans aucun cas dépasser le nombre de mille hommes, sans le consentement des États-Unis de Colombie. Si ces derniers l'exigent, cette force sera retirée par les États-Unis d'Amérique quand le canal pourra être livré à la circulation. Les États-Unis d'Amérique s'engagent à ce que les inspecteurs, ingénieurs; mécaniciens, ouvriers et autres employés, ainsi que la force navale et militaire destinée à protéger les travailleurs, observent les lois en vigueur dans les États-Unis de Colombie.

Si les États-Unis d'Amérique préfèrent et demandent qu'une partie

des troupes de terre employées à protéger les travailleurs du canal soit fournie par les États-Unis de Colombie, il sera fait droit à cette demande, mais ladite troupe sera, dans ce cas, payée aux frais de l'entreprise, en prenant pour base de cette dépense la solde que le gouvernement colombien donne habituellement à ces mêmes troupes, aux termes de ses règlements.

Art. 9. Les États-Unis d'Amérique pourront construire et entretenir des arsenaux et des établissements pour la réparation et l'approvisionnement de leurs navires dans les ports existant aux extrémités du canal, et afin de protéger le matériel qui s'y trouvera, ils pourront entretenir dans les limites desdits établissements une garde qui n'excédera pas le nombre de deux cents hommes, sans l'autorisation du gouvernement de Colombie.

Art. 10. L'inspection, la possession, la direction et l'administration du canal et de ses dépendances ou annexes, aussitôt qu'ils seront terminés, appartiendront aux États-Unis d'Amérique et seront exercées par eux sans aucune intervention étrangère, cependant sans aucune juridiction ni pouvoir sur le territoire ou sur ses habitants.

Les États-Unis de Colombie conserveront leur souveraineté politique et leur juridiction sur le canal et les territoires adjacents. Cependant, non-seulement ils permettront, mais ils garantiront aux États-Unis d'Amérique, conformément à la Constitution et aux lois en vigueur en Colombie, la jouissance pacifique et tranquille ainsi que l'administration et la direction du canal, comme il a été dit ci-dessus. Il est entendu que cette garantie ne diffère en aucune façon de celle que les lois colombiennes accordent en général à toutes les personnes et à tous les intérêts engagés sur le territoire de Colombie; et si, pour obtenir plus de sécurité, les entrepreneurs du canal réclamaient la protection d'une force publique extraordinaire, le gouvernement colombien accorderait cette force aux frais de l'entreprise.

Art. 11. De son côté, le gouvernement des États-Unis d'Amérique garantit à celui de Colombie que le canal sera libre et n'aura à souffrir aucune hostilité de la part d'aucune autre puissance ou nation étrangère, et, à ces fins, les États-Unis d'Amérique se déclarent les alliés des États-Unis de Colombie pour les aider à repousser les attaques ou l'invasion des ouvrages et propriétés garantis ci-dessus; il est entendu que les dépenses que cette défense pourrait occasionner aux États-Unis d'Amérique seront exclusivement à leur charge, et que les États-Unis de Colombie défendront dans la limite de leurs forces ledit canal et ses dépendances comme faisant partie intégrante de leur territoire.

Les deux parties contractantes se réservent le droit de faire passer

par le canal leurs navires de guerre, troupes et munitions de guerre en tout temps, libres de toute taxe, droit ou impôt quelconque; mais ledit canal sera fermé au pavillon des nations qui seraient en guerre avec l'une ou l'autre des parties contractantes.

Le canal sera fermé aux troupes armées, à quelque nation qu'elles appartiennent, à l'exception de celles qui seraient au service du gouvernement constitutionnel des États-Unis de Colombie et de celles qui font partie de l'équipage des navires de guerre des puissances qui seraient en état de paix avec les parties contractantes.

En dehors des exceptions mentionnées ci-dessus, le canal sera ouvert à tous les pavillons et pour tout genre d'objets ou de marchandises sans distinction.

Art. 12. Les États-Unis d'Amérique pourront fixer et changer ou modifier un tarif de droits à payer par les navires marchands chargés ou sur lesi, et par les bâtiments de guerre des autres nations, non compris les États-Unis de Colombie et les États-Unis d'Amérique, qui passeront par le canal, d'après leur tonnage, et sur le pied de la plus parfaite égalité pour toutes les nations et en tout temps, sans d'autres restrictions que celles mentionnées à l'article précédent. Les mesures employées pour fixer le tonnage des navires seront celles des États-Unis d'Amérique.

Les États-Unis de Colombie recevront sur ce droit de tonnage une fraction de piastre par chaque tonneau que jaugeront les navires qui passeront par le canal. Seront exceptés de ce droit les navires employés pour le service du canal et les bâtiments de guerre des États-Unis d'Amérique, et l'on suivra la règle ci-après : 10 cents par chaque tonneau pendant les dix premières années après l'ouverture du canal, et 5 cents de plus pour chaque cinq ans qui s'écouleront, jusqu'à ce qu'on ait atteint le maximum de 40 cents par tonneau, de manière cependant qu'en aucun temps la part revenant aux États-Unis de Colombie ne puisse dépasser 10 p. 100 du droit que payeront les navires de passage.

Les États-Unis d'Amérique pourront aussi établir, changer ou modifier un droit sur les passagers en transit par ledit canal; et les États-Unis de Colombie recevront sur ce droit la somme de 2 piastres par chaque passager de cabine et 1 piastre par chaque passager d'entre-pont.

Le montant des droits indiqués ci-dessus devant revenir aux États-Unis de Colombie leur sera payé suivant la forme qu'ils indiqueront eux-mêmes; ce gouvernement se réserve le droit d'employer sur la ligne du canal des agents autorisés à toucher de l'entreprise la part de

bénéfices mentionnée ci-dessus; ces employés ne pourront en aucun cas intervenir dans l'administration du canal.

Art. 13. Les États-Unis d'Amérique pourront, en outre, établir, changer ou modifier un tarif de droits à percevoir sur les chargements des navires qui passent ou doivent passer par le canal; pour le service des digues, ports, quais, dépôts et dépendances du canal, ce tarif devra être fixé sur les chargements *ad valorem*, c'est-à-dire sur la valeur des effets et marchandises d'après l'évaluation faite au port d'embarquement, au même prix et en gardant la même proportion pour toutes les classes de marchandises et pour toutes les nations. S'il n'était pas possible de vérifier exactement la valeur des marchandises au port d'embarquement, ou s'il n'existait pas de port d'embarquement, l'évaluation sera faite au port d'entrée du canal. On pourra cependant établir un tarif spécial pour l'or, l'argent et le platine et les pierres précieuses, sans faire de distinctions spéciales pour aucune nation. Les malles et les correspondances de tous les pays seront exemptes de tous droits et impôts. Les États-Unis de Colombie auront droit de percevoir (non compris les droits de tonnage et les taxes sur les passagers mentionnés dans l'article précédent) le 5 p. 100 du produit total du montant des perceptions sur les taxes et impôts établis par le présent article, pendant les vingt premières années et le 3 p. 100 pendant les années suivantes jusqu'à la conclusion du privilège. Les paiements seront faits de la manière qui sera indiquée par le gouvernement colombien.

Les États-Unis d'Amérique ou leur cessionnaire, conformément au présent traité, auront toute autorité et plein pouvoir pour établir l'époque, le lieu et le mode de paiement des divers impôts et taxes qui seront fixés au profit du canal, et pour en opérer le recouvrement de la manière qu'ils jugeront convenable.

Les livres et autres preuves établissant les opérations de recouvrement seront en tout temps à la disposition des employés du gouvernement colombien, qui seront mis au courant des sommes perçues pour les droits de transit dudit canal. Tous les paiements que l'entreprise devra faire au gouvernement colombien, conformément au présent traité, seront effectués au bureau principal de la ligne du canal, sans aucune déduction, à l'exception de ceux indiqués à l'art. 17.

Art. 14. Si la construction du canal projeté doit s'exécuter à l'orient de la ligne indiquée par l'art. 2 de la concession faite à la compagnie du chemin de fer de Panama, en date du 5 juillet 1867, et approuvée par le congrès de Colombie, le 15 août 1867, et si, par suite de l'ouverture du canal, et sans aucune autre raison, les produits de ladite compagnie du chemin de fer de Panama venaient à diminuer de façon que



cette compagnie se trouvât dans l'impossibilité de payer à la Colombie la somme de 250,000 piastres qu'elle lui paye aujourd'hui après avoir couvert ses frais et réparations nécessaires ainsi que le dividende de 5 p. 100 sur 10 millions de piastres, valeur dudit chemin de fer, l'entreprise du canal devra parfaire la différence entre la somme de 250,000 piastres et celle que la Colombie recevra effectivement, ou si elle le désire, payer à la Colombie le montant total de l'indemnité qu'elle perçoit en ce moment, et se mettre, vis-à-vis de la compagnie du chemin de fer de Panama, au lieu et place du gouvernement colombien. Il est toutefois entendu que l'entreprise du canal ne s'engagera aux obligations ci-dessus mentionnées, que dans le cas où le tribunal des arbitres, indiqué dans l'art. 22, aurait décidé qu'en réalité sont survenus les motifs dont dépendent les obligations contractées dans cet article.

Art. 15. Dans le cas où le canal devrait être construit à l'occident de la ligne indiquée à l'article précédent, les États-Unis de Colombie accordent aux États-Unis d'Amérique le droit de s'entendre avec la compagnie du chemin de fer de Panama pour ce qui concerne l'indemnité que ladite compagnie pourrait exiger, et leur donne pouvoir de nommer un arbitre représentant la Colombie conformément aux prévisions de l'art. 2. du contrat susmentionné, passé avec ladite compagnie; le gouvernement colombien déclare dès ce moment consentir à tout ce que feront les États-Unis d'Amérique pour ce qui concerne soit l'indemnité en question, soit la nomination de l'arbitre.

Les clauses contenues dans ce traité ne libèrent pas la compagnie du chemin de fer de Panama des obligations qu'elle a contractées vis-à-vis des États-Unis de Colombie en vertu du contrat désigné ci-dessus.

Art. 16. Afin d'établir une plus grande clarté dans les articles de ce traité où il est fait mention de sommes d'argent, ou qui ont trait à la conclusion des travaux du canal, il est entendu :

1<sup>o</sup> Que la monnaie dans laquelle devront être évaluées lesdites sommes est celle des États-Unis de Colombie ou son équivalent, dont l'unité est la piastre, égale en monnaie française à cinq francs;

2<sup>o</sup> Que le canal sera considéré comme terminé dès que le premier navire auquel on fera payer des droits passera d'un océan à l'autre, et quand même les travaux du canal et de ses dépendances ne seraient pas complètement terminés.

Art. 17. Le gouvernement de Colombie ayant l'intention de céder, ainsi qu'il cède une quote-part sur ce qui lui reviendra en argent, suivant les stipulations des articles précédents, à l'État ou aux États de l'union colombienne, sur le territoire duquel devra être creusé le canal,

le gouvernement dudit État ou États, pourra percevoir directement de l'administration du canal la portion qui lui est cédée. La quote-part sera, en tous cas, de la dixième partie de celle qui reviendra à la Colombie, et d'un autre dixième, soit un cinquième du total si l'État, ou les États, cédait au gouvernement de l'Union le territoire où serait creusé le canal ainsi qu'une zone de quinze kilomètres de profondeur de chaque côté du canal sur toute son étendue, afin qu'il l'administre conformément à l'art. 78 de la constitution colombienne.

On donnera à l'État de Panama, en suivant la même proportion, la portion correspondante dans l'indemnité qui revient à la Colombie, dans le cas où le canal viendrait à être ouvert en dedans de la zone privilégiée pour la compagnie du chemin de fer de Panama.

Art. 18. Les États-Unis de Colombie n'imposeront ni taxes, ni contributions nationales, et ne permettront pas aux États, municipalités ou autorités quelconques d'imposer aucuns droits ou impôts sur les navires, passagers, marchandises, argent et autres objets qui passeront par le canal de l'un à l'autre océan, en dehors de ceux stipulés dans le présent traité; les objets destinés à la consommation et qui seront introduits dans le territoire de l'Union colombienne seront toujours sujets aux droits et impôts établis déjà ou qui seront ultérieurement fixés par ses lois.

Art. 19. Les machines et autres objets, de quelque classe qu'ils soient, qui seront nécessaires à la construction ou conservation du canal et de ses dépendances, ne seront soumis à aucune contribution ou droit d'entrée, et ledit canal avec tous ses accessoires, dépendances et annexes, sera libre de toutes taxes, contributions ou impôts nationaux, de l'État ou municipaux pendant tout le temps que durera la concession faite par le présent traité.

Les lois ou décrets de la nation, des États ou des autorités municipales ne pourront établir sur les personnes employées audit canal, ni sur leurs propriétés particulières, d'autres impôts, taxes ou contributions que ceux auxquels sont assujetties les autres personnes demeurant sous leurs juridictions respectives.

Art. 20. Les droits et privilèges formulés dans le présent traité seront continués pendant l'espace de cent ans, à partir de l'époque où le canal sera ouvert au commerce, conformément aux termes de l'art. 16. A l'expiration de ce terme, ledit canal, avec tous ses accessoires, dépendances et annexes, deviendra la propriété absolue des États-Unis de Colombie, sans qu'ils aient à payer aucune indemnité de quelque genre que ce soit. Le canal sera entretenu dans les meilleures conditions jusqu'à l'époque où il sera livré ainsi qu'il vient d'être dit, et

les États-Unis d'Amérique conserveront comme acquis à leur profit tous les produits ou bénéfices qu'ils auront pu réaliser pendant le même espace de temps.

Art. 21. Les États-Unis d'Amérique pourront transférer, au moyen d'une loi, tous leurs droits, privilèges, franchises, propriétés et obligations concernant l'exploration, le tracé, la construction et la conservation du canal à des particuliers ou à des compagnies légalement constituées, et, dans ce cas, lesdites personnes ou compagnies jouiront de tous les droits, privilèges, franchises et propriétés concédés par le présent traité aux États-Unis d'Amérique, et elles seront en même temps soumises à toutes les obligations et devoirs auxquels les États-Unis d'Amérique se sont engagés par le même traité. Cette cession de droits ne sera pas suffisante pour effectuer la substitution complète desdites personnes ou compagnies au lieu et place des États-Unis d'Amérique. Ce dernier gouvernement s'engage, comme garant vis-à-vis des États-Unis de Colombie, à faire accomplir effectivement toutes les stipulations contenues dans le présent traité par les compagnies ou personnes qui auront acquis des droits en vertu dudit transfert.

Les personnes ou compagnies en faveur desquelles aurait eu lieu ce transfert jouiront des propriétés, droits, immunités et privilèges mentionnés ci-dessus relativement au canal et à ses annexes, en observant toutefois les réserves stipulées en faveur des États-Unis de Colombie pour ce qui concerne le terme indiqué précédemment. Les obligations politiques contractées par les États-Unis d'Amérique et par les États-Unis de Colombie dans les art. 11 et 23 du présent traité seront permanentes et irrévocables.

Art. 22. S'il survenait entre lesdites personnes ou compagnies et les États-Unis de Colombie quelque contestation au sujet de la véritable interprétation à donner à quelques-unes des clauses du présent traité, l'interprétation à donner serait décidée par un tribunal composé de la manière suivante :

Chacune des parties nommera un arbitre; dans le cas où les deux arbitres ne pourraient pas se mettre d'accord, ils nommeront eux-mêmes un troisième arbitre. Le tribunal sera installé à Bogota, et son jugement sera exécutoire et sans appel.

Si l'une des deux parties se refusait à nommer un arbitre, trente jours après y avoir été invitée, ou si l'arbitre nommé refusait d'accepter la nomination, cette nomination sera faite par les États-Unis d'Amérique. Les frais nécessités par l'installation du tribunal seront supportés par moitié entre les deux parties.

Dans le cas où les deux arbitres ne parviendraient pas à s'entendre sur le choix d'un troisième arbitre, les deux parties contractantes soumettront la décision des questions à résoudre à l'arbitrage d'un gouvernement ami, suivant les stipulations de la clause suivante.

S'il survenait quelque dissentiment entre la Colombie et les États-Unis d'Amérique sur la véritable interprétation à donner aux stipulations de ce traité, ces dissensions seraient soumis à l'arbitrage d'une puissance amie et impartiale, dont le jugement serait exécutoire et définitif.

Art. 23. Dans le cas où les États-Unis d'Amérique feraient le transfert dont il est question à l'art. 21, pour un des motifs mentionnés ci-après, les privilèges accordés par le présent traité tomberaient, et le gouvernement colombien deviendrait le maître absolu du canal :

1<sup>o</sup> Si la personne ou la compagnie en faveur de laquelle aurait été opéré le transfert affermaient ou cédait l'entreprise à un gouvernement étranger quelconque ;

2<sup>o</sup> Si ladite personne ou compagnie se rendait complice d'un acte quelconque de rébellion ayant pour but de soustraire à l'autorité de la Colombie le territoire où se trouverait situé le canal ;

3<sup>o</sup> Si après avoir construit et ouvert le canal, on en suspendait le transit et la navigation pendant plus de trois ans de suite, à moins de circonstances fortuites et indépendantes de la volonté de ladite personne ou compagnie.

Il est entendu que tous les cas indiqués ci-dessus sont compris parmi ceux susceptibles d'être soumis à la juridiction du tribunal établi suivant le premier paragraphe de l'art. 22. Ledit tribunal jugera en tous cas sur le droit et sur les faits.

Art. 24. En plus des cas mentionnés dans l'article précédent, ce traité cessera d'avoir son effet et les droits qu'il accorde tomberont :

1<sup>o</sup> Dans le cas où les États-Unis d'Amérique n'exécuteraient ou ne feraient pas exécuter les explorations et le tracé dont il est question à l'art. 1<sup>er</sup>, dans le délai de trois ans, à partir de la date de l'échange des ratifications du présent traité ;

2<sup>o</sup> Si les travaux du creusement du canal n'étaient pas commencés dans le délai de cinq ans à compter du jour dudit échange des ratifications, dans le cas toutefois où il serait reconnu que l'œuvre est praticable ;

3<sup>o</sup> Si l'œuvre n'était pas terminée dans l'espace de quinze ans, à partir du jour du commencement des travaux.

Les périodes de temps susmentionnées seront considérées comme interrompues et prorogées, si, par cas de force majeure indépendante



de la volonté de ceux qui sont chargés de l'exécution de l'œuvre, on ne pouvait pas remplir les obligations stipulées.

Et, considérant que les États-Unis de Colombie auraient été dans l'impossibilité de faire d'autres concessions, et qu'il en résulterait pour eux un dommage dans le cas où l'œuvre du canal viendrait à manquer dans le délai susdit pour un des motifs énoncés, les États-Unis d'Amérique les indemniseront en leur payant une somme de 300.000 piastres en monnaie colombienne.

Art. 25. Les États-Unis de Colombie et les États-Unis d'Amérique s'engagent réciproquement à faire tous leurs efforts afin d'obtenir la garantie des autres puissances pour les stipulations mentionnées dans l'art. 11, concernant l'immunité et la neutralité, ainsi que pour la souveraineté des États-Unis de Colombie sur le territoire de l'isthme du Darien et de Panama, Les États-Unis d'Amérique admettent et renouvellent les stipulations relatives à la garantie de cette souveraineté, stipulations contenues dans l'art. 35 du traité conclu entre les deux nations le 10 juin 1848. Les nations qui s'engageront par traité avec les parties contractantes à garantir la neutralité du canal et la souveraineté du territoire de l'isthme, telle quelle a été reconnue par les États-Unis d'Amérique, obtiendront pour leurs navires de guerre qui passeront le canal la franchise des droits de tonnage et des autres taxes, et cette exemption de droits sera entière ou partielle, selon les termes des traités qui seront conclus à cet effet.

Art. 26. Le présent traité sera approuvé et ratifié par le président des États-Unis de Colombie, avec l'assentiment du congrès colombien, et par le président des États-Unis d'Amérique, d'accord et avec le consentement du sénat des États-Unis, et l'échange des ratifications aura lieu à Bogota dans le délai de vingt mois à dater de ce jour.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires susdésignés, avons apposé nos signatures et cachets particuliers aujourd'hui vingt-six janvier de l'an mil huit cent soixante et dix.

(L. S.) *Signé* : JUSTO AROSEMENA.

(L. S.) *Signé* : JACOBO SANCHEZ.

(L. S.) *Signé* : STEPHEN A. HURLBUT.

## ALLEMAGNE DU NORD — BELGIQUE

TRAITÉ D'EXTRADITION CONCLU A BRUXELLES LE 9 FÉVRIER 1870

S. M. le Roi des Belges, d'une part, et S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, d'autre part, étant convenus de conclure un traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le sieur Jules *Vanderstichelen*, son ministre des affaires étrangères, chevalier de l'ordre de la Couronne de Prusse de première classe; etc., etc., etc. ;

S. M. le Roi de Prusse, le sieur Herman-Louis de *Balan*, son conseiller intime actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord près S. M. le Roi des Belges, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de la première classe avec la feuille de chêne, commandeur de l'ordre royal de Hohenzollern, grand-croix de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les hautes parties contractantes s'engagent, par le présent traité, à se livrer réciproquement, dans tous les cas prévus par les clauses dudit traité, les personnes qui, à cause d'un des faits ci-après énumérés, commis et punissable sur le territoire de la partie réclamante, ont été, comme auteurs ou complices, condamnées ou mises en accusation ou soumises à une poursuite judiciaire, savoir :

1. Pour meurtre, assassinat, empoisonnement, parricide et infanticide ;

2. Pour avortement volontaire ;

3. Pour exposition d'un enfant au-dessous de sept ans ou abandon prémédité d'un tel enfant dans un état qui le prive de tout secours ;

4. Pour rapt ou recel d'un enfant au-dessous de sept ans et pour enlèvement, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;

5. Pour enlèvement d'une personne mineure ;

6. Pour privation volontaire et illégale de la liberté individuelle d'une personne, commise par un particulier ;

7. Pour bigamie ;

8. Pour viol ;

9. Pour attentat à la pudeur, avec violence, sur une personne de l'un ou de l'autre sexe ;

10. Pour attentat à la pudeur, sans violence, sur une personne de l'un ou de l'autre sexe âgée de moins de quatorze ans ;

11. Pour excitation habituelle à la débauche de personnes mineures de l'un ou de l'autre sexe ;

12. Pour coups portés ou blessures faites volontairement à une personne, qui ont eu pour conséquence une maladie paraissant incurable, ou une incapacité permanente de travail, ou la perte de l'usage absolu d'un organe, ou la mort, sans l'intention de la donner ;

13. Pour vol, rapine et extorsion ;

14. Pour abus de confiance dans les cas prévus simultanément par la législation des deux parties contractantes ;

15. Pour escroquerie ou tromperie ;

16. Pour banqueroute frauduleuse et lésion frauduleuse à une masse faillie ;

17. Pour faux serment ;

18. Pour faux témoignage ou pour fausse déclaration d'un expert ou d'un interprète ;

19. Pour subornation de témoin, expert ou interprète ;

20. Pour faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage fait avec connaissance de dépêches télégraphiques ou titres faux ou falsifiés ;

21. Pour fausse monnaie, particulièrement pour contrefaçon ou altération de monnaies de métal et de papier, et pour émission et mise en circulation avec connaissance de monnaies de métal ou de papier contrefaites ou altérées ;

22. Pour contrefaçon et falsification de billets de banque et autres titres d'obligations et valeurs en papier quelconques émis par l'État et sous l'autorité de l'État par des corporations, sociétés ou particuliers, ainsi que pour émission et mise en circulation avec connaissance de ces billets de banque, titres d'obligations et autres valeurs en papier contrefaits ou falsifiés ;

23. Pour incendie volontaire ;

24. Pour détournement et concussion de la part de fonctionnaires publics ;

25. Pour corruption de fonctionnaires publics, dans le but de les porter à violer les devoirs de leur charge ;

26. Pour les faits punissables suivants des capitaines de navires et gens de l'équipage sur des bâtiments de mer :

Pour destruction volontaire et illégale d'un navire ;

Pour échouement volontaire d'un navire ,

Pour résistance avec violences et voies de fait envers le capitaine par plus d'un tiers de l'équipage ;

27. Pour destruction, en tout ou en partie, des chemins de fer, machines à vapeur ou appareils télégraphiques ;

Pour entraves volontaires à la circulation d'un convoi sur le chemin de fer, par le dépôt d'objets quelconques, par le dérangement des rails ou de leurs supports, par l'enlèvement des chevilles ou clavettes, ou par l'emploi de tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative des faits ci-dessus énumérés, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 2. Toutefois, il ne sera livré, de la part du gouvernement belge, aucun Belge à l'un des gouvernements de la Confédération de l'Allemagne du Nord et, de la part de ceux-ci, aucun Allemand du Nord ne sera livré au gouvernement belge.

Si l'individu réclamé n'est ni Belge ni Allemand du Nord, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque l'État auquel il appartient aura été informé de la demande d'extradition et n'y aura pas fait d'opposition.

Art. 3. L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée par le gouvernement belge a été poursuivie et mise hors de cause, ou est encore poursuivie, ou a déjà été punie dans l'un des États de la Confédération de l'Allemagne du Nord, ou si la personne réclamée par les gouvernements de la Confédération de l'Allemagne du Nord a été poursuivie et mise hors de cause, ou est encore poursuivie, ou a déjà été punie en Belgique pour le même acte punissable qui est cause de la demande d'extradition.

Lorsque la personne réclamée par le gouvernement belge est poursuivie dans l'un des États de la Confédération de l'Allemagne du Nord, ou que la personne réclamée par les gouvernements de la Confédération de l'Allemagne du Nord est poursuivie en Belgique à cause d'un autre acte punissable, son extradition sera différée jusqu'à la fin de ces poursuites et l'accomplissement de la peine éventuellement prononcée contre elle.

Art. 4. Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique. La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs mentionnés à l'art. 1<sup>er</sup> ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'État auquel l'ex-



tradition a été accordée à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique, ni à raison d'un crime ou délit non prévu par la présente convention.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, le commencement des poursuites judiciaires ou la condamnation qui s'en sera suivie, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel l'étranger se trouve au moment où l'extradition est demandée.

Art. 6. Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

L'extradition d'un inculpé des actes punissables mentionnés à l'art. 1<sup>er</sup> ne sera accordée que sur le fondement d'une sentence de condamnation, ou sur le fondement d'une décision formelle du tribunal compétent pour la mise en état d'accusation, ou l'ouverture de la poursuite, ou sur le fondement d'une ordonnance édictée par le juge compétent, par laquelle le renvoi de l'inculpé devant ce juge est formellement décrété, pour autant que ces documents soient produits en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du gouvernement qui demande l'extradition.

Art. 7. L'individu poursuivi à raison d'un des actes punissables énumérés à l'art. 1<sup>er</sup> peut toutefois être provisoirement arrêté sur la production d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire compétente de l'État qui demande l'extradition dans les formes prescrites par les lois de celui-ci. Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles prescrites par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire peut aussi avoir lieu sur la production d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction du lieu où l'inculpé a établi son séjour, ou peut être trouvé, sur le fondement d'une communication officielle faite par l'autorité compétente de l'État dans lequel l'acte punissable a été commis.

Dans ce dernier cas, l'individu arrêté provisoirement doit être mis en liberté si, dans les dix jours après son arrestation, il ne lui est remis un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire compétente de l'État qui demande l'extradition.

Mais, en tous cas, l'individu arrêté provisoirement doit être mis en liberté si, dans les deux mois, il ne lui est remis soit une sentence de condamnation, soit une décision formelle du tribunal compétent pour la mise en état d'accusation ou l'ouverture de la poursuite, soit une

ordonnance édictée par le juge compétent, par laquelle le renvoi de l'inculpé devant ce juge est formellement décrété.

Art. 8. Tous les objets saisis qui, au moment de l'arrestation, se trouvent en possession de l'individu à extraditer, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la restitution, seront remis en même temps, lors de l'exécution de l'extradition, et cette remise s'étendra non-seulement aux objets soustraits, mais à tout ce qui pourrait servir de preuve du crime.

Art. 9. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon le cas, dans l'art. 6 ci-dessus, lorsqu'elle sera requise par l'un des États contractants au profit d'un État étranger ou par un État étranger au profit de l'un desdits États liés l'un et l'autre avec l'État requis par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition, et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les art. 4 et 5 de la présente convention.

Art. 10. Les parties contractantes renoncent à requérir la restitution des frais qui leur surviennent du chef de l'arrestation et de l'entretien de l'individu à extraditer ou de son transport jusqu'à la frontière. Elles consentent, au contraire, de part et d'autre, à les supporter elles-mêmes.

Art. 11. Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des parties contractantes.

Depuis ce moment, les traités sur l'extradition des malfaiteurs conclus antérieurement entre la Belgique et les États particuliers de la Confédération de l'Allemagne du Nord cessent d'être en vigueur.

Le présent traité peut être dénoncé par chacune des deux parties contractantes, mais il demeurera encore en vigueur six mois après cette dénonciation.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original, à Bruxelles, le 9 février 1870.

(L. S.) *Signé*: Jules VANDERSTICHELEN.

(L. S.) *Signé*: Herman-Louis DE BALAN.

PROTOCOLE

Les hautes parties contractantes du traité d'extradition de ce jour ont cru devoir consigner dans un protocole ce qui suit :

« Les correspondances et négociations nécessitées par les demandes d'extradition ne devront pas avoir nécessairement lieu entre la Belgique et l'autorité fédérale de l'Allemagne du Nord ; elles pourront, au contraire, selon les convenances de chaque cas spécial, se faire aussi directement entre la Belgique et les gouvernements de la Confédération et qui sont intéressés à l'extradition soit comme requérants, soit comme requis. »

En foi de quoi, le présent protocole a été signé en double et échangé par les deux plénipotentiaires.

Bruxelles, le 9 février 1870.

(L. S.) *Signé* : Jules VANDERSTICHELEN.

(L. S.) *Signé* : Herman-Louis DE BALAN.

---

BELGIQUE — ESPAGNE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, CONCLU A MADRID

LE 12 FÉVRIER 1870

S. M. Léopold II, roi des Belges, et S. A. don Francisco Serrano y Dominguez, par la volonté des Cortès souveraines, régent de la nation espagnole, également animés du désir de maintenir et de développer les bonnes relations de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Espagne, en resserrant les liens d'amitié qui, si heureusement, unissent les deux nations, ont résolu de conclure, à cet effet, un traité de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

S. M. le Roi des Belges : M. Edouard *Blondeel van Cuelebroeck*, commandeur de l'ordre de Léopold de Belgique, grand'croix d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, du Danebrog de Danemark, de Saint-Grégoire-le-Grand des États pontificaux, de Notre-Dame de Guadeloupe du

Mexique, grand commandeur du Sauveur de Grèce, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. A. le régent d'Espagne, etc., etc. ;

Et S. A. le Régent d'Espagne : Don Praxédes Mateo *Sagasta*, grand-croix de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal, député aux Cortès constituantes, ci-devant ministre de l'intérieur, ministre d'État, etc., etc. ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les États des deux parties contractantes. Les Belges en Espagne et les Espagnols en Belgique, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et des industries, des mêmes droits, et n'y seront soumis à aucune imposition autre ou plus élevée que les propres nationaux.

Les Belges dans les provinces espagnoles d'outre-mer jouiront, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 2. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes auront le droit d'exercer librement leur religion, de posséder dans le territoire de l'autre des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux, par testament, donation ou autrement ; ils jouiront réciproquement, dans les territoires l'un de l'autre, du droit égal à celui des nationaux de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, selon les lois du pays et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux. S'il survenait des contestations entre les divers postulants au sujet du droit qu'ils auraient aux propriétés de la succession, elles devront être résolues par les juges, suivant les lois du pays où les propriétés sont situées et sans autre appel que celui prévu par les mêmes lois.

Art. 3. Les hautes parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des États et possessions de l'autre puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits États et possessions.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieu-



rement à la signature du présent traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 4. Les Belges en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer et les Espagnols en Belgique sont exempts, tant du service militaire de terre et de mer que du service dans les gardes ou milices nationales, et ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seront soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. 5. Les Belges en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer et les Espagnols en Belgique, jouiront de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter des dessins ou des modèles industriels ou de fabrique et d'user des marques de fabrique ou de commerce ne peut avoir, au profit des Belges en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, et réciproquement au profit des Espagnols en Belgique, une durée plus longue que celle fixée par les lois du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique, ainsi que la marque de fabrique ou de commerce appartiennent au domaine public dans le pays d'origine, ils ne peuvent être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les droits des citoyens de l'une des hautes parties contractantes dans tous les États de l'autre ne sont pas subordonnés à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Les Belges ne pourront revendiquer en Espagne et dans les provinces d'outre-mer la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires à Madrid au bureau du commerce et de l'industrie du ministère des travaux publics.

Réciproquement, les Espagnols ne pourront revendiquer en Belgique la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du tribunal de commerce, à Bruxelles.

Les deux hautes parties contractantes se réservent le droit de substituer les stations compétentes pour recevoir le dépôt prescrit par le présent article, en se donnant mutuellement et en temps utile connaissance de ces substitutions.

Art. 6. Les voyageurs de commerce belges voyageant en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, pour compte d'une maison établie en

Belgique, seront traités, quant à la patente, comme les voyageurs nationaux ou comme ceux de la nation la plus favorisée.

Et réciproquement, il en sera de même pour les voyageurs espagnols en Belgique.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés par ces commis voyageurs, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Art. 7. Seront considérés comme belges en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer et comme espagnols en Belgique, les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 8. Les navires belges qui entreront en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, sur lest ou chargés, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit leur lieu de départ ou de destination, seront traités, sous tous les rapports, comme les navires nationaux. Ils ne seront assujettis, à leur entrée, sortie, passage ou séjour, à des droits ou formalités autres ou plus élevés, de quelque nature, origine ou destination que ce soit, que les navires nationaux.

Il en sera de même pour les navires espagnols en Belgique.

En ce qui concerne le cabotage, les hautes parties contractantes se garantissent le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Les objets de toute nature, importés dans les ports d'Espagne sous pavillon belge, quelle que soit leur origine et de quelque pays qu'ait lieu l'importation, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits et ne seront assujettis à d'autres charges et formalités que s'ils étaient importés sous pavillon national.

Et réciproquement, il en sera de même pour les objets de toute nature importés en Belgique sous pavillon espagnol.

Les objets de toute nature exportés par navires belges ou par navires espagnols des ports de l'un des deux États vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que ceux imposés à l'exportation sous pavillon national.

Les primes, restitutions ou autres faveurs de même nature, qui pourraient être accordées, dans les États des deux parties contractantes, à des marchandises importées ou exportées par navires nationaux, seront aussi et de la même manière accordées aux marchandises importées de l'un des deux pays sur ses navires dans l'autre, ou

exportées de l'un des deux pays par les navires de l'autre, vers quelque destination que ce soit.

Quant aux provinces d'outre-mer de l'Espagne, il est entendu que, jusqu'aujourd'hui, cette puissance ne peut accorder le traitement national aux marchandises importées sous pavillon belge, mais elle leur garantit, sous tous les rapports, le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 10. Les marchandises importées dans les ports de la Belgique ou de l'Espagne et de ses provinces d'outre-mer, par les navires de l'un ou de l'autre État, pourront être mises en entrepôt, livrées au transit ou à l'exportation, sans être assujetties à des droits autres ou plus forts, de quelque nature que ce soit, que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 11. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition :

1<sup>o</sup> Les navires qui, rentrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2<sup>o</sup> Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits ;

3<sup>o</sup> Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 12. Les navires belges entrant dans un port d'Espagne ou de ses provinces d'outre-mer, et réciproquement, les navires espagnols entrant dans un port de Belgique et qui n'y viendraient débarquer qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront mutuellement être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 13. Les produits du sol et de l'industrie de la Belgique, qui

seront importés en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, soit par terre, soit par mer, et les produits du sol et de l'industrie de l'Espagne et de ses provinces d'outre-mer, qui seront pareillement importés en Belgique, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis au même traitement et nommément ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée.

Art. 14. A l'exportation vers la Belgique, il ne sera perçu, en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, et à l'exportation vers l'Espagne et ses provinces d'outre-mer, il ne sera perçu, en Belgique, d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Art. 15. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes, dans l'autre, de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes de guerre.

Art. 16. Toute réduction du tarif des droits d'entrée et de sortie, toute faveur, toute immunité que l'une des hautes parties contractantes accordera à une tierce puissance en matière de commerce ou de navigation, sera, immédiatement et sans conditions, étendue à l'autre.

De plus, aucune des parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne serait pas appliquée en même temps à toutes les autres nations.

Art. 17. La Belgique ayant étendu à l'Espagne le bénéfice de ses tarifs conventionnels avec les autres puissances, il est convenu, par réciprocité, que le tarif des douanes promulgué par décret du 12 juillet 1869, dont un exemplaire est annexé au présent traité, sera considéré comme en faisant partie intégrante, ayant même force et valeur.

Art. 18. Les navires, marchandises et effets belges ou espagnols qui auraient été pris par des pirates, dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leur propriétaire, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite, dans le délai d'un an, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 19. Le présent traité demeurera en vigueur pendant six années, à partir du jour de l'échance des ratifications. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant



la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le traité continuera d'être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Les ratifications seront échangées dans le délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double original, en français et en espagnol, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid, le 12 février 1870.

(L. S.) *Signé* : BLONDEL VAN CUELEBROECK.

(L. S.) *Signé* : PRAXÉDES MATEO SAGASTA.

#### ARTICLE ADDITIONNEL

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, il est convenu, par les deux hautes puissances contractantes :

1<sup>o</sup> Que, pour l'importation des produits de la pêche nationale, les deux pays se réservent la faculté d'accorder des privilèges spéciaux au pavillon national pour le commerce de ses produits ;

2<sup>o</sup> Les sels marins bruts d'origine française, importés directement de France en Belgique par mer, jouissent, à titre de déchet, sur le taux des droits d'accise, d'une bonification de 7 pour 100 en sus de celle qui pourrait être accordée aux sels de toute autre provenance.

Il est convenu que toute réduction plus forte serait immédiatement étendue aux sels d'Espagne raffinés en Belgique ;

3<sup>o</sup> Les marchandises énumérées dans la troisième disposition du tarif espagnol annexé au présent traité, qui seront importées en Espagne sous pavillon belge, resteront soumises, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1872, à la surcharge graduelle fixée par ladite disposition. Si cette surcharge venait à être diminuée ou supprimée avant ladite époque en faveur du pavillon d'une autre puissance, le pavillon belge aurait droit à la même diminution ou suppression.

Fait à Madrid, les mêmes jour, mois et an que dessus.

(L. S.) *Signé* : BLONDEL VAN CUELEBROECK.

(L. S.) *Signé* : PRAXÉDES MATEO SAGASTA.

## ALLEMAGNE DU NORD — ESPAGNE

CONVENTION CONSULAIRE CONCLUE A MADRID, LE 22 FÉVRIER 1870

S. M. le roi de Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, d'une part et S. A. le régent de la nation espagnole par la volonté des Cortès souveraines, d'autre part, désirant déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les attributions des agents consulaires, ont résolu d'un commun accord de conclure une convention spéciale qui embrasse cet objet, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le roi de Prusse ; le baron Charles-Erneste-Constantin-Jules de *Canitz et Dallwitz*, chevalier de l'ordre royal de l'Aigle-Rouge de Prusse de seconde classe, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III d'Espagne, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Allemagne du Nord, etc., etc.

Et S. A. le régent d'Espagne : Don Praxédes Mateo *Sagasta*, chevalier grand-croix de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villaviciosa de Portugal, député aux Cortès constituantes, ci-devant ministre de l'intérieur, son ministre d'État, etc., etc.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Art. 1. Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires dans les ports, villes et lieux du territoire de l'autre, se réservant respectivement le droit d'en excepter les points qu'elles jugeraient convenables.

Toutefois, cette réserve ne pourra être appliquée à l'une des hautes parties contractantes, sans qu'elle le soit également à toutes les autres puissances.

Art. 2. Pour que les consuls généraux, consuls et vice-consuls soient admis et reconnus comme tels, ils devront présenter leurs provisions, sur la production desquelles l'exequatur leur sera délivré sans frais et suivant les formalités établies dans les pays respectifs.

Sur la présentation de l'exequatur, l'autorité supérieure du département, province ou district, dans lequel résideront lesdits agents, donnera les ordres nécessaires aux autres autorités locales, pour que,

sur tous les points de leur circonscription, ils soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions officielles, et pour que les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges conférés par la présente convention leur soient garantis.

Art. 3. Les consuls envoyés (*consules-missi*), sujets de la partie contranctante qui les nomme, jouiront de l'exemption du logement militaire et de toute charge ou service public qui aurait un caractère municipal ou autre.

Ils seront de même exemptés des contributions directes, personnelles, mobilières ou somptuaires, imposées par l'État ou par les communes. Toutefois, si ces agents étaient commerçants, s'ils exerçaient quelque industrie ou possédaient des biens immeubles, ils seront considérés, en ce qui concerne les charges et contributions générales, comme sujets du pays auquel ils appartiendront.

Art. 4. Les consuls envoyés (*consules-missi*), sujets de la partie contractante qui les nomme, jouiront de l'immunité personnelle sans qu'ils puissent être arrêtés ni conduits en prison, si ce n'est pour crimes.

Pour les consuls, sujets du pays de leur résidence ou commerçants, l'immunité personnelle ne devra s'entendre que des dettes ou autres causes civiles, qui ne se rapporteraient pas au commerce qu'ils exerceraient eux-mêmes ou par leurs employés.

Art. 5. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront placer au-dessus de la porte extérieure du consulat ou vice-consulat l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription : « Consulat ou vice-consulat de... »

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire, aux jours de solennités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage ; mais l'exercice de ce double privilège cessera, si lesdits agents résident dans le lieu où se trouve l'ambassade ou la légation de leur pays.

Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteraient dans le port, pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls ou vice-consuls respectifs.

Art. 7. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls et vice-consuls, les élèves-consuls, les chanceliers et

secrétaires qui auraient été présentés antérieurement en leurs qualités aux autorités respectives seront admis de plein droit, dans leur ordre hiérarchique, à exercer, par intérim, les fonctions consulaires, sans que les autorités locales puissent y mettre aucun obstacle. Au contraire, celles-ci devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer, pendant leur gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges reconnus par la présente convention aux agents consulaires respectifs.

Art. 8. Les consuls généraux et consuls pourront nommer des vice-consuls ou agents consulaires dans les villes, ports et localités de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente convention, sauf les exceptions prévues par les art. 3 et 4.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront s'adresser aux autorités de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux pays, et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par les autorités de leur arrondissement consulaire, ou si les résolutions prises par celles-ci ne leur paraissaient pas satisfaisantes, ils pourront avoir recours, à défaut d'un agent diplomatique de leur pays, au gouvernement de l'État dans lequel ils résideraient.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux pays, ou leurs chanceliers, pourront, en tant que les lois de leur pays leur en confèrent la faculté :

1) Recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur pays ;

2) Recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés, lors même que lesdits actes auraient pour objet de conférer hypothèque sur des biens situés dans le territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou l'agent consulaire ;

3) Recevoir dans leurs chancelleries tous actes conventionnels passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du



pays dans lequel ils résident, comme aussi tous les actes qui, quoique d'un intérêt exclusif pour les sujets du pays dans lequel ils sont dressés, concerneraient des biens situés ou des affaires à traiter sur un point quelconque du territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou vice-consul par qui lesdits actes seront rédigés.

Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par lesdits agents et scellés du sceau officiel des consulats ou vice-consulats, feront foi, tant en justice que hors de justice, aussi bien dans l'Allemagne du Nord que dans les possessions de l'Espagne, et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autres officiers publics de l'un ou de l'autre Pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois du pays auquel appartiennent les consuls et vice-consuls, et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre, à l'enregistrement ou à toute autre formalité en usage dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de l'expédition d'un acte public, enregistré à la chancellerie d'un des consulats respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Art. 11. En cas de décès d'un sujet de l'une des parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au consul-général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel ledit décès aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Allemand, en Espagne, ou un Espagnol, dans l'Allemagne du Nord, sera mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soient naturels, soient désignés par le testament, étaient mineurs, incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1) Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ses scellés.

Ces scellés, non plus que ceux de l'agent consulaire, ne devront pas être levés sans que l'autorité locale assiste à cette opération.

Toutefois, si, après un avertissement adressé par le consul ou vice-

consul à l'autorité locale pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, cet agent pourra procéder seul à ladite opération;

2) Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence de l'autorité locale, si, par suite de la notification sus-indiquée, elle avait cru devoir assister à cet acte.

L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ces actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce;

3) Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour l'aliénation desquels il se présentera des circonstances favorables;

4) Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire ou dans celle de quelque commerçant de la confiance du consul ou vice-consul. Ces dépôts devront avoir lieu, dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale qui aura assisté aux opérations antérieures, si, par suite de la convocation dont va traiter le paragraphe suivant, des sujets du pays ou d'une puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession ab intestat ou testamentaire;

5) Convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession ab intestat ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs des créances, dûment justifiées, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux pays.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou ab intestat, le paiement de leurs créances devra s'effectuer dans le délai de quinze jours après l'inventaire fini, s'il y avait l'argent nécessaire pour acquitter ces créances, et, dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auront pu être réalisés par les moyens les plus convenables; ou enfin dans le délai consenti, d'un commun accord, entre les consuls et la majorité des intéressés.

Si les consuls respectifs se refusaient au paiement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'autorité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union (*en concurso necesario de acreedores*).

Cette déclaration obtenue par les voies légales, établies dans chacun

des deux pays, les consuls ou vice-consuls devront faire immédiatement la remise à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou ab intestat; lesdits agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs et les incapables;

6) Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou ab intestat, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du pays ou d'une tierce puissance, n'aient à faire valoir des droits dans la succession; car, en ce cas, s'il survenait des difficultés, provenant notamment de quelque réclamation, donnant lieu à contestation, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les tribunaux du pays devront en connaître selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger

Lesdits agents consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou ab intestat, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession, comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment indiquées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner les avocats chargés de soutenir leurs droits devant les tribunaux. Il est bien entendu qu'ils remettront à ces tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires devront l'exécuter s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors de plein droit la liquidation, qui aurait été suspendue jusqu'à la conclusion du litige;

7) Délivrer la succession ou son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux;

8) Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des pays respectifs.

**Art. 12.** Lorsqu'un Allemand en Espagne ou un Espagnol dans l'Allemagne du Nord sera décédé sur un point, où il ne se trouverait pas d'agent consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés, et sera tenue de rendre compte, dans le plus bref délai possible, du résultat de ces opérations à l'ambassade ou à la légation qui doit en connaître, ou au consulat ou

vice-consulat le plus voisin du lieu où sera ouverte la succession ab intestat ou testamentaire.

Mais, dès l'instant que l'agent consulaire le plus rapproché du point où serait ouverte ladite succession ab intestat ou testamentaire se présenterait personnellement ou enverrait un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrit l'art. 11 de cette Convention.

Art. 13. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux nations connaîtront exclusivement des actes d'inventaires et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens héréditaires, laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation qui décèderaient à terre ou à bord des navires de leur pays, soit pendant la traversée, soit dans le port d'arrivée.

Art. 14. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger les capitaines et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur le voyage, leur destination et les incidents de leur traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin les accompagner devant les tribunaux de justice et devant les bureaux de l'administration du pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former.

Il est convenu que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les gardes et officiers de la douane ne pourront procéder à une instruction à bord des navires, sans être accompagnés par le consul ou vice-consul de la nation à laquelle ces navires appartiennent ou par un délégué dudit consul ou vice-consul.

Ils devront également donner avis, en temps opportun, auxdits agents consulaires, pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

La citation qui sera adressée aux consuls et vice-consuls pour ces sortes de diligences indiquera une heure précise, et si les consuls et vice-consuls négligeaient de s'y rendre en personne ou dans la personne d'un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 15. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires



seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation ; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seront survenues entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre publics, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie du rôle de l'équipage, s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison quelqu'un des hommes inscrits sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

Art. 16. Les consuls-généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins et quelque autre personne que ce soit, faisant partie de l'équipage des navires marchands de leur nation qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes, et justifier, au moyen de la présentation des registres du navire ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, par une copie authentique des documents sus-énoncés, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. En vue de cette demande ainsi justifiée, on ne pourra refuser la remise de ces individus. On donnera, en outre, auxdits agents consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, lesquels seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande et aux frais du consul ou vice-consul, jusqu'à ce que celui-ci trouve une occasion pour les rapatrier.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois ; après lesquels, et moyennant un avis donné au consul trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les hautes parties contractantes conviennent que les marins et autres

individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 17. A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront toujours réglées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de leur nation ; à moins que des sujets du pays dans lequel résident lesdits agents, ou ceux d'une tierce Puissance ne se trouvent intéressés dans ces avaries, car, dans ce cas, il appartiendra à l'autorité compétente d'en prendre connaissance et de les régler, s'il n'y a pas entente et conciliation entre tous les intéressés.

Art. 18. Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des sujets de l'une des hautes parties contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de la circonscription et, à son défaut, à celle du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu où l'accident sera arrivé.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires allemands, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Espagne, auront lieu conformément aux lois du pays, et réciproquement, toutes les opérations relatives au sauvetage des navires espagnols, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Allemagne du Nord auront lieu conformément aux lois du pays.

L'intervention des agents consulaires n'aura lieu, dans les deux pays, que pour surveiller les opérations relatives à la réparation ou ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires échoués ou naufragés à la côte.

L'intervention des autorités locales dans tous ces cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneront lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Les hautes parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 19. Toutes les dispositions de la présente Convention seront applicables et recevront leur exécution dans tout le territoire de l'Allemagne du Nord comme dans tout le territoire de l'Espagne, y compris les possessions Espagnoles d'outre-mer, dans les dernières, sous

les réserves que comporte le régime spécial auquel ces possessions sont soumises.

Art. 20. Il demeure convenu, en outre, que les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs, ainsi que les chanceliers, secrétaires, élèves ou attachés consulaires, jouiront dans les deux pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges qui sont accordés ou seraient accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 21. La présente Convention sera en vigueur pour dix années, à dater du jour de l'échange des ratifications ; mais, si aucune des hautes parties contractantes n'avait annoncé officiellement à l'autre, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à être en vigueur pour les deux parties jusqu'à ce que cette déclaration ait été faite, et pendant une année encore, quelle que soit l'époque à laquelle elle aura eu lieu.

Art. 22. La présente Convention sera approuvée et ratifiée par les deux hautes parties contractantes, et les ratifications seront échangées à Madrid, dans le délai de deux mois ou plutôt si cela est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Faite à Madrid le vingt-deux février mil huit cent soixante-dix.

(L. S.) *Signé* : CANITZ

(L. S.) *Signé* : PRAXÉDES MATEO SAGASTA.

## PRUSSE. — SAXE-ALTENBOURG

TRAITÉ AU SUJET DE L'ÉTABLISSEMENT D'UN CHEMIN DE FER DE ZEITZ, PAR MEUSELWITZ, A ALTENBOURG, SIGNÉ A BERLIN LE 22 FÉVRIER 1870.

S. M. le roi de Prusse et S. A. le duc de Saxe-Altenbourg ont résolu d'établir une communication de voie ferrée entre leurs États par la construction d'un chemin de fer de Zeitz à Altenbourg, et ont nommé pour les négociations nécessaires à cet effet, pour leurs plénipotentiaires ;

S. M. le roi de Prusse : son directeur ministériel de l'administration des chemins de fer, Théodore *Weishaupt*, et S. A. le duc de Saxe-

Altenbourg, son conseiller intime des finances Charles *Hempel*, lesquels sous la réserve des ratifications ont négocié et conclu le traité suivant.

Art. 1. Les hauts gouvernements contractants sont convenus de permettre et d'encourager la construction d'un chemin de fer de Zeitz à Altenbourg. Le gouvernement royal de Prusse accordera la concession, pour construire et exploiter un chemin de fer sur la partie de son territoire, à la même société d'actionnaires qui aura obtenu la concession pour la partie du chemin de fer située sur le territoire d'Altenbourg.

Art. 2. Le gouvernement royal prussien consent à ce que la Société concessionnaire ait son domicile et le siège de son administration à Altenbourg, et à ce que tous les rapports concernant les mesures à prendre et les stipulations qui concernent les affaires de la Société en tant que telle, de même que la surveillance et l'administration de l'entreprise en général, ressortissent au gouvernement ducal d'Altenbourg.

Art. 3. La voie devra en général prendre la direction de Zeitz par Meuselwitz à Altenbourg, se rattacher près de Zeitz au chemin de fer de la Thuringe, et près d'Altenbourg se mettre en communication avec le chemin de fer saxon-bavarois.

La fixation spéciale de la ligne du chemin de fer, de même que celle du plan général de construction et des plans particuliers de construction demeure réservée à chacun des hauts gouvernements pour le tronçon du chemin de fer situé sur son territoire. La détermination, suivant les règlements de police locaux, des viaducs, ponts, passages à niveau, rectifications fluviales, travaux d'endiguement, de même que les chemins parallèles avec l'inspection des emplacements des débarcadères sera du domaine des autorités locales compétentes, sur chaque territoire.

Art. 4. Le point où la voie ferrée traverse la frontière respective des deux États sera au besoin, déterminé plus spécialement par des commissaires techniques délégués par les deux États.

Art. 5. Le chemin de fer n'aura d'abord sur tout son parcours qu'une voie simple, mais on acquerra dès le commencement le terrain pour la pose des rails de la seconde voie. Dès que le besoin s'en fera sentir, les deux hauts gouvernements s'entendront au sujet de la pose des rails de la seconde voie. La distance intérieure de la voie d'un rail à l'autre devra être de 4 pieds 8 pouces  $1/2$ . mesure anglaise.

Art. 6. L'acquisition du terrain nécessaire à la construction de la voie aura lieu sur les deux territoires, dans le cas où on ne pourrait pas s'entendre à l'amiable, d'après les prescriptions de la loi d'expropriation existante ou à promulguer. Chacun des hauts gouvernements



accordera à temps, à la Société d'actionnaires ayant obtenu la concession, le droit d'expropriation.

Art. 7. La construction de la voie sera exécutée solidement et d'une manière durable, afin qu'il n'y ait à craindre, pour les voyageurs ou les marchandises, ni dangers ni troubles dans l'exploitation, afin qu'ils puissent, ainsi que tous les objets propres à être transportés par chemin de fer, arriver à destination sans avarie. La Société d'actionnaires devra aussi commencer la construction du chemin de fer sur les deux territoires en même temps et l'activer de la même façon.

Sur le désir exprimé par le gouvernement ducal d'Altenbourg, le gouvernement royal de Prusse fera, par ses fonctionnaires techniques, exercer son contrôle sur la construction de la voie, même sur la partie de la voie exécutée sur le territoire d'Altenbourg. Le gouvernement ducal de Saxe-Altenbourg tiendra compte des frais occasionnés par ce contrôle au gouvernement prussien, en les mettant à la charge de la Société concessionnaire.

Art. 8. Le propriétaire de la voie aura, pour les demandes en dommages et intérêts soulevées à la suite de la construction ou de l'exploitation de la voie sur la partie située sur le territoire prussien, à se soumettre à la juridiction et aux lois prussiennes, et pour cela il devra établir son domicile à Zeitz.

Le gouvernement royal de Prusse se réserve de déléguer à une autorité ses rapports avec la Société concessionnaire, de même que le maintien de son droit de souveraineté et de surveillance pour la partie du chemin qui est située sur son territoire. Cette autorité aura à représenter son gouvernement dans ses rapports avec l'administration du chemin de fer, dans tous les cas qui ne demandent pas l'intervention des autorités judiciaires ou de police compétentes. L'Administration du chemin de fer, dans les affaires de nature territoriale, aura à s'adresser aux autorités prussiennes auxquelles ces affaires ressortissent. Les fonctions en question peuvent être déléguées, par le gouvernement royal de Prusse, à un commissaire particulier.

Art. 9. Les employés placés par la compagnie sur le territoire prussien sont soumis aux lois prussiennes. Les nationaux de l'un des deux États qui pourraient être placés sur le territoire de l'autre n'abandonnent pas, pour cela, les liens qui les rattachent à leur pays natal.

La Société qui obtiendra la concession sera tenue de choisir les cantonniers, hommes d'équipe et tous les employés inférieurs, à l'exception de ceux dont on demande des connaissances techniques, parmi les militaires congédiés ayant droit à un emploi civil, dès qu'ils n'auront pas dépassé leur trente-cinquième année.

La Société devra avoir égard pour remplir les places situées sur le territoire prussien à la qualité de sujet prussien.

Art. 10. Le gouvernement royal de Prusse percevra de l'exploitation de la voie située sur son territoire un impôt sur les bases de la loi du 16 mars 1867 ; cet impôt sera calculé sur le rapport de la longueur de la voie sur les deux territoires avec le chiffre du capital employé pour l'établissement de la voie et l'on prendra pour base le revenu net soumis à l'impôt ; la partie afférente à cette partie du capital employé d'après le rapport de la longueur exploitée sur le territoire prussien. Le payement de l'impôt aura lieu tous les ans après la clôture de l'année, et pour la première fois, l'année comptera à partir du 1<sup>er</sup> janvier après l'ouverture de l'exploitation. Le gouvernement ducal de Saxe-Altenbourg communiquera, tous les ans, le compte du revenu net du chemin de fer au gouvernement royal de Prusse, au plus tard quatre mois après l'année financière révolue, et remettra le montant de l'impôt à la caisse que lui désignera le gouvernement royal de Prusse.

Il ne sera, en dehors de cet impôt, perçu aucune contribution d'état, de l'exploitation du chemin de fer, pour la partie de la voie située sur le territoire prussien.

Art. 11. Le gouvernement royal de Prusse établira le règlement de police du chemin de fer pour la section située sur son territoire d'après les principes en vigueur sur les chemins de fer de l'État. La question d'un règlement de police commun pour ce chemin de fer restera réservée entre les États contractants jusqu'au moment de l'introduction d'un règlement de ce genre sur toute l'étendue du territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Les employés en fonctions sur la section de la voie ci-dessus nommée auront pour la police de la voie les mêmes attributions que celles qu'exercent les employés sur les chemins de fer de l'État. Ces employés, sur la présentation de l'administration du chemin de fer auront à prêter serment devant les autorités compétentes royales de Prusse.

Le matériel d'exploitation inspecté par les agents de l'un des deux gouvernements pourra être employé sans autre inspection sur le territoire de l'autre.

Art. 12. La fixation des tarifs et du plan des trains demeure réservée au gouvernement ducal de Saxe-Altenbourg. Cependant il n'y aura aucune différence entre les sujets des États respectifs au sujet des prix de transport et du temps fixé pour les départs. Il est entendu dès maintenant qu'il y aura au moins deux trains de voyageurs par jour entre Zeitz et Altenbourg dans les deux directions, et qu'au moins deux de ces trains auront des voitures de 4<sup>e</sup> classe.

Art. 13. Les deux hauts gouvernements se réservent, vis-à-vis de la Société d'actionnaires, le droit de se rendre acquéreurs de la section de la voie située sur leur territoire, d'après les dispositions de la loi prussienne du 3 novembre, sur les entreprises de chemins de fer. Malgré les changements qui pourraient survenir dans la propriété du chemin de fer d'après cette clause, il ne pourra survenir aucune interruption dans le trafic. Mais les deux gouvernements s'entendront pour le maintien d'une exploitation commune de toute la ligne sous l'application des mêmes tarifs et dispositions de tarifs.

Art. 14. Les deux hauts gouvernements sont convenus que la concession pour l'établissement et l'exploitation de la voie doit dépendre en ce que la Société concessionnaire se soumette aux conditions qui ont été imposées en dernier lieu ou qui seront plus tard imposées aux chemins de fer concessionnés sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord dans l'intérêt de l'Administration militaire, postale et télégraphique.

La Société concessionnaire sera encore obligée sur la demande des hauts gouvernements contractants d'introduire sur le chemin de fer, le tarif d'un pfenning pour les charbons, coke et éventuellement des autres objets désignés dans l'art. 45 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Art. 15. Les deux gouvernements contractants se réservent, chacun pour soi, le droit de renoncer au présent traité, si le chemin de fer à exécuter d'après l'art. 1<sup>er</sup>, ne devait pas être achevé et livré à la circulation au plus tard à la fin de l'année 1873.

Art. 16. Le présent traité expédié en deux exemplaires conformes sera soumis à la ratification souveraine. L'échange des ratifications aura lieu au plus tard, à Berlin, dans l'espace de 15 jours.

Fait à Berlin, le 22 février 1870.

(L. S.) *Signé* : THÉODORE WEISHAUP,

(L. S.) *Signé* : CHARLES KEMPEL.

---

## ESPAGNE. — ITALIE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU A MADRID,  
LE 22 FÉVRIER 1870

S. M. le Roi d'Italie et S. A. le Régent de la nation Espagnole de par la volonté des Cortès, également animés du désir de resserrer davantage les liens d'amitié et de sympathie réciproques qui unissent les deux nations, et voulant aider au développement et à l'augmentation des rapports commerciaux et maritimes, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : M. Marcello *Cerruti*, chevalier, grand-croix de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare et d'Isabelle-la-Catholique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. A. le Régent de la nation espagnole, etc., etc. ;

S. A. le Régent d'Espagne : Don Praxédes-Mateo *Sagasta*, chevalier, grand-croix de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal, député aux Cortès constituantes, ministre de l'intérieur, ministre d'État, etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura, dans tous les États des deux hautes parties contractantes, pleine et entière liberté de commerce et de navigation.

Les sujets de l'un et de l'autre pays jouiront sur le territoire de l'autre des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation dont jouissent ou jouiront les nationaux, avec les réserves stipulées dans les articles du présent traité.

Art. 2. Les bâtiments italiens qui entreront en lest ou avec un chargement dans les ports de l'Espagne ou de ses colonies, ou qui en sortiront, et réciproquement les bâtiments espagnols qui entreront en lest ou avec un chargement dans les ports italiens, ou qui en sortiront, soit par mer, soit par fleuves ou canaux, quel que soit le lieu de leur provenance ou de leur destination, seront traités sur le pied d'égalité accordée aux bâtiments nationaux, et ne pourront être assujettis, tant à l'entrée que durant leur séjour et à la sortie, aux droits de phares, de tonnage, de fanaux, de pilotage, de signaux, de môle, de port, de



péage, de quarantaine, d'expédition, d'ancrage, de remorque, d'écluses, de canaux, de sauvetage, de dépôt, de patente, de navigation, et enfin à tous les droits ou charges, de quelque nature ou de quelque dénomination que ce soit auxquels peut être assujetti un bâtiment, perçus et établis au nom et au bénéfice du gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes ou établissements quelconques, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont actuellement assujettis ou pourront l'être à l'avenir les bâtiments nationaux.

Art. 3. Seront considérés comme espagnols en Italie et comme italiens en Espagne, les bâtiments qui naviguent sous le pavillon respectif et qui seront pourvus d'un livre de bord et des papiers exigés par les lois de chacun des deux pays, prouvant leur nationalité.

Art. 4. Seront entièrement exempts de droit de tonnage et d'expédition :

1<sup>o</sup> Les bâtiments qui, entrés en lest dans un port ou une rade quelconque, en repartiront en lest ;

2<sup>o</sup> Les bâtiments qui, passant d'un port d'un des deux États dans un autre ou autres ports du même État, soit pour débarquer tout ou partie de leur chargement, soit pour former ou pour compléter leur chargement, justifieront qu'ils ont déjà acquitté ces droits ;

3<sup>o</sup> Les bâtiments qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit par relâche forcée, en repartiront sans avoir fait des opérations de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le déchargement et le rechargement des marchandises pour cause de réparation du bâtiment, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les achats de vivres pour l'équipage et la vente des marchandises, après que l'administration des douanes aura donné son consentement.

Art. 5. En tout ce qui concerne le placement des bâtiments, leur chargement et déchargement dans les ports, rades et baies, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles pourront être soumis les bâtiments de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne seront pas également accordés à ceux de l'autre État, la volonté bien précise des deux parties contractantes étant qu'à cet égard, leurs bâtiments seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 6. Les navires de guerre des deux pays recevront dans les ports respectifs le traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Art. 7. Les produits du sol et de l'industrie et les objets de quelque

espèce et de quelque nature que ce soit, importés dans les ports italiens par des bâtiments espagnols, et réciproquement les produits du sol et de l'industrie et les objets de quelque espèce et de quelque nature que ce soit, importés dans les ports de la péninsule espagnole et des îles adjacentes par des bâtiments italiens, quelle que soit l'origine et de n'importe quel pays l'importation sera faite, ne payeront des droits autres ou plus élevés d'entrée et ne seront soumis à d'autres charges et formalités que s'ils étaient importés sous pavillon national.

Néanmoins, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1872, les marchandises énumérées dans le troisième paragraphe du tarif espagnol annexé au présent traité, payeront en Espagne, comme mesure de transition, lorsqu'elles seront importées par bâtiments italiens, une petite surtaxe graduelle fixée dans ledit paragraphe.

Mais si cette surtaxe, avant cette époque, venait à être abaissée ou supprimée en faveur du pavillon d'une tierce nation, le pavillon italien aura droit au même abaissement et à la même suppression.

Les produits du sol et de l'industrie et les objets de quelque espèce et de quelque nature que ce soit, qui pourront être légalement exportés et réexportés des ports d'une des parties contractantes sur les bâtiments nationaux, pourront être également exportés et réexportés sur les bâtiments de l'autre partie, sans avoir à payer des droits autres ou plus élevés et sans être assujettis à d'autres droits ou autres formalités, que si l'exportation ou la réexportation de ces mêmes objets était faite par des bâtiments nationaux.

Art. 8. Les marchandises introduites dans les ports italiens et espagnols, par les bâtiments de l'un ou de l'autre État, pourront être mises en dépôt, envoyées en transit ou réexportées, d'après les règles générales établies dans chacun des deux pays, sans qu'ils soient soumis à aucun droit de dépôt, d'emménagement, de vérification, de surveillance ou autres charges de même nature, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumises les marchandises introduites par bâtiments nationaux.

Art. 9. Les objets de toute classe provenant d'un des deux États ou à leur destination, qui pourront transiter sur le territoire de l'autre, conformément aux règlements en vigueur, seront exempts de tout droit de transit.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti au commerce de chacun des deux États pour tout ce qui regarde le transit.

Le traitement des armes et munitions de guerre restera soumis

exclusivement aux lois et règlements du pays dans lequel elles seront importées.

Art. 10. Il reste convenu entre les deux États que les bâtiments d'une des parties contractantes qui entreront dans les ports de l'autre pour débarquer une partie seulement de leur chargement pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays, conserver à bord le surplus du chargement destiné à un autre port du même État ou de l'autre ou pour être réexporté, sans avoir à payer des droits autres ou plus élevés que ceux réclamés dans le même cas des bâtiments nationaux.

Il est de même entendu que ces mêmes bâtiments pourront commencer leur chargement dans un port et le continuer ou compléter dans un autre ou autres ports du même État, sans être tenus de payer des droits autres ou plus élevés que payeraient les bâtiments nationaux.

Il reste convenu que tout ce qui précède ne s'applique pas au commerce et à la navigation du cabotage que chacune des deux parties contractantes se réserve pour elle-même et sera régie d'après ses propres lois.

Art. 11. Les hautes parties contractantes conviennent qu'il ne pourra être imposé par l'une d'elles, au commerce et à la navigation de l'autre, aucun droit nouveau ni plus élevé, ni apporté aucun empêchement ou aucune restriction quelconque qui ne seront pas en égalité des conditions dans le même temps et la même mesure applicables au commerce et à la navigation de toutes les autres nations.

Aucune faveur, immunité ni aucun privilège ne pourra être accordé par une des parties au sujet de tout autre État, ni aucune facilité ou réduction de droits, tant à l'exportation qu'à l'importation, ne pourra être concédée au commerce et à la navigation de tout autre État, sans que les mêmes avantages ou réductions soient immédiatement et de plein droit appliqués aux sujets, au commerce et à la navigation de l'autre partie.

Art. 12. Dans les expéditions de marchandises *ad valorem* et dans toutes les questions qui pourront s'élever entre les intéressés et l'administration des douanes, chacun des deux pays agira conformément à ses propres lois, étant bien entendu que le traitement appliqué par une des parties aux marchandises transportées sous le pavillon de l'autre, ne sera pas moins favorable que celui appliqué au pavillon national ou à celui de la nation la plus favorisée.

Art. 13. Les sujets de chacun des deux États jouiront sur le territoire de l'autre des mêmes droits que ceux dont jouissent les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de

commerce, des dessins ou modèles industriels ou de fabrique quelconques.

Art. 14. Les voyageurs de commerce italiens qui voyageront en Espagne pour le compte d'une maison italienne ou d'une maison établie en Italie, et réciproquement les voyageurs de commerce espagnols qui voyageront en Italie pour le compte d'une maison espagnole ou établie en Espagne, seront, quant à la patente, traités comme les voyageurs de commerce nationaux.

Art. 15. Les objets soumis à des droits d'entrée qui, servant d'échantillons, seront importés en Espagne par les commis-voyageurs des maisons italiennes, et en Italie par les commis-voyageurs des maisons espagnoles, seront admis dans les deux États au bénéfice de l'importation gratuite contemporaine, en se conformant aux formalités de la douane nécessaires pour assurer la réexportation ou la réintroduction en dépôt, suivant les réglemens de l'État.

Art. 16. Les stipulations du présent traité ne s'appliquent pas aux provinces espagnoles d'outre mer régies par des lois spéciales ; cependant, les Italiens jouiront dans ces provinces des mêmes avantages commerciaux et maritimes qui sont accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 17. Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1876, et ensuite au delà de ce terme, et ainsi de suite jusqu'après l'expiration de douze mois, après lesquels l'une des deux parties aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets. Chacune d'elles se réserve la faculté de faire à l'autre une semblable déclaration à l'expiration de cinq années et ultérieurement.

Art. 18. Le présent traité sera ratifié par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double original dans les deux langues, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Madrid, le 22 février 1870.

(L. S.) *Signé* : CERRUTI.

(L. S.) *Signé* : SAGASTA.

---



## BELGIQUE. — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CONVENTION ADDITIONNELLE DE POSTE CONCLUE A WASHINGTON,  
LE 1<sup>er</sup> MARS 1870

Une convention additionnelle, conclue entre l'office général des postes des États-Unis d'Amérique et l'office général des postes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant admis une taxe réduite de 6 cents par once, ou par 30 grammes, pour le transport maritime, à travers l'Atlantique, des lettres expédiées par dépêches closes en transit par le Royaume-Uni, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement respectif, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le prix simple du port des correspondances directes échangées entre la Belgique et les États-Unis est fixé comme suit :

1<sup>o</sup> Pour les lettres affranchies originaires de la Belgique, 50 centimes ;

2<sup>o</sup> Pour les lettres affranchies originaires des États-Unis, 10 cents ;

Et pour le transport maritime, à travers l'Atlantique, des lettres expédiées en dépêches closes, l'office des États-Unis recevra 6 cents par once ou par 30 grammes.

Art. 2. Les conditions prévues par les art. 5 et 14 de la convention conclue entre la Belgique et les États-Unis, et signée à Bruxelles le 21 août 1867, sont annulées en tant qu'elles pourraient être en contradiction avec l'article précédent.

Art. 3. La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à la convention du 21 août 1867, entrera en vigueur à partir du 15 mars 1870.

Fait en double original et signé à Washington ce 1<sup>er</sup> mars 1870.

(L. S.) *Signé* : MAURICE DELFOSSE.      (L. S.) *Signé* : CRESWELL.

## BELGIQUE. — SUISSE

CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DE MANDATS DE POSTE, SIGNÉE A BERNE  
LE 3 MARS 1870

S. M. le Roi des Belges et le Conseil fédéral Suisse, désirant que des sommes d'argent puissent être adressées d'un État dans l'autre au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par un arrangement basé sur les stipulations de l'art. 26 de la convention postale du 17 décembre 1862 (1), et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Belges : M. Joseph Riquet, prince de *Caraman*, chevalier de l'ordre de Léopold, etc., etc., etc., son chargé d'affaires près la Confédération Suisse ;

Et le Conseil fédéral suisse : M. Jacques-Jean *Challet-Venel*, conseiller fédéral et chef du département des postes de la Confédération Suisse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la Belgique pour la Suisse que de la Suisse pour la Belgique.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats de poste, dont aucun ne pourra dépasser la somme de deux cents francs.

Art. 2. Il sera perçu, sur chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'art. 1<sup>er</sup> précédent, une taxe de 50 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs, laquelle taxe devra toujours être payée d'avance par l'envoyeur.

Le produit de la taxe fixée ci-dessus sera partagé par moitié entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de Suisse.

Art. 3. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que l'émission, le transport et le paiement des mandats belges ou suisses ne pourront, sous aucun prétexte ou à quelque titre que ce

(1) Voir *Archives diplomatiques*, 1864, t. III, p. 337.

soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque, en sus de la taxe fixée par l'art. 2.

Art. 4. Il est entendu que chaque administration pourra, en toute circonstance qui serait de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à la condition d'en donner avis par télégraphe à l'autre administration.

Art. 5. L'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de Suisse dresseront, chacune de son côté, aux époques qui seront fixées par elles de commun accord, un compte particulier mentionnant en détail :

- 1° Les mandats internationaux payés par chaque administration ;
- 2° La moitié de la taxe perçue sur ces mêmes mandats.

Ces comptes, accompagnés des mandats acquittés, comme titres justificatifs, seront soumis à la vérification des administrations respectives. Après avoir été rectifiés, s'il y a lieu, et dès qu'ils auront été arrêtés définitivement, ils serviront à établir le compte général, qui sera soldé dans le délai et suivant le mode à déterminer de commun accord par les deux administrations.

Art. 6. Les administrations des postes de Belgique et de Suisse arrêteront, de commun accord, les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour l'exécution de la présente convention, notamment en ce qui concerne :

- 1° La forme, le mode d'émission, d'échange et de paiement des mandats ;
- 2° Le délai de prescription des sommes versées en échange des mandats ;
- 3° La forme des comptes mentionnés à l'art. 5 précédent.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées, de commun accord par les deux administrations, toutes les fois que, de commun accord, ces administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 7. La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux administrations conviendront.

Elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait fait connaître à l'autre, mais au moins trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces derniers trois mois, la convention continuera d'avoir son exécution, sans préjudice de la disposition de l'art. 4 ci-dessus et de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 8. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Berne, en double original, le 3 mars de l'an de grâce 1870.

(L. S.) *Signé* : Prince DE CARAMAN-CHIMAY.

(L. S.) *Signé* : J. CHALLET-VENEL.

---

## BELGIQUE — SUISSE

### DÉCLARATION RÉCIPROQUE RELATIVE AUX ACTES DE DÉCÈS, SIGNÉE A BRUXELLES, LE 9 MARS 1870

Le gouvernement belge et le Conseil fédéral Suisse, au nom des cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwalden (le haut et le bas), Glaris, Zoug, Soleure, Bâle (ville et campagne), Schaffhouse, Appenzell (les deux Rhodes), Saint-Gall, les Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Valais et Genève, désirant assurer la communication réciproque d'actes de décès, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement belge et les gouvernements des cantons ci-dessus désignés s'engagent à astreindre les fonctionnaires civils et ecclésiastiques chargés de la tenue des registres de l'état civil à communiquer, en Belgique au consulat Suisse à Bruxelles, en Suisse (par l'intermédiaire de la chancellerie fédérale) à la légation de Belgique à Berne, les actes de décès des personnes mortes sur leur territoire et qui étaient originaires de l'autre État contractant ou qui y étaient nées ou domiciliées, et cela sans en être requis, sans délais ni frais, en la forme usitée dans le pays.

Art. 2. Les actes dressés en Belgique dans la langue flamande, et ceux dressés en Suisse dans les langues allemande ou italienne, seront accompagnés d'une traduction française dûment certifiée par l'autorité compétente.

Art. 3. La présente déclaration sera échangée contre une déclaration



correspondante du Conseil fédéral suisse et elle portera ses effets un mois après sa date.

Fait à Bruxelles, le 9 mars 1870.

Le ministre des affaires étrangères,  
(L. S.) *Signé* : Jules VANDERSTICHELEN.

La déclaration du gouvernement fédéral Suisse est signée par le président de la Confédération, M. *Dubs*, et par le chancelier, M. *Schiess*.

## TURQUIE

FIRMAN IMPÉRIAL QUI DÉCRÈTE L'ÉTABLISSEMENT D'UN EXARCHAT BULGARE ET DÉFINIT SA SITUATION A L'ÉGARD DU PATRIARCAT GREC, EN DATE DU (8 ZILHIDJÉ 1286) 10 MARS 1870

Le plus cher de nos vœux est que les habitants de notre Empire, nos fidèles sujets jouissent dans l'exercice de leur religion et de leur culte, aussi bien que sous tous les rapports en général, d'une paix et d'une sécurité parfaites, et qu'ils se rapprochent les uns des autres par l'échange des meilleurs sentiments, ainsi qu'il convient à des hommes, enfants d'une patrie commune, afin qu'à la faveur de ce bon accord et de cette entente mutuelle, ils puissent prêter leur concours, chacun pour sa part, aux efforts que nous consacrons constamment à la poursuite de ces deux œuvres importantes : l'accroissement de la prospérité de nos États et leur avancement dans les voies du progrès et de la civilisation.

C'est pourquoi nous n'avons pu envisager qu'avec regret les dissensions et les contestations qui, contrairement à l'esprit qui nous anime, se sont élevés depuis quelque temps entre le patriarcat grec et les Bulgares orthodoxes, à propos de la définition des liens qui doivent rattacher à ce patriarcat les métropolitains, les évêques et le bas clergé bulgares.

Les pourparlers et les négociations qui ont eu lieu pour résoudre ce différend d'une manière satisfaisante, ont abouti à l'adoption des dispositions qui suivent :

1<sup>o</sup> Il est formé, sous le titre d'exarchat bulgare, une administration spirituelle séparée, qui comprendra les sièges métropolitains et épis-

copaux ci-dessous, ainsi que quelques autres localités. La direction des affaires religieuses et spirituelles de cette administration est exclusivement dévolue à cet exarchat.

2<sup>o</sup> Le plus ancien par rang des métropolitains qui sera à la tête de cette administration, prendra le titre d'exarque et aura la présidence légale et permanente du synode bulgare qui lui sera adjoint.

3<sup>o</sup> La direction spirituelle intérieure de cet exarchat devra être présentée à l'approbation et à la confirmation de notre gouvernement impérial. Ses attributions seront définies par un règlement organique qui devra être en tout point conforme aux lois établies de l'Eglise orthodoxe et à ses principes religieux. Ce règlement organique sera fait de manière à écarter entièrement des affaires monastiques, et plus particulièrement de l'élection de l'exarque et des évêques, toute ingérence directe ou indirecte de la part du patriarche. Aussitôt que l'élection de l'exarque aura été faite, le synode bulgare en donnera avis au patriarche, qui délivrera sans le moindre retard les lettres de confirmation nécessaires selon les lois de l'Eglise.

4<sup>o</sup> L'exarque sera nommé par bérat impérial. Il sera astreint, conformément aux règles ecclésiastiques, à commémorer le nom du patriarche de Constantinople. Celui qui sera jugé digne d'occuper la dignité d'exarque, devra être approuvé et reconnu comme tel par notre gouvernement impérial, avant qu'il soit procédé à sa consécration religieuse.

5<sup>o</sup> Pour toutes les affaires qui concernent les localités sises dans les limites de son administration spirituelle, et dans lesquelles il sera légalement et régulièrement autorisé à intervenir, l'exarque pourra recourir directement aux autorités locales, et même, au besoin, à la Sublime-Porte, et nommément, les bérats (diplômes) dont seront munis les moines qui relèvent de sa juridiction, ne seront délivrés que sur la demande de l'exarque.

6<sup>o</sup> Pour toutes les affaires concernant le culte orthodoxe qui demandent une entente et un concours mutuel, le synode de l'exarchat devant avoir recours au patriarche œcuménique et à son synode de métropolitains, ceux-ci s'empresseront de leur côté de prêter l'assistance nécessaire et d'expédier leurs réponses aux demandes qui leur auront été adressées.

7<sup>o</sup> Le synode de l'exarchat bulgare est tenu de demander les saintes huiles en usage dans l'Eglise au patriarcat de Constantinople.

8<sup>o</sup> Les évêques, archevêques et métropolitains qui relèvent du patriarcat de Constantinople pourront librement traverser les pays soumis à l'exarchat bulgare, de même que les évêques, archevêques et

métropolitains de l'exarchat, les diocèses placés sous la juridiction du patriarcat de Constantinople. Ils pourront à volonté séjourner, pour l'expédition de leurs affaires, dans les chefs-lieux des vilayets et autres résidences des autorités gouvernementales ; seulement, en dehors des limites de leur autorité, ils ne pourront ni convoquer des synodes, ni se mêler des affaires des chrétiens qui ne dépendent pas de leur juridiction, ni officier dans les endroits où ils se trouvent sans la permission de l'évêque du lieu.

9° De même que le presbytère des lieux saints qui est situé au Phanar dépend du patriarcat de Jérusalem et est placé sous son autorité, de même le presbytère bulgare et l'église attenante qui se trouvent dans le même quartier seront placés sous la dépendance de l'exarque bulgare. Toutes les fois que ce dignitaire aura besoin de venir à Constantinople, il est autorisé à habiter le presbytère bulgare du Phanar. Il se soumettra également aux règles et usages que suivent les patriarches de Jérusalem, d'Antioche et d'Alexandrie pour pouvoir venir à Constantinople et officier durant son séjour dans la capitale.

10° Cet exarchat bulgare comprend dans sa juridiction spirituelle les villes et districts de Roustchouk, Silistrie, Choumla, Tirnova, Sofia, Vratcha, Loftcha, Vidin, Nich, Charkeui, Kustendil, Samakoff, Velès (à l'exception d'environ vingt villages qui sont situés le long du littoral de la mer Noire, entre Varna et Kustendjé, et dont les habitants ne sont pas bulgares, ainsi que des villes de Varna, de Messembria et d'Abioloo), le sandjak de Simno, à l'exception de quelques villages situés sur le littoral, le district de Sosople, ainsi que la ville de Philippopoli, ainsi que le bourg de Stanimaka, à l'exception des villages de Kokline, Vodina, Arnaout-keui, Novo-Sélo, Lescovo, Ahlian, Batchkovo, Belachitza, et le diocèse métropolitain de Philippopoli, à l'exception des monastères de Patchkovo, de Saint-Anarghiri, de Sainte-Parascève et de Saint-Georges. Le quartier de la Panaya, situé dans l'intérieur de Philippopoli, dépendra aussi de l'exarchat bulgare ; toutefois, ceux des habitants de ce quartier qui ne veulent pas relever de l'Église et de l'exarchat bulgares, seront entièrement libres de s'en détacher. Quant aux détails de cette diversité de juridictions, ils seront réglés d'un commun accord entre le patriarcat grec et l'exarchat bulgare, conformément aux lois ecclésiastiques.

Si la totalité, ou du moins le tiers des habitants autres des endroits énumérés veulent se placer, pour leurs affaires religieuses, sous l'autorité de l'exarchat bulgare, et que leurs demandes à cet égard aient été dûment examinées et constatées, il leur sera permis de le faire, mais seulement moyennant le bon accord et le désir exprimés par la

totalité, ou du moins le tiers de la population. Mais si on prend ce prétexte pour semer la discorde et le dissentiment entre les habitants, ceux qui se rendraient coupables de telles menées en seraient responsables et seraient punis selon la loi.

11° Les monastères qui se trouvent dans la circonscription de l'exarchat bulgare, et qui dépendent régulièrement et en vertu de lois ecclésiastiques, des patriarches de Constantinople, seront soumis aux mêmes règles et conditions d'existence que par le passé.

Les dispositions énoncées ci-dessus étant considérées comme devant donner satisfaction suffisante aux besoins légitimes des deux parties et mettre fin aux disputes regrettables actuelles, ont aussi reçu la confirmation de notre gouvernement impérial, et le présent ordre souverain a été donné pour notifier que nous désirons qu'il ait force de loi et qu'on se garde bien d'y contrevenir.

crit à Constantinople, le 8 zilhidjé 1236.

## BELGIQUE — ESPAGNE

CONVENTION CONSULAIRE CONCLUE A MADRID, LE 19 MARS 1870

S. M. Léopold II, Roi des Belges, et S. A. don Francisco Serrano y Dominguez, par la volonté des Cortès souveraines Régent de la nation espagnole, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges : M. Edouard *Blondeel Van Cuelebroeck*, commandeur de l'ordre de Léopold de Belgique, grand-croix d'Isabelle la Catholique d'Espagne, du Danebrog de Danemark, de Saint-Grégoire-le-Grand des États pontificaux, de Notre-Dame de Guadeloupe du Mexique, grand commandeur du Sauveur de Grèce, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. A. le Régent d'Espagne, etc., etc. ;

Et S. A. le Régent d'Espagne : Don Praxédes-Mateo *Sagasta*,



grand'croix de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villaviçosa de Portugal, député aux Cortès constituantes, ci-devant ministre de l'intérieur, ministre d'État, etc., etc. ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Chacune des deux hautes parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous ses ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents. Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des hautes parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront réciproquement, dans les États de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Lesdits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le gouvernement territorial de chacune des deux hautes parties contractantes leur délivrera, sans aucun frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente convention.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'État qui les a nommés, ne pourront être arrêtés que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale ; ils seront exempts du logement militaire, de tout service tant dans l'armée régulière de terre et de mer que dans la garde nationale ou civique, ou milice ; ils seront de même exempts de toutes les contributions imposées au profit de l'État, des provinces ou des communes. Toutefois, si ces agents étaient citoyens du pays de leur résidence, s'ils y possédaient des biens ou s'ils y exerçaient un commerce quelconque, ils seraient tenus de supporter et de payer les charges de toute espèce imposées en pareil cas aux autres citoyens du pays.

Art. 4. Nul agent du service consulaire, lorsqu'il est citoyen de l'État qui l'a nommé, et pourvu qu'il n'exerce aucun commerce, ne pourra être contraint à comparaître comme témoin devant les tribunaux du pays où il réside. Quand la justice du pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'eux, elle les invitera par écrit à se présenter devant elle, et en cas d'empêchement, elle

devra leur demander leur témoignage par écrit, ou se transporter à leur demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Lesdits agents devront satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

Art. 5. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries ou de leurs maisons d'habitation, un écusson aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots : Consulat général, consulat, vice-consulat, ou agence consulaire de Belgique ou d'Espagne.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur pays, excepté dans la capitale du pays, s'il s'y trouve une légation. Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. Les chancelleries et habitations consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Elles ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile. Lorsque, cependant, un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant aux consulats seront tenus séparément.

Art. 7. En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceillers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au ministère des affaires étrangères en Belgique ou au ministre d'État en Espagne, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs, et jouiront, pendant la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

Art. 8. Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Espagnols ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et jouiront des privilèges stipulés dans cette convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les art. 3 et 4.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires soit de l'État, de la province ou de la commune des pays

respectifs dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et l'Espagne, et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux. S'il n'était pas fait droit à leur réclamation, lesdits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord, et de tout autre citoyen de leur nation. Lesdits agents auront, en outre, le droit de recevoir, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leurs pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions desdits actes et les documents officiels de toute espèce, soit en original ou copie ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires et munis de leur cachet officiel, feront foi en justice dans tous les tribunaux de Belgique et d'Espagne, ainsi que dans ses provinces d'outre-mer.

Art. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis. Les autorités du pays ne pourront s'immiscer, à aucun titre, dans ces différends.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments, pour les renvoyer à bord, ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils

s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs, et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment, ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette seule demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a le droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 13. A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs. Si, cependant, des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries, et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

Art. 14. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes d'Espagne et de ses provinces d'outre-mer, et des navires espagnols sur les côtes de Belgique, seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice consuls de Belgique en Espagne, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls d'Espagne en Belgique, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs, là où il existera une agence ; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront, d'ailleurs, à intervenir que pour



maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Art. 15. En cas de décès d'un Belge en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, ou d'un Espagnol en Belgique, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées.

En cas de minorité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot, de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Art. 16. La présente convention restera en vigueur pendant six ans, à partir de l'échange des ratifications qui sera fait à Madrid dans le délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période, son intention de ne pas renouveler cette convention, celle-ci continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée en double original en français et en espagnol.

Fait à Madrid, le 19 mars 1870.

(L. S.) *Signé* : BLONDEEL VAN CUELEBROECK.

(L. S.) *Signé* : PRAXÉDES MATEO SAGASTA.

## ALLEMAGNE DU NORD. — SUÈDE ET NORVÈGE

CONVENTION ADDITIONNELLE DE POSTE, SIGNÉE A BERLIN

LE 20 MARS 1870

S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération du Nord et S. M. le Roi de Suède et de Norvège, en considération de la continuation de l'art. 2 du traité du 23-24 février 1869, qui est ainsi conçu :

« Les stipulations du présent traité seront en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1870.

« Les parties contractantes s'entendront en temps utile pour décider si les relations postales existantes par les bateaux à vapeur devront continuer dans les années suivantes, ou jusqu'à quel point on contribuera à entretenir une ligne de navigation à vapeur entre l'Avant-Poméranie et la côte suédoise. »

Ont résolu, en supprimant la navigation postale à vapeur de l'État entre Stralsund et Malmö et devant continuer jusqu'à la fin de 1870, d'établir des relations postales à vapeur entre l'Avant-Poméranie et Schonen par la voie d'une subvention commune à une entreprise particulière dans ce but.

Dans le dessein de fixer les stipulations d'un traité additionnel pour être ajoutées au traité des 23-24 février 1869, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi de Prusse, son directeur général des postes Richard de *Philipsborn* et son conseiller supérieur des postes Henri *Stephan* ;

S. M. le Roi de Suède et de Norvège, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi de Prusse et près de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Frédéric-George *Kanul Due* ;

Lesquels en vertu des pleins pouvoirs à eux accordés, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. L'administration postale de l'Allemagne du Nord se charge par l'intermédiaire d'un entrepreneur autorisé par elle à faire établir entre Stralsund et Malmö, un service à vapeur régulier pour le transport des dépêches, des voyageurs et des articles de messageries à partir de l'année 1871, pendant dix années consécutives, par conséquent, jusqu'à la fin de 1880. Ce service fera au moins les voyages suivants :

a) Pendant les périodes du 15 avril jusqu'au 14 juin inclusivement,

et du 15 septembre jusqu'au 15 octobre de chaque année, deux trajets par semaine.

b) Pendant la période du 15 juin jusqu'au 14 septembre inclusivement de chaque année, par semaine, trois trajets aller et retour.

Les deux administrations postales respectives s'entendront en temps utile sur les dispositions à prendre sur le plan de ces trajets.

Art. 2. L'administration postale de l'Allemagne du Nord payera pour l'entretien de ce service de bateaux à vapeur, à l'entrepreneur qui en sera chargé, une somme annuelle de dix mille thalers. La moitié de cette subvention sera à la charge de l'administration royale des postes suédoises qui en fera la remise à l'administration postale de l'Allemagne du Nord, en deux termes annuels, chacun de deux mille cinq cents thalers, le premier terme au 1<sup>er</sup> juillet et le second le 15 octobre.

Art. 3. L'administration postale de l'Allemagne du Nord, ainsi que l'administration postale royale de Suède, ont le droit de se servir du bâtiment à vapeur pour l'expédition de lettres et autres envois de la poste sans qu'il puisse leur être assigné de limites.

Cette clause est applicable non-seulement aux trajets déterminés dans l'art. 1<sup>er</sup>, mais à tous les trajets que l'entrepreneur pourrait organiser.

Les deux administrations postales ne sont tenues à payer pour l'entretien du service par bateaux à vapeur, chargé d'expédier leurs envois postaux, d'autre indemnité, outre la subvention annuelle de dix mille thalers.

Art. 4. Les bateaux chargés du service ne peuvent prendre ni lettres ni autres envois soumis à des droits de poste, si ce n'est ceux qui sont remis par les deux administrations postales, ou bien ceux qui sont jetés dans les boîtes à lettres placées à bord du bâtiment.

L'entrepreneur sera rendu responsable si le capitaine du bateau à vapeur ou les hommes de l'équipage se chargent de lettres ou autres objets soumis à des droits postaux, au détriment des revenus de la poste.

Toute infraction aux dispositions présentes, l'entrepreneur sera tenu de payer à l'administration postale du territoire où se trouve le point de départ du bateau, une somme égale aux droits dont l'administration postale a été frustrée et de plus, suivant l'estimation de cette administration, une amende qui pourra s'élever jusqu'à dix thalers.

Art. 5. Pour assurer la régularité du service par bateaux à vapeur, empêcher que les trajets portés sur le plan ne viennent à manquer, de même que pour prévenir un retard dans la limite accordée pour la

traversée ou pour empêcher un retard dans le moment fixé pour le départ du port Stralsund ou du port de Malmoë, l'entrepreneur aura à se soumettre aux dispositions suivantes :

1) Pour chaque omission d'un trajet fixé par le plan (art. 1<sup>er</sup>), soit de Stralsund à Malmoë ou de ce port à Stralsund, l'entrepreneur aura à payer une amende conventionnelle de cent thalers pour chaque trajet. Si cependant le trajet n'avait pas lieu par suite d'événements de guerre, de force majeure ou d'un accident arrivé sans qu'il y ait négligence de la part du capitaine ou de l'équipage, il ne sera retenu à l'entrepreneur que la somme proportionnée à chaque trajet en faisant la somme de tous les voyages de cette année. C'est à l'entrepreneur à fournir la preuve que l'accident a eu lieu malgré toute la vigilance apportée par le capitaine du bâtiment.

2) Si les limites de temps accordées pour le transport des dépêches sont dépassées et que l'entrepreneur ne puisse pas prouver que le retard apporté a été causé par le mauvais temps ou par l'état de la mer ou par des accidents inévitables, si la correspondance avec certains trains de chemins de fer, dont les départs sont calculés sur l'arrivée du bateau à vapeur, a manqué, l'entrepreneur aura pour chaque cas, d'après la fixation des deux administrations postales, une amende conventionnelle qui pourra s'élever jusqu'à la somme de cinquante thalers. Si, en outre, par suite de la correspondance manquée, les administrations postales respectives avaient à supporter des dépenses extraordinaires, l'entrepreneur sera obligé à les payer. Ne sont pas compris au nombre de ces dépenses les frais à payer pour des trains extra.

3) Si le bateau à vapeur ne partait pas des ports de Stralsund ou de Malmoë à l'heure fixée d'après le plan réglementaire des trajets, sans que ce changement d'heure puisse avoir son excuse dans les causes désignées dans le présent article, au n° 2, et si le cas arrivait par suite de ce fait que les dépêches dussent être transportées par une autre voie, l'entrepreneur aura à supporter les déboursés qu'auraient pu faire les administrations postales de la Confédération de l'Allemagne du Nord ou du royaume de Suède et de Norvège. Ne seront cependant pas comptés au nombre de ces déboursés les frais payés pour des trains de chemins de fer commandés.

De plus, l'entrepreneur sera soumis, si le cas désigné sous le § 2 du présent article se présente, à payer l'amende conventionnelle fixée par les prescriptions qui y sont fixées.

Art. 6. Le bateau à vapeur destiné à faire, sous le pavillon postal de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le service des postes entre Stralsund et Malmoë jouira des mêmes avantages que les navires du



pays, au point de vue du paiement des droits, de même que pour la visite de la douane, du pilotage, des points de débarquement, etc.

Pour tout le reste, le navire et sa cargaison sont soumis aux lois douanières du pays respectif.

Art. 7. Si pour une cause quelconque le navire était hors d'état de faire un ou plusieurs trajets fixés par le plan, l'administration postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord pourra exiger que l'entrepreneur ait un bateau de réserve.

L'entrepreneur ne pourra être contraint à fournir un bateau de réserve si l'interruption des trajets ne dépasse pas huit jours pour de petites, et trois semaines pour de grandes réparations. Mais si l'interruption dépasse huit jours pour de petites réparations et trois semaines pour de grandes, l'entrepreneur aura à se pourvoir d'un bateau de réserve. Si ce bateau n'était pas prêt à temps, l'entrepreneur, sans compter la retenue fixée (par le n° 2) pour chaque trajet qui n'a pas eu lieu, aura à payer pour chaque trajet aller et retour qui ne serait pas exécuté, une somme de cent cinquante thalers de Prusse.

Pour une interruption de huit jours et éventuellement de trois semaines, l'entrepreneur n'aura à supporter que la retenue calculée pour chaque trajet, sur le nombre total des trajets pour l'année entière.

Art. 8. Si l'entrepreneur des communications à vapeur entre Stralsund et Malmö ne remplissait pas les obligations qui lui incombent, à la suite de son traité avec l'administration postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord, chacune des hautes puissances contractantes aura le droit de dénoncer le présent traité additionnel trois mois à l'avance.

Art. 9. Si le navire venait à se perdre ou s'il était mis hors d'état de tenir la mer, et que l'entrepreneur voulût faire usage du droit qui lui est accordé pour ce cas par le traité conclu avec lui par l'administration postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord, en abandonnant l'entreprise, le paiement de la subvention cessera d'avoir lieu à partir du jour où le service a cessé, mais par contre et en même temps, l'administration postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord n'est plus tenue à avoir un bateau à vapeur pour cette ligne.

Art. 10. Si pendant la durée du traité et par suite de la continuation du chemin de fer par l'île de Rugen et par la création d'un port dans cette île, il devenait possible d'établir d'autres relations avec la Suède que par la voie de Stralsund à Malmö, ou si d'autres moyens de communication que ceux qui existent maintenant, par exemple, une communication répétée et pouvant avoir lieu pendant une grande partie de l'année entre la Poméranie citérieure et Schonen, l'administration

postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord s'entendra avec l'entrepreneur du service à vapeur entre Stralsund et Malmö pour ce qui concerne les modifications du traité conclu avec lui après avoir pris, au préalable, l'avis de l'administration postale du royaume de Suède. Si l'entente avec l'entrepreneur n'est pas possible, ou si les deux administrations postales ne parviennent pas à s'entendre pour la création de nouvelles relations postales par la voie nouvelle, chacune des hautes parties contractantes aura la liberté de renoncer au présent traité additionnel après l'avoir dénoncé au moins un an à l'avance. Mais dans ce cas la subvention mentionnée dans l'art. 2 du traité sera encore payée pendant un an à l'entrepreneur, après l'expiration du traité.

Art. 11. Les amendes dues par l'entrepreneur, d'après les stipulations des art. 5 et 7 et respectivement celles qu'il aurait à payer pour ne s'être pas procuré à temps un bateau de réserve, seront partagées par parties égales pour rentrer dans les caisses postales respectives.

Art. 12. Les administrations postales respectives sont autorisées à consigner dans un protocole particulier les stipulations de détail nécessaires pour la mise en pratique du présent traité.

Art. 13. Le présent traité entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1871 ; à moins qu'il ne soit abrogé plus tôt à la suite des cas prévus par les art. 8, 9 et 10 ; il restera en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1880.

Les dispositions renfermées dans le traité postal des 23-24 février 1869, art. 2, ayant trait à la navigation à vapeur entre la Poméranie citérieure et la Suède, seront abrogées à la fin de l'année 1870.

Les hautes puissances contractantes s'entendront à temps sur les mesures à prendre à l'expiration du présent traité ou pour le cas où il viendra à être abrogé avant le terme de sa durée, art. 8, 9 et 10, pour le service postal par mer entre la Poméranie citérieure et Schonen.

Art. 14. La ratification de ce traité additionnel aura lieu, si cela est possible, encore avant le 15 avril de l'année courante, et l'échange des ratifications se fera à Berlin.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition et l'ont scellé de leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 20 mars 1870.

(L. S.) *Signé* : R. DE PHILIPSBORN.

(L. S.) *Signé* : H. STEPHAN.

(L. S.) *Signé* : F. DUE.

---

## HESSE. — ITALIE

DÉCLARATIONS CONSULAIRES FAITES A FLORENCE, LE 21 MARS,  
ET A DARMSTADT, LE 26 AVRIL 1870

Le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le gouvernement Grand-Ducal de Hesse, voulant régler d'un commun accord, à l'égard de la partie du Grand-Duché qui ne se trouve pas comprise dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, tout ce qui se rapporte à la nomination, aux attributions, droits, privilèges et immunités des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans leurs États respectifs, sont convenus d'adopter à cet effet les stipulations contenues dans la convention consulaire entre l'Italie et la Confédération de l'Allemagne du Nord du 20 décembre 1868 (1) et s'engagent à en appliquer les dispositions comme si cette convention avait été stipulée directement entre l'Italie et la Hesse, pour ladite partie du Grand-Duché.

En foi de quoi, le soussigné ministre secrétaire d'État pour les Affaires étrangères de S. M. le Roi d'Italie a signé, au nom du gouvernement royal d'Italie, la présente déclaration, qui sera échangée contre une déclaration analogue signée, au nom du gouvernement Hessois, par le président du conseil, ministre des Affaires étrangères de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse.

Fait à Florence, le 21 mars 1870.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI-VENOSTA,

Le gouvernement de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, voulant régler d'un commun accord, à l'égard de la partie du Grand-Duché non comprise dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, tout ce qui se rapporte à la nomination, aux attributions, droits, privilèges et immunités des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires entre l'Italie et la Confédération de l'Allemagne du Nord, en date du 20 décembre 1868, et s'engagent à en appliquer les dispositions comme si cette convention avait été stipulée directement entre la Hesse pour ladite partie du Grand-Duché et l'Italie.

(1) Voir *Archives*, 1873, tome II, p. 663.

En foi de quoi, le soussigné, président du conseil et ministre des Affaires étrangères de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse a signé, par ordre de son Auguste Souverain et au nom du gouvernement Grand-Ducal, la présente déclaration, qui sera échangée contre une déclaration analogue signée, au nom du gouvernement royal d'Italie, par le ministre secrétaire d'État pour les Affaires étrangères de S. M. le Roi d'Italie.

Fait à Darmstadt, le 26 avril 1870.

(L. S.) *Signé* : baron DE DALWIGK.

-----

## AUTRICHE — HONGRIE — ESPAGNE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A MADRID,  
LE 24 MARS 1870

S. M. l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie et S. A. le Régent de la Nation Espagnole par la volonté des Cortès souveraines animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales entre la monarchie Austro-Hongroise et l'Espagne ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur et Roi : M. Ladislas comte *Karnicki de Karnice*, conseiller intime actuel et chambellan de S. M. I. et R. Apostolique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. A. le Régent d'Espagne, etc., etc.

et S. A. le Régent d'Espagne : don Praxédes Mateo *Sagasta*, grand-croix de l'ordre de la Conception de Villaviçosa de Portugal, député aux Cortès constituantes, ci-devant ministre de l'intérieur, ministre d'État, etc., etc.

lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la monarchie Austro-Hongroise et le royaume d'Espagne.

Les sujets de chacune des hautes parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre des mêmes droits, privilèges, faveurs et immunités et exemptions dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir



en matière de commerce et de navigation dans ces territoires les propres nationaux, sauf les réserves spécifiées dans les articles respectifs de ce même traité.

Art. 2. Les sujets de chacune des deux parties contractantes auront réciproquement dans les États et possessions de l'autre partie la même faculté que les nationaux d'entrer avec leurs navires et chargements dans tous les ports et les rivières, qui seront ouverts à la navigation d'une nation quelconque, de voyager, de séjourner, de faire le commerce, d'exercer leur industrie ou métier, de louer ou de posséder des maisons, des magasins et boutiques, d'effectuer des expéditions de marchandises ou de valeurs par voie de terre ou de mer, de les prendre en consignation tant du pays que de l'étranger, le tout sans payer d'autres droits que ceux qui sont ou pourront être perçus sur les nationaux; ils pourront y faire des achats ou vendre directement, ou vendre par entremise d'un médiateur qu'ils choisiront eux-mêmes, fixer les prix des biens, effets, marchandises ou autres objets tant importés qu'indigènes, soit qu'ils les vendent dans le pays même, soit qu'ils les exportent à l'étranger en se conformant toutefois aux lois et règlements du pays; ils pourront y vaquer à leurs affaires, présenter des déclarations aux douanes, tant en leur propre nom qu'en se substituant une personne quelconque, selon qu'ils le jugeront convenable et sans payer d'autre salaire que celui dont ils conviendront avec cette personne; enfin ils pourront faire valoir leurs droits devant les juges et tribunaux, les défendre et se servir pour cet effet d'avocats, de substitués ou d'agents choisis par eux-mêmes.

Art. 3. En ce qui concerne l'acquisition et la possession d'immeubles de toute espèce, ainsi que la disposition à l'égard de ces immeubles et le paiement d'impôts, de taxes ou de droits pour ces dispositions, les sujets de chacune des parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre des droits accordés aux nationaux.

Art. 4. Les sujets de chacune des deux parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre, tant pour leur personne que par rapport à leur propriété des mêmes droits (exceptés les droits politiques) et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux en observant toutefois les lois du pays. Ils ne pourront dans aucun cas être soumis à des taxes, charges et impôts, autres ou plus élevés que ceux que les nationaux sont tenus de payer.

Art. 5. Les sujets de chacune des parties contractantes seront exempts dans les territoires de l'autre partie de tout service personnel dans l'armée, dans la marine, et dans la milice nationale, de toute charge de guerre, emprunts forcés, réquisitions et contributions militaires de

quelque espèce que ce soit, à l'exception toutefois des charges qui grèvent la possession, la location ou le bail d'immeubles, ainsi que des réquisitions et des contributions militaires auxquelles pourront être soumis tous les sujets du pays comme propriétaires ou locataires d'immeubles. Leurs propriétés ne peuvent être séquestrées, ni leurs navires, cargaisons, marchandises ou effets être retenus pour un usage public quelconque, sans qu'il leur soit accordé préalablement un dédommagement à concerter entre les parties intéressées sur des bases justes et équitables.

Art. 6. En ce qui concerne la propriété des marques de fabrique, des marques ou étiquettes de marchandises et des dessins ou modèles industriels, les sujets de chacune des parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre des mêmes droits que les nationaux.

Art. 7. Les fabricants et marchands espagnols, ainsi que leurs commis-voyageurs dûment patentés en Espagne dans l'une de ces qualités voyageant dans la monarchie Austro-Hongroise, pourront y faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises et n'auront à ce titre aucun droit à payer sur le territoire de la monarchie Austro-Hongroise.

Il y aura réciprocité en Espagne pour les fabricants et marchands de la monarchie Austro-Hongroise et leurs commis-voyageurs.

Art. 8. Les navires de l'une des parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'autre ou qui en sortiront, quelque soit le lieu de leur départ ou de leur destination, y seront traités sous tous les rapports sur le même pied que les navires nationaux. Tant à leur entrée que durant leur séjour, et à leur sortie ils ne payeront d'autres ni de plus forts droits de fanaux, de tonnage, de pilotage, de port, de remorque, de quarantaine ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit de l'État, des fonctionnaires publics, des communes ou des corporations quelconques que ceux dont y sont ou seront passibles les navires nationaux.

Art. 9. Aucun droit de navigation ou de port ne sera perçu dans les ports des deux parties contractantes des navires de l'autre partie qui viendraient y relâcher par suite de quelque accident ou par force majeure, pourvu toutefois que le navire ne se livre à aucune opération de commerce et qu'il ne prolonge pas son séjour dans le port au delà du temps réclamé par les circonstances qui l'auront forcé à y relâcher.

En cas de naufrage ou d'avarie d'un navire appartenant au Gouvernement ou aux sujets de l'une des hautes parties contractantes sur les

côtes ou le territoire de l'autre partie, non-seulement il sera donné aux naufragés toute sorte d'assistance ou de soulagement, mais encore les navires, leurs parties et débris, leurs ustensiles et tous les objets y appartenant, les papiers trouvés à bord, ainsi que les effets et marchandises qui jetés à la mer auront été sauvés ou bien le prix de leur vente, seront fidèlement remis aux propriétaires sur leur demande ou celle de leurs fondés de pouvoir et cela sans autre paiement que celui des frais de sauvetage, de magasinage et de ces droits même que les navires nationaux seraient tenus de payer en pareil cas.

A défaut du propriétaire ou d'un agent spécial de celui-ci, la restitution sera faite aux consuls respectifs, aux vice-consuls ou aux agents consulaires, bien entendu que si le navire, ses effets et marchandises devenaient l'objet d'une réclamation légale, la décision en serait déférée aux tribunaux compétents du pays.

Les épaves et les biens avariés provenant du chargement d'un navire de l'une des parties contractantes ne pourront être par l'autre partie soumis au paiement de frais d'aucune espèce hors ceux de sauvetage que s'ils sont admis à la consommation intérieure.

Art. 10. Seront considérés comme navires Autrichiens ou Hongrois ou comme navires Espagnols tous ceux qui seront reconnus navires Autrichiens ou Hongrois d'après les lois de la monarchie Austro-Hongroise ou navires Espagnols d'après les lois Espagnoles.

Art. 11. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement dans les ports, rades, havres et bassins et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux de l'une des parties contractantes aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre; la volonté des deux parties contractantes étant que sous ce rapport aussi leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 12. Les bâtiments de guerre des deux parties contractantes seront traités dans les ports réciproques sur le même pied que ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 13. Les produits du sol et de l'industrie et les objets de toute espèce et nature importés par navires Autrichiens ou Hongrois dans les ports espagnols, et réciproquement, les produits du sol et de l'industrie et les objets de toute espèce et nature importés par navires espagnols dans les ports Autrichiens ou Hongrois ne payeront, quel que soit leur origine et le lieu d'où ils sont importés, d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront soumis à d'autres charges ou formalités que si

l'importation des mêmes produits ou objets avait lieu sous pavillon national.

Comme mesure transitoire, les marchandises énumérées dans la troisième disposition du tarif espagnol actuellement en vigueur qui seront importées en Espagne sous pavillon Austro-Hongrois resteront soumises jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1872 à la surcharge graduelle fixée par la dite disposition. Si cette surcharge venait à être diminuée ou supprimée avant ladite époque en faveur du pavillon d'une autre puissance, le pavillon Austro-Hongrois aura droit à la même diminution ou suppression.

Les produits du sol et de l'industrie et les objets de toute espèce et nature qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports d'une des parties contractantes par bâtiments d'une autre nation quelconque, pourront également en être exportés ou réexportés par bâtiments de l'autre des parties contractantes, sans payer d'autres ou de plus hauts droits, et sans être soumis à d'autres charges ou formalités que si l'exportation des mêmes objets se faisait sous pavillon national.

Art. 14. Les marchandises importées par des navires appartenant à l'une ou l'autre partie contractante dans les ports autrichiens ou hongrois ou dans les ports espagnols pourront y être mises en entrepôt ou être livrées au transit ou à l'exportation, le tout en conformité des lois générales qui existent sous ce rapport dans les pays respectifs et sans être assujetties à des droits d'entrepôt, de magasinage, de surveillance ou à des charges quelconques, autres ou plus élevées que celles auxquelles sont soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Il est entendu toutefois que si les marchandises sont déclarées pour la consommation, elles payeront les droits de douane d'après les règlements de douane existants.

Art. 15. Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des parties contractantes ou y allant, seront exemptes dans les territoires de l'autre de tout droit de transit, sauf l'observation des lois qui y sont en vigueur.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 16. Les deux parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour ce qui concerne les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation tant par eau que par terre.

Chacune des deux parties contractantes s'engage donc à faire profiter



l'autre sans compensation de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite sous les rapports mentionnés à une tierce Puissance.

Art. 17. Les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exception à cette règle que pour les objets suivants :

Dans la monarchie Austro-Hongroise :

- a) pour les monopoles d'État (tabac, sel, poudre à tirer);
- b) par rapport à la police sanitaire;
- c) relativement aux besoins de guerre dans des circonstances extraordinaires.

En Espagne pour :

- a) les armes de guerre, projectiles et leurs munitions, à moins que le Gouvernement n'en accorde la permission;
- b) les cartes hydrographiques publiées par le Département de la Marine Espagnole;
- c) les cartes et plans des auteurs Espagnols qui en conservent la propriété, sans leur permission;
- d) les livres et imprimés en langue espagnole dans les cas prescrits par la loi sur la propriété littéraire;
- e) les missels, bréviaires, diurnes et autres livres liturgiques de l'Église catholique;
- f) les peintures, figures et tous les autres objets qui puissent offenser la morale;
- g) les préparations pharmaceutiques ou remèdes secrets dont on ne puisse découvrir la composition, ou dont la formule n'aurait pas été publiée.
- h) le tabac dans les cas prescrits par les règlements.

Art. 18. Les marchandises de toute nature importées d'un pays dans l'autre ne pourront être assujeties (au profit de l'État ou des communes) à des droits quelconques d'accises ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou qui grèveraient par la suite les marchandises similaires de production nationale.

Art. 19. En tant et aussi longtemps que le cabotage est réservé par les lois d'une des parties contractantes exclusivement aux bâtiments nationaux, il ne pourra être exercé par les bâtiments de l'autre partie. Cependant les navires de chacune des parties contractantes entrant dans un des ports de l'autre et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règle-

ments du pays respectif, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre pays et la réexporter sans être astreints à payer des droits autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus des bâtiments nationaux dans le même cas. Il est également entendu que ces mêmes navires pourront commencer leur chargement dans un port et le continuer dans un autre ou dans plusieurs ports du même pays ou l'y accomplir sans être astreints à payer des droits autres que ceux auxquels sont soumis les bâtiments nationaux.

**Art. 20.** Pour l'expédition en Espagne des marchandises soumises aux droits ad valorem les intéressés en consigneront la valeur dans une déclaration. Si les employés de la douane trouvaient insuffisante la valeur déclarée et les intéressés ne se conformaient pas avec la valeur fixée par les dits employés, l'administration nommera un expert qui associé à un autre expert élu par l'intéressé et à un autre désigné par l'association commerciale de la localité, d'accord avec l'agent consulaire de la nation respective, décideront quelle en est la valeur exacte.

Les experts seront choisis, s'il est possible, parmi les négociants ou fabricants de la marchandise que l'on doit évaluer.

Lorsque la valeur déclarée serait reconnue inexacte, il y aura lieu à l'application de la pénalité établie par la législation respective.

L'Espagne jouira dans la monarchie Austro-Hongroise de l'expédition douanière de la nation la plus favorisée.

**Art. 21.** Les Provinces Espagnoles d'outre-mer étant régies par des lois spéciales ne seront pas comprises dans les stipulations qui précèdent. Cependant les sujets de la monarchie Austro-Hongroise y jouiront par rapport à leur commerce et à leur navigation, aux droits de navigation et de douane, tant à l'entrée qu'à la sortie, et à l'expédition des navires et des marchandises, des mêmes droits, privilèges et immunités, faveurs et exemptions qui sont ou seront accordés à la nation la plus favorisée.

Les produits Autrichiens ou Hongrois n'y seront pas assujettis à d'autres droits, charges ni formalités que les produits de la nation la plus favorisée.

**Art. 22.** Les consuls et autres agents consulaires Austro-Hongrois dans le royaume d'Espagne jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités dont jouissent les consuls et autres agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même dans la monarchie Austro-Hongroise pour les consuls et autres agents consulaires de l'Espagne.

Art. 23. Les consuls et autres agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation qui aurait déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet il s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment, ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des dits déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls et autres agents consulaires, jusqu'à ce que ces consuls ou agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à dater du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, après un avis donné au Consul trois jours à l'avance, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins et autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du Consul ou de l'Agent consulaire qu'après que le tribunal qu'a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Les marins ou autres personnes faisant partie de l'équipage d'un navire qui dans leur patrie auraient commis un crime politique quelconque, ne pourront pas être soumis à l'extradition.

Art. 24. Il est entendu que le présent traité s'étendra également à la Principauté de Liechtenstein en vertu de l'article XIII du traité de douane conclu entre Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et le Prince Souverain de Liechtenstein.

Art. 25. Le présent traité entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au dernier Décembre 1877.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la période sus-indiquée, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 26. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Madrid dans le plus bref délai.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Madrid le vingt-quatre Mars mille huit cent soixante-dix.

(L. S.) *Signé* : LADISLAS Comte KARNICKI.

(L. S.) *Signé* : PRAXÉDES MATEO SAGASTA.

#### PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour entre la monarchie Austro-Hongroise et l'Espagne, les Plénipotentiaires soussignés de S. M. l'Empereur d'Autriche et Roi Apostolique de Hongrie et de S. A. le Régent de la Nation Espagnole ont fait les réserves et les déclarations suivantes :

1. Sont exceptés du principe de la plus grande favorisation mutuelle exprimée à l'art. 16 du Traité de commerce :

a) toutes les facilités et avantages déjà accordés ou qui pourront être accordés à l'avenir à un État limitrophe dans le but unique de faciliter les relations frontières ainsi que les franchises ou rabais de douanes dont jouissent certaines frontières ou quelques habitants de propriétés spéciales ;

b) les avantages accordés à des pays qui sont ou seraient à l'avenir dans une union douanière avec l'un des États contractants.

2. Le tarif des douanes de l'Espagne promulgué par Décret du 12 juillet 1869 dont un exemplaire est annexé au présent protocole sera considéré comme faisant partie intégrante du Traité de commerce et de navigation et aura la même force et valeur que celui-ci.

Il est bien entendu que les tarifs conventionnels actuellement en vigueur dans la monarchie Austro-Hongroise seront considérés comme étant reproduits dans le Traité.

3. Pour jouir de l'immunité des droits de patente, les voyageurs de commerce Autrichiens et Hongrois devront être munis d'une carte de légitimation industrielle conforme au modèle I ci-joint et les voyageurs de commerce Espagnols d'un certificat de patente qui sera délivré conformément au modèle II ci-annexé.

Ces documents seront valables pour le cours de l'année pour laquelle ils ont été délivrés. Ils pourront être rédigés dans la langue du pays,



ils contiendront le signalement et la signature du porteur et seront revêtus du sceau ou cachet de l'autorité compétente qui les a délivrés.

Sur l'exhibition de ces documents, les voyageurs de commerce respectifs, après que leur identité aura été reconnue, obtiendront de l'autorité compétente de l'autre État une patente selon les modèles III et IV.

Il n'est pas permis aux voyageurs de commerce de colporter des marchandises pour les mettre en vente, mais ils peuvent transporter au lieu de destination les marchandises achetées par eux.

Au reste, ne sont admis réciproquement en franchise de droits que les voyageurs de commerce qui veulent négocier ou pour leur propre compte, ou pour le compte d'une maison où ils sont employés en qualité de commis de commerce.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Gouvernements sans autres ratifications spéciales, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Madrid le 24 mars 1870.

(L. S.) *Signé* : LADISLAS comte KARNICKI.

(L. S.) *Signé* : PRAXÉDES MATEO SAGASTA.

---

## ITALIE. — PORTUGAL

CONVENTION DE POSTE CONCLUE A LISBONNE, LE 2 AVRIL 1870

S. M. le Roi d'Italie et S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, désireux de resserrer les bons rapports qui existent entre les deux pays et de faciliter au moyen d'une nouvelle convention les relations postales entre leurs territoires respectifs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : Le marquis *Oldoini*, grand-cordon des ordres royaux des Saints-Maurice-et-Lazare d'Italie, du Christ du Portugal, du Lion de Zæheringen de Bade, de Frédéric du Wurtemberg, de la Maison Ernestine de Saxe, du Faucon-Blanc de Saxe-Weimar, décoré des ordres impériaux de Russie de Sainte-Anne en diamant, de Saint-Stanislas avec l'étoile, commandeur de l'ordre de Charles III d'Espagne,

officier de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite civil de Saxe, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Et S. M. le Roi de Portugal et des Algarves : M. Jose da *Silva Mendez Leal*, de son conseil privé, bibliothécaire en chef de la Bibliothèque nationale de Lisbonne, grand-croix de l'ancien très-noble et très-illustre ordre de Santiago, du Mérite scientifique, littéraire et artistique, chevalier de l'ordre de Notre-Dame de Conception de Villaviciosa, grand-croix des ordres des Saints-Maurice-et-Lazare d'Italie, de Charles III d'Espagne, membre de l'Académie royale des sciences de Lisbonne, ministre et secrétaire d'État pour les affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura entre les administrations des postes du royaume d'Italie et de Portugal un échange journalier de lettres, échantillons de marchandises et imprimés de toute espèce, en dépêches closes, par l'intermédiaire des postes françaises et espagnoles.

Art. 2. Les deux administrations pourront également profiter, pour la transmission des correspondances en dépêches closes, des bâtiments marchands qui navigueront entre les ports italiens et portugais. Mais ces correspondances ne pourront être expédiées par cette voie qu'autant qu'il n'y aura pas d'indication expresse portée sur l'adresse. Les dépêches closes expédiées par voie de mer seront remises aux employés des douanes ou de santé qui se présenteront les premiers à bord, à l'arrivée desdits bâtiments.

Art. 3. Les frais de transit des correspondances expédiées en dépêches closes entre l'Italie et le Portugal, par l'intermédiaire des postes françaises et espagnoles, seront respectivement supportées par les deux administrations postales italienne et portugaise.

L'administration italienne prendra entièrement à sa charge les frais de transit sur les territoires français et espagnol des correspondances expédiées d'Italie en Portugal.

De son côté, l'administration des postes portugaises prendra entièrement à sa charge les frais de transit sur les territoires espagnol et français des correspondances expédiées du Portugal en Italie.

Il est en outre stipulé que les frais de transit sur le territoire espagnol des correspondances expédiées par les deux parties seront liquidés et payés par l'administration des postes de Portugal, et que les frais de transit sur le territoire français des correspondances expédiées par l'une ou l'autre partie, seront liquidés et payés par l'administration des postes d'Italie.

Les deux administrations se créditeront réciproquement des sommes

que chacune d'elles aura payées pour le compte de l'autre, conformément aux stipulations du présent article.

Art. 4. Le paiement des frais de transport des correspondances expédiées par bâtiments marchands sera fait par l'administration qui aura fait l'expédition, si ce paiement est dû en vertu de la législation en vigueur dans l'État respectif.

Lorsque le gouvernement italien ou le gouvernement portugais aura établi entre les ports des deux pays un service régulier de vapeurs soit appartenant à la marine royale, soit nolisés ou recevant des subsides, les conditions pour le transport des correspondances échangées par cette voie, seront établies d'un commun accord entre les administrations postales des deux États.

Art. 5. Les personnes qui expédieront d'Italie pour le Portugal, l'île de Madère et les Açores des lettres ordinaires, et *vice versa* les personnes qui expédieront du Portugal, de l'île de Madère et des Açores pour l'Italie des lettres ordinaires, pourront à leur choix les affranchir jusqu'à destination ou laisser le paiement du port à la charge des destinataires.

Art. 6. La taxe d'affranchissement des lettres ordinaires qui seront expédiées par la voie de France et d'Espagne d'un des pays pour l'autre, est fixée à 70 centimes en Italie et à 120 reis en Portugal, par poids de 10 grammes ou de fraction de 10 grammes.

La taxe à percevoir sur les lettres non affranchies est fixée à 80 centimes en Italie et à 160 reis en Portugal, par poids de 10 grammes ou de fraction de 10 grammes.

La taxe des lettres qui seront expédiées par bâtiments de commerce sera de 50 centimes en Italie et de 100 reis en Portugal, par chaque poids simple de 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Art. 7. L'administration des postes italiennes pourra envoyer des lettres chargées à destination du Portugal, de l'île de Madère et des îles Açores.

De son côté, l'administration des postes portugaises pourra expédier des lettres chargées à destination du royaume d'Italie et des pays auxquels les postes italiennes servent d'intermédiaire.

La taxe des lettres chargées à destination de l'Italie pour le Portugal, et *vice versa*, sera la même que celle des lettres ordinaires affranchies, en y ajoutant une taxe fixe de chargement, qui sera de 50 centimes en Italie et de 100 reis en Portugal.

Ces taxes devront toujours être payées d'avance.

L'expédition des lettres recommandées par bâtiments marchands n'est pas admise.

Art. 8. Par exception à la stipulation de l'article précédent, les dépêches sémaphoriques transmises des bâtiments en mer aux postes sémaphoriques établis le long des côtes du Portugal et de l'Italie, pourront être expédiées en Italie et en Portugal chargées, sans être affranchies d'avance.

Ces dépêches seront taxées comme les lettres ordinaires non affranchies, avec un droit de chargement de 50 centimes ou 100 reis, et seront au besoin encore grevées de quelques autres paiements qui pourront appartenir aux administrations portugaises ou italiennes.

Art. 9. Les échantillons de marchandises, autant que faire se pourra, seront considérés comme lettres et soumis à la même taxe.

Toutefois, s'il arrivait que l'administration des postes italiennes ou l'administration des postes portugaises obtint la possibilité d'expédier les échantillons de marchandises, en transit à prix réduit, par la France et l'Espagne, elles pourront appliquer à ces objets les mêmes conditions et les mêmes taxes qui sont établies pour les journaux et imprimés.

Art. 10. Les journaux et imprimés de toute espèce expédiés d'Italie en Portugal, et *vice versa*, soit par terre, soit par mer, devront être affranchis jusqu'à destination.

La taxe d'affranchissement des journaux et imprimés est fixée à 10 centimes en Italie et à 20 reis en Portugal, par poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Sous la dénomination d'imprimés sont compris toutes espèces d'ouvrages périodiques, les brochures, les livres brochés ou reliés, les feuilles de musique, les avis, les circulaires, les prospectus, les catalogues, les cartes géographiques, les gravures, les lithographies, les photographies et autres semblables.

Art. 11. Les journaux et les imprimés auxquels réfère l'article précédent devront être mis sous bande, de façon à pouvoir être facilement vérifiés, et ne devront contenir aucune écriture autre que l'adresse, excepté les avis et circulaires, sur lesquels pourront être écrits la date et la raison sociale.

Les journaux et les imprimés à l'égard desquels les prescriptions sus-indiquées n'auront pas été observées et qui ne seront pas affranchis jusqu'à destination ne pourront avoir cours.

Art. 12. Les journaux et les imprimés sous bande pourront être chargés moyennant le paiement d'une taxe établie pour leur affranchissement, et de la taxe fixe de chargement de 50 centimes ou de 100 reis.

Art. 13. Les taxes énumérées dans les articles 6, 7, 8, 9, 10 et 12



précédents, seront payées au moyen de timbres-poste des pays respectifs.

Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre d'Italie pour le Portugal, et *vice versa*, ne représenteront pas la valeur de la taxe établie pour l'affranchissement entier, cette lettre sera considérée comme non affranchie et taxée en conséquence, en défalquant du total de la taxe la valeur des timbres-poste apposés.

Art. 14. L'administration des postes italiennes retiendra entièrement le montant des taxes reçues dans ses bureaux, en vertu des articles 6, 7, 8, 9, 10 et 12 de la présente convention sur les lettres ordinaires et recommandées, ainsi que sur les journaux et papiers affranchis et recommandés du royaume d'Italie pour le Portugal.

De son côté, l'administration des postes portugaises retiendra entièrement le montant des taxes reçues dans ses bureaux, en vertu des articles précités, sur les lettres et imprimés du Portugal pour l'Italie.

Art. 15. Les administrations des postes italiennes et portugaises fixeront d'un commun accord, et conformément aux conventions en vigueur actuellement et qu'elles pourront conclure plus tard, les conditions auxquelles pourra se faire le transport réciproque des correspondances, soit originaires, soit à destination des provinces d'outre-mer et des pays étrangers pour lesquels les administrations d'Italie et de Portugal servent d'intermédiaires.

Il est entendu que les conditions qui viendront à être établies pourront être modifiées par les deux administrations, toutes les fois qu'en seront reconnues, d'un commun accord, l'opportunité et la convenance.

Art. 16. Le gouvernement italien s'engage à transporter à travers son territoire les correspondances en dépêches closes que le Portugal échangera avec les pays auxquels l'Italie peut et pourra servir d'intermédiaire.

Pour ce transport, l'administration des postes portugaises payera à l'administration des postes italiennes le prix de 30 centimes par chaque poids de 30 grammes de lettres, et de 50 centimes par chaque kilogramme d'échantillons, de journaux ou de papiers.

Réciproquement, le gouvernement portugais s'engage à transporter à travers son territoire les correspondances en dépêches closes que l'Italie échangera avec les pays auxquels le Portugal sert ou pourra servir d'intermédiaire.

Pour ce transport, l'administration des postes italiennes payera à l'administration des postes portugaises le prix de 55 reis par chaque

poids de 30 grammes de lettres et de 90 reis par kilogramme d'échantillons, journaux et papiers.

Art. 17. Les deux administrations prennent l'engagement de ne pas soumettre à une surtaxe d'aucune sorte, à la charge des destinataires, et sous aucun prétexte, les lettres et les imprimés qui seront envoyés à leurs bureaux affranchis jusqu'à destination, conformément aux stipulations de la présente convention.

Art. 18. L'envoyeur d'une lettre chargée pourra réclamer d'être avisé de la remise aux mains du destinataire de la lettre qu'il lui a expédiée, moyennant un reçu de retour.

Pour cet avis, il sera payé 20 centimes en Italie et 60 reis en Portugal, au profit de l'administration expéditrice.

Art. 19. Lorsqu'une lettre ou quelque autre objet chargé aura été perdu, l'administration sur le territoire duquel la perte aura eu lieu devra payer à l'envoyeur, à titre d'indemnité, la somme de 50 livres ou de 10,000 reis.

L'administration des postes italiennes garantit le paiement de la susdite indemnité en cas de perte sur le territoire français, et l'administration des postes portugaises garantit de son côté le même paiement en cas de perte sur le territoire espagnol.

Mais les réclamations ne seront pas admises, ni les deux administrations ne seront tenues de payer aucune compensation après six mois de la mise à la poste de l'objet chargé.

Ces stipulations ne sont pas applicables aux dépêches sémaphoriques pour lesquelles il ne sera accordé aucune indemnité en cas de perte.

Art. 20. Les lettres mal adressées seront sans aucun retard réciproquement renvoyées au bureau envoyeur.

On procédera de la même manière pour les lettres dont les destinataires ont changé de résidence. Ces derniers, néanmoins, payeront une taxe de 70 centimes ou de 120 reis, qui appartiendra à l'administration qui aura renvoyé la lettre comme indemnité de transit sur le territoire français et espagnol, conformément à l'art. 3.

Art. 21. Les lettres simples et chargées, les journaux et les papiers qui seront échangés entre les administrations postales italiennes et portugaises, et qui, pour un motif quelconque, n'auront pu être remis à leur adresse, seront restitués par les deux parties de la manière établie d'un commun accord entre les deux administrations.

Art. 22. L'administration des postes italiennes et l'administration des postes portugaises désigneront d'un commun accord les bureaux de poste par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances

respectives ; elles se concerteront, pour ce qui a rapport à l'établissement des comptes et à leur payement, et à l'égard de toute autre disposition particulière qui pourra survenir, pour assurer l'exécution de la présente convention.

Il reste entendu que les stipulations ci-dessus pourront être à toute poque et d'un commun accord modifiées par les deux administrations, lorsque la nécessité en aura été reconnue.

Art. 23. La présente convention entrera en vigueur le jour où elle fonctionnera entre les deux administrations des postes, pendant une année. Elle se prolongera d'année en année après cette époque, à moins qu'elle ne vienne à être dénoncée par une des deux parties six mois à l'avance.

Art. 24. La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Lisbonne, le 2 avril 1870.

(L. S.) *Signé* : OLDOINI. (L. S.) *Signé* : SILVA MENDEZ LEAL.

## TURQUIE

RÈGLEMENT POUR LA SORTIE PENDANT LA NUIT DES BATIMENTS DE COMMERCE DES DÉTROITS DES DARDANELLES ET DU BOSPHORE, EN DATE DU 1/13 AVRIL 1870.

Art. 1<sup>er</sup>. En vertu d'un iradé impérial, les bâtiments de commerce à voiles ou à vapeur, tant indigènes que tributaires ou étrangers, partant de Constantinople pour aller soit dans la mer Noire, soit dans la Méditerranée, pourront, à partir du 1/13 mai prochain, traverser les détroits du Bosphore et des Dardanelles à toute heure de la nuit, aux conditions suivantes :

Art. 2. Les bâtiments susmentionnés, en traversant les détroits, auront à remettre le firman de passage, de même que cela se pratique pendant le jour, un service de nuit étant institué à cet effet.

Art. 3. La sortie sera rigoureusement empêchée à tout bâtiment qui voudra passer, tant de jour que de nuit, sans remettre le firman de passage.

Art. 4. Les firmans seront désormais délivrés directement par le bureau des firmans à la Sublime-Porte, sur la demande, par écrit, de la Mission dont relève le bâtiment, s'il s'agit de navires sous pavillon étranger, ou du Liman-Odassy, s'il s'agit de navires indigènes.

Art. 5. Il sera payé pour chaque firman, au bureau des firmans, 75 piastres argent; les bâtiments n'auront aucun droit à payer lors de la remise des firmans aux détroits. Les bateaux-poste, sans distinction de pavillon, payeront pour le firman 37 piastres 1/2 argent.

Art. 6. Conformément aux règles établies, les bâtiments ne pourront, pour quelque raison que ce soit, faire, avant le lever et après le coucher du soleil, aucune opération de chargement ni de déchargement de marchandises, ni embarquement, ni débarquement de passagers dans le port de Constantinople, le Bosphore ou le long du détroit des Dardanelles.

---

## BELGIQUE — ESPAGNE

CONVENTION DE POSTE SIGNÉE A MADRID, LE 19 AVRIL 1870

S. M. le Roi des Belges et S. A. le Régent de la nation espagnole par la volonté des cortès souveraines, également animés du désir d'améliorer, au moyen d'une nouvelle convention, le service des correspondances entre la Belgique et l'Espagne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. Edouard *Blondeel van Cuelebroeck*, commandeur de l'ordre de Léopold de Belgique, grand-croix d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, du Danebrog du Danemark, de Saint-Grégoire-le-Grand des États pontificaux, de Notre-Dame de la Guadeloupe du Mexique, grand commandeur du Sauveur de Grèce, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. A. le Régent d'Espagne, etc., etc.;

Et S. A. le Régent d'Espagne, don Praxédes Mateo *Sagasta*, grand-croix de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villaviçosa du Portugal, député aux cortès constituantes, ci-devant ministre de l'intérieur, ministre d'État, etc., etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :



**Art. 1<sup>er</sup>.** Il y aura, entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes d'Espagne, un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises, de journaux et d'imprimés de toute nature, originaires des états respectifs ou provenant des pays auxquels les administrations des postes des deux parties contractantes servent ou pourraient servir d'intermédiaire.

Cet échange sera opéré au moyen de dépêches closes, que les deux administrations s'expédieront, au moins une fois par jour, par la voie de terre et par l'entremise de l'administration des postes de France.

A moins qu'une indication contraire ne soit énoncée par l'expéditeur à la suscription, les correspondances de toute nature, adressées de Belgique en Espagne ou d'Espagne en Belgique, seront invariablement comprises dans lesdites dépêches closes.

**Art. 2.** Indépendamment des échanges de correspondances qui s'effectueront par terre entre les administrations des postes des deux pays, en vertu de l'article précédent, il pourra être échangé entre ces mêmes administrations des correspondances de toute nature, à l'exception toutefois des lettres recommandées, par la voie des paquebots-poste ou des bâtiments à vapeur de commerce naviguant entre des ports des deux pays et qui seraient reconnus propres à être utilisés à cette fin. Les dépêches à expédier par lesdits services de navigation ne devront contenir que les lettres et les autres objets qui porteront sur la suscription l'indication expresse de ce mode d'expédition.

**Art. 3.** Il est entendu que la dénomination d'Espagne, employée dans la présente convention, comprend également les îles Baléares, les îles Canaries et les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique.

**Art. 4.** Chacune des deux administrations des postes de Belgique et d'Espagne supportera les frais du transport intermédiaire entre les deux pays, des dépêches qu'elle formera pour l'autre administration.

**Art. 5.** Il est convenu que les frais de transport intermédiaire, mentionnés à l'art. 4 précédent, seront acquittés, dans les deux directions par celle des deux administrations qui aura obtenu du pays intermédiaire les conditions de prix les plus avantageuses, et que celles des deux administrations qui aura soldé la totalité de ces frais sera remboursée par l'autre administration de la part incombant à celle-ci en vertu de l'art. 4 susdit.

Jusqu'à disposition ultérieure, à arrêter entre les deux administrations, l'administration des postes de Belgique se chargera de payer, pour compte commun, à l'administration des postes de France, les droits de transit des dépêches closes échangées entre la Belgique et l'Espagne, à raison de trois centimes par kilogramme de lettres, poids

net, et d'un quart de centime par kilogramme de journaux, d'imprimés et d'échantillons de marchandises, aussi poids net, pour chaque kilomètre existant, en ligne droite, entre le point d'entrée de ces dépêches sur le territoire français et le point par lequel elles en sortiront.

Art. 6. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non recommandées, soit de la Belgique pour l'Espagne, soit de l'Espagne pour la Belgique, auront le choix de payer d'avance la taxe desdites lettres jusqu'à destination ou de laisser cette taxe à la charge des destinataires.

Art. 7. La taxe à percevoir sur les lettres ordinaires expédiées de Belgique en Espagne ou d'Espagne en Belgique est fixée, jusqu'au poids maximum de dix grammes; .

Du côté de la Belgique, à quarante centimes en cas d'affranchissement et à 60 centimes en cas de non-affranchissement;

Du côté de l'Espagne, à cent cinquante millièmes d'écu ou à quarante centièmes de peseta en cas d'affranchissement et à deux cent vingt-cinq millièmes d'écu ou à soixante centièmes de peseta en cas de non-affranchissement.

Toute lettre pesant plus de dix grammes payera, pour l'excédant de poids, un port simple en plus par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Art. 8. Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre de la Belgique pour l'Espagne ou de l'Espagne pour la Belgique représenteront une somme inférieure à celle due pour son affranchissement jusqu'à destination, cette lettre sera considérée comme non affranchie et taxée en conséquence, sauf déduction de la valeur des timbres-poste appliqués.

Toutefois, lorsque la taxe complémentaire à appliquer en vertu du présent article présentera une fraction de décime de franc ou de centième d'écu ou dixième de peseta, cette fraction sera forcée jusqu'à l'unité de décime de franc ou de centième d'écu ou dixième de peseta.

Art. 9. Tout paquet contenant des échantillons de marchandises, des journaux, des ouvrages périodiques, des catalogues, des annonces et avis divers, des papiers de musique, des cartes, des livres brochés ou reliés, des photographies et tous objets similaires imprimés, gravés, lithographiés, autographiés ou photographiés, qui sera expédié d'Espagne en Belgique, et réciproquement, tout paquet contenant ces mêmes objets, à l'exception des livres brochés ou reliés et des photographies ou articles photographiés, qui sera expédié de Belgique en Espagne, devra être affranchi jusqu'à destination au prix de quarante millièmes d'écu ou dix centièmes de peseta en Espagne et de dix cen-

times en Belgique pour chaque poids de quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

Art. 10. Pour jouir de la modération de port accordée par l'article précédent, les journaux et les imprimés devront être affranchis, être placés sous des bandes mobiles et ne porter d'autre écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, que l'adresse du destinataire, la date de l'expédition et la signature de l'envoyeur.

Art. 11. Les échantillons ne seront admis à la modération de port consacrée par l'art. 9 que moyennant de satisfaire aux conditions suivantes :

Ils devront être affranchis, être placés sous des bandes ou enveloppes mobiles, de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, n'avoir aucune valeur vénale ou intrinsèque et ne porter d'autre écriture que le nom de l'expéditeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix. Les paquets d'échantillons ne pourront dépasser le poids de trois cents grammes ni avoir, sur aucune de leurs faces, une dimension supérieure à vingt-cinq centimètres.

Il ne sera pas donné cours aux échantillons dont le transport pourrait présenter des inconvénients ou des dangers.

Art. 12. Les objets mentionnés à l'art. 9, qui ne réuniraient pas les conditions d'admission déterminées respectivement aux art. 10 et 11 ou qui n'auraient pas été affranchis, au moins partiellement, seront considérés comme lettres et traités en conséquence. Toutefois, les échantillons devront, même en ce cas, pour qu'il y soit donné cours avec la taxe des lettres, n'avoir aucune valeur et être placés de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature.

Lorsque les objets mentionnés à l'art. 9, tout en satisfaisant aux conditions de la modération de port, auront été insuffisamment affranchis au moyen de timbres-poste, ils seront frappés d'une taxe égale au double de l'insuffisance, à percevoir du destinataire, en forçant, s'il y a lieu, les fractions de décime de franc ou de centième d'écu ou dixième de peseta jusqu'à l'unité.

Art. 13. Il est convenu que, dans le cas où l'une des deux administrations de Belgique ou d'Espagne obtiendrait de l'administration des postes de France des conditions de transit plus favorables que celles déterminées à l'art. 5 précédent, les administrations de Belgique et d'Espagne seraient autorisées à réduire de commun accord, dans de justes proportions, les taxes stipulées aux art. 7 et 9 de la présente convention.

Art. 14. Les lettres, les journaux, les imprimés et les échantillons

de marchandises pourront être expédiés, sous recommandation, de la Belgique pour l'Espagne ou de l'Espagne pour la Belgique et, autant que possible, pour les pays auxquels les administrations des postes de Belgique et d'Espagne servent ou pourront servir d'intermédiaire.

Tout objet recommandé, originaire de Belgique pour l'Espagne ou de l'Espagne pour la Belgique, devra être affranchi jusqu'à destination et supportera, indépendamment de la taxe d'affranchissement qui lui est applicable en raison de sa nature, un droit fixe de vingt centimes en Belgique et de deux cents millièmes d'écu ou cinquante millièmes de peseta en Espagne.

Art. 15. L'expéditeur d'un objet recommandé de la Belgique pour l'Espagne ou de l'Espagne pour la Belgique pourra demander, au moment du dépôt de cet objet, qu'il lui soit donné avis de sa remise aux mains du destinataire.

A cet effet, il payera d'avance, pour la transmission de cet avis, un droit fixe de trente centimes en Belgique et de cent millièmes d'écu ou vingt-cinq centièmes de peseta en Espagne.

Art. 16. Dans le cas où un objet recommandé viendrait à être perdu, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu payera à l'envoyeur, à titre de dédommagement, une indemnité de cinquante francs en Belgique ou de dix-neuf écus ou cinquante pesetas en Espagne. Ce paiement devra se faire dans le délai de deux mois à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt des objets recommandés.

Lorsque la perte d'un objet recommandé aura lieu sur le territoire français, l'indemnité prévue au présent article sera supportée par celle des deux administrations belge ou espagnole qui aura fait l'expédition de l'objet.

Art. 17. Sont acquises à l'administration des postes de Belgique les taxes perçues, en Belgique, tant sur les correspondances affranchies à destination de l'Espagne que sur les correspondances non affranchies originaires de l'Espagne et destinées pour la Belgique.

Réciproquement, sont acquises à l'administration des postes d'Espagne les taxes perçues en Espagne, tant sur les correspondances affranchies à destination de la Belgique que sur les correspondances non affranchies originaires de la Belgique et destinées pour l'Espagne.

Art. 18. Il est formellement convenu que les objets de toute nature que les administrations de Belgique et d'Espagne se livreront réciproquement comme affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la présente convention, ne pourront, sous aucun pré-



texte ni à quelque titre que ce soit, être frappés dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 19. Il est entendu que chaque administration aura le droit de ne pas effectuer le transport et la distribution des journaux ou imprimés à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation tant en Belgique qu'en Espagne.

Art. 20. Les administrations des postes de Belgique et d'Espagne fixeront, de commun accord, conformément aux conventions existantes ou à intervenir par la suite, les conditions auxquelles pourront être échangées à découvert, entre ces administrations, les correspondances originaires ou à destination des pays étrangers qui emprunteraient soit l'intermédiaire de la Belgique pour correspondre avec l'Espagne, soit l'intermédiaire de l'Espagne pour correspondre avec la Belgique.

Il est, dans tous les cas, entendu que les correspondances qui seront ainsi échangées à découvert ne supporteront que la taxe belge-espagnole, augmentée des débours étrangers et des frais de transport maritime.

Art. 21. Les deux administrations des postes de Belgique et d'Espagne n'admettront, à destination des deux pays ou des pays qui emprunteraient leur intermédiaire, aucune correspondance qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 22. Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances adressées de l'un des deux pays dans l'autre, les gouvernements belge et espagnol s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

Art. 23. L'administration des postes de Belgique pourra échanger, au moyen de dépêches closes transitant par l'Espagne, des correspondances originaires de la Belgique à destination des pays auxquels l'Espagne sert d'intermédiaire, et réciproquement, de ces pays pour la Belgique et les pays auxquels la Belgique sert d'intermédiaire, moyennant le prix de 200 millièmes d'écu ou 50 centièmes de peseta par 30 grammes de lettres, poids net, et de 200 millièmes d'écu ou 50 centièmes de peseta par 480 grammes de journaux, d'imprimés ou d'échantillons de marchandises, aussi poids net.

Art. 24. L'administration des postes d'Espagne pourra échanger, au moyen de dépêches closes transitant par la Belgique, des correspondances originaires de l'Espagne à destination des pays auxquels la Bel-

gique sert d'intermédiaire, et réciproquement, de ces pays pour l'Espagne et les pays auxquels l'Espagne sert d'intermédiaire, moyennant le prix de 15 centimes par 30 grammes de lettres, poids net, et de 50 centimes par kilogramme de journaux, d'imprimés et d'échantillons de marchandises, aussi poids net.

Art. 25. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut ou renvoyées pour cause de vice d'adresse ou de direction, ainsi que celui des feuilles d'avis, des avis de réception d'objets recommandés et autres documents relatifs au service des postes, qui seront transportés dans les dépêches closes mentionnées aux art. 23 et 24 précédents, ne sera pas compris dans la pesée des objets passibles des droits de transit stipulés auxdits articles.

Art. 26. Les correspondances de toute nature, échangées à découvert entre les administrations des postes de Belgique et d'Espagne, qui seront tombées en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyées, de part et d'autre, à la fin de chaque mois.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou sans être portés en compte seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies, tombées en rebut, qui auront été transportées en dépêches closes par une administration pour compte de l'autre, elles seront admises en déduction pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans le compte des administrations respectives, sur de simples déclarations mises à l'appui des décomptes.

Art. 27. Les correspondances de toute nature, mal adressées ou mal dirigées, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les prix auxquels l'administration expéditrice aura livré ces objets en compte à l'autre administration.

Les correspondances de toute nature et de toute origine, adressées à des personnes ayant changé de résidence, seront respectivement livrées ou rendues, chargées des ports qui auraient dû être payés par les destinataires, s'il y a lieu. Elles ne pourront, en raison de cette réexpédition, être soumises à une taxe supplémentaire en faveur de l'administration qui aura déjà perçu ou appliqué une taxe à son profit.

Art. 28. Il sera établi, à la diligence de l'administration des postes de Belgique, à la fin de chaque mois, des comptes résumant les faits de

la transmission des correspondances entre les bureaux d'échange respectifs.

La balance de ces comptes sera établie en monnaie belge et, à cet effet, les sommes renseignées en monnaie espagnole seront converties sur le pied d'un écu et 900 millièmes d'écu ou de 5 pesetas pour 5 francs.

Après avoir été soumis à la vérification de l'office espagnol et arrêtés contradictoirement, les comptes seront soldés, à l'expiration de chaque trimestre, au moyen de traites sur Bruxelles ou sur Madrid, selon que le solde sera au profit de l'office belge ou de l'office espagnol.

Art. 29. Les administrations des postes de Belgique et d'Espagne désigneront, de commun accord, les bureaux de poste des deux pays entre lesquels s'opérera l'échange des correspondances respectives; elles régleront les relations journalières entre ces bureaux et elles arrêteront la forme des comptes mentionnés au précédent article, ainsi que toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Il est entendu que les mesures désignées au présent article pourront être modifiées, de commun accord, par les deux administrations, chaque fois qu'elles en reconnaîtront l'utilité.

Art. 30. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente convention, toutes les stipulations ou dispositions antérieures concernant les relations postales entre la Belgique et l'Espagne.

Art. 31. La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux administrations conviendront et elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des parties ait annoncé à l'autre, mais au moins six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces six mois, la convention continuera à recevoir son entière exécution, sans préjudice de la liquidation et du solde ultérieurs entre les deux administrations.

Art. 32. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée en double original, en français et en espagnol, à Madrid le 19 avril 1870.

(L. S.) *Signé*: BLONDEEL VAN CUELEBROECK.

(L. S.) *Signé*: PRAXÉDES M. SAGASTA.

## BELGIQUE — BRÉSIL

CONVENTION DE POSTE, CONCLUE A RIO DE JANEIRO LE 32 AVRIL 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. M. l'Empereur du Brésil, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent heureusement leurs États respectifs, en facilitant l'échange des correspondances entre les deux pays, ont résolu d'assurer ce résultat au moyen d'une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le sieur Édouard *Anspach*, ministre résident, chevalier de l'ordre de Léopold, grand officier de l'ordre du Lion et du Soleil, commandeur de l'ordre du Medjidié, etc., etc. ;

S. M. l'Empereur du Brésil, S. Exc. le sieur Joây-Mauricio Wanderlo, baron de *Cotegipe*, sénateur et grand de l'empire, membre de son conseil, commandeur de son ordre de la Rose, ministre et secrétaire d'État des affaires de la marine et *ad interim* des affaires étrangères, etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura, entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes du Brésil, un échange périodique et régulier de lettres, de journaux, d'imprimés de toute nature et d'échantillons de marchandises.

Cet échange s'effectuera au moyen des services réguliers de la navigation à vapeur établis ou à établir entre un port belge et un port brésilien, et, autant que possible, par tous autres services de transport susceptibles d'être employés utilement comme moyen de communication entre les deux pays.

L'emploi de ces derniers services devra faire l'objet d'une entente préalable entre les deux administrations.

Art. 2. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non recommandées, de la Belgique pour le Brésil ou du Brésil pour la Belgique, auront la faculté de payer le port de ces lettres d'avance jusqu'à destination ou de laisser ce port à la charge des destinataires.

Art. 3. Le prix du port à payer d'avance pour les lettres ordinaires expédiées soit de la Belgique à destination du Brésil, soit du Brésil à destination de la Belgique, est fixé comme suit :



1<sup>o</sup> Pour les lettres expédiées de Belgique, à 1 franc, jusqu'au poids de 10 grammes;

2<sup>o</sup> Pour les lettres expédiées du Brésil, à 400 reis, jusqu'au poids de 10 grammes.

Les lettres pesant plus de 10 grammes payeront un port simple en plus pour chaque excédant de 10 grammes ou fraction de ce poids.

Art. 4. Les lettres non affranchies expédiées de Belgique à destination du Brésil, et du Brésil à destination de la Belgique, seront frappées respectivement d'une taxe égale au prix d'affranchissement fixé par l'art. 3 précédent, avec addition d'une surtaxe fixe et indépendante du poids, de 30 centimes en Belgique et 120 reis au Brésil.

Art. 5. Lorsqu'une lettre originaire de l'un des deux pays à destination de l'autre se trouvera pourvue de timbres-poste d'une valeur insuffisante pour en opérer l'affranchissement complet, cette lettre payera le complément de l'affranchissement, plus la surtaxe fixe de 30 centimes ou de 120 reis.

Toutefois, si la taxe à appliquer en vertu de la disposition qui précède présente une fraction de 10 centimes ou de 10 reis (1), cette fraction pourra être forcée jusqu'à la dizaine.

Art. 6. Il pourra être expédié des lettres recommandées (*registradas*) de la Belgique pour le Brésil, ainsi que du Brésil pour la Belgique, et, autant que possible, pour les pays auxquels la Belgique ou le Brésil servent d'intermédiaire.

Ces lettres, qui devront être obligatoirement affranchies, seront soumises à la taxe progressive des lettres ordinaires et auront à supporter, en outre, un droit fixe de 50 centimes en Belgique et de 200 reis au Brésil.

Art. 7. Dans le cas où quelque lettre recommandée viendrait à être perdue, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu payera à l'expéditeur, à titre de dédommagement, une indemnité de 50 francs, dans un délai de trois mois à dater du jour de la réclamation.

Si la perte de la lettre avait eu lieu dans le transport entre la frontière des deux pays, l'indemnité serait due par l'administration du lieu d'expédition, sauf recours envers qui de droit.

Il est entendu, toutefois, que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt du chargement;

(1) Une déclaration échangée le 23 avril 1870, par les plénipotentiaires respectifs élève à 40 reis la taxe qui pourra être forcée en vertu de l'art. 5.

passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues, l'une envers l'autre, à aucune indemnité.

Art. 8. Les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les papiers de musique, les bulletins-circulaires, les gravures, les prix-écourants et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés, autographiés ou photographiés, et toute autre reproduction par des procédés analogues, ainsi que les échantillons de marchandises, qui seront expédiés soit de la Belgique pour le Brésil, soit du Brésil pour la Belgique, devront être affranchis aux prix fixés par l'office expéditeur, lequel en donnera connaissance à l'autre. Ces prix, en ce qui concerne les objets de l'espèce transportés par des paquebots établis ou subsidiés par l'un des deux pays contractants, ne pourront excéder ceux perçus pour les objets de même nature qu'ils s'expédieraient par d'autres voies de communication régulière.

Les journaux ou imprimés de toute nature devront être mis sous bande et ils ne pourront contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, autre que le lieu d'origine, la date et la signature de l'envoyeur.

Les échantillons devront être conditionnés de manière à pouvoir être facilement vérifiés, n'avoir aucune valeur intrinsèque ou marchande et ne porter d'autre écriture que le nom de l'expéditeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix. Ils ne pourront dépasser le poids de 300 grammes, ni avoir, sur aucune de leurs faces, une dimension supérieure à 25 centimètres.

Il est, du reste, entendu que chaque administration aura le droit de ne point effectuer le transport et la distribution, sur son territoire, de ceux des objets mentionnés au présent article à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, décrets ou arrêtés qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans l'un et dans l'autre pays.

Art 9. Les objets mentionnés à l'art. 8 précédent qui se trouveraient insuffisamment affranchis en timbres-poste seront frappés, à la charge du destinataire, d'une taxe égale au prix de port manquant, avec addition d'une surtaxe qui ne pourra dépasser, pour chaque objet, la somme de 30 centimes ou de 120 reis; ceux desdits objets qui auraient été remis à la poste sans avoir acquitté aucune taxe d'affranchissement, et ceux qui ne rempliraient pas les conditions requises respectivement pour leur admission à prix réduit, ne pourront pas être expédiés vers leur destination. Ces envois resteront à la disposition de l'administration du lieu d'origine.

Il ne sera non plus donné cours aux échantillons dont le transport pourrait offrir des inconvénients ou du danger.

Art. 10. L'administration des postes de Belgique se chargera d'acquitter, pour compte commun et au taux convenu ou à convenir ultérieurement, tous les frais qui seront dus pour le transport entre la frontière belge et la frontière brésilienne des dépêches échangées entre les deux pays, en vertu de la présente convention.

Il est toutefois entendu que, si, par la suite, le gouvernement du Brésil venait à obtenir, pour ce transport, des conditions plus avantageuses que celles accordées à la Belgique, l'administration des postes brésiliennes se substituera à l'administration des postes de Belgique pour le paiement desdits frais.

Art. 11. Le produit des taxes perçues respectivement par les administrations des postes de Belgique et du Brésil sur les correspondances de différente nature, en vertu des dispositions de la présente convention, sera réparti ainsi qu'il suit :

L'administration belge ou celle du Brésil, si un jour elle a la charge du transport maritime des malles, déduira à son profit, de la somme des taxes internationales et de recommandation (*registro*, lettres recommandées) que les lettres payent dans chaque pays, jointe à la somme des prix de port payés par les autres objets (journaux, imprimés et échantillons), le montant de la taxe maritime qui représente le prix du transport des malles entre les deux frontières, et l'excédant sera également partagé entre les deux administrations, comme composant leurs taxes territoriales.

La taxe maritime mentionnée au précédent paragraphe est fixée : pour les lettres, à 60 centimes par port simple de 10 grammes ou fraction de 10 grammes, et pour les imprimés et autres objets mentionnés à l'art. 8, à 5 centimes par port simple de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Il est entendu que les taxes territoriales conventionnelles des lettres sont de 20 centimes pour la Belgique et de 80 reis pour le Brésil.

Art. 12. Par dérogation à l'art. 11 ci-dessus, la surtaxe fixe applicable aux lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies et le complément de port, ainsi que la surtaxe à percevoir sur les journaux, les imprimés et les échantillons de marchandises qui seraient insuffisamment affranchis, ne donneront lieu à aucun décompte entre les deux administrations. Ces produits resteront acquis en totalité à l'administration qui en aura fait la perception.

Art. 13. Il est entendu que, si, par la suite, les frais à payer pour le transport des correspondances entre la frontière des deux pays, tels

qu'ils sont fixés à l'art. 11 précédent, venaient à être abaissés ou élevés, soit par un changement dans les tarifs des prix du service direct, soit par suite de l'emploi de nouveaux moyens de communication entre les deux pays, les administrations des postes de Belgique et du Brésil pourront, d'un commun accord, modifier en conséquence les différentes taxes établies par la présente convention, en observant toutefois les bases établies par l'art. 11 précédent, pour ce qui concerne la taxe territoriale attribuée à chacune de ces deux administrations.

Art. 14. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que les lettres, les journaux et les imprimés de toute nature, et les échantillons de marchandises adressés de l'un des deux pays dans l'autre et qui auront été affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la présente convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à charge des destinataires.

Art. 15. Les correspondances échangées entre les deux gouvernements et leurs légations respectives et entre les administrations des postes des deux pays seront transportées en franchise de port.

Les autres correspondances administratives admises à circuler en franchise sur le territoire du pays d'origine seront livrées exemptes de prix de port, et elles ne seront passibles que de la taxe territoriale du pays de destination.

Art. 16. Les administrations des postes de Belgique et du Brésil régleront d'un commun accord, conformément aux conventions en vigueur, les conditions auxquelles pourront être échangées à découvert, entre ces deux administrations, les correspondances originaires ou à destination des pays étrangers pour lesquels ces administrations pourront respectivement servir d'intermédiaire.

Il est, dans tous les cas, entendu que les correspondances qui seraient ainsi échangées à découvert ne supporteront que la taxe belge-brésilienne, augmentée du port dû aux offices étrangers.

Art. 17. Les administrations des postes de Belgique et du Brésil n'admettront, à destination de l'un ou de l'autre des deux pays qui emprunteraient leur intermédiaire, aucune lettre ou autre objet qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 18. Les lettres ordinaires ou recommandées (*registradas*), les journaux, les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandises qui auront été mal adressés ou mal dirigés seront, sans aucun



délai, renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs pour les prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature, adressés à des personnes ayant changé de résidence, seront respectivement rendus chargés du port qui aurait dû être payé à la première destination, avec addition de la taxe maritime, s'il y a lieu.

Art. 19. Les correspondances de toute autre nature qui auront été échangées entre les administrations de Belgique et du Brésil et qui seront tombées en rebut pour quelque cause que ce soit (*nao tiverem sido reclamadas*) devront être renvoyées, de part et d'autre, à la fin de chaque trimestre et plus souvent, si faire se peut.

Celles desdites correspondances qui auront été livrées en compte comme non affranchies seront rendues pour le prix pour lequel elles auront été originairement comptées par l'office envoyeur.

Quant aux objets qui auront été affranchis jusqu'à destination, ils seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Art. 20. L'administration des postes de Belgique dressera, à l'expiration de chaque trimestre, un compte général des correspondances échangées entre les deux pays, et ce compte, après avoir été soumis à la vérification de l'administration des postes du Brésil, sera soldé, sans aucun retard, par celle des deux administrations qui sera reconnue redevable envers l'autre. Le solde de ce compte sera établi en monnaie de Belgique.

A cet effet, les sommes renseignées en monnaie brésilienne seront réduites en francs, sur le pied de 400 reis pour 1 franc.

Il est entendu, toutefois, que si le change venait à s'améliorer sensiblement, les deux administrations pourront, de commun accord, modifier le taux de réduction convenu ci-dessus.

Les soldes de compte seront payés, savoir :

1<sup>o</sup> En traites sur Rio de Janeiro, lorsque le solde sera en faveur des postes brésiliennes ;

2<sup>o</sup> En traites sur Bruxelles, lorsque ce solde sera en faveur des postes de la Belgique.

Art. 21. Les administrations des postes de Belgique et du Brésil désigneront, d'un commun accord, les bureaux de l'un et de l'autre pays par lesquels devra s'opérer l'échange des correspondances respectives. Elles régleront la forme des comptes mentionnés à l'art 20 précédent, ainsi que toutes autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Il est entendu que les mesures ci-dessus désignées pourront être

modifiées, de commun accord, par les mêmes administrations chaque fois qu'elles en reconnaîtront l'utilité.

Art. 22. La présente convention sera mise à exécution aussitôt après l'échange des ratifications, et elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'un des deux gouvernements ait annoncé à l'autre, au moins douze mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces douze derniers mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux pays après l'expiration dudit terme.

Art. 23. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Rio de Janeiro aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rio de Janeiro, en double original, le 23 avril 1870.

(L. S.) *Signé* : E. ANSPACH.

(L. S.) *Signé* : baron de COTEGIPE.

## BELGIQUE — SUÈDE ET NORVÈGE

CONVENTION D'EXTRADITION, CONCLUE A STOCKHOLM 26 AVRIL 1870

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi de Suède et de Norvège, ayant résolu d'un commun accord de conclure une nouvelle convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges : le sieur Auguste *Van Loo*, son ministre résident près S. M. le Roi de Suède et de Norvège, officier de son ordre de Léopold, etc., etc. ;

Et S. M. le Roi de Suède et de Norvège : le sieur Charles comte de *Wachtmeister*, son ministre d'État et des affaires étrangères, chevalier-commandeur des ordres de Suède, commandeur de l'ordre de Saint-Olaf de Norvège, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les gouvernements de S. M. le Roi des Belges et de

S. M. le Roi de Suède et de Norvège s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de Suède ou de Norvège en Belgique, ou de Belgique en Suède ou en Norvège, et mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices pour l'une des infractions ci-après énumérées, par les tribunaux de celui des pays respectifs où l'infraction aura été commise, savoir :

1<sup>o</sup> Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, viol et tentative de ces crimes, meurtre ;

2<sup>o</sup> Incendie ;

3<sup>o</sup> Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés, émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés, faux en écriture et usage d'écritures falsifiées ;

4<sup>o</sup> Contrefaçon ou altération de monnaie, ainsi que l'émission de la monnaie contrefaite ou altérée ;

5<sup>o</sup> Faux témoignage et fausse déclaration d'experts ou d'interprètes ;

6<sup>o</sup> Rapine, vol, concussion, détournements commis par des fonctionnaires publics ;

7<sup>o</sup> Banqueroute frauduleuse ;

8<sup>o</sup> Avortement ;

9<sup>o</sup> Bigamie ;

10<sup>o</sup> Attentats à la liberté individuelle commis par des particuliers ;

11<sup>o</sup> Enlèvement, recel, suppression, substitution ou suppositio d'enfant ;

12<sup>o</sup> Exposition ou délaissement d'enfant ;

13<sup>o</sup> Enlèvement de mineurs ;

14<sup>o</sup> Rapt ;

15<sup>o</sup> Attentat à la pudeur commis avec violence ; attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne de l'enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de quatorze ans ;

16<sup>o</sup> Prostitution ou corruption de mineurs, excitée, facilitée ou favorisée habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, par les parents ou toute autre personne chargée de leur surveillance ;

17<sup>o</sup> Coups et blessures volontaires ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, ou la mort sans l'intention de la donner ;

18<sup>o</sup> Abus de confiance et tromperie de particuliers, escroquerie, si ces crimes ou délits sont accompagnés de circonstances aggravantes ;

19<sup>o</sup> Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;

20° Faux serment;

21° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques de l'État et des administrations publiques, usage de ces sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques de l'État et des administrations publiques;

22° Corruption de fonctionnaires publics;

23° Destruction volontaire de canaux et d'écluses ou d'autres constructions semblables, de la voie ferrée ou des appareils télégraphiques, ainsi que des objets qui en font partie;

24° Empoisonnement d'animaux d'autrui;

25° Abandon d'un navire par le capitaine, hors les cas de force majeure;

26° Échouement volontaire d'un navire, de sorte qu'un naufrage ou autre dommage s'ensuive, baraterie de patrons, attaque, par un ou plusieurs individus faisant partie de l'équipage, envers le capitaine ou quelque autre personne, en vue de s'emparer du navire ou de la cargaison.

Art. 2. Si l'individu réclamé est poursuivi, ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 3. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

L'extradition ne sera accordée que sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation ou de l'acte d'accusation, soit de tout autre acte émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique.

Ces pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé,

Art. 4. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'art. 1<sup>er</sup> de la présente convention pourra être arrêté provisoirement, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente et produit par voie diplomatique.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un



mandat d'arrêt, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

Toutefois, dans ce dernier cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de trois semaines, il reçoit communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 5. L'étranger arrêté préventivement, aux termes du § 1<sup>er</sup> de l'article précédent, ou maintenu en arrestation, aux termes du § 3 du même article, sera mis en liberté si, dans les deux mois de son arrestation, il ne reçoit communication soit d'un jugement ou arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance de la chambre du conseil, d'un arrêt de la chambre des mises en accusation, soit de tout autre acte émané de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Art. 6. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention, à moins que, après avoir été puni ou définitivement acquitté du crime qui a motivé l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trente jours ou bien qu'il y retourne de nouveau.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne d'un souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 7. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel se trouve l'étranger.

Art. 8. L'extradition sera accordée lors même que l'accusé ou le prévenu viendraient, par ce fait, à être empêchés de remplir les engagements contractés envers les particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. Les prévenus, accusés ou condamnés qui ne sont sujets

d'aucun des États contractants ne seront livrés au gouvernement qui aura réclamé leur extradition que lorsque l'État auquel ils appartiennent, et qui sera informé de la demande d'extradition par le gouvernement auquel celle-ci a été adressée, ne s'opposera pas à leur extradition.

Art. 10. Si le prévenu, accusé ou condamné dont l'extradition est demandée, en conformité de la présente convention, par l'un des États contractants, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres gouvernements pour des crimes ou délits commis par lui sur leurs territoires respectifs, il sera livré au gouvernement de l'État dans lequel a été commise l'infraction la plus grave, et, dans le cas où les différentes infractions auraient la même gravité, à celui dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 11. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon le cas, dans l'art. 3 ci-dessus, lorsqu'elle sera requise par l'un des États contractants, au profit d'un État étranger, ou par un État étranger au profit de l'un desdits États liés l'un et l'autre avec l'État requis par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition, et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les art. 6 et 7 de la présente convention.

Art. 12. Les objets volés ou saisis en possession de l'individu dont l'extradition est réclamée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, seront livrés à l'État requérant, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise.

Dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite de l'individu arrêté, lesdits objets ne seront pas moins livrés à l'État réclamant.

Sont réservés, toutefois, les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur ces effets.

Les frais de remise et du transport des objets susmentionnés resteront à la charge de l'État qui a accordé l'extradition, dans les limites de son territoire, mais le transport ultérieur sera payé par l'État réclamant.

Art. 13. Les individus dont l'extradition aura été accordée seront conduits au port que désignera l'agent diplomatique ou le consul du gouvernement réclamant.

Ils seront embarqués par les soins de cet agent et aux frais du gouvernement qui a obtenu l'extradition.

Par contre, les frais encourus pour l'arrestation, la détention et le transfert des individus réclamés resteront à la charge du gouvernement sur le territoire duquel ces mesures auront été prises.

Art. 14. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'une des hautes parties contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire.

Art. 15. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui est faite, et, dans ce cas, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Les personnes résidant en Belgique ou en Suède et en Norvège, appelées en témoignage devant les tribunaux des pays respectifs, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où elles figureront comme témoins.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des pays respectifs, la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 16. La présente convention, remplaçant celle du 28 octobre 1841, ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays respectifs.

Art. 17. Elle continuera à être en vigueur jusqu'à déclaration contraire de la part de l'un des gouvernements contractants. Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm, en double expédition, le 26 avril 1870.

(L. S.) *Signé* : A. VAN LOO.

(L. S.) *Signé* : comte DE WACHTMEISTER.

#### PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les soussignés, prévoyant que l'échange des ratifications sur la convention d'extradition conclue entre la Belgique, d'une part, et la Suède et la Norvège, d'autre part, le 26 avril 1870, ne pourra, par suite de circonstances indépendantes de la volonté des hautes parties contractantes, être opérée dans le délai fixé, se sont réunis aujourd'hui et sont convenus de proroger ce délai de trois mois.

Fait à Stockholm, le 31 mai 1870.

---

## GRANDE-BRETAGNE — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CONVENTION DE NATURALISATION, SIGNÉE A LONDRES LE 13 MAI 1870

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Président des États-Unis d'Amérique, voulant régler la nationalité des sujets anglais qui ont émigré ou émigreront des territoires anglais aux États-Unis d'Amérique et des citoyens des États-Unis d'Amérique qui ont émigré ou émigreront des États-Unis d'Amérique dans les territoires anglais, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : le très-honorable George William, Frédéric, comte de *Clarendon*, baron Hyde de Henda, pair du Royaume-Uni, membre du conseil privé, chevalier de l'ordre de la Jarretière, chevalier grand-croix de l'ordre du Bain, son principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères;

Et le Président des États-Unis d'Amérique, M. John Lothrop *Motley*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près S. M. Britannique,



Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les sujets britanniques qui ont été, ou seront, ou sont naturalisés d'après la loi des États-Unis d'Amérique citoyens des États-Unis, conformément aux clauses de l'art. 2 seront considérés par la Grande-Bretagne, comme étant à tous égards citoyens des États-Unis et seront traités comme tels par la Grande-Bretagne.

Réciproquement les citoyens des États-Unis d'Amérique qui ont été, ou seront, ou sont naturalisés d'après la loi anglaise sujets britanniques, seront conformément aux clauses de l'art. 2 considérés par les États-Unis d'Amérique comme étant à tous égards sujets britanniques et seront traités comme tels par les États-Unis.

Art. 2. Les sujets britanniques qui, comme il est dit plus haut, ont été ou sont naturalisés citoyens des États-Unis, seront libres de renoncer à leur naturalisation et de reprendre leur nationalité britannique à la condition que cette renonciation sera publiquement déclarée dans les deux ans qui suivront le 12 mai 1870.

Les citoyens des États-Unis qui, comme il est dit plus haut, ont été ou sont naturalisés sur le territoire anglais sujets britanniques seront libres de renoncer à leur naturalisation et de reprendre leur nationalité de citoyens des États-Unis, pourvu que cette renonciation soit déclarée publiquement dans les deux ans qui suivront après l'échange des ratifications de la présente convention.

Le mode, d'après lequel cette renonciation sera faite et rendue publique, sera arrêté entre les deux parties contractantes.

Art. 3. Dans le cas où un sujet britannique, naturalisé aux États-Unis, fixerait de nouveau son domicile sur les territoires britanniques, le gouvernement de S. M. pourra, sur sa demande et aux conditions que le gouvernement jugera convenable d'imposer, lui rendre le caractère et les privilèges de sujet britannique, et les États-Unis, en ce cas, ne pourront le réclamer comme étant citoyen des États-Unis, à cause de sa naturalisation antérieure.

De même, dans le cas où un citoyen des États-Unis, naturalisé citoyen britannique, viendrait à fixer de nouveau son domicile aux États-Unis, le gouvernement des États-Unis pourra, sur sa demande et aux conditions que le gouvernement jugera convenable d'imposer, le réintégrer dans le caractère et les privilèges de citoyen des États-Unis, et la Grande-Bretagne, en ce cas, ne pourra le réclamer comme étant sujet britannique à cause de sa naturalisation antérieure.

Art. 4. La présente convention sera ratifiée par S. M. Britannique et par le Président des États-Unis avec l'assentiment du Sénat, et les rati-

fications en seront échangées à Londres aussitôt que possible dans le délai de douze mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres le treizième jour de mai de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-dix.

(L. S.) *Signé* : CLARENDON. (L. S.) *Signé* : JOHN LOTHROP MOTLEY.

## HESSE. — ITALIE

DÉCLARATION POUR LA GARANTIE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE, SIGNÉE  
A DARMSTADT LE 13 MAI, ET A FLORENCE LE 1<sup>er</sup> JUIN 1870

Le gouvernement de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, animés du désir d'étendre à la partie du Grand-Duché de Hesse non comprise dans la Confédération de l'Allemagne du Nord les dispositions de la convention conclue le 12 mai 1869 (1), entre ladite Confédération et l'Italie, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, sont convenus d'adopter à cet effet, dès le 1<sup>er</sup> juillet 1870, les stipulations de ladite convention, et s'engagent à en appliquer, sauf l'exception mentionnée ci-après, les dispositions, comme si cette convention avait été stipulée directement entre la Hesse, pour ladite partie du Grand-Duché, et l'Italie.

En ce qui concerne la formalité de l'enregistrement prévue au quatrième alinéa de l'art. 3, les ouvrages publiés pour la première fois en Italie devront être inscrits à Darmstadt, au Ministère grand-ducal de l'Intérieur.

En foi de quoi le soussigné, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse a signé, par ordre de Son Auguste Souverain et au nom du gouvernement Grand-Ducal, la présente déclaration, qui sera échangée contre une déclaration analogue signée, au nom du gouvernement royal d'Italie, par

(1) Voir *Archives*, 1870, t. 1, p. 194.

le Ministre Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères de S. M. le Roi d'Italie.

Fait à Darmstadt, le 13 mai 1870.

(L. S.) *Signé* : baron DE DALVIGK.

Le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le gouvernement de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, animés du désir d'étendre à la partie du Grand-Duché de Hesse non comprise dans la Confédération de l'Allemagne du Nord les dispositions de la Convention conclue, le 12 mai 1869, entre l'Italie et ladite Confédération, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, sont convenus d'adopter à cet effet, dès le 1<sup>er</sup> juillet 1870, les stipulations de ladite convention, et s'engagent à en appliquer, sauf l'exception mentionnée ci-après, les dispositions, comme si cette convention avait été stipulée directement entre l'Italie et la Hesse, pour ladite partie du Grand-Duché.

En ce qui concerne la formalité de l'enregistrement prévue au quatrième alinéa de l'art. 3, les ouvrages publiés pour la première fois en Italie, devront être inscrits à Darmstadt, au Ministère grand-ducal de l'Intérieur.

En foi de quoi le soussigné, Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi d'Italie, a signé, au nom du gouvernement royal, la présente déclaration, qui sera échangée contre une déclaration analogue signée, au nom du gouvernement Grand-Ducal de Hesse, par le Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse.

Fait à Florence, le 1<sup>er</sup> juin 1870.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI-VENOSTA.

## BADE — ITALIE

CONVENTION POUR LA GARANTIE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE,  
CONCLUE A CARLSRUHE LE 24 MAI 1870

S. M. le Roi d'Italie et S. A. R. le Grand-Duc de Bade, également animés du désir d'adopter d'un commun accord les mesures qui leur

ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : M. Isaac *Arton*, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. A. R. le Grand-Duc de Bade ;

S. A. R. le Grand-Duc de Bade : M. Rodolphe de *Freydorf*, son Président du Ministère de la Maison grand-ducale et des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux pays réciproquement, des avantages qui y sont ou qui y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant parus pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'art. 1<sup>er</sup> est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux pays, l'exercice du droit de propriété dans l'autre pays sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement, effectué de la manière suivante :

Si l'ouvrage a paru pour la première fois dans le Grand-Duché de



Bade, il devra être enregistré à Florence, au ministère d'Agriculture, Industrie et Commerce;

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Italie, il devra être enregistré à Carlsruhe, au ministère de l'Intérieur.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux susdits ministères, soit aux légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraison, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'art. 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement, qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet, ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement. Ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelqu'autre personne n'aura pas fait admettre un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'art. 1<sup>er</sup> s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 5. Sont expressément assimilés aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux pays, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'art. 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre pays. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ou-

vrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'art. 3 ;

2<sup>o</sup> L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction ;

3<sup>o</sup> Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original, effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration ;

4<sup>o</sup> La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être, elle-même, enregistrée conformément aux dispositions de l'art. 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qui entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison. Cette déclaration devra être reproduite dans la première livraison de chaque volume, si les ouvrages publiés par livraisons se composent de plusieurs volumes.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé, chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux art. 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'art. 1<sup>er</sup> aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire des parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront

respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Les ouvrages auxquels cette disposition s'applique seront librement admis, dans les deux pays, pour le transit à destination d'un pays tiers.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayant-causes des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement et à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des art. 1<sup>er</sup> et 5<sup>e</sup> de la présente convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition dans le territoire des parties contractantes d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les art. 1<sup>er</sup>, 4, 5 et 6 sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'art. 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

Art. 12. On prendra dans les deux pays, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux

antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisées.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin, chez les éditeurs ou imprimeurs italiens ou allemands, et constituant une reproduction non autorisée de modèles allemands ou italiens.

Toutefois ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 13. Les livres d'importation licite seront admis réciproquement par les bureaux de douane qui leur seront ouverts actuellement, ou qui le seraient par la suite.

Art. 14. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient aux parties contractantes, de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production, à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente convention ne portera aucune atteinte au droit des parties contractantes de prohiber l'importation des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être de contrefaçon.

Art. 15. Dans le but de faciliter l'exécution de la présente convention, les parties contractantes s'engagent à se donner mutuellement, et dans le plus bref délai possible, connaissance de toutes les lois et règlements actuellement en vigueur, concernant les droits des auteurs sur la propriété littéraire et artistique, de même que des changements qui pourraient survenir sur ces matières dans la législation des deux pays.

Les parties contractantes se réservent en même temps la faculté d'apporter, d'un commun accord, à la présente convention toute modification dont l'expérience viendrait à démontrer l'utilité.

Art. 16. La présente convention sera mise à exécution deux mois après l'échange de ses ratifications.

Elle restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1875. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.



Art. 17. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Carlsruhe le plus tôt possible.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Carlsruhe, le 24 mai 1870.

(L. S.) *Signé* : ARTOM.

(L. S.) *Signé* : FREYDORF.

## PROTOCOLE

Les soussignés, en procédant à l'échange des ratifications de la convention relative à la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée par eux le 24 mai 1870, sont convenus, au nom et d'autorité de leurs gouvernements, de ce qui suit :

Il demeure entendu que les stipulations du premier article de la convention du 24 mai 1870, en ce qui concerne la garantie réciproque en Italie et dans le Grand-Duché de Bade de la propriété des œuvres musicales, ne s'appliqueront point à la reproduction mécanique des airs musicaux au moyen de boîtes à musique, orchestrons, orgues de Barbarie ou autres instruments analogues, ce qui fait que la fabrication et la vente de ces instruments ne peuvent être soumises, entre les deux pays, à aucune restriction ni réserve du chef de ladite convention ou d'une loi sur la matière.

En foi de quoi, les soussignés ont fait dresser le présent protocole et y ont opposé leurs signatures et les sceaux de leurs armes.

Carlsruhe, le 3 septembre 1870.

(L. S.) *Signé* : ARTOM.

(L. S.) *Signé* : FREYDORF.

---

## RUSSIE — SUÈDE ET NORVÈGE

DÉCLARATION POUR FIXER LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DES SUJETS DES TERRITOIRES LIMITOPHES DE L'UN DES DEUX PAYS ENTENDUS COMME TÉMOINS EN AFFAIRE CRIMINELLE DEVANT UN TRIBUNAL DE L'AUTRE, SIGNÉE A SAINT-PÉTERSBOURG LE 1<sup>er</sup> JUIN 1870.

Le gouvernement Impérial de Russie et le gouvernement Royal de Suède et de Norvège ayant jugé utile d'établir une règle générale,

d'après laquelle, dans les parties limitrophes de la Finlande et de la Suède, les sujets de l'un des deux pays, entendus comme témoins en affaire criminelle devant un tribunal de l'autre, devront être remboursés de leurs frais de route et de séjour, ont résolu de commun accord :

Que dans les occasions où, conformément à l'art. 8 de la convention conclue à Torne à le 5/17 janvier 1821 (1), entre la Russie d'une part et la Suède de l'autre, un sujet de l'une des deux Puissances, après avoir été dûment convoqué par l'autorité compétente, aura comparu comme témoin en procès criminel, dans les cas cités par l'article en question, devant un tribunal de l'autre pays et qu'il n'aura pu être indemnisé par l'accusé de ses frais de route et de séjour, l'indemnité en question qui lui revient d'après les lois de son pays tombe à la charge du gouvernement dont il est le sujet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont dressé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Saint-Petersbourg, le 20 mai/1<sup>er</sup> juin 1870.

(L. S.) *Signé* : GORTCHACOFF. (L. S.) *Signé* : O. M. BJORNSTJERNA.

---

(1) ART. 8 DE LA CONVENTION DU 17 JANVIER 1821.

Pour ce qui concerne le mode de procédure criminelle des deux côtés de la frontière, les hautes parties contractantes sont convenues :

Tout délit, plus ou moins grave, commis par les sujets de l'une des deux puissances, sur le territoire de l'autre puissance, doit, lorsque le coupable est saisi dans ce dernier pays, être jugé et puni, selon les lois et par les tribunaux du pays où a été commis le délit.

Lorsqu'un sujet de l'une des deux puissances commet sur le territoire de l'autre puissance, dans l'une des paroisses limitrophes entre la Suède et la Russie, un des délits mentionnés dans l'art. 7 de l'acte de démarcation du 20 novembre 1810, tels que meurtres, incendies, brigandages ou vols, et qu'ensuite le coupable se réfugie dans son propre pays, la partie lésée, où l'accusateur public, pourra s'adresser au gouverneur de la province où s'est commis le crime, pour en obtenir la poursuite légale, et pour lors cette autorité, après avoir recueilli des éclaircissements sur l'existence du crime, doit demander l'instruction de la cause, par voie de correspondance avec le gouverneur de la province à laquelle appartient le prévenu.

Ce dernier gouverneur de province devra alors prendre des dispositions, non seulement pour que l'instruction de l'affaire soit dévolue au tribunal, qui, dans la patrie de l'accusé, se trouve le plus proche de l'endroit où s'est commis le crime; mais aussi, que le dit accusé compareaisse au tribunal, devant en outre donner avis du jour désigné pour l'information au gouverneur de province, qui en a fait la demande, lequel en instruira la partie intéressée ou l'accusateur.

Le lésé et l'accusateur seront tenus de comparaître au jour et au lieu fixés pour l'information, munis des témoins, ou autres preuves qu'on pourra produire, et pour la comparution de ceux des témoins qui ne séjournent pas dans l'enceinte du pays où l'information a lieu, ils pourront requérir l'entremise du gouverneur de province du pays dans lequel les individus en question sont domiciliés.

Le tribunal, auquel la cause aura été ainsi dévolue, devra, tant à l'égard des informations, que pour ce qui concerne la détermination de la peine, procéder selon les lois en vigueur dans le pays.

S'il se commet des délits moins graves sur la frontière de la Suède et de la Russie, par un sujet de l'une des deux puissances, sur le territoire de l'autre puissance, et que le coupable soit retourné dans son pays, celui qui a été préjudicié, pourra lui-même, ou par mandataire, s'adresser immédiatement au juge le plus proche de la frontière du pays auquel appartient le délinquant, et poursuivra contre lui ses prétentions, selon les lois de ce dernier pays, dans lequel il lui sera accordé toute aide et assistance légale.

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — GRANDE-BRETAGNE

CONVENTION POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES NÈGRES ADDITIONNELLE AU TRAITÉ DU 7 AVRIL 1862 (1), CONCLUE A WASHINGTON LE 3 JUILLET 1870

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et les États-Unis d'Amérique, étant arrivés à cette conclusion, qu'il n'est plus longtemps nécessaire de conserver les trois tribunaux mixtes qui sont établis à Sierra-Léone, au cap de Bonne-Espérance et à

(1) Voir *Archives*, 1862, t. III, p. 9.

New-York, conformément au traité conclu à Washington, le 7 avril 1862, pour la suppression du commerce des esclaves en Afrique, ont résolu de conclure une convention additionnelle pour faire audit traité les changements nécessaires et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : Édouard *Thornton*, esq., compagnon de l'ordre du Bain et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès des États-Unis d'Amérique ;

Et le Président des États-Unis d'Amérique : M. Hamilton *Fish*, secrétaire d'État ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Toutes les clauses du traité conclu à Washington, le 7 avril 1862, entre S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et les États-Unis d'Amérique, pour la suppression de la traite des nègres, et les annexes A et B dudit traité, se rapportant à l'établissement de trois tribunaux mixtes à Sierra-Léone, au cap de Bonne-Espérance et à New-York, pour juger les cas de prise des bâtiments qui pourraient leur être soumis, sous l'inculpation d'avoir fait la traite des nègres, ou d'avoir été équipés pour ce trafic dans ce but, aussi bien que tout ce qui se rapporte à la composition, à la juridiction et au mode de procédure desdits tribunaux, cesseront d'être en vigueur, en ce qui concerne lesdits tribunaux mixtes, à partir de l'échange des ratifications de la présente convention additionnelle, à l'exception des actes ou poursuites faits antérieurement à la communication officielle de cette convention additionnelle auxdits tribunaux mixtes. Lesdits tribunaux n'auront pas moins le pouvoir, et ce sera leur devoir de le faire, de terminer le plus promptement possible tous les procès pendants ou non encore jugés par eux ou par l'un d'eux au moment où ils recevront avis des ratifications de cette convention.

Art. 2. La juridiction exercée jusqu'ici par lesdits tribunaux mixtes, conformément aux clauses dudit traité, sera, après l'échange des ratifications de la présente convention additionnelle, exercée par les tribunaux de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, selon leur mode respectif de procédure en matière de prise maritime, et toutes les clauses dudit traité, en ce qui concerne l'envoi en jugement des bâtiments arrêtés devant lesdits tribunaux mixtes, et en ce qui concerne le jugement desdits vaisseaux par lesdits tribunaux et les conséquences de ces jugements, seront transférées *mutatis mutandis* aux tribunaux des hautes parties contractantes.



Il est bien entendu cependant qu'il pourra y avoir appel de la décision de tout tribunal des hautes parties contractantes, de la même manière que la loi du pays où le tribunal fonctionne permet de le faire dans les autres cas de traite.

Art. 3. Il est convenu que, dans le cas où un bâtiment britannique, après avoir été visité par un croiseur des États-Unis, sera arrêté sous l'inculpation de faire le commerce de la traite ou d'être équipé dans ce but, ce bâtiment sera envoyé, pour être mis en jugement, à la colonie anglaise la plus proche ou la plus accessible, ou bien sera remis à un croiseur britannique, s'il en rencontre un dans le voisinage de la prise, et de même, dans le cas où un navire des États-Unis, après avoir été visité par un croiseur britannique, sera arrêté sous l'inculpation de faire le commerce de la traite ou d'être équipé dans ce but, ce bâtiment sera envoyé, pour être mis en jugement, à New-York ou à Key-West, ou remis à un croiseur des États Unis, s'il s'en rencontre un dans le voisinage de la prise.

Tous les témoins et les preuves nécessaires pour établir la culpabilité du capitaine, de l'équipage ou toute autre personne trouvée à bord d'un tel bâtiment devront être envoyés et livrés avec le bâtiment lui-même, afin d'être produits devant le tribunal par lequel ce bâtiment ou ces personnes devront être jugés.

Tous les nègres ou autres personnes (sauf les témoins nécessaires) qui auront été trouvés à bord d'un bâtiment anglais ou américain pour être emmenés en esclavage seront remis à l'autorité britannique la plus proche. Ils seront immédiatement mis en liberté et resteront libres, sous la garantie de S. M. Britannique. En ce qui regarde ceux des nègres ou autres personnes qui pourront être envoyés, avec le bâtiment arrêté, comme témoins nécessaires, le gouvernement auquel ils auront été livrés les mettra en liberté aussitôt que leur témoignage ne sera plus longtemps requis et leur garantira la liberté.

Lorsqu'un bâtiment arrêté sera remis au croiseur de sa nation, un commissaire officiel et les autres témoins et preuves nécessaires accompagneront ledit bâtiment.

Art. 4. Il est convenu mutuellement que les instructions annexées à cette convention, qui seront données aux navires de la marine des deux pays destinés à prévenir la traite, formeront partie intégrante de ladite convention et auront la même force et le même effet que si elles avaient été annexées au traité du 7 avril 1862, au lieu des instructions formant l'annexe A dudit traité.

Art. 5. Sous tous les autres rapports, les stipulations du traité du 7 avril 1862 resteront en vigueur jusqu'à notification, par une des

hautes parties contractantes, dans la forme prescrite par l'art. 12.

Art. 6. Les hautes parties contractantes s'engagent à porter la présente convention à la connaissance des tribunaux mixtes et des officiers commandant les croisières respectives, et à leur donner les instructions nécessaires dans le plus bref délai possible.

Art. 7. La présente convention additionnelle aura la même durée que le traité du 7 avril 1862 et l'article additionnel du 17 février 1863. Elle sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé ladite convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Washington, le troisième jour de juin, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-dix.

(L. S.) *Signé* : Édouard THORNTON. (L. S.) *Signé* : Hamilton FISH.

## ANNEXE

### INSTRUCTIONS POUR LES BATIMENTS DE LA MARINE BRITANNIQUE ET DES ÉTATS-UNIS CHARGÉS D'EMPÊCHER LA TRAITE.

Art. 1<sup>er</sup>. Le commandant de tout bâtiment appartenant à la marine britannique ou des États-Unis qui sera muni de ces instructions aura le droit de visiter et d'arrêter tout bâtiment anglais ou américain qui fera la traite ou sera suspecté de la faire, durant le voyage pendant lequel il aura été rencontré par un bâtiment de la marine britannique; ledit commandant, en conséquence, enverra ou conduira ledit bâtiment marchand (sauf le cas prévu dans l'art. 5 de ces instructions), le plus promptement possible pour être jugé, suivant l'art. 3 de la convention additionnelle de ce jour, savoir :

Dans le cas où un bâtiment britannique aura été visité et arrêté par un croiseur des États-Unis, ledit bâtiment sera envoyé à la colonie britannique la plus proche et la plus accessible, ou sera remis à un croiseur britannique, s'il s'en rencontre un dans le voisinage de la prise.

Dans le cas où un bâtiment des États-Unis aura été visité et arrêté par un croiseur britannique, ledit bâtiment sera envoyé à New-York ou à Key-West, suivant la convenance, où bien sera remis à un croiseur des États-Unis, s'il s'en rencontre un dans le voisinage de la prise.

Art. 2. Toutes les fois qu'un navire d'une des deux marines dûment autorisé, comme il est dit plus haut, rencontrera un bâtiment marchand sujet à être visité, d'après les clauses du traité du 7 août 1862 et de cette convention additionnelle, la visite sera faite avec la courtoisie et les égards qui sont dus entre nations alliées et amies, et, dans tous les cas, la visite sera faite par un officier d'un rang non inférieur à celui de lieutenant dans la marine, ou par l'officier qui, à ce moment, commandera en second le bâtiment par lequel la visite devra être faite.

Art. 3. Le commandant de tout navire dûment autorisé comme il est dit plus haut, qui arrêtera tout bâtiment marchand, conformément à la teneur des instructions présentes, laissera à bord dudit bâtiment le capitaine, le second ou le maître d'équipage, deux ou trois au moins de l'équipage et toute la cargaison. Le capteur, au moment de la détention, devra dresser une déclaration par écrit, dans laquelle il détaillera l'état dans lequel il a trouvé le bâtiment arrêté; cette déclaration sera signée par lui et donnée ou envoyée, avec le bâtiment arrêté, pour être produite comme preuve devant le tribunal. Il devra remettre au capitaine du bâtiment arrêté une liste signée et certifiée des papiers trouvés à bord, ainsi qu'un certificat du nombre des nègres ou autres personnes destinés à l'esclavage qui se trouveront à bord au moment de l'arrêt.

Dans la déclaration que le capteur est tenu de faire, aussi bien que dans la liste certifiée des papiers saisis et dans le certificat du nombre des nègres ou autres destinés à l'esclavage trouvés à bord dudit bâtiment, il mettra son nom et son prénom, le nom du navire capteur, la latitude et la longitude du lieu où l'arrestation a été faite.

L'officier chargé du bâtiment arrêté, en même temps qu'il remettra au tribunal les papiers du bord et la déclaration du capitaine, remettra un certificat signé de lui et certifié sous serment, indiquant les changements qui pourront avoir eu lieu relativement au bâtiment, à l'équipage et à son chargement entre l'époque où l'arrêt a eu lieu et celle de la remise dudit certificat.

Quand le bâtiment arrêté sera remis à un croiseur de sa propre nation, un commissaire officiel et les autres témoins et preuves nécessaires accompagneront le bâtiment.

Art. 4. Tous les nègres ou autres personnes (sauf les témoins nécessaires) qui auront été trouvés à bord d'un bâtiment arrêté, britannique ou américain, pour être emmenés en esclavage, seront remis, par le commandant de la prise, à l'autorité britannique la plus proche.

Art. 5. Dans le cas où un bâtiment arrêté, conformément aux in-

structions présentes, sera reconnu comme ne pouvant pas tenir la mer ou comme étant dans des conditions telles qu'il ne pourrait pas être conduit pour être jugé comme il est dit dans l'article additionnel, le commandant de la prise pourra assumer sur lui la responsabilité d'abandonner ou de détruire ladite prise, pourvu que les causes exactes qui ont rendu cette résolution impérativement nécessaire soient consignées dans un certificat vérifié sous serment. Ce certificat sera dressé et fait entièrement par lui, en double, au moment même, et sera reçu comme *prima facie* témoignage des faits qui y sont relatés, sauf preuve contraire.

En cas d'abandon ou de destruction d'un bâtiment capturé, le capitaine et l'équipage, ainsi que les papiers trouvés à bord et les autres preuves et témoins nécessaires, avec un des certificats mentionnés dans le paragraphe précédent de cet article, seront envoyés et remis, aussi promptement que possible, au tribunal compétent devant lequel le bâtiment aurait été autrement renvoyé. Sur la production dudit certificat, le tribunal pourra prononcer sur l'arrêt du bâtiment comme si le bâtiment lui-même avait été envoyé.

Les nègres et autres personnes destinés à l'esclavage seront remis aux autorités britanniques les plus proches.

Les plénipotentiaires soussignés sont convenus, conformément à l'art 4. de la convention additionnelle, signée par eux ce même jour, que les présentes instructions seront annexées à ladite convention et sont considérées comme en faisant partie intégrante.

Fait à Washington, le troisième jour de juin, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-dix.

(L. S.) *Signé* : Édouard THORNTON. (L. S.) *Signé* : Hamilton FISH.

---

## BELGIQUE — WURTEMBERG

CONVENTION RELATIVE A L'EXTRADITION DES MALFAITEURS ET A L'ASSISTANCE RÉCIPROQUE DE LA JUSTICE CRIMINELLE, CONCLUE A STUTTGARD LE 8 JUIN 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi de Wurtemberg, ayant jugé utile d'arrêter une nouvelle convention relative à l'extradition des



malfaiteurs et à l'assistance réciproque de la justice criminelle, ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le baron Jules *Greindl*, son ministre résident près la cour de Wurtemberg, etc. ;

Et S. M. le Roi de Wurtemberg, le baron Charles *Varnbüler de Hemmingen*, son ministre des affaires étrangères, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les gouvernements belge et wurtembergeois s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de Wurtemberg en Belgique ou de Belgique en Wurtemberg, et mis en prévention ou en accusation ou condamnés, comme auteurs ou complices, pour l'une des infractions ci-après énumérées par les tribunaux de celui des deux pays où l'infraction aura été commise, savoir :

1. Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol ;

2. Incendie ;

3. Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ;

4. Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, ainsi que les fraudes dans le choix des échantillons pour la vérification du titre et du poids des monnaies ;

5. Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes ;

6. Vol, y compris le vol commis avec violence ou menaces et extorsion, escroquerie, concussion, détournements commis par des fonctionnaires publics ;

7. Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites ;

8. Association de malfaiteurs ;

9. Avortement ;

10. Bigamie ;

11. Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;

12. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfants ;

13. Exposition ou délaissement d'enfants ;

14. Enlèvement de mineurs ;
15. Attentat à la pudeur commis avec violence ;
16. Attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de quatorze ans ;
17. Attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe ;
18. Coups portés ou blessures faites volontairement, avec préméditation ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe ou la mort sans intention de la donner ;
19. Abus de confiance et tromperie ;
20. Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;
21. Faux serment ;
22. Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques ; usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ;
23. Corruption de fonctionnaires publics ;
24. Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques ; destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, documents ou autres papiers ; destruction ou détérioration de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières ;
25. Destruction et dévastation de récoltes, plantes, arbres ou greffes ;
26. Destruction d'instruments d'agriculture, destruction ou empoisonnement de bestiaux ou autres animaux ;
27. Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou des délits prévus par la présente convention, lorsqu'il sera punissable d'après la législation des deux pays.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces crimes et délits lorsqu'elle sera punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 2. L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée par le gouvernement de l'un des deux pays a été poursuivie et mise hors de cause, ou est encore poursuivie, ou a déjà été punie dans le pays auquel la demande d'extradition est adressée pour le même acte punissable qui est cause de cette demande.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu dans le pays où il est réfugié pour un autre acte punissable, son extradition pourra

être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 3. Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

L'extradition ne sera accordée que sur la production, soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle, émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique, dans les formes prescrites par la législation du gouvernement qui réclame l'extradition.

Art. 4. L'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays pour l'un des faits mentionnés à l'art. 1<sup>er</sup>, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité étrangère compétente et expédié dans les formes prescrites par les lois du gouvernement réclamanant.

Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles prescrites par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 5. En cas d'urgence, l'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction du lieu de sa résidence ou du lieu où il pourra être trouvé, et motivé par un avis officiel donné aux autorités du pays auquel l'extradition est demandée par les autorités du territoire où le crime ou délit aura été commis.

Toutefois, dans ce cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de trois semaines, il reçoit communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

Art. 6. L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'art. 4 ou maintenu en arrestation, suivant le § 2 de l'art. 5, sera mis en liberté si, dans les deux mois de son arrestation, il ne reçoit notification, soit d'un jugement ou arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance de la chambre du conseil, ou d'un arrêt de la chambre des mises en accusation, ou d'un acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Art. 7. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

L'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra pas non plus être poursuivi ou puni pour toute autre infraction antérieure à

l'extradition et non prévue dans la présente convention, à moins que, après avoir subi la peine ou avoir été acquitté du crime ou du délit qui a motivé la demande d'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays ou qu'il n'y soit retourné après l'avoir quitté.

Art. 8. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel se trouve l'étranger.

Art. 9. Si l'individu réclamé est poursuivi ou détenu dans le pays où il s'est réfugié pour des engagements contractés envers des particuliers, l'extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée de faire valoir ses droits devant les autorités judiciaires compétentes.

Art. 10. Lorsque le prévenu, accusé ou condamné dont l'extradition est demandée n'est pas sujet de l'État réclamant, le gouvernement auquel la demande d'extradition a été adressée pourra différer l'extradition jusqu'à ce que le gouvernement auquel l'individu réclamé appartient ait été informé de la réclamation et mis en mesure de faire connaître les motifs qu'il pourra avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le gouvernement saisi de la demande d'extradition sera libre de donner à cette demande la suite qu'il jugera convenable.

Art. 11. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon le cas, dans l'art. 3 ci-dessus, lorsqu'elle sera requise par l'un des États contractants au profit d'un État étranger ou par un État étranger au profit de l'un des États liés l'un et l'autre avec l'État requis par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les art. 7 et 8 de la présente convention.

Art. 12. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est réclamée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, seront livrés à l'État requérant si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise.

Art. 13. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée resteront à la charge de chacun des deux États, dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport par le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclamant.

Art. 14. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, pour des faits non compris sous le nom de crimes et délits politiques, un des



gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Les gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation par rapport à la restitution des frais qui en résulteraient.

Art. 15. Si, dans une cause pénale pour des faits non compris sous le nom de crimes ou délits politiques, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Les personnes résidant en Belgique ou en Wurtemberg appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou l'autre pays ne pourront être poursuivies ou détenues pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où elles figureront comme témoins.

Art. 16. Lorsque, dans une cause pénale pour des faits non compris sous le nom de crimes ou délits politiques, la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et l'on y donnera suite pour autant qu'il n'y a pas de considérations spéciales qui s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation de frais résultant de l'envoi et de la restitution des pièces et documents.

Art. 17. La présente convention, remplaçant celle du 2 avril 1853, ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Art. 18. Elle continuera à être en vigueur jusqu'à la déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernements; elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires l'ont signée en double original et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Stuttgart, le 8 juin 1870.

(L. S.) *Signé* : J. GREINDL.

(L. S.) *Signé* : VARNBULER.

## DÉCLARATION

Les soussignés, s'étant réunis pour signer le traité d'extradition concerté entre la Belgique et le Wurtemberg, ont jugé utile de déclarer formellement que les deux textes du traité, savoir : le texte français et le texte allemand, doivent être considérés comme étant également authentiques, et que s'il pouvait se trouver une divergence entre ces deux textes, de même que s'il surgissait un doute sur l'interprétation d'un passage quelconque, l'on suivra l'interprétation la plus favorable à l'extradition du réclamé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Stuttgardt, le 8 juin 1870.

(L. S.) *Signé* : J. GREINDL.

(L. S.) *Signé* : VARNBÜLER.

## PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les circonstances ne permettant pas d'échanger les ratifications de la convention d'extradition conclue, le 8 juin 1870, entre la Belgique et le Wurtemberg dans les délais fixés à cet effet, les plénipotentiaires de LL. MM. le Roi des Belges et le Roi de Wurtemberg sont convenus de ce qui suit :

Le terme fixé pour l'échange des ratifications de la convention du 8 juin 1870 est prorogé jusqu'au 31 août 1870.

Fait en double original, le huitième jour du mois de juillet mil huit cent soixante et dix.

(L. S.) *Signé* : J. GREINDL.

(L. S.) *Signé* : VARNBÜLER.

---

ESPAGNE

LOI RELATIVE A L'ÉLECTION D'UN ROI, VOTÉE PAR LES CORTÈS  
ET SANCTIONNÉE LE 10 JUIN 1870

Francisco Serrano y Dominguez, Régent du royaume par la volonté des Cortès souveraines, à tous ceux que les présentes verront, salut.

Les Cortès constituantes de la nation espagnole, en vertu de leur souveraineté, décrètent et sanctionnent ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'ordre du jour où il sera procédé à l'élection d'un Roi devra être arrêté huit jours au moins avant l'élection.

Le président des Cortès aura le soin d'informer tous les députés de cette fixation par lettres à eux adressées.

Depuis le moment où l'ordre du jour aura été arrêté, jusqu'au jour du vote, il n'y aura pas de séance de la Chambre.

Art. 2. Le bureau des Cortès interviendra dans tous les actes relatifs à l'élection du Roi.

Les secrétaires rempliront les fonctions de scrutateurs, et les vice-présidents les fonctions de vérificateurs (*comprobatores*).

Art. 3. La séance ne pourra pas être levée avant que l'élection soit terminée, hormis le cas prévu dans l'art. 7 de la présente loi, où le nombre des votes serait tel qu'aucun candidat n'aurait jamais la majorité nécessaire.

Art. 4. Les votes seront exprimés sur les bulletins signés. A cet effet, un secrétaire fera l'appel nominal, et chaque député remettra son bulletin entre les mains du président des Cortès, qui le déposera dans l'urne.

La liste et l'appel des membres de la Chambre seront faits d'après la date de leur proclamation comme députés.

Art. 5. Avant de procéder au scrutin, on lira la liste des votants, afin de rectifier toute erreur qu'elle pourrait renfermer. Immédiatement après le vote, on fera le recensement des bulletins, et l'on ne pourra procéder au dépouillement que si le nombre des bulletins est égal à celui des votants.

Art. 6. Le dépouillement sera fait par les scrutateurs, qui énonceront à haute voix le nom du candidat inscrit et celui du député votant.

Toute difficulté sur le nom du candidat ou du votant sera immédiatement résolue par le bureau.

Tout bulletin ne portant pas la signature du votant sera nul.

Art. 7. Pour que l'élection d'un candidat soit valable, il faut que ce candidat obtienne un nombre de voix égal au moins à la moitié plus un des députés proclamés et légalement aptes à exercer leur mandat le jour où la date de l'élection est arrêtée, conformément aux dispositions de l'art. 1<sup>er</sup> de la présente loi.

Si le premier vote ne réunit cette majorité en faveur d'aucun candidat, il sera procédé à un second vote, qui sera suivi lui-même, s'il n'a pas donné de résultat, d'un troisième vote.

Si, lors du second vote, plus de deux candidats s'étaient partagé les

voix sans qu'aucun eût obtenu la majorité nécessaire, le troisième scrutin n'aura lieu qu'entre les deux candidats qui auront obtenu le plus grand nombre de votes au second tour.

Si, à la troisième épreuve, il y a partage des voix, on répétera le scrutin entre les mêmes candidats.

Les voix qui, dans le troisième scrutin, seraient données à un candidat autre que l'un des deux désignés dans le § 3 de cet article, seront considérées comme nulles.

Si, au troisième et, le cas échéant, au quatrième vote, aucun Roi n'a été élu, le président en fera la déclaration, et il déclarera en même temps que le vote est terminé.

Art. 8. Le scrutin terminé, le président publiera le résultat du vote ; il déclarera le Roi élu, s'il a le nombre de voix suffisant, et nommera une commission de vingt-quatre députés pour lui annoncer ce résultat.

Art. 9. Le Roi élu ayant accepté ses fonctions, les Cortès détermineront le cérémonial selon lequel il devra prêter serment, devant elles et entre les mains du président : la formule du serment sera celle-ci :

Un des secrétaires donnera lecture de la constitution espagnole de 1869 ; puis le président des Cortès demandera au Roi élu :

« Acceptez-vous et jurez-vous de maintenir et de faire maintenir  
« la constitution de la Nation Espagnole de 1869, dont vous venez  
« d'entendre la lecture ? Jurez-vous également de respecter les lois du  
« royaume ? »

L'élu dira en réponse :

« J'accepte la constitution et je jure de maintenir et de faire res-  
« pecter la constitution et les lois. »

Le président répondra :

« Si vous êtes fidèle à votre serment, que Dieu vous en recompense !  
« si vous le trahissez, qu'il vous punisse ! »

L'élection sera terminée par la déclaration suivante :

« Les Cortès ont entendu l'acceptation et le serment que le Roi  
« vient de prêter à la constitution de la Nation Espagnole et aux lois.  
« Est proclamé Roi d'Espagne .... (Ici le nom de l'élu.)

Art. 10. Si l'élection du Roi devait se faire par le Congrès et le Sénat réunis, il sera procédé, en tout ce qui ne sera pas prévu par la présente loi, conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1837 sur les relations entre les Corps législatifs. Dans ce cas, les quatre vice-présidents plus anciens rempliront les fonctions de vérificateurs.

Art. 11. Les procès-verbaux des séances dans lesquelles l'élection



aura eu lieu et le Roi élu aura prêté serment feront partie intégrante de la présente loi et seront annexés avec elle à la constitution.

Avec l'assentiment des Cortès constituantes, la présente loi est communiquée au régent du royaume.

## BELGIQUE — HESSE

TRAITÉ POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS, CONCLU A DARMSTADT  
LE 13 JUIN 1870.

S. M. le Roi des Belges d'une part, et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et au Rhin d'autre part, étant convenus de conclure un traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Belges : Le sieur Jules baron *Greindl*, son ministre résident près la cour grand-ducale de Hesse, chevalier de l'ordre de Léopold, décoré de l'ordre du Medjidié de première classe, commandeur de l'ordre du Christ de Portugal, chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de deuxième classe, officier de l'ordre du Sauveur, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand;

S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et au Rhin : Le sieur Charles *Neidhardt*, docteur en droit, conseiller du ministère de la maison grand-ducale et des affaires étrangères, commandeur de l'ordre de Saint-Michel de Bavière, chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de Russie de deuxième classe, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les hautes parties contractantes s'engagent par le présent traité à se livrer réciproquement, dans tous les cas prévus par les clauses dudit traité, les personnes qui, à cause d'un des faits ci-après énumérés, commis et punissables sur le territoire de la partie réclame, ont été, comme auteurs ou complices condamnées ou mises en accusation, ou soumises à une poursuite judiciaire, savoir :

1. Pour meurtre, assassinat, empoisonnement, parricide et infanticide;

2. Pour avortement volontaire;

3. Pour exposition d'un enfant au-dessous de sept ans ou abandon prémédité d'un tel enfant dans un état qui le prive de tout secours;

4. Pour rapt ou recel d'un enfant au-dessous de sept ans et pour enlèvement, suppression, substitution ou supposition d'enfants ;
5. Pour enlèvement d'une personne mineure ;
6. Pour privation volontaire et illégale de la liberté individuelle d'une personne, commise par un particulier ;
7. Pour bigamie ;
8. Pour viol ;
9. Pour attentat à la pudeur avec violence, sur une personne de l'un ou de l'autre sexe ;
10. Pour attentat à la pudeur, sans violence, avec une personne de l'un ou de l'autre sexe âgée de moins de quatorze ans ;
11. Pour excitation habituelle à la débauche de personnes mineures de l'un ou de l'autre sexe ;
12. Pour coups portés ou blessures faites volontairement à une personne, qui ont eu pour conséquence une maladie paraissant incurable, ou une incapacité permanente de travail, ou la perte de l'usage absolu d'un organe, ou la mort sans l'intention de la donner ;
13. Pour vol, rapine et extorsion ;
14. Pour abus de confiance dans les cas prévus simultanément par la législation des deux parties contractantes ;
15. Pour escroquerie ou tromperie ;
16. Pour banqueroute frauduleuse et lésions frauduleuses à une masse faillie ;
17. Pour faux serment ;
18. Pour faux témoignage ou pour fausse déclaration d'un expert ou d'un interprète ;
19. Pour subornation de témoins, experts ou interprètes ;
20. Pour faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage fait avec connaissance de dépêches télégraphiques ou titres faux ou falsifiés ;
21. Pour fausse monnaie, particulièrement pour contrefaçon ou altération de monnaies de métal et de papier, et pour émission et mise en circulation avec connaissance de monnaies de métal ou de papier contrefaites ou altérées ;
22. Pour contrefaçon et falsification de billets de banque et autres titres d'obligations et valeurs en papier quelconques émis par l'État ou sous l'autorité de l'État par des corporations, sociétés ou particuliers, ainsi que pour émission et mise en circulation avec connaissance de ces billets de banque, titres d'obligations et autres valeurs en papier contrefaits ou falsifiés ;
23. Pour incendie volontaire ;

24. Pour détournement et concussion de la part de fonctionnaires publics ;

25. Pour corruption de fonctionnaires publics dans le but de les porter à violer les devoirs de leur charge ;

26. Pour les faits punissables suivants, des capitaines de navires et gens de l'équipage sur des bâtiments de mer ;

Pour destruction volontaire et illégale d'un navire ;

Pour résistance avec violences et voies de fait envers le capitaine par plus d'un tiers de l'équipage ;

27. Pour destruction, en tout ou en partie, des chemins de fer, machines à vapeur ou appareils télégraphiques ;

Pour entraves volontaires à la circulation d'un convoi sur le chemin de fer, par le dépôt d'objets quelconques, par le dérangement des rails ou de leurs supports, par l'enlèvement des chevilles ou clavettes, ou par l'emploi de tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails ;

28. Pour recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative des faits ci-dessus énumérés, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 2. Toutefois il ne sera livré de la part du gouvernement belge aucun Belge au gouvernement de la Hesse ; et de la part de celui-ci aucun Hessois ne sera livré au gouvernement belge. Si l'individu réclamé n'est ni Belge ni Hessois, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque l'État auquel il appartient aura été informé de la demande d'extradition et n'y aura pas fait d'opposition.

Art. 3. L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée par le gouvernement belge a été poursuivie et mise hors de cause ou est encore poursuivie, ou a déjà été punie en Hesse, ou si la personne réclamée par le gouvernement hessois a été poursuivie et mise hors de cause, ou est encore poursuivie, ou a déjà été punie en Belgique pour le même acte punissable qui est cause de la demande d'extradition.

Lorsque la personne réclamée par le gouvernement belge est poursuivie en Hesse ou que la personne réclamée par le gouvernement hessois est poursuivie en Belgique à cause d'un autre acte punissable, son extradition sera différée jusqu'à la fin de ces poursuites et l'accomplissement de la peine éventuellement prononcée contre elle.

Art. 4. Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique.

La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs mentionnés à l'art. 1<sup>er</sup> ne peut, par conséquent, en aucun cas être poursuivie et punie dans l'État auquel l'extradition a été accordée à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique, ni à raison d'un crime ou délit non prévu par la présente convention.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, le commencement des poursuites judiciaires ou la condamnation qui s'en sera suivie, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel l'étranger se trouve au moment où l'extradition est demandée.

Art. 6. Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

L'extradition d'un inculpé des actes punissables mentionnés à l'art. 1<sup>er</sup> ne sera accordée que sur le fondement d'une sentence de condamnation, ou sur le fondement d'une décision formelle du tribunal compétent pour la mise en état d'accusation ou l'ouverture de la poursuite, ou sur le fondement d'une ordonnance édictée par le juge compétent, par laquelle le renvoi de l'inculpé devant ce juge est formellement décrété, pour autant que ces documents soient produits en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du gouvernement qui demande l'extradition.

Art. 7. L'individu poursuivi à raison d'un des actes punissables énumérés à l'art. 1<sup>er</sup> peut toutefois être provisoirement arrêté sur la production d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire compétente de l'État qui demande l'extradition dans les formes prescrites par les lois de celui-ci.

Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles prescrites par la législation du gouvernement auquel elle est demandée. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire peut aussi avoir lieu sur la production d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction du lieu où l'inculpé a établi son séjour, ou peut être trouvé, sur le fondement d'une communication officielle faite par l'autorité compétente de l'État dans lequel l'acte punissable a été commis.

Dans ce dernier cas, l'individu arrêté provisoirement doit être mis en liberté si, dans les dix jours après son arrestation, il ne lui est remis un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire compétente de l'État qui demande l'extradition.

Mais, en tous cas, l'individu arrêté provisoirement doit être mis en liberté si, dans les deux mois, il ne lui est remis, soit une sentence de



condamnation, soit une décision formelle du tribunal compétent pour la mise en état d'accusation ou l'ouverture de la poursuite, soit une ordonnance édictée par le juge compétent, par laquelle le renvoi de l'inculpé devant ce juge est formellement décrété.

Art. 8. Tous les objets saisis, qui, au moment de l'arrestation, se trouvent en possession de l'individu à extraditer, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la restitution, seront remis en même temps, lors de l'exécution de l'extradition, et cette remise s'étendra, non-seulement aux objets soustraits, mais à tout ce qui pourrait servir de preuve du crime.

Art. 9. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés selon les cas dans l'art. 6 ci-dessus, lorsqu'elle sera requise par l'un des États contractants au profit d'un État étranger, ou par un État étranger au profit de l'un desdits États, liés l'un et l'autre avec l'État requis par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition, et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les art. 4 et 5 de la présente convention.

Art. 10. Les parties contractantes renoncent à acquérir la restitution des frais qui leur surviennent du chef de l'arrestation et de l'entretien de l'individu à extraditer ou de son transport jusqu'à la frontière.

Les frais de transport, etc., par le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclamant.

Art. 11. Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des parties contractantes.

Depuis ce moment, le traité sur l'extradition des malfaiteurs conclu le 2 février 1845 entre la Belgique et le grand-duché de Hesse cesse d'être en vigueur.

Le présent traité ne s'étendra pas à la partie du grand-duché de Hesse comprise dans la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Le présent traité peut être dénoncé par chacune des deux parties contractantes; mais il demeurera encore en vigueur six mois après cette dénonciation.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original à Darmstadt, le 13 juin 1870.

(L. S.) *Signé* : J. GREINDL.

(L. S.) *Signé* : Dr NEIDHARDT.

## PROTOCOLE ADDITIONNEL.

Les circonstances ne permettant pas d'échanger les ratifications de la convention d'extradition conclue le 13 juin 1870 entre la Belgique et la Hesse dans les délais fixés à cet effet, les plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi des Belges et de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse et au Rhin sont convenus de ce qui suit :

Le terme fixé pour l'échange des ratifications de la convention du 13 juin 1870 est prorogé jusqu'au 31 août 1870.

Fait en double original, le 8<sup>e</sup> jour du mois de juillet 1870.

(L. S.) *Signé* : GREINDL.

(L. S.) *Signé* : D<sup>r</sup> NEIDHARDT.

---

## BELGIQUE — ÉQUATEUR

### CONVENTION POUR LE RACHAT DU PÉAGE DE L'ESCAUT, CONCLUE A QUITO LE 14 JUIN 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. Ex. le Président de la république de l'Équateur, désirant associer la république de l'Équateur aux arrangements qui ont mis fin au péage de l'Escaut, et faciliter par là le développement du commerce et de la navigation entre la Belgique et l'Équateur, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges : le sieur Émile *Déville*, son consul à Quito ;

S. Ex. le Président de la république de l'Équateur : don Francisco-Javier *Léon*, son ministre, secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. La république de l'Équateur accède au traité général qui a été conclu le 16 juillet 1863 (1) pour le rachat du péage de l'Escaut, et dont le texte restera annexé à la présente convention.

Art. 2. S. M. le Roi des Belges prend, envers la république de

(1) Voir *Archives diplomatiques*, 1863, t. IV, p. 408.

l'Équateur, les engagements que Sa Majesté a souscrits dans le traité général mentionné à l'article précédent.

Art. 3. La quote-part de la république de l'Équateur dans le capital de rachat du péage de l'Escaut a été fixée à 1,440 francs, laquelle somme a été versée au trésor belge par le consul de la république de l'Équateur à Bruxelles.

Art. 4. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Quito dans un délai de dix-huit mois, ou plus tôt si faire se peut,

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Quito, le 14 juin 1870.

(L. S.) *Signé* : Émile DEVILLE.

(L. S.) *Signé* : Francisco-Javier LÉON.

## BELGIQUE — ESPAGNE

### CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DES CRIMES ET DÉLITS, CONCLUE A BRUXELLES LE 17 JUIN 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. A. le Régent de la Nation Espagnole par la volonté des Cortès souveraines, désirant assurer la répression des crimes et délits, ont résolu, de commun accord, de conclure une convention et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. Jules *Vanderstichelen*, grand-cordon de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, son ministre des affaires étrangères, etc., etc., et

S. A. le Régent d'Espagne, don Eduardo *Asquerino*, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III et de l'ordre américain d'Isabelle-la-Catholique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Belges et près S. M. le Roi des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les gouvernements belge et espagnol s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui sont mis en prévention, ou en accu-

sation, ou condamnés, comme auteurs ou complices, pour l'un des crimes ou délits énumérés ci-après à l'art. 2, commis sur le territoire de l'un des deux États contractants et qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

**Art. 2. Ces crimes et délits sont :**

1<sup>o</sup> Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre ;

2<sup>o</sup> Coups portés et blessures faites volontairement, soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre, de l'œil ou de tout autre organe, ou la mort sans intention de la donner ;

3<sup>o</sup> Bigamie, enlèvement de mineurs ; viol ; avortement ; attentat à la pudeur commis avec violence ; attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de quatorze ans ; attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe ;

4<sup>o</sup> Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ; exposition ou délaissement d'enfant ;

5<sup>o</sup> Incendie ;

6<sup>o</sup> Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques ;

7<sup>o</sup> Association de malfaiteurs, vol ;

8<sup>o</sup> Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion ;

9<sup>o</sup> Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers ;

10<sup>o</sup> Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée ; contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés, émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ; contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, à l'exception de ceux de particuliers ou de négociants ; usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ;

11<sup>o</sup> Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes ; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;



12° Faux serment ;

13° Concussion , détournements commis par des fonctionnaires publics ; corruption de fonctionnaires publics ;

14° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites ;

15° Escroquerie, abus de confiance et tromperie ;

16° Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux pays, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche ;

17° Prise d'un navire par les marins ou passagers, par fraude ou violence envers le capitaine ;

18° Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces crimes ou délits, lorsqu'elle est punissable par la législation des deux pays contractants.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques.

L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à ce crime ou délit, ni pour aucune infraction antérieure à l'extradition et non comprise dans la présente convention, à moins que , après avoir été puni ou définitivement acquitté du fait qui a motivé l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays ou bien qu'il y retourne de nouveau.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas et pour aucun motif, les hautes parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux, sauf les poursuites à exercer contre eux dans leurs pays, conformément aux lois en vigueur.

Art. 6. Les prévenus, accusés ou condamnés, qui ne sont sujets ni de l'un ni de l'autre des deux États, ne seront livrés au gouvernement qui aura réclamé leur extradition que lorsque l'État auquel ils appartiennent, et qui sera informé de la demande d'extradition par le gouvernement auquel celle-ci a été adressée, ne s'opposera pas à leur extradition.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux États pour crimes ou délits distincts, le gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités

accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre, pour purger successivement les accusations.

Art. 7. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou un délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. L'extradition ne pourra être suspendue, même si elle empêche l'accomplissement d'obligations que l'individu réclamé aurait contractées envers des particuliers, lesquels pourront toutefois faire valoir leurs droits devant les autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 10. L'extradition ne sera accordée que sur la production, soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique.

Ces pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la demande.

Art. 11. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'art. 2 de la présente convention sera arrêté préventivement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente et produit par voie diplomatique.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

Toutefois, dans ce dernier cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de trois semaines, il reçoit communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les

règles établies par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 12. L'étranger arrêté provisoirement aux termes du § 1<sup>er</sup> de l'article précédent ou maintenu en état d'arrestation aux termes du § 3 du même article, sera mis en liberté si, dans les deux mois de son arrestation, il ne reçoit notification, soit d'un jugement ou arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance de la chambre du conseil ou d'un arrêt de la chambre des mises en accusation, ou d'un acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Art. 13. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est réclamée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, seront livrés à l'État réclamatant si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du prévenu.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de même nature qu'il aurait cachés ou déposés dans le pays où il se serait réfugié et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets mentionnés, qui doivent leur être rendus sans frais dès que le procès criminel ou correctionnel sera terminé.

Art. 14. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux États, dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres sur le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclamatant. Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le gouvernement réclamatant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 15. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon les cas, dans l'art. 10 ci-dessus, lorsqu'elle sera requise par l'un des États contractants au profit d'un État étranger ou par un État étranger au profit de l'un desdits États liés l'un et l'autre avec l'État requis par un traité comprenant

l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition, et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les art. 3 et 4 de la présente convention.

Art. 16. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire.

Art. 17. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Espagnol ou à un Belge paraîtra nécessaire au gouvernement belge, et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à personne, à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification, revêtu du visa, sera renvoyé par la même voie au gouvernement requérant.

Art. 18. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui est faite et, dans ce cas, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Les personnes résidant en Belgique ou en Espagne, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où elles figureront comme témoins.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 19. Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, au gouver-



nement du pays auquel appartient le condamné, pour être déposé au greffe du tribunal qu'il appartiendra.

Chacun des deux gouvernements donnera, à ce sujet, les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 20. La présente convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle est conclue pour cinq ans, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucun des deux gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autres années, et ainsi de suite, de cinq en cinq ans.

Art. 21, La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bruxelles dans l'espace de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires l'ont signée en double original et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait en double original à Bruxelles, le 17 juin 1870.

(L. S.) *Signé* : Jules VANDERSTICHELEN.

(L. S.) *Signé* : Eduardo ASQUERINO.

## ALLEMAGNE DU NORD — SUISSE — ITALIE

CONVENTION RELATIVE A LA CONSTRUCTION D'UN CHEMIN DE FER PAR LE SAINT-GOTHARD, RELIANT LES CHEMINS DE FER ALLEMANDS ET ITALIENS, SIGNÉE A BERLIN LE 20 JUIN 1870.

S. M. le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, ayant, aux termes du protocole final du 13 octobre 1869, invité S. M. le Roi de Prusse à adhérer, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, à la convention conclue le 15 octobre 1869 (1), entre l'Italie et la Suisse, pour la construction d'un chemin de fer par le Saint-Gothard, reliant les chemins de fer allemands et les chemins

( Voir *Archives*, 1873, t. II, p. 773.

ARCH. DIPL. 1874. — IV.

de fer italiens, et S. M. le Roi de Prusse désirant associer, pour l'accomplissement de cette œuvre, les efforts de l'Allemagne du Nord à ceux de l'Italie et de la Suisse, LL. MM. le Roi de Prusse et le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : MM....., etc., etc. ;

Lesquels sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. La Confédération de l'Allemagne du Nord accède à la convention conclue à Berne, le 15 octobre 1869, entre l'Italie et la Suisse, et s'engage à participer pour la somme de 10 millions de francs au total des subsides fixés à l'art. 16 de la convention précitée. Ces 10 millions de francs comprenant un subside de 1 million qui a été voté par l'administration du chemin de fer Rhénan, et un subside de 1 million qui a été voté par l'administration du chemin de fer de Berg et Mark, la somme ci-dessus indiquée de 10 millions sera réduite du montant desdits subsides, attendus de la part des administrations mentionnées, dans le cas où le vote de ces administrations ne serait pas ratifié par les assemblées générales respectives.

Art. 2. Les hautes parties contractantes sont convenues de proroger jusqu'au 31 janvier 1871 le délai fixé à l'art. 21 de la convention du 15 octobre 1869, et qui a été déjà prorogé par les articles additionnels à cette même convention.

Art. 3. La Confédération de l'Allemagne du Nord s'engage à appuyer les démarches déjà faites par la Suisse et l'Italie, en exécution de l'art. 22 de la convention du 15 octobre 1869, et prêtera ses bons offices, afin de faire compléter par l'Allemagne le total des subsides tel qu'il a été prévu par les art. 16 et 20 de la convention susmentionnée.

Si, dans ce nouveau délai fixé à l'art. 2, ce complément de subsides n'était pas assuré par l'Allemagne, la présente convention, comme celle du 15 octobre 1869, sera regardée comme non avenue.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne en même temps que celles de la convention du 15 octobre 1869.

En foi de quoi, etc.

*Suivent les signatures.*

---

## ALLEMAGNE DU NORD — AUTRICHE — HONGRIE

TRAITÉ CONCERNANT LES DROITS DE NAVIGATION SUR L'ELBE, SIGNÉ  
A VIENNE LE 22 JUIN 1870

S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi Apostolique de Hongrie, etc., d'autre part, animés du désir de faire progresser la navigation sur l'Elbe en abolissant les droits de navigation existants, ont fait ouvrir des négociations et nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi de Prusse : son général-major et général à la suite, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. Impériale et Royale Apostolique, etc., Jean-Lothaire de *Schweinitz* ;

S. M. Impériale et Royale Apostolique : son conseiller intime titulaire, chancelier de l'Empire et ministre de la Maison de l'Empereur et des Affaires étrangères, Frédéric-Ferdinand comte de *Beust* ;

Lesquels, après s'être communiqué et avoir reconnu leurs pleins pouvoirs, ont délibéré et conclu la convention qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1870, il ne sera plus perçu sur l'Elbe, pour le passage des bateaux et trains de bois, d'autres droits que ceux qui seront payés à certains établissements destinés à faciliter le trafic.

Art. 2. La convention entre la Prusse, l'Autriche, la Saxe, le Hanovre, le Danemark, Mecklembourg-Schwerin, Anhalt-Dessau-Koethen, Anhalt-Bernbourg, Lubeck et Hambourg, concernant une nouvelle réglementation des tarifs de l'Elbe du 4 avril 1863, les dispositions suspensives de cette convention par l'art. 14 des conventions et traités existants, et la convention entre la Prusse, l'Autriche, la Saxe, Anhalt-Dessau-Koethen, Anhalt-Bernbourg et Hambourg, sur l'administration et la perception des droits communs de navigation sur l'Elbe, situés à Wittenberg, cesseront d'être en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1870.

Art. 3. La présente convention devra être ratifiée, et les ratifications seront échangées à Vienne, dans l'espace de dix jours.

Vienne, le 22 juin 1870.

(L. S.) *Signé* : DE SCHWEINITZ.

(L. S.) *Signé* : BEUST.

## BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION RELATIVE A LA CONVENTION D'EXTRADITION DU 15 AVRIL  
1869 (1), SIGNÉE A BRUXELLES LE 23 JUIN 1870

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Les individus mis en prévention ou en accusation, ou condamnés pour recellement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits énumérés à l'art. 2 de la convention du 15 avril 1869, seront respectivement livrés dans les formes et suivant les règles prescrites par ladite convention.

La présente déclaration aura la même force et la même durée que si elle eût été insérée mot à mot dans ladite convention.

Fait en double à Bruxelles, le 23 juin 1870.

(L. S.) *Signé* : Jules VANDERSTICHELEN.

(L. S.) *Signé* : C. DE BARRAL

---

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — NICARAGUA

CONVENTION D'EXTRADITION, SIGNÉE A MONAGUA LE 25 JUIN 1870.

Les États-Unis d'Amérique et la République du Nicaragua ayant jugé utile, en vue d'une meilleure administration de la justice et pour prévenir les crimes dans leurs États respectifs, que les personnes convaincues ou accusées des crimes ci-dessous dénommés et s'étant soustraites à la justice, soient dans certains cas livrés aux autorités réciproques, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président des États-Unis : M. Ch.-N. *Riotte*, citoyen des États-Unis, et ministre résident dans la République de Nicaragua;

Le Président de la République de Nicaragua : M. *Tomas Ayon*, ministre des relations extérieures.

(1) Voir *Archives*, 1869, tome IV, p. 1480.



Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement des États-Unis et le gouvernement de Nicaragua s'engagent à se livrer mutuellement les personnes condamnées ou accusées des crimes spécifiés dans l'article suivant, commis dans la juridiction d'une des deux parties contractantes; pourvu que cet échange n'aura lieu que d'après des preuves de criminalité qui, suivant les lois du pays où les fugitifs ou les personnes ainsi accusées seront trouvées justifient pleinement leur arrestation et leur mise en jugement, si le crime avait été commis dans ledit pays.

Art. 2. Seront livrées les personnes qui seront convaincues ou accusées, d'après les clauses de cette convention, des crimes suivants :

1. Meurtre, assassinat, parricide, infanticide et empoisonnement;

2. Les crimes de rapt, d'incendie, de piraterie, de mutinerie à bord d'un bâtiment toutes les fois que l'équipage ou une partie de l'équipage, par fraude ou par violence contre le capitaine, s'est emparé du bâtiment.

3. Le crime de vol avec effraction, consistant dans l'acte d'entrer de force de nuit dans la maison d'un autre avec intention de commettre un crime, et le crime de vol, consistant dans l'acte de s'emparer par force et criminellement des biens ou de l'argent d'une autre personne, soit par violence, soit par peur.

4. Le crime de faux, savoir l'émission de billets falsifiés et la contrefaçon de titres publics, de gouvernement ou d'État.

5. La fabrication et la circulation de fausse monnaie soit en argent, soit en billets, de billets de banque, de fonds publics et d'obligations et en général de tous titres de crédit; la contrefaçon des sceaux, poinçons, timbres et marques de l'État et des administrations publiques, ainsi que leur émission.

6. Abus de confiance, soustraction par des personnes à gage au préjudice de ceux qui les emploient, lorsque ces crimes entraînent une peine infamante.

Art. 3. Les clauses de ce traité ne s'appliquent pas aux crimes ou délits ayant un caractère politique, et les personnes qui auront été livrées pour les crimes énumérés dans l'article précédent, ne pourront en aucun cas être poursuivies pour aucun autre crime commis antérieurement à celui ou ceux pour lesquels leur extradition a été demandée.

Art. 4. Dans le cas où la personne dont l'extradition est demandée conformément aux clauses du présent traité aurait été déjà arrêtée pour avoir commis des délits dans le pays où elle s'est réfugiée, ou

aurait été condamnée pour tels, son extradition sera retardée jusqu'à ce qu'elle soit acquittée ou qu'elle ait subi l'emprisonnement auquel elle aurait été condamnée.

Art. 5. Les demandes d'extradition seront faites par les agents diplomatiques respectifs des puissances contractantes, ou en cas de leur absence par les agents consulaires supérieurs. Si la personne dont l'extradition est réclamée a été condamnée pour crime, copie de la sentence de la cour par laquelle elle aura été condamnée, dûment certifiée et une attestation du caractère officiel du juge par l'autorité exécutive compétente, et de cette dernière par le ministre ou consul des États-Unis ou du Nicaragua, devront être jointes à la demande. Toutefois lorsque le fugitif ne sera qu'accusé de crime, une copie authentique du mandat d'arrestation dans le pays où le crime aura été commis et des dispositions d'après lesquels ledit mandat aura été lancé, devra être jointe à la demande. Le Président des États-Unis ou le pouvoir exécutif au Nicaragua pourra alors lancer un mandat d'arrêt du fugitif, afin qu'il soit amené devant l'autorité judiciaire qui examinera la question d'extradition. S'il est décidé alors que, suivant la loi et la preuve, l'extradition doit avoir lieu conformément à ce traité, le fugitif pourra être livré dans les formes prescrites pour pareils cas.

Art. 6. Les frais d'arrestation, de détention et de transport des personnes dont l'extradition est réclamée seront à la charge du gouvernement au nom duquel la demande d'extradition aura été faite.

Art. 7. Cette convention restera en vigueur pendant cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications, et si aucune des deux parties ne notifie alors six mois à l'avance son intention d'y mettre fin, cette convention continuera à rester en vigueur pendant cinq autres années et ainsi de suite.

La présente convention sera ratifiée et les conventions en seront échangées, dans la capitale du Nicaragua ou dans tel autre endroit où siègera temporairement le gouvernement du Nicaragua, dans les six mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double copie et l'ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Managua, capitale de la République du Nicaragua le vingt et unième jour de juin, mil huit cent soixante-dix, la 99<sup>e</sup> année de l'indépendance des États-Unis et la 59<sup>e</sup> de celle du Nicaragua.

(L. S.) *Signé* : Ch.-N. RIOTTE. (L. S.) *Signé* : Tomas AYON.

---

## BAVIÈRE — WURTEMBERG — ITALIE

CONVENTION POUR LA GARANTIE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, SIGNÉE A FLORENCE LE 28 JUIN 1870.

S. M. le Roi d'Italie, d'une part, S. M. le Roi de Bavière et S. M. le Roi de Wurtemberg, d'autre part, animés du désir d'adopter d'un commun accord les mesures qu'ils jugeront les plus opportunes pour garantir réciproquement la propriété des œuvres littéraires et artistiques, ont résolu de conclure à cet effet une convention, et nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi d'Italie : le chevalier *Emilio Visconti-Venosta*, député au Parlement, son ministre secrétaire d'État pour les affaires étrangères ;

S. M. le Roi de Bavière : le chevalier *Guillaume de Doenniges*, son envoyé extraordinaire et son ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie ;

S. M. le Roi de Wurtemberg : le baron *Adolphe d'Ow*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales et arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire et artistique, jouiront réciproquement, dans chacun desdits États, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art ; ils auront, contre toute atteinte portée à leurs droits, la même protection et le même recours légal, que si cette atteinte s'adressait aux auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que durant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite dans chacun desdits pays la publication d'extraits ou morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spé-

cialement appropriées et adaptées pour l'enseignement et l'étude, soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles ont été imprimées.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'art. 1<sup>er</sup> est subordonnée dans le pays d'origine à l'accomplissement des formalités qui sont présentées par la loi pour assurer la propriété des ouvrages littéraires ou artistiques. Pour les livres, cartes, estampes, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux pays, l'exercice du droit de propriété d'un État à l'autre sera subordonné à l'accomplissement de la formalité d'enregistrement, effectuée de la manière suivante :

Si l'ouvrage a été publié pour la première fois en Italie, l'enregistrement devra être fait à Monaco, au ministère de l'intérieur, pour les affaires du culte et de l'instruction publique ;

Si l'ouvrage a été publié pour la première fois en Bavière ou en Wurtemberg, il devra être enregistré à Florence au ministère d'agriculture, industrie et commerce.

De part et d'autre, l'enregistrement se fera sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux susdits ministères, soit aux légations dans lesdits pays. Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage, dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraison, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'art. 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé. La formalité de l'enregistrement, qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet, ne donnera de part et d'autre ouverture à la perception d'aucune taxe. Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement ; ce certificat leur sera livré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu ; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction, aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.



Art. 4. Les stipulations de l'art. 1<sup>er</sup> s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans un des susdits pays, après la mise en vigueur de la susdite convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des susdits pays, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'art. 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre pays.

Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un desdits pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage, autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage, non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes .

1<sup>o</sup> L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans un des autres pays, conformément aux dispositions de l'art. 3 ;

2<sup>o</sup> L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction ;

3<sup>o</sup> Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an à compter de la date de la déclaration de l'original, effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration ;

4<sup>o</sup> La traduction devra être publiée dans l'un des susdits pays, et être, elle-même, enregistrée conformément aux dispositions de l'art. 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qui entend se réserver le droit de traduction soit exprimée dans la première livraison. Cette déclaration devra être reproduite dans la première livraison de chaque volume, si les ouvrages publiés par livraisons se composent de plusieurs volumes.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé, chacune d'elles

sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux art. 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'art. 1<sup>er</sup> aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire des parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre, ainsi publiés ou reproduits, ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Les ouvrages, auxquels cette disposition s'applique, seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayant-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des art. 1<sup>er</sup> et 5 de la présente convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition dans le territoire des parties contractantes d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les art. 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'art. 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des susdits pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles pré-

cédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun desdits pays.

Art. 12. On prendra dans lesdits pays, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre desdits pays, de réimpressions d'ouvrages, de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisées.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs italiens ou allemands et constituant une reproduction non autorisée de modèles allemands ou italiens.

Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 13. Les livres d'importation licite seront admis réciproquement par les bureaux de douane qui leur seront ouverts actuellement, ou qui le seraient par la suite.

Art. 14. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient aux parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente convention ne portera aucune atteinte au droit des parties contractantes de prohiber l'importation des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être de contrefaçon.

Art. 15. Dans le but de faciliter l'exécution de la présente convention, les parties contractantes s'engagent à se donner mutuellement, et dans le plus bref délai possible, connaissance de toutes les lois et règlements actuellement en vigueur concernant les droits des auteurs

sur la propriété littéraire et artistique ; de même que des changements qui pourraient survenir sur ces matières dans la législation des deux pays.

Les parties contractantes se réservent en même temps la faculté d'apporter d'un commun accord, à la présente convention, toute modification dont l'expérience viendrait à démontrer l'utilité.

Art. 16. La présente convention sera mise à exécution deux mois après l'échange de ses ratifications. Elle restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1875. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 17. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Florence le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence, le 28 juin 1870.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI-VENOSTA.

(L. S.) *Signé* : W. DOENNIGES.

(L. S.) *Signé* : A. D'OW.

---

## BELGIQUE — ITALIE

CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DES CORRESPONDANCES, CONCLUE  
A FLORENCE LE 2 JUILLET 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi d'Italie, également animés du désir d'améliorer et de régler sur une base plus libérale le service des correspondances entre leurs États respectifs au moyen d'une nouvelle convention, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Belges : Le sieur Henri Solvyns, commandeur de son ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre des SS. Maurice et Lazare et de l'ordre du Christ de Portugal, décoré de l'ordre du Medji-



dié de 2<sup>e</sup> classe, grand commandeur de l'ordre du Sauveur, commandeur de l'ordre de Danebrog, décoré de l'ordre du Nichan Istikar de 5<sup>e</sup> classe, chevalier de 3<sup>e</sup> classe de l'ordre de l'Aigle-Rouge, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. le Roi d'Italie ;

S. M. le Roi d'Italie : Le sieur Joseph Avocat *Gadda*, commandeur de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, grand officier de l'ordre de la Couronne d'Italie, sénateur du royaume, ministre des travaux publics ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants ;

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura, entre l'administration des postes du royaume de Belgique et l'administration des postes du royaume d'Italie, un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises, de journaux et d'imprimés de toute nature, originaires des États respectifs ou provenant des pays auxquels les administrations des postes des deux parties contractantes servent ou pourraient servir d'intermédiaires.

Cet échange sera opéré au moyen de dépêches closes, que les deux administrations s'expédieront au moins une fois par jour, soit par l'entremise des postes de France, soit par l'entremise des postes d'Allemagne et de Suisse, soit par l'entremise des postes d'Allemagne et d'Autriche, en vertu des conventions conclues ou à conclure, par la Belgique et l'Italie, avec les gouvernements des États intermédiaires.

A moins qu'une indication contraire ne soit énoncée par l'envoyeur à la suscription, les correspondances de toute nature adressées de Belgique en Italie ou d'Italie en Belgique seront invariablement comprises dans lesdites dépêches closes.

Art. 2. Les frais du transit à travers les pays intermédiaires des dépêches closes échangées entre la Belgique et l'Italie seront supportés, en parts égales, par l'administration des postes italiennes.

Il est convenu que ces frais seront acquittés par celle des deux administrations qui aura obtenu des pays intermédiaires les conditions les plus avantageuses et que la moitié lui en sera remboursée par l'autre administration.

Art. 3. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non recommandées, soit de Belgique en Italie, soit d'Italie en Belgique, pourront, à leur choix, payer d'avance le port desdites lettres jusqu'à destination ou bien laisser ce port à la charge des destinataires.

Art. 4. La taxe à percevoir pour les lettres ordinaires expédiées de Belgique en Italie ou d'Italie en Belgique est fixée, jusqu'au poids

maximum de 15 grammes, à 40 centimes en cas d'affranchissement et à 60 centimes en cas de non-affranchissement.

Toute lettre pesant plus de 15 grammes payera, pour l'excédant de poids, un port en plus par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Les deux administrations auront la faculté de réduire, de commun accord, à 30 centimes en cas d'affranchissement et à 60 centimes en cas de non-affranchissement, le taux des taxes mentionnées au présent article, lorsque les conditions de transit obtenues des administrations des pays intermédiaires permettront de réaliser cette mesure.

Art. 5. Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre de la Belgique pour l'Italie ou de l'Italie pour la Belgique représenteront une somme inférieure à la somme due pour son affranchissement jusqu'à destination, cette lettre sera considérée comme non affranchie et taxée en conséquence, sauf déduction de la valeur des timbres-poste appliqués.

Toutefois, lorsque la taxe complémentaire à appliquer en vertu de la présente disposition présentera une fraction de décime, cette fraction sera forcée jusqu'au décime entier.

Art. 6. La taxe des journaux, des imprimés de toute nature et des échantillons de marchandises expédiés de la Belgique pour l'Italie ou de l'Italie pour la Belgique est fixée à 8 centimes par poids de 40 grammes ou fraction de ce poids, pour chaque paquet portant une adresse particulière. Sous la désignation d'imprimés, sont compris : les ouvrages périodiques en forme de brochure, les livres brochés ou reliés, les catalogues-prospectus, annonces et avis divers, les épreuves d'imprimerie corrigées et accompagnées du manuscrit s'y rapportant, les papiers de musique, les gravures, les cartes et tous les objets similaires imprimés, gravés, lithographiés, autographiés ou photographiés.

Provisoirement et jusqu'à ce que les arrangements avec l'office des postes de France aient permis aux administrations des postes de Belgique et d'Italie d'en disposer autrement, les épreuves d'imprimerie corrigées et les manuscrits y annexés, expédiés en dépêches closes par la voie de France, ne bénéficieront pas de la modération de port consacrée par le présent article et seront considérés comme lettres.

Art. 7. Pour être admis à la modération de port stipulée à l'art. 6 précédent, les journaux et les imprimés devront être affranchis jusqu'à destination, être placés sous des bandes mobiles et, sauf l'exception admise en faveur des épreuves d'imprimerie et des manuscrits annexés, ils ne pourront porter d'autre écriture, chiffre ou signe quel-

conque à la main que l'adresse du destinataire, la date de l'expédition et la signature de l'expéditeur.

Art. 8. Pour être admis à la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 6, les échantillons de marchandises devront être affranchis, être placés sous des bandes ou enveloppes mobiles et de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, n'avoir aucune valeur vénale ou intrinsèque et ne porter d'autre écriture que le nom de l'expéditeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix. Les paquets d'échantillons ne pourront, en outre, dépasser le poids de 300 grammes ni avoir, sur aucune de leurs faces, une dimension supérieure à 25 centimètres.

Il ne sera pas donné cours aux échantillons dont le transport pourrait présenter des inconvénients ou des dangers.

Art. 9. Les objets mentionnés à l'article 6 qui ne réuniraient pas les conditions d'admission déterminées respectivement aux articles 7 et 8 ou qui n'auraient pas été affranchis jusqu'à destination, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 10. Les lettres, les journaux, les imprimés et les échantillons de marchandises pourront être expédiés, sous recommandation, de la Belgique pour l'Italie et de l'Italie pour la Belgique et, autant que possible, pour les pays auxquels les administrations des postes de Belgique et d'Italie servent ou pourront servir d'intermédiaires. Tout objet recommandé, originaire de la Belgique pour l'Italie ou de l'Italie pour la Belgique, devra être complètement affranchi et supportera, indépendamment du port qui lui est applicable en raison de sa nature, un droit fixe de 30 centimes. Ce droit sera acquis entièrement à l'office expéditeur.

Art. 11. L'expéditeur d'un objet recommandé de la Belgique pour l'Italie ou de l'Italie pour la Belgique pourra demander, au moment du dépôt de cet objet, qu'il lui soit donné avis de sa remise entre les mains du destinataire.

A cet effet, il payera d'avance, pour la transmission de cet avis, un droit fixe de 20 centimes. Ce droit de 20 centimes sera acquis entièrement à l'office du lieu d'origine.

Art. 12. Le produit des taxes à percevoir, en vertu des articles 4, 5 et 6 de la présente convention, sur les lettres, les journaux, les imprimés de toute nature, les échantillons de marchandises et les objets recommandés expédiés de la Belgique pour l'Italie ou de l'Italie pour la Belgique, sera partagé par moitié entre les administrations des postes des deux pays, après déduction des frais de transit payés aux administrations des pays intermédiaires.

Art. 13. Il est entendu que chaque administration aura le droit de ne pas effectuer le transport de journaux et imprimés à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait ou qui contreviendraient aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation dans l'un et dans l'autre pays.

Art. 14. Il est formellement convenu que les objets de toute nature que les administrations de Belgique et d'Italie se livreront réciproquement comme affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la présente convention, ne pourront, sous aucun prétexte ni à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 15. Les administrations des postes de Belgique et d'Italie fixeront, d'un commun accord, conformément aux conventions existantes ou à intervenir par la suite, les conditions auxquelles pourront être échangées à découvert, entre ces administrations, les correspondances originaires ou à destination des pays étrangers qui emprunteraient soit l'intermédiaire de la Belgique pour correspondre avec l'Italie, soit l'intermédiaire de l'Italie pour correspondre avec la Belgique.

Il est, dans tous les cas, entendu que les correspondances qui seront ainsi échangées à découvert ne supporteront que la taxe belge-italienne, augmentée du port dû aux offices étrangers ou des frais de transport maritime.

Art. 16. L'administration des postes de Belgique pourra échanger, au moyen de dépêches closes transitant par l'Italie, des correspondances originaires de la Belgique ou passant par la Belgique à destination des pays auxquels l'Italie pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement de ces pays pour la Belgique et les pays auxquels la Belgique pourrait servir d'intermédiaire.

De son côté, l'Administration des postes d'Italie pourra échanger, au moyen de dépêches closes transitant par la Belgique, des correspondances originaires de l'Italie ou passant par l'Italie, à destination des pays auxquels la Belgique pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement de ces pays pour l'Italie et les pays auxquels l'Italie pourrait servir d'intermédiaire.

L'administration pour le compte de laquelle les correspondances seront transportées en dépêches closes payera à l'administration qui effectuera le transport un prix de 15 centimes par 30 grammes de lettres, poids net, et un prix de 30 centimes par kilogramme de journaux, d'imprimés, d'échantillons de marchandises et de papiers d'affaires, aussi poids net. Le prix de 30 centimes fixé ci-dessus sera



porté à 50 centimes par kilogramme pour les journaux, les imprimés, les échantillons de marchandises et les papiers d'affaires qui devront traverser le canal de la Manche.

Art. 17. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut ou renvoyées pour cause de vice d'adresse ou de direction, et le poids des correspondances réexpédiées pour changement de résidence des destinataires, ainsi que celui des feuilles d'avis, avis d'émission de mandats d'articles d'argent, avis de réception d'objets recommandés et autres documents relatifs au service des postes qui seront transportés dans les dépêches closes mentionnées au précédent article, ne sera pas compris dans la pesée des objets passibles des droits de transit stipulés audit article.

Art. 18. Les administrations des postes de Belgique et d'Italie n'admettront, à destination de l'un des deux pays ni des pays qui emprunteraient leur intermédiaire, aucune correspondance qui contiendrait de l'or ou de l'argent monnayés, des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible des droits de douane.

Art. 19. Les correspondances de toute nature mal adressées ou mal dirigées seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les correspondances de toute nature et de toute origine, adressées à des personnes ayant changé de résidence, seront respectivement livrées ou rendues chargées des ports qui auraient dû être payés par les destinataires, s'il y a lieu. Elle ne pourront, en raison de la réexpédition dont il s'agit, être soumises à une taxe supplémentaire en faveur de l'office qui aura déjà perçu ou appliqué une taxe à son profit.

Art. 20. Les correspondances de toute nature échangées à découvert, entre les administrations des postes de Belgique et d'Italie, qui seront tombées en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyées, de part et d'autre, à la fin de chaque mois. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte comme non affranchis seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant seront livrés sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises en déduction pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises

dans les comptes des administrations respectives, sur de simples déclarations mises à l'appui des décomptes.

Art. 21. Les administrations des postes de Belgique et d'Italie dresseront mensuellement les comptes résultant de la transmission des correspondances et des dépêches closes qu'elles se livreront réciproquement en vertu de la présente convention. Ces comptes, après avoir été arrêtés et débattus contradictoirement, seront soldés dans les quinze jours qui suivront celui où ils auront été définitivement arrêtés, en traites sur Bruxelles ou sur Florence, selon que le solde sera en faveur de l'office belge ou de l'office italien.

Les frais quelconques de ce paiement seront à la charge de l'office débiteur.

Art. 22. Les administrations des postes de Belgique et d'Italie désigneront, de commun accord, les bureaux de poste des deux pays entre lesquels s'opérera l'échange des correspondances respectives, ainsi que les voies par lesquelles les dépêches contenant ces correspondances seront acheminées entre les frontières des deux pays; elles régleront les relations journalières entre lesdits bureaux de poste, et elles arrêteront la forme des comptes mentionnés au précédent article, ainsi que toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Art. 23. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente convention, toutes les stipulations ou dispositions antérieures concernant les relations postales entre la Belgique et l'Italie.

Art. 24. La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux parties conviendront, et elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux parties ait annoncé à l'autre, mais au moins six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Pendant ces six derniers mois, la convention continuera à recevoir son entière exécution, sans préjudice de la liquidation et du solde ultérieur des comptes entre les deux administrations.

Art. 25. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Florence, en double original, le 2 juillet de l'an de grâce 1870.

(L. S.) *Signé* : SOLVYNS.

(L. S.) *Signé* : GADDA

---

## BELGIQUE. — ITALIE

CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE, SIGNÉE  
A FLORENCE LE 2 JUILLET 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi d'Italie, dans le but de faciliter l'envoi des sommes d'argent d'un État dans l'autre par des mandats de poste, ont résolu de régler cet échange au moyen d'une convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Belges : le sieur *Henri Solvyns*, commandeur de son ordre de Léopold, grand'croix de l'ordre des SS. Maurice et Lazare et de l'ordre du Christ de Portugal, décoré de l'ordre du Medjidié de 2<sup>e</sup> classe, grand commandeur de l'ordre du Sauveur, commandeur de l'ordre de Danebrog, décoré de l'ordre du Nichan Iftikar de 5<sup>e</sup> classe, chevalier de l'ordre du Mérite de Saxe, chevalier de 3<sup>e</sup> classe de l'ordre de l'Aigle-Rouge, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. le Roi d'Italie ;

S. M. le Roi d'Italie : le sieur *Joseph-Avocat Gadda*, commandeur de son ordre des SS. Maurice et Lazare, grand-officier de l'ordre de la Couronne d'Italie, sénateur du royaume, ministre des Travaux publics ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Des envois de fonds pourront être faits au moyen de mandats de la poste tant de la Belgique pour l'Italie et les bureaux italiens à l'étranger, que de l'Italie et des bureaux italiens à l'étranger pour la Belgique.

Les versements et paiements auxquels donneront lieu lesdits envois devront toujours être effectués en espèces métalliques.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de 200 francs.

Art. 2. La taxe à percevoir sur les sommes d'argent expédiées au moyen de mandats de poste, tant de la Belgique pour l'Italie que de l'Italie pour la Belgique, est fixée à 10 centimes par 10 francs ou fraction de 10 francs, et elle devra être payée d'avance par l'expéditeur.

Cette taxe sera répartie par moitié entre l'administration qui aura délivré les mandats et celle qui les aura payés.

Art. 3. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste belges ou italiens, en exécution de l'art. 1<sup>er</sup>, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en plus de la taxe fixée par l'art. 2.

Art. 4. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange de mandats d'articles d'argent dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants-droit dans un délai de cinq années, à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 5. L'administration des postes de Belgique et l'administration des postes d'Italie dresseront, aux époques qui seront fixées par elles, d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues sur lesdites sommes, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans un délai dont les deux administrations conviendront.

Art. 6. L'administration des postes de Belgique et l'administration des postes d'Italie désigneront, d'un commun accord, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents; elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'art. 5, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 7. Les deux administrations sont autorisées à supprimer temporairement, de commun accord, l'échange des mandats d'articles d'argent entre les deux pays, dans le cas où le cours du change ou quelque autre circonstance pourrait donner lieu à des abus au détriment du revenu postal.

Art. 8. La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux parties contractantes conviendront (1), et elle de-

(1) La date de la mise en vigueur a été fixée au 1<sup>er</sup> mai prochain.



meurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces derniers six mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 9. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence, en double original, le 2 juillet 1870.

(L. S.) *Signé* : SOLVYNS. (L. S.) *Signé* : GADDA.

## AUTRICHE-HONGRIE — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CONVENTION CONSULAIRE, SIGNÉE A WASHINGTON

LE 11 JUILLET 1870

Le Président des États-Unis d'Amérique et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, animés du désir de définir d'une manière précise les droits réciproques, privilèges et immunités des consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires (leurs chanceliers et secrétaires) dans les États-Unis d'Amérique et dans la monarchie Austro-Hongroise, et de fixer leurs devoirs et la sphère respective de leur action, ont résolu de conclure une convention consulaire, et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président des États-Unis d'Amérique : M. Hamilton *Fish*, secrétaire d'État des États-Unis ;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche et Roi apostolique de Hongrie : le baron Charles de *Lederer*, chevalier de l'ordre I. et R. de Léopold, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire aux États-Unis ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants .

Art. 1<sup>er</sup>. Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les ports et lieux de commerce de l'autre, excepté dans les

localités où il y aurait inconvénient à reconnaître de tels agents; toutefois, cette exception ne sera pas appliquée à l'une des hautes parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

Les consuls-généraux, consuls et autres agents consulaires nommés et entrant en fonctions suivant les dispositions de cet article dans l'un ou l'autre des deux pays, seront libres d'exercer les droits qui leur sont conférés par la présente convention dans toute l'étendue du district dans lequel ils seront nommés.

Ces fonctionnaires seront admis et reconnus respectivement, en présentant leurs provisions selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs.

L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions officielles leur sera délivré sans frais, et sur la production dudit exequatur, ils seront admis, immédiatement et sans l'intervention des autorités fédérales ou d'État, judiciaires ou exécutives des ports, villes et lieux de leur résidence ou district, à la jouissance des prérogatives réciproquement accordées.

Art. 2. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers et autres employés consulaires, citoyens de l'État qui les nomme, seront exemptés des logements militaires, du service dans l'armée ou dans la garde nationale et d'autres charges de même nature, et de toutes contributions directes et personnelles soit fédérales, d'État ou municipales, s'ils ne possèdent pas des biens immeubles, ne font aucun commerce et n'exercent aucune industrie.

Toutefois, s'ils ne sont pas citoyens de l'État qui les nomme, ou s'ils sont citoyens de l'État dans lequel ils résident, ou s'ils possèdent des biens et y font du commerce soumis à des taxes par les lois du pays, ils seront tenus de supporter les mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Ils jouiront en outre de l'immunité personnelle, excepté pour les actes que la législation du pays dans lequel ils résident qualifie de crimes.

S'ils font du commerce, la détention personnelle pourra leur être appliquée, mais seulement pour leurs engagements commerciaux et conformément aux lois.

Art. 3. Les consuls-généraux, consuls et leurs chanceliers, les vice-consuls et agents consulaires, citoyens du pays qui les nomme, ne pourront être sommés de comparaître comme témoins devant les tribunaux, excepté quand, d'après la loi, le témoignage d'un consul sera jugé nécessaire pour la défense d'une personne accusée de crime.

Dans d'autres cas, la justice locale, quand elle aura besoin de recevoir la déclaration juridique d'un consul, devra se transporter à son domicile pour la recevoir de vive voix ou déléguer à cet effet un fonctionnaire compétent pour la recueillir par écrit ou lui demander une déclaration écrite.

Art. 4. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de l'entrée principale de leurs chancelleries respectives l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription : *Consulat, Vice-Consulat* ou *Agence consulaire de....*

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire, à moins qu'ils ne résident dans la ville où se trouverait la légation de leur gouvernement.

Ils pourront, de même, arborer le drapeau national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 5. Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

Art. 6. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls-généraux, consuls, vice-consuls, les élèves consuls, les chanceliers et secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leur dite qualité aux autorités respectives des États-Unis ou de l'Empire austro-hongrois, seront admis de plein droit à exercer par intérim les fonctions consulaires, et ils jouiront, pendant ce temps, des immunités, droits et privilèges qui y sont attachés par la présente convention.

Art. 7. Les consuls-généraux et consuls pourront nommer des vice-consuls et des agents consulaires dans les villes, ports et localités de leur arrondissement consulaire, sauf l'approbation du gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux pays comme parmi les étrangers et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés.

Ils jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente convention.

Toutefois, les vice-consuls et agents consulaires qui ne sont pas sujets de l'État qui les nomme ne seront pas admis au bénéfice des privilèges et immunités consacrés par l'art. 2.

Art. 8. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux pays pourront, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leur arrondissement pour réclamer contre toute infraction aux traités et conventions existant

entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auront à se plaindre.

Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourront, à défaut d'un agent diplomatique de leur pays, avoir recours au gouvernement de l'État dans lequel ils résideraient.

Art. 9. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux pays, ainsi que leurs chanceliers, auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations des capitaines, gens de l'équipage, passagers, négociants et tous autres sujets de leur pays.

Ils seront également autorisés à recevoir et à vérifier conformément aux lois et règlements de leur pays :

1<sup>o</sup> Les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous actes et contrats auxquels on voudrait donner forme authentique ;

2<sup>o</sup> Les actes conventionnels passés entre les citoyens de leur pays et d'autres habitants du pays dans lequel ils résident.

Ces actes, aussi bien que les copies dûment légalisées par le consul-général, consul ou vice-consul, auront en justice la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant les officiers publics compétents dans l'un ou l'autre des deux États.

Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur pays ; et ces traductions auront, dans le pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par les interprètes jurés du pays.

Art. 10. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires, enfin les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former.

Les autorités judiciaires et les officiers de douane ne pourront en aucun cas opérer ni visites ni recherches à bord des bâtiments marchands sans en avoir préalablement donné avis à l'autorité consulaire de la nation à laquelle ces bâtiments appartiennent, afin qu'elle puisse assister à la visite.

Ils devront également prévenir en temps opportun les consuls, vice-consuls ou agents consulaires pour qu'ils assistent aux déclarations



que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

L'invitation qui sera adressée à cet effet aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires indiquera l'heure précise, et, s'ils négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 11. Les consuls, vice-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre à bord des navires de leur nation. En conséquence, ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues en mer ou dans le port entre les capitaines, les officiers et les matelots, relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproques contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir en aucune façon que lorsque les troubles survenus à bord des bâtiments seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand des personnes du pays autres que les officiers et l'équipage s'y trouveront mêlées.

Dans tous les autres cas, les autorités locales se borneront à prêter leur appui aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter, conduire provisoirement en prison ou renvoyer à bord tout individu inscrit sur le rôle d'équipage.

Art. 12. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant partie des équipages des bâtiments de leur nation dont la désertion aurait eu lieu sur le territoire même de l'une des hautes parties contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes, et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était perdu, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera en outre auxdites autorités consulaires toute aide et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus, à la demande et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'à ce que celle-ci trouve une occasion de les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois, après lesquels, et moyennant un avis donné au consul trois jours à l'avance,

la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal eût rendu la sentence, et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les hautes parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'est effectuée la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 13. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de leur nation, à moins que des sujets du pays dans lequel résideront lesdits agents ou ceux d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries.

Dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre les parties intéressées, elles devront être réglées par les autorités locales.

Art. 14. Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des sujets d'une des deux parties contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance des consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la circonscription, et à son défaut, à celle du consul-général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires américains qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Autriche seront dirigées par les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des États-Unis; réciproquement, toutes les opérations de sauvetage des navires austro-hongrois qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales des États-Unis seront dirigées par les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires austro-hongrois.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu, dans les deux pays, que pour assister les autorités consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée ou la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires ou de la personne qu'ils délèguent à cet

effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteront les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les hautes parties contractantes conviennent en outre que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 15. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que les élèves consuls ou chanceliers jouiront dans les deux pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 16. En cas de décès d'un citoyen des États Unis dans la monarchie austro-hongroise, ou d'un citoyen de la monarchie austro-hongroise aux États-Unis, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées.

Art. 17. La présente convention restera en vigueur pendant dix ans, à partir de l'échange des ratifications, lesquelles seront données conformément aux constitutions respectives des deux pays et échangées à Washington dans le délai de dix mois, ou plus tôt si faire se peut.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, avant l'expiration de ces dix années, son intention de ne pas renouveler cette convention, celle-ci continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Washington, le 11 juillet 1870.

(L. S.) *Signé* : Hamilton FISH.

(L. S.) *Signé* : LEDERER.

## BRÈME-PRUSSE

TRAITÉ POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN CHEMIN DE FER DE UELZEN A  
LANGWEDEL, SIGNÉ A BERLIN LE 17 JUILLET 1870.

S. M. le Roi de Prusse et le Sénat de la ville libre hanséatique de Brême, guidés par le désir d'augmenter les relations de chemins de fer entre les territoires des deux États, ont, pour la conclusion d'un traité à ce sujet, nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi de Prusse, son conseiller intime de gouvernement, Hermann *Duddenhausen* ;

Le Sénat de la ville libre et hanséatique de Brême, le sénateur Frédéric-Ludolf *Grave* ;

Lesquels, sous la réserve des ratifications, ont conclu le traité qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement royal de Prusse permet à la ville libre et hanséatique de Brême d'établir à ses frais ainsi que d'exploiter un chemin de fer à locomotion de Uelzen à Langwedel, avec raccordement d'une part au chemin de fer de Stendal à Uelzen, et d'autre part au chemin de fer de Langwedel à Brême.

La fixation de la ligne dans toute son étendue par tous les points intermédiaires, la détermination des localités où il y a maintenant et où il y aura à l'avenir des stations à établir pour les besoins du trafic, stations ouvertes aux voyageurs et aux marchandises, de même que l'admission des plans spéciaux de construction, resteront réservés au ministère du commerce du royaume de Prusse.

La voie sera organisée de façon à recevoir deux rangs de rails ; mais pour le moment, il n'y aura qu'un rang de rails. La voie sera, d'ailleurs, pourvue du matériel nécessaire à l'exploitation.

Art. 2. Le droit de souveraineté sera expressément réservé au gouvernement royal de Prusse. Aussi, on ne pourra placer sur toute la ligne que les signes de souveraineté du royaume de Prusse.

Les employés de la ligne seront, quant à la discipline, soumis aux autorités compétentes chargées de la surveillance. Pour le reste, ils seront soumis aux lois et aux autorités prussiennes.

Art. 3. Il sera appliqué à l'entreprise de ce chemin de fer toutes les prescriptions légales en vigueur dans la partie du territoire prussien en question, concernant le droit d'expropriation et le droit d'usage



transitoire de terrains appartenant à d'autres, en faveur d'entreprises de chemins de fer.

Quant à la construction et à l'exploitation de la voie, la ville libre hanséatique de Brême sera soumise aux lois existantes et à venir, et surtout aux prescriptions de la loi de chemins de fer du royaume prussien, en date du 3 novembre 1838, ayant surtout trait aux obligations des compagnies de chemins de fer dans leurs rapports avec l'État prussien.

En conséquence, l'entreprise en question sera aussi soumise aux prescriptions de la loi du 16 mars 1867 sur les contributions de chemins de fer, de même qu'à celles des lois qui seraient portées à l'avenir.

Art. 4. L'administration que la ville libre hanséatique nommera pour la construction et l'exploitation de la voie devra avoir son domicile en Prusse.

Cette administration représentera la ville libre hanséatique de Brême dans toutes les affaires de son ressort avec l'État prussien et le public.

Dans toutes les questions d'indemnités à accorder soulevées à la suite de la construction ou de l'exploitation de la voie, l'administration sera soumise au jugement des tribunaux royaux compétents et les décisions judiciaires ou administratives prononcées contre elle, seront obligatoires pour la ville libre hanséatique de Brême sans autre recours.

En ce qui touche la direction technique de la construction et de l'exploitation de la voie, il y aura à faire entrer comme membre ou président de cette administration un fonctionnaire possédant la qualification formelle d'ingénieur de chemin de fer au service du royaume de Prusse. Le choix de cet employé et les instructions de service qui lui seront données devront être approuvés par le ministère du commerce de Prusse.

Il y aura à intervenir un traité particulier entre la ville libre hanséatique de Brême et le ministère du commerce du royaume de Prusse touchant l'éventualité et les conditions sous lesquelles le gouvernement royal de Prusse voudrait se charger de l'exécution de la voie pour le compte de la ville libre hanséatique de Brême.

Art. 5. L'entrepreneur du chemin de fer aura à se conformer aux règlements qui seront publiés concernant la surveillance de police à exercer sur les ouvriers employés aux travaux ; les dépenses découlant de ces mesures, et en particulier celles qui pourraient être occasionnées par un personnel de police chargé de la surveillance seront à sa

charge. Il aura encore l'obligation de payer les suppléments nécessaires à la caisse des malades, qu'on organisera pour les ouvriers occupés aux travaux, et cela conformément à la loi du 21 décembre 1846.

De même, l'entrepreneur aura à se soumettre de bon gré aux exigences des autorités compétentes au sujet de l'accomplissement des devoirs religieux de la part des employés et ouvriers attachés à la construction du chemin de fer, et, le cas échéant, de supporter les frais qui en découleraient.

**Art. 6.** L'État prussien se réserve :

- a) L'approbation, et au besoin le changement du plan des trains ;
- b) L'approbation des tarifs pour le trafic des voyageurs et des marchandises, de même que le changement de ces tarifs.

La ville libre hanséatique de Brême expédiera le transport des voyageurs dans des voitures de quatre classes. Sur la demande de la Prusse, elle introduira sur cette voie ferrée pour les grandes distances le tarif d'un pfennig pour les charbons et les cokes, et éventuellement des autres.

La ville libre hanséatique de Brême s'engage, pour le cas où le ministère du commerce du royaume de Prusse trouverait que cela est dans l'intérêt du trafic, à consentir en tout temps, sur la demande du gouvernement prussien, à organiser, avec d'autres administrations de chemins de fer allemandes ou étrangères, un trafic de transit pour le transport des voyageurs et des marchandises, et particulièrement de se prêter à un transit réciproque des moyens de transport contre l'indemnité d'usage, qui au besoin sera fixée par le ministère du commerce du gouvernement prussien. Pour ce qui concerne ces tarifs directs, la ville libre hanséatique de Brême est obligée, sur la demande du ministère du commerce du royaume de Prusse, d'accorder l'unité de tarif la plus basse pour le trafic à organiser sur la distance à parcourir. Cette unité de taxe par quintal et par mille de distance ne pourra dépasser le taux qu'elle prélève, sur cette distance, pour les objets de transport de la même nature d'après les clauses de son tarif local.

Si pourtant la ville libre hanséatique de Brême ne prélevait dans un autre trafic de transit, pour cette distance, qu'un tarif par quintal et par mille au-dessous de l'unité de tarif local par quintal et par mille, elle sera obligée, pour cette distance, d'accorder ce tarif de rabais pour le trafic de transit à établir, si le ministère du commerce du royaume de Prusse le demande.

Il ne sera pas prélevé de taxe d'expédition pour des transports de marchandises en transit sur le chemin de fer de Langwedel à Uelzen,

si ni la station d'expédition ni celle du destinataire n'est située sur cette ligne.

L'obligation ci-dessus énoncée de la ville libre hanséatique d'organiser un trafic direct et d'accorder le tarif indiqué dépendra néanmoins des dispositions des autres administrations de chemins de fer intéressées à régler pour le même trafic leur tarif d'après les mêmes principes, et d'accorder par conséquent, sur leur parcours, pour le trafic de transit à organiser, l'unité de tarif la plus basse par quintal et par mille qu'elles accordent pour les mêmes objets de transport dans leur trafic local, et respectivement dans un autre trafic de transit.

Si la ville libre hanséatique de Brême, dans le but d'établir un trafic de transit direct et nouveau, exigeait les concessions ci-dessus précisées d'une autre administration, et que celle-ci, sans motifs justifiés aux yeux du ministère du commerce du royaume de Prusse, se refusât d'accepter le trafic direct proposé par la ville libre hanséatique de Brême, ou à accorder cet abaissement de tarif, la ville libre hanséatique de Brême ne sera plus tenue, de son côté, à accorder le rabais pour un trafic direct auquel participerait l'administration qui se refuse, rabais qu'elle avait consenti sur la demande du ministère du gouvernement royal de Prusse.

Il y aura surtout à prendre en considération et à encourager un trafic de transit, autant que possible unique, pour le transport des voyageurs et des marchandises entre Berlin et Brême, par la route de Langwedel-Uelzen. Les trains-poste et de voyageurs auront lieu, autant que possible, en se raccordant directement, sans changement de voitures, pour la distance à parcourir de Brême à Langwedel.

Art. 7. Quant au transport de troupes, d'effets militaires et autres objets nécessaires aux armées, l'entrepreneur de la voie aura à se soumettre aux obligations imposées ou à imposer aux chemins de fer de l'État sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Art. 8. Dans ses rapports avec l'administration postale de l'Allemagne du Nord, l'entrepreneur du chemin de fer aura à reconnaître le règlement du 1<sup>er</sup> janvier 1868 sur les relations des postes avec les chemins de fer de l'État, ainsi que les changements et les compléments qui pourraient y être introduits.

Art. 9. Vis-à-vis de l'administration télégraphique de la Confédération de l'Allemagne du Nord, l'entrepreneur aura à se soumettre aux obligations fixées par le conseil fédéral de la Confédération de l'Allemagne du Nord pour les chemins de fer existants sur le territoire de la Confédération, ainsi qu'à celles qui pourraient être édictées par la suite.

Art. 10. La ville libre et hanséatique de Brême est obligée, confor-

mément aux principes en vigueur actuellement ou qui pourront plus tard être introduits en Prusse pour les employés des chemins de fer de l'État, d'organiser des caisses de pension et de secours pour les employés, ouvriers de chemin de fer et leurs veuves, et d'accorder à ces caisses les subventions nécessaires.

Art. 11. La ville libre hanséatique de Brême aura l'obligation, suivant le supplément au § 8 du règlement du royaume de Prusse en date des 16 et 20 juin 1867, concernant les emplois civils à accorder aux militaires de l'armée de terre et de mer, de remplir les emplois subalternes désignés sous les nos I et II par des militaires congédiés, à partir du sergent-major et au-dessous, dans le cas où ces militaires n'auraient pas dépassé leur trente-cinquième année.

Art. 12. D'autres entrepreneurs pourront se raccorder à la voie en question au moyen de lignes d'embranchement, de même qu'ils pourront se servir de la ligne, moyennant des prix de tarifs à débattre et éventuellement soumis à l'approbation du ministère du commerce du royaume de Prusse.

Art. 13. Le gouvernement royal de Prusse se réserve le droit de se rendre acquéreur du chemin de fer de Uelzen à Langwedel, avec tout son matériel, au bout de trente ans à partir du jour de l'exploitation, et même plus tard, en signifiant sa volonté au moins un an à l'avance, moyennant le remboursement du capital employé à l'établissement de la ligne.

Dans le cas où, au moment de l'acquisition de la voie, son état se serait sensiblement détérioré et serait fort au-dessous de ce qu'il était au moment de l'établissement, il sera fait, d'après l'estimation d'un expert, un rabais répondant à la détérioration subie.

Art. 14. Sous la réserve de l'approbation du ministère du commerce du royaume de Prusse, la ville libre hanséatique de Brême pourra céder, par un traité particulier, toute l'exploitation du chemin de fer à une autre administration de voie ferrée.

Pour l'aliénation de la voie, le consentement du gouvernement royal de Prusse sera pareillement nécessaire.

Art. 15. Le présent traité sera soumis aux ratifications stipulées dans son commencement, et les ratifications seront échangées à Berlin dans l'espace de douze semaines.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en deux expéditions conformes, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Berlin, le 17 juillet 1870.

(L. S.) *Signé* : Hermann DUDDENHAUSEN.

(L. S.) *Signé* : Frédéric-Ludolf GRAVE.



## RÉPUBLIQUE ARGENTINE — BRÉSIL

CONVENTION DE POSTE, CONCLUE A RIO DE JANEIRO LE 21 JUILLET 1870.  
(RATIFIÉE LE 13 DÉCEMBRE 1873.)

Les soussignés Jean-Maurice Wanderly, baron de *Cotegipe*, commandeur de l'ordre de la Rose, sénateur et ministre des affaires étrangères pour S. M. l'empereur du Brésil, et le brigadier général Wenceslas *Paunero*, plénipotentiaire argentin pour S. Exc. le Président de la République Argentine, lesquels ont conclu la convention postale suivante :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura un service régulier et mutuel de malle-poste par terre et par mer, entre les administrations postales du Brésil et de la République Argentine.

Art. 2. Les lettres et papiers des deux côtés, devront être affranchis d'avance, et aucune surcharge de port ne pourra être prélevée dans le pays de leur destination.

Art. 3. La correspondance officielle entre les gouvernements et leurs légations respectives, sera franche de port, et remise sans aucune surcharge.

Art. 4. Les autorités brésiliennes et argentines fixeront par un arrangement mutuel, et d'accord avec les règlements existants, non-seulement les conditions pour la transmission des sacs de correspondances d'un pays à l'autre, ou pour les malles en transit pour d'autres pays, mais aussi les taxes de port pour les lettres entre les deux pays transmises par la malle royale, les Messageries françaises, et toutes autres lignes de paquebots qui exigent un payement pour le transport des correspondances.

Art. 5. Les lettres enregistrées continueront à circuler comme par le passé, le reçu devant être renvoyé par la personne à qui la lettre a été adressée comme preuve.

Art. 6. Les articles payant des droits, ainsi que l'argent, l'or, ne pourront être expédiés par la poste.

Art. 7. Un code de régularisation sera dressé par les autorités postales et d'un mutuel accord, mais il pourra être modifié à la volonté des parties.

Art. 8. Ce traité commencera à être exécuté le jour qui sera fixé par les autorités postales du Brésil et de la République Argentine, et ne pourra être modifié que par un avis donné une année à l'avance.

Art. 9. Ce traité sera ratifié à Rio-Janeiro, aussitôt que possible.  
Rio-Janeiro, le 21 juillet 1870.

(L. S.) *Signé* : Baron de COTEGIPE. (L. S.) *Signé* : W. PAUNERO.

## BELGIQUE — ITALIE

CONVENTION RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE, CONCLUE A BRUXELLES  
LE 30 JUILLET 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi d'Italie, désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre pays, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. le baron d'*Anethan*, grand officier de son ordre de Léopold, grand cordon de l'ordre du Christ de Portugal, etc., etc., son ministre d'État et des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le comte Camille de *Barral de Monteaurard*, grand cordon des ordres des SS. Maurice et Lazare, de l'Aigle-Rouge et de la Couronne de Prusse, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Belges ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les Belges en Italie, les Italiens en Belgique jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. Les Belges admis en Italie, les Italiens admis en Belgique au

bénéfice de l'assistance judiciaire seront dispensés, de plein droit, de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux par la législation où l'action sera introduite.

Art. 4. La présente convention est conclue pour cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite d'année en année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Elle sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bruxelles, le 30 juillet 1870.

(L. S.) *Signé* : Baron d'ANETHAN. (L. S.) *Signé* : Comte DE BARRAL.

## PRUSSE — SAXE-WEIMAR

TRAITÉ CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN CHEMIN DE FER DE STRAUZ-  
FURT A SULZA, SIGNÉ A BERLIN LE 31 JUILLET 1870

S. M. le Roi de Prusse et S. A. le Grand-Duc de Saxe-Weimar, animés du désir d'étendre les relations et communications par chemins de fer entre les deux États respectifs ont nommé comme plénipotentiaires pour conclure un traité à ce sujet :

S. M. le Roi de Prusse : Son Directeur ministériel de l'administration des chemins de fer, Théodore *Weishaupt*;

Et S. A. le Grand-Duc de Saxe-Weimar : Son Conseiller de gouvernement Dr *Reinhard*.

Lesquels, sous la réserve des ratifications, ont conclu le traité suivant :

Art. 1<sup>er</sup>. Les deux hauts gouvernements contractants sont convenus de permettre et d'encourager l'établissement d'un chemin de fer de Strauszfurt à Sulza. Le gouvernement grand-ducal de Saxe-Weimar, accordera la concession pour la construction et l'exploitation de la

partie de la ligne située sur son territoire à la même Société d'actionnaires qui l'aura obtenue pour la partie de la ligne située sur le territoire prussien.

Art. 2. Le gouvernement grand-ducal de Saxe-Weimar consent à ce que la société qui obtiendra la concession établisse son domicile et le siège de son administration en Prusse, et que le droit général et légal d'inspection sur la société et son entreprise soit exercé par le gouvernement prussien.

Art. 3. La voie ferrée partant de la station de Strausfurt, sur la ligne de Nordhausen à Erfurt, se dirigera en passant par Weiszensee, Soemmerda, Coelleda, Olbersleben, Buttstedt, Tromsdorf, Eckardtsberga, et se rattachera dans le voisinage de Sulza au chemin de fer de Thuringe, sur le côté méridional.

Il y aura à établir dans les localités ci-dessus nommées des débarcadères et des stations.

La détermination spéciale de la ligne, de même que la fixation du plan général de construction et des projets séparés, est réservée au gouvernement royal de Prusse. Cependant, pour ce qui concerne la fixation réglementaire des viaducs, ponts, passages à niveau, les rectifications fluviales, ouvrages d'endiguement et les chemins parallèles, ainsi que l'emplacement des gares et stations, et les appréciations sur les constructions des embarcadères ou débarcadères situés sur le territoire du Grand-Duché de Saxe-Weimar, tout cela sera soumis aux autorités compétentes locales.

Art. 4. La voie ne sera d'abord pourvue que d'une ligne de rails. Cependant, on achètera de prime-abord le terrain nécessaire pour une double voie.

La largeur de la voie entre les rails sera de 4 pieds 8 pouces 1/2, mesure anglaise.

Art. 5. L'acquisition des terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer se fera, dans les cas où l'on ne pourra s'entendre à l'amiable, d'après les prescriptions légales en vigueur dans le pays, et éventuellement, d'après les lois qui pourraient être promulguées à ce sujet.

Chacun des hauts gouvernements accordera en temps utile le droit d'expropriation à la société d'actionnaires qui obtiendra la concession.

Art. 6. La construction sera exécutée solidement et d'une façon durable, de façon qu'il n'y ait pas de dangers à craindre ni de troubles dans l'exploitation, et pour que les personnes, les marchandises et objets quelconques expédiés par le chemin de fer arrivent à destination sans éprouver de dommages.



Art. 7. Le propriétaire de la voie, pour tout ce qui concerne les demandes en dommages et intérêts qui pourraient être soulevées contre lui, à la suite de la construction ou de l'exploitation de la voie, sur le territoire du grand-duché de Saxe-Weimar aura à se soumettre à la juridiction et aux lois du grand-duché de Saxe-Weimar.

Le gouvernement grand-ducal de Saxe-Weimar se réserve d'établir un commissaire à poste fixe pour le règlement des rapports entre lui et la société d'actionnaires qui obtiendra la concession, de même que pour le maintien du droit de souveraineté et de surveillance qui lui appartient pour la partie de la voie située sur son territoire. Il aura à représenter les rapports de son gouvernement avec la société d'actionnaires dans tous les cas qui ne seront pas de la compétence des autorités de justice et de police.

L'administration du chemin de fer aura donc à s'adresser à ce commissaire pour les affaires de nature territoriale qui sont de son ressort.

Art. 8. Les employés de la société placés sur le territoire du grand-duché de Saxe-Weimar sont soumis aux lois en vigueur dans le grand-duché de Saxe-Weimar. Les nationaux de l'un des deux États qui seraient placés sur le territoire de l'autre ne sont pas pour cela détachés des liens qui les rattachent à leur pays natal.

La société d'actionnaires qui obtiendra la concession sera soumise à l'obligation de choisir ses cantonniers, hommes d'équipe et autres employés subalternes, à l'exception de ceux qui ont besoin d'une instruction technique préalable, de préférence parmi les militaires congédiés ayant droit à un emploi civil, autant que ceux-ci n'auront pas dépassé leur trente-cinquième année.

Art. 9. Le gouvernement du grand-duché de Saxe-Weimar ne pourra exiger de l'entreprise ni contribution de patente ni autre imposition, à l'exception de l'impôt foncier.

Par contre, la société qui obtiendra la concession aura à payer au gouvernement grand-ducal de Saxe-Weimar une contribution annuelle répondant à la contribution payée par les sociétés d'actionnaires sur les revenus nets de l'exploitation, conformément aux lois du 30 mai 1853 et du 21 mai 1859. A cet effet, la contribution en question sera perçue par le gouvernement royal prussien de la société, et il remettra au gouvernement grand-ducal de Saxe-Weimar la partie afférente à la longueur de la partie du chemin de fer de Strauszfurt à Sulza située sur son territoire, comparativement à la longueur totale de la voie.

Le payement de cette contribution se fera annuellement après la clôture de l'année financière, et pour la première fois après l'ouver-

ture de l'exploitation, en faisant partir l'année financière du 1<sup>er</sup> janvier.

Art. 10. La fixation des tarifs et du plan des trains est réservée au gouvernement royal de Prusse.

Il ne sera, toutefois, fait aucune différence entre les nationaux des deux hautes parties contractantes, en ce qui touche les prix de transport des voyageurs et des marchandises pas plus que dans la manière de les transporter.

En ce qui touche les tarifs pour le trafic de transit, la société sera tenue, d'après le jugement du gouvernement royal de Prusse, d'accorder les plus bas prix qu'elle aura consentis, soit pour les tarifs locaux, soit pour son trafic direct, en supposant néanmoins que les autres administrations intéressées au trafic de transit seront prêtes à introduire les mêmes tarifs.

Il y aura au moins quotidiennement, entre Strausfurt et Sulza, dans les deux directions, deux trains destinés au transport des voyageurs ; l'un de ces deux trains sera organisé de façon à avoir des voitures de quatrième classe.

Art. 11. Les deux hauts gouvernements se réservent vis-à-vis de la société de revendiquer pour eux, sur les parties de la ligne situées sur leur territoire, les prescriptions de la loi sur les entreprises de chemins de fer du 3 novembre 1838.

Lors même qu'il surviendrait un changement de propriétaires de la voie, l'exploitation ne pourra, en aucun cas, être interrompue ; bien au contraire, il sera entendu comme condition essentielle que l'exploitation sera continuée sans trouble et uniformément avec l'application des mêmes tarifs et conditions de tarifs pour toute la ligne.

Art. 12. Les deux hauts gouvernements sont tombés d'accord pour que la concession du chemin de fer à construire et son exploitation dépendent de ce point : que la société se soumette aux conditions qui ont été imposées dans les derniers temps aux sociétés sur le territoire de l'Allemagne du Nord, et qui concernent les administrations postale, militaire et télégraphique, ou même qui leur seront imposées plus tard.

La société concessionnaire aura aussi l'obligation, sur la demande du gouvernement royal de Prusse, d'admettre le tarif d'un pfennig pour le transport, à grandes distances, des charbons et des coques, et éventuellement des objets désignés à l'art. 45 de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Pour ce qui concerne la dégradation de la ligne, dans les cas de guerre, les prescriptions de la loi de chemins de fer du 3 novembre 1838

seront aussi applicables sur le territoire du grand-duché de Saxe-Weimar.

Art. 13. Pour assurer une exécution en temps utile et répondant aux exigences de la voie, le gouvernement royal de Prusse demandera un cautionnement proportionné à l'importance de l'entreprise.

Les deux parties contractantes se réservent chacun pour son compte le droit de renoncer à ce traité, pour le cas où l'exécution du chemin de fer n'aurait pas été commencée au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1872.

Art. 14. Le présent traité sera expédié en deux exemplaires originaux, conformes et soumis des deux parts à la ratification du Souverain. L'échange des ratifications aura lieu au plus tard à Berlin, dans l'espace de quatre semaines.

Fait à Berlin, le trente et un juillet mil huit cent soixante et dix.

(L. S.) *Signé* ; Théodore WEISHAUP.

(L. S.) *Signé* : D<sup>r</sup> VOLKMAR-REINHARDT.

## PERSE — RUSSIE

### DÉCLARATION RELATIVE AUX CORRESPONDANCES TÉLÉGRAPHIQUES, SIGNÉE A TÉHÉRAN LE 1<sup>er</sup> AOÛT 1870.

Le gouvernement impérial de Russie et le gouvernement de S. M. le Shah de Perse, désirant faciliter les correspondances télégraphiques entre les deux pays, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, conseiller d'État actuel, *Beger*, d'une part, et le ministre des Affaires étrangères de S. M. le Shah, *Mirza-Saïd-Khan*, de l'autre, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté ce qui suit :

Toutes les dispositions contenues dans la convention télégraphique conclue à Paris en 1865, révisée à Vienne en 1868, de même que dans le règlement annexé à ladite convention, ayant été pleinement appliquées, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1869, aux correspondances échangées entre la Russie et la Perse, les stipulations du traité conclu entre les deux pays, le 13 août 1864, ont été abrogées à partir du terme mentionné.

La taxe terminale de 7 fr. 50 c. afférente au parcours persan sera réduite, pour les correspondances à échanger entre les bureaux de la

Russie, d'une part, Téhéran et les bureaux persans situés au nord de Téhéran, de l'autre, à 4 francs.

Pour toutes les autres correspondances, sont à appliquer aux parcours des deux États les taxes établies par la convention.

Les présentes stipulations seront mises à exécution le 1<sup>er</sup> août 1870, et resteront en vigueur jusqu'au terme arrêté par la convention de Paris révisée à Vienne.

En foi de quoi le soussigné a muni de sa signature et du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part du ministre des Affaires étrangères de la Perse.

Téhéran, le 1<sup>er</sup> août 1870.

(L. S.) *Signé* : A. BEGER.

Le soussigné, chancelier de l'Empire, déclare par la présente, et conformément à l'autorisation qu'il en a reçu, que le gouvernement impérial de Russie approuve et confirme les dispositions susmentionnées, et qu'il les observera fidèlement.

En foi de quoi le soussigné a muni de sa signature et du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de la part du ministre des Affaires étrangères de S. M. le Shah de Perse.

Fait à Saint-Petersbourg, le 28 octobre 1870.

(L. S.) *Signé* : GORTCHACOFF.

#### PROCÈS-VERBAL.

L'an mil huit cent soixante-onze, le six mars, les soussignés, conseiller d'État actuel, Beger, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et Mirza-Saïd-Khan, ministre des Affaires étrangères de S. M. le Shah de Perse, se sont réunis à Téhéran et ont procédé à l'échange des déclarations signées par eux le 1<sup>er</sup> août 1870, et revêtues des déclarations ministérielles tenant lieu de ratifications, ayant pour objet la réduction de la taxe à acquitter pour la transmission des dépêches télégraphiques échangées entre les bureaux de la Russie, d'une part, Téhéran et les bureaux persans situés au nord de Téhéran, de l'autre,



En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent procès-verbal en double expédition, et l'ont revêtu du sceau de leurs armes.

(L. S.) *Signé* : BEGER.

(L. S.) *Signé* : MIRZA-SAÏD-KHAN.

## BELGIQUE — LUXEMBOURG

CONVENTION RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE, CONCLUE A LA HAYE  
LE 5 AOUT 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, désirant, d'un commun accord, conclure une convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre pays, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges : M. le comte Auguste *Van der Straten-Ponthoz*, grand-officier de son ordre de Léopold, grand-croix des ordres du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et de Saint-Michel de Bavière, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg ;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, M. Gustave d'*Olimart*, officier de l'ordre royal grand-ducal de la Couronne de chêne, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., son secrétaire pour les affaires du grand-duché de Luxembourg, à La Haye ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les Belges dans le grand-duché de Luxembourg, les Luxembourgeois en Belgique jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance, par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des

renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. Les Belges admis dans le grand-duché de Luxembourg, les Luxembourgeois admis en Belgique au bénéfice de l'assistance judiciaire seront dispensés, de plein droit, de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux, par la législation du pays où l'action sera introduite.

Art. 4. La présente convention est conclue pour cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

Elle sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à La Haye, le 5 août 1870.

(L. S.) *Signé* : Comte AUG. VANDER STRATEN-PONTHOZ.

(L. S.) *Signé* : G. D'OLIMART.

---

## BRUNSWICK — PRUSSE

TRAITÉ CONCERNANT LA VENTE DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT DU  
DUCHÉ DE BRUNSWICK, SIGNÉ A BERLIN LE 23 AOUT 1870.

Le gouvernement ducal de Brunswick ayant vendu, par un traité notarié en date du 8 mars 1870, à la banque commerciale et industrielle de Darmstadt tous les chemins de fer du duché de Brunswick, sous la réserve spécifiée au § 4 du traité que le gouvernement royal de Prusse consentirait à cette vente, ont été nommés, pour s'entendre sur les conditions sous lesquelles ce consentement pourrait être accordé, par

S. M. le Roi de Prusse : son conseiller intime de légation Bernard *Kæniz*, et son conseiller intime de gouvernement Hermann *Duddenhausen*;

Et S. A. le duc de Brunswick et Lunebourg : son conseiller intime et ministre résident à la cour royale de Prusse, docteur Frédéric-Auguste de *Liebe*, et son conseiller intime des finances Guillaume *Gravenhorst* ;

Lesquels, sous la réserve des ratification à intervenir, ont conclu le traité qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement royal prussien consent au traité spécifié ci-dessus par les présentes.

Aussitôt que le gouvernement ducal de Brunswick aura accordé à la société d'actionnaires que doit fonder la banque de Darmstadt la concession d'exploiter le réseau de chemins de fer spécifié dans le contrat de vente, en suivant les prescriptions des statuts à modifier d'après la teneur de l'art. 3 du présent traité, le gouvernement royal de Prusse accordera à la même compagnie la concession d'exploiter les tronçons de ce réseau situés sur le territoire prussien, d'après les stipulations du présent traité.

Art. 2. La Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick, en tant que le contraire n'aura pas été stipulé dans le présent traité, est absolument soumise, pour les tronçons de son réseau situés sur le territoire prussien, aux lois de l'État prussien, particulièrement à la loi des chemins de fer du 3 novembre 1838, de même qu'au décret réglementaire du 19 août 1867, ainsi qu'aux articles additionnés et aux changements qui pourraient y être apportés; ainsi, toutes les exemptions se rapportant à cet objet accordées au gouvernement ducal de Brunswick cessent de plein droit, à moins qu'elles ne soient mentionnées dans le présent traité comme devant continuer à avoir leur effet.

Art. 3. Les statuts de la Compagnie, annexés au contrat de vente spécifié au commencement de ce traité, seront changés comme il suit :

A. Les prescriptions renfermées dans les nos 8, 9, 10, 11 et 17 du § 9 des statuts sont retirées et remplacées par les stipulations correspondant aux numéros anciens.

N° 8. La Compagnie est obligée de pourvoir les voies ferrées d'un matériel d'exploitation répondant aux besoins du trafic, de les entretenir ainsi que leurs accessoires, et en particulier les travaux d'art exécutés en vue de communications non troublées, tels que ponts, viaducs, canaux, déversoirs, digues, passerelles, etc., etc., de plus les machines, wagons, télégraphes, ateliers et autres travaux techniques, dans un état d'entretien parfait et répondant à leur but.

Pour constater l'exécution de ces obligations, les chemins de fer

pourront être inspectés par les autorités de l'État chargées de cette inspection; la Compagnie sera tenue à faire disparaître tous les manquements trouvés, et, dans le cas où elle négligerait d'y remédier, les employés de l'État pourront commander les travaux aux frais de la Compagnie.

N° 9. Les augmentations des tarifs actuels ou futurs, soit pour le transport des voyageurs ou des marchandises, soit pour la transmission des dépêches télégraphiques, doivent être soumises à l'appréciation du gouvernement, qui a encore le droit d'exiger le retrait des taxes de tarif différentielles dans lesquelles il reconnaît une lésion des intérêts du trafic. La Compagnie est particulièrement obligée de consentir les abaissements de tarifs qu'elle a le droit d'accorder pour les houilles et les céréales, pour le trafic de transit dans un rayon s'étendant dans toutes les directions jusqu'à 30 milles au delà des limites de son réseau; au trafic direct ayant lieu entre les stations de son réseau et les stations étrangères favorisées pour le trafic de transit.

Dans aucun cas, pour le trafic direct, le tarif entre deux stations étrangères ne peut être inférieur au tarif, pour le même article, entre l'une des deux stations étrangères et une station intermédiaire appartenant à la Compagnie.

Sur la demande du gouvernement, la Compagnie sera obligée, pour les grandes distances, d'adopter le tarif de 1 pfennig pour le transport des marchandises spécifiées dans l'art. 40 de la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

De plus, la Compagnie est tenue, dès que le gouvernement ducal trouve que cela est dans l'intérêt du trafic et sur sa demande, d'organiser avec d'autres administrations de chemins de fer allemandes ou étrangères, pour le transport des voyageurs et des marchandises, un trafic permanent au moyen de trains directs, et de consentir au passage des moyens de transport contre la bonification habituelle ou fixée au besoin par le gouvernement ducal.

Pour ce qui touche ces tarifs directs, la Compagnie est obligée, sur la demande du gouvernement ducal, de consentir le chiffre le plus bas de son tarif, par quintal et par mille, pour la distance à parcourir dans ce trafic à établir, qu'elle prélève pour les mêmes marchandises dans son tarif local. Si cependant, pour un autre trafic de transit, elle prélevait, sur cette partie de son réseau, par quintal et par mille, un chiffre tarifaire abaissé, sur la demande du gouvernement ducal, elle devra aussi consentir cet abaissement de tarif pour le trafic de transit nouveau à établir. Elle ne peut se dérober à l'extension exigée par le gouvernement ducal de l'abaissement des taxes tarifaires accordé



à un autre trafic de transit qu'en abolissant aussitôt ce privilège et en le remplaçant par un tarif dans lequel le gouvernement ducal ne verra pas une lésion d'intérêts de trafic ou certaines voies de transport et certains expéditeurs de transports injustement favorisés.

La Compagnie n'est pas autorisée à prélever un droit d'expédition pour les transports de marchandises en transit, si ni la station de départ ni celle d'arrivée ne se trouve sur une de ses voies.

L'obligation de la Compagnie d'organiser un trafic direct et de consentir l'abaissement de tarifs mentionné dépend toutefois du consentement des autres administrations de chemins de fer intéressées de régler, pour ce trafic, leurs tarifs d'après les mêmes principes et, par conséquent, d'accorder sur leur réseau, dans le tarif de transit à organiser, le chiffre du tarif le plus bas par quintal et par mille qu'elles prélèvent pour la même distance pour des marchandises de la même espèce dans leur trafic local ou dans un autre trafic de transit.

Si la Compagnie, dans le but d'organiser un nouveau trafic de transit, demandait à une autre administration de chemin de fer la même concession, comme elle vient d'être précisée, et que cette dernière administration se refusât, sans motifs jugés suffisants par le gouvernement ducal, à accepter le trafic direct proposé par la Compagnie, ou à faire la concession au sujet du chiffre du tarif, celle-ci, de son côté, n'est plus tenue aux concessions qu'elle aurait faites sur la demande du gouvernement ducal pour un trafic direct auquel participerait l'administration de chemin de fer refusante.

La Compagnie transportera les voyageurs dans quatre classes de wagons.

Tous les changements dans les tarifs devront être communiqués au gouvernement dans les formes et les époques prescrites, et, de plus, être publiés.

Dans le cas d'une élévation de tarif, l'avis public doit précéder de six semaines.

N° 10. Le gouvernement se réserve la fixation et le changement de l'ordre des trains.

N° 11. La Compagnie est obligée d'accorder aux administrations militaires, postales et télégraphiques de la Confédération de l'Allemagne du Nord tous les avantages et privilèges dont ces administrations jouissent sur les chemins de fer de l'État dans le duché de Brunswick, ou qui seront, à l'avenir, introduits pour les chemins de fer de l'État sur le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

N° 17. La Compagnie a l'obligation de remplir les postes subalternes

mentionnés dans l'appendice du § 8 du règlement royal prussien sur les emplois civils à accorder aux militaires de l'armée de terre et de mer, en partant du grade de sergent-major, des 16 et 20 juin 1867, sous les alinéas 1 et 2, en y plaçant des militaires qui n'auront pas dépassé l'âge de trente-cinq ans.

Si la Compagnie ne trouve pas de cantonniers militaires présentant les conditions déterminées par les §§ de 16 à 22, elle aura la faculté de remplir les places en question comme elle l'entendra.

Dans la nomination aux emplois subalternes sur le territoire prussien en particulier pour les gardes-barrières, cantonniers et ouvriers à poste fixe, la Compagnie devra avoir égard aux sollicitations des sujets prussiens.

B. Le premier alinéa du § 28 des statuts ci-dessus mentionnés est supprimé et remplacé par la rédaction qui suit :

Le conseil de surveillance est composé de dix-huit membres, dont dix au moins ne doivent pas être domiciliés à plus de trois milles des lignes de la Compagnie.

Art. 4. La ville de Brunswick devant être le domicile et le siège de l'administration centrale de la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick, le droit légal et statutaire d'inspection de la part de l'État, en ce qui concerne toutes les mesures qui regardent les affaires de la Compagnie comme telle, ainsi que l'administration et l'exploitation de l'entreprise en général, par exemple, le changement des statuts de la Compagnie, l'extension de l'entreprise, l'émission d'obligations de priorité, la dotation suivant les statuts des fonds de réserve et de renouvellement, la confirmation des membres de la direction — sera uniquement et exclusivement exercé par le gouvernement ducal de Brunswick.

Cependant tous les changements et modifications dans les statuts se rapportant aux relations de la Compagnie avec l'État, de même que le changement du § 38 stipulé à la fin de l'article précédent, seront soumis à l'approbation du gouvernement royal de Prusse. Ce dernier peut aussi demander la révocation de membres du conseil de surveillance. (Voir le § 46, alinéa 3 des statuts de la Compagnie.)

Pour le reste, chacun des gouvernements contractants exerce pour son territoire à l'égard de la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick les droits de l'État, de surveillance (le gouvernement royal de Prusse en particulier exerce les droits de l'État pour son territoire spécifiés dans les statuts de la Compagnie, § 9, n<sup>os</sup> 4, 7, 8, 13, 14, 15).

Quant aux plans des trains sur les parties de lignes situées sur le

territoire prussien, le gouvernement royal de Prusse abandonne la fixation et les modifications du plan des trains pour le trafic local (c'est-à-dire le trafic entre les stations appartenant à la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick, ne se réservant que la fixation ou le changement du plan des trains que pour le trafic de correspondance et direct avec des lignes étrangères sur ces lignes lui appartenant. Sur les portions de lignes situées sur le territoire prussien il y aura au moins par jour et dans les deux directions, trois trains de voyageurs.

De même le gouvernement prussien se réserve, seulement pour les parties de lignes situées sur son territoire, l'approbation du prix des places et des frais de transport des marchandises — dans le cas où ces prix différeront de ceux qui existent maintenant — de même que l'acceptation d'une augmentation des prix fixés en premier lieu par la Compagnie.

Il ne sera fait aucune différence entre les sujets des deux États soit pour l'expédition des voyageurs ou des marchandises soit pour les prix soit pour les heures de départ.

Pour tous les cas où l'exercice en commun du droit souverain de haute surveillance sera dans l'intérêt du trafic du chemin de fer (surtout pour tout ce qui concerne le plan des trains) les deux gouvernements s'entendront entre eux.

Le gouvernement royal de Prusse se réserve de déléguer à une autorité les rapports avec la Compagnie, de même que ses droits souverains et de surveillance pour les parties du réseau situées sur son territoire. Cette autorité aura à représenter tous les rapports de son gouvernement avec la Compagnie des chemins de fer pour tous les cas où l'intervention directe des autorités judiciaires ou de police prussienne ne sera pas nécessaire.

L'administration des chemins de fer, pour les affaires de nature territoriale qui se trouvent être du ressort des autorités royales prussiennes, aura à s'adresser à ces dernières. Ces fonctions pourront être déléguées par le gouvernement royal de Prusse à un commissaire spécial.

La Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick est obligée, sur la demande du gouvernement royal de Prusse, de nommer un fondé de pouvoirs sur le territoire prussien lequel y aura son domicile. Ce fondé de pouvoirs représentera son gouvernement et l'administration des chemins de fer vis-à-vis du gouvernement et des autorités prussiens.

Le gouvernement ducal de Brunswick qui prélève de la Compagnie

une somme annuelle de 5,000 thalers pour couvrir les frais que lui occasionne la surveillance des chemins de fer prendra sur cette somme annuellement 1,200 thalers pour les remettre à la fin de l'année à la caisse qui lui sera indiquée par le gouvernement prussien.

Art. 5. Les deux gouvernements contractants chercheront à s'entendre sur les mesures à prendre pour faire exécuter le règlement de police destiné à la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick en prenant pour base le règlement de police de chemins de fer de la Confédération de l'Allemagne du nord du 3 juillet 1870.

Les employés de police en fonctions sur le territoire prussien prêteront serment entre les mains des fonctionnaires de l'État prussien sur la proposition de l'administration des chemins de fer.

Le matériel nécessaire à l'exploitation inspecté par l'un des deux gouvernements pourra sans autre inspection fonctionner sur le territoire de l'autre.

Art. 6. Les employés du chemin de fer placés sur le territoire prussien sont soumis aux lois du pays.

Les nationaux de l'un des deux États qui viendront à être placés sur le territoire de l'autre, ne perdent pas pour cela leur nationalité.

Art. 7. Le gouvernement royal de Prusse percevra de l'exploitation des lignes situées sur son territoire une contribution d'après les dispositions de la loi prussienne du 16 mars 1867. Cette contribution sera calculée d'après le rapport de la longueur des lignes sur les deux territoires et la part du capital dépensé pour la construction et le matériel, de même que la quote appartenant à cette partie du capital dépensé suivant le rapport des distances, servira de base pour fixer la recette nette sujette à l'impôt.

L'impôt sera payé tous les ans après l'exercice, et pour les lignes actuellement en exploitation il sera payé pour l'année 1870 pour la première fois. Les lignes à construire au contraire ne payeront qu'après une année révolue en comptant à partir du premier janvier de l'année qui aura suivi l'inauguration de l'exploitation. Le gouvernement ducal de Brunswick rendra annuellement compte au gouvernement prussien des recettes nettes du réseau, et cela au plus tard quatre mois après l'expiration de l'année en question. Le montant de l'impôt sera versé dans la caisse que désignera le gouvernement royal de Prusse.

Art. 8. Dans le cas où la Banque de Darmstadt ou la Compagnie de chemin de fer de Brunswick qu'elle a l'intention de fonder viendrait à vendre ou à louer les tronçons de lignes situés sur le territoire prussien ou les tronçons de lignes situés dans le duché de Brunswick et faisant partie des chemins de fer d'Oschersleben à Wolfenbüttel, et de Bruns-



wick à Harzbourg, en partie ou en totalité, ou encore elle voudrait en abandonner l'exploitation à d'autres, aucune de ces transactions ne pourra avoir lieu sans le consentement du gouvernement royal de Prusse.

Ce consentement sera aussi nécessaire pour une fusion avec une autre Compagnie dans le sens de l'art. 215 et 247 du Code de commerce.

Art. 9. Si, d'après cela, le gouvernement royal de Prusse voulait faire usage des droits qui lui appartiennent d'après les traités d'État s'y rapportant et du droit d'achat qui lui reste pour acquérir les tronçons de lignes du duché de Brunswick situés sur le territoire prussien, les deux hautes parties contractantes établiront le prix d'achat d'après les dispositions des anciens traités d'État, obligeant pareillement la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick.

Art. 10. Le gouvernement royal de Prusse, dans le cas où il voudrait aliéner, louer le chemin de fer de Vienenburg à Gorlar ou en abandonner l'exploitation à une autre administration de chemins de fer n'aura nullement besoin, pour ces mesures, du consentement du gouvernement ducal de Brunswick.

Art. 11. Le gouvernement royal de Prusse a concédé pour son territoire, la construction et l'exploitation d'un chemin de fer de Vienenburg à Neukrug, se reliant au chemin de fer ducal de Brunswick de Boersum à Kreiensen, de même que la construction et l'exploitation d'un embranchement partant de ce chemin de fer et se dirigeant vers Clausthal.

Le gouvernement ducal de Brunswick déclare par le présent traité qu'il consent à ce que ces lignes passent par le territoire du duché de Brunswick, et consent, par le présent traité, à ce que la Compagnie du chemin de fer de Magdebourg à Halberstadt, qui a obtenu pour le territoire prussien la concession de construire et d'exploiter ce chemin de fer, de même que l'embranchement, obtienne la même concession pour les distances situées sur le territoire du duché pour l'embranchement de Clausthal, de même que pour le chemin de fer de Vienenburg dans la direction de Neukrug, jusqu'au point où l'embranchement vers Clausthal s'en détache, en ajoutant à cette concession le droit d'expropriation. Le gouvernement ducal abandonne, d'ailleurs, au gouvernement royal de Prusse de déterminer la direction de ces tronçons de lignes qui doivent être concédés à la Compagnie du chemin de fer de Magdebourg à Halberstadt.

Pour ce qui concerne, d'un autre côté, l'autre partie située sur le territoire du duché de Brunswick, allant de Neukrug jusqu'au point de

partage ci-dessus mentionné, du chemin de fer de Neukrug à Vienenburg, le gouvernement ducal se réserve d'accorder la construction et l'exploitation de ce tronçon à la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick, dans le cas où la direction de cette Compagnie se déclarera prête à accepter cette concession dans les cinq mois après sa constitution, se basant sur une résolution dans ce sens de la part de l'assemblée générale légalement constituée, et dans le cas où elle s'engagera à terminer cette fraction de ligne et d'en entreprendre l'exploitation au même moment que cela arrivera de la part de la Compagnie du chemin de fer de Magdebourg à Halberstadt pour le reste de la ligne de Neukrug à Vienenburg.

Dans le cas où la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick, sous les conditions exprimées ci-dessus, ne se déclarerait pas prête à construire et à exploiter la fraction de ligne jusqu'à Neukrug, le gouvernement ducal de Brunswick accordera pareillement cette concession à la Compagnie du chemin de fer de Magdebourg à Halberstadt.

Cette dernière Compagnie aura alors à s'entendre avec la Compagnie des chemins de fer de Brunswick sur l'usage en commun de l'embarcadère de Neukrug, de même que sur les constructions à y faire. Dans le cas où cette entente ne parviendrait pas à s'établir, les deux gouvernements contractants décideront des points en litige, et leur décision fera forcément règle pour les deux Compagnies.

Art. 12. Les deux gouvernements s'obligent réciproquement à faire exécuter une voie ferrée diminuant autant que possible les distances entre les villes de Hildesheim et Brunswick, et pour obtenir ce but, de permettre l'exécution d'une voie ferrée partant de Hildesheim, se reliant aux chemins aboutissant à cette ville et se confondant avec le chemin de fer de Brunswick, autant que possible près de la ville de Brunswick.

Le gouvernement ducal de Brunswick se déclare, par le présent traité, conformément au désir du gouvernement royal de Prusse, prêt à accorder la concession pour la construction et l'exploitation de ce chemin de fer, pour la partie située sur son territoire, au même entrepreneur qui a obtenu la concession de la part du gouvernement prussien pour la partie de la ligne afférente à son territoire, dans le cas où la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick, trois mois après sa constitution, ne se serait pas déclarée prête, par acte authentique, à entreprendre et à exécuter la construction et l'exploitation de la partie de la ligne située sur le territoire du duché de Brunswick.

Si cette Compagnie n'obtient pas la concession, elle sera tenue par

le gouvernement du duché de Brunswick à permettre à l'entrepreneur de la voie de la relier à son chemin de fer, conformément au § 9, n° 14, de ses statuts.

Art. 13. Il est encore convenu spécialement ce qui suit au sujet des nouvelles fractions de chemins de fer spécifiées dans les art. 11 et 12 qui précèdent.

1) La Compagnie du chemin de fer de Magdebourg à Halberstadt est soumise, pour les fractions de lignes qui lui seront concédées sur le territoire du duché de Brunswick, aux lois de cet État; de plus, le gouvernement ducal de Brunswick exerce à son égard, pour son territoire, le droit légal et statutaire d'inspection, dans la mesure que le gouvernement royal de Prusse l'exerce à l'égard de la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick pour les fractions de lignes situées sur le territoire prussien.

La même chose a lieu pour la fraction de voie de Hildesheim dans la direction de Brunswick, située sur le territoire du duché, si cette fraction n'est pas concédée à la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick, mais à un entrepreneur domicilié en Prusse.

2) Le gouvernement ducal de Brunswick s'engage de plus à contraindre la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick — n'importe que cette dernière entreprenne ou non la construction et l'exploitation de la fraction Vienenburg-Neukrug, de même que le tronçon Hildesheim-Brunswick — d'organiser, suivant ses statuts (§ 9, n° 9) et conformément à l'art. 3 du présent traité, un trafic par voie d'expéditions directes et de tarifs directs avec la Compagnie du chemin de fer de Magdebourg-Halberstadt, de même qu'avec l'entrepreneur du chemin de fer de Hildesheim dans la direction de Brunswick, pour le transport des voyageurs et des marchandises, et d'accorder à ce sujet le passage mutuel des moyens de transport. L'entente concernant les mesures qui se trouvent être nécessaires pour l'organisation unifiée du trafic entre les fractions de voies de Vienenburg-Neukrug et de Hildesheim-Brunswick et le partage de la propriété de ces tronçons entre plusieurs administrations, qui ne doivent pas se trop faire sentir au public profitant de ces voies, sont abandonnés aux administrations de chemins de fer intéressées. Si cette entente ne peut se réaliser, les gouvernements contractants s'entendront sur les mesures, à prendre auxquelles les administrations de chemin de fer intéressées devront se soumettre sans recours; surtout, les trains de voyageurs entre Vienenburg et Neukrug, de même qu'entre Hildesheim et Brunswick, devront être expédiés sans changer de wagons, et, autant que possible, sans changement de wagons ni du personnel conduisant

le train. De plus, dès que cela paraîtra nécessaire dans l'intérêt du trafic public, les voitures de voyageurs sur le trajet de Vienenburg-Neukrug seront prises par les trains des chemins de fer du duché de Brunswick, et, pareillement, passeront de ces dernières voies ferrées sur la route de Vienenburg-Neukrug.

Art. 14. Le gouvernement royal de Prusse, qui a accordé pour son territoire, au gouvernement du duché de Brunswick, l'établissement d'une voie de raccordement entre la ville de Brunswick et le chemin de fer de Berlin-Lehrti, déclare consentir à ce que la concession soit faite à la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick.

Mais, dans le cas où cette Compagnie n'aurait pas demandé ou obtenu cette concession jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1875, le gouvernement ducal de Brunswick sera obligé d'entrer en négociation avec un autre solliciteur de la concession qui lui sera présenté par le gouvernement royal de Prusse, au sujet de l'octroi de la concession sous les conditions usuelles, et, le cas échéant, de lui accorder la concession, à moins que la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick n'ait pas répondu, dans le délai de trois mois, à l'appel du gouvernement, et pris à son compte la construction et l'exploitation de cette voie de raccordement.

Art. 15. Les deux gouvernements contractants permettent, chacun pour son territoire, à la Compagnie des chemins de fer de Berg et de la Marche, la construction et l'exploitation d'une voie de raccordement entre le chemin de fer de Berg et de la Marche et le réseau des chemins de fer du duché de Brunswick. Après avoir entendu les directions de ces Compagnies de chemins de fer pour la fixation de la direction et du point de raccord de cette voie, les deux gouvernements auront, autant que possible, égard aux intérêts de la Compagnie de Berg et de la Marche, ainsi que de la Compagnie des chemins de fer du duché de Brunswick.

Art. 16. Les traités conclus sur la construction et l'exploitation des chemins de fer d'État du duché de Brunswick, entre le royaume de Prusse, l'ex-royaume de Hanovre et le gouvernement du duché de Brunswick, restent en vigueur, en tant qu'ils ne sont pas modifiés par le présent traité.

Art. 17. Ce traité sera expédié en deux exemplaires conformes et soumis aussitôt aux ratifications souveraines, dont l'échange aura lieu au plus tard en huit semaines.

Fait à Berlin, le 23 août 1870.

(L. S.) *Signé* : KOENIG.

(L. S.) *Signé* : de LIEBE.

(L. S.) *Signé* : DUDILENHAUSEN.

(L. S.) *Signé* : GRAVENHORST.



## AUTRICHE — BAVIÈRE — LEICHTENSTEIN — SUISSE

TRAITÉ TOUCHANT LA CONSTRUCTION D'UN CHEMIN DE FER DE LINDAU  
A SAINT-MARGARETHEN PAR BREGENZ, ET D'UN CHEMIN DE FER DE  
FELDKIRCH A BUCHS, CONCLU A BREGENZ LE 27 AOÛT 1870.

Le traité conclu le 5 août 1865 entre les gouvernements de la Suisse, de l'Autriche et de la Bavière, en vue de compléter le réseau de chemins de fer desservant les contrées riveraines du lac de Constance, n'étant pas parvenu à sa réalisation, et les circonstances survenues depuis lors ayant rendu nécessaires certaines modifications audit traité, le Conseil fédéral, au nom de la Confédération suisse et du canton de Saint-Gall, le gouvernement de l'empire d'Autriche-Hongrie, représentant en même temps Liechtenstein, enfin le gouvernement du royaume de Bavière, ont résolu de soumettre à une révision le traité précité, et, à cet effet, ils ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral suisse : son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour I, R. d'Autriche-Hongrie, M. le docteur Jean-Jacques de *Tschudi*; M. *Jost Weber*, membre du Conseil des États suisse et du Conseil d'État du canton de Lucerne; M. Arnol-Otto *Aeppli*, membre du Conseil des États suisse et du Conseil d'État du canton de Saint-Gall;

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie : M. le baron Maximilien de *Gagern*, conseiller intime et conseiller ministériel au ministère de la Maison de l'Empereur et des Affaires étrangères;

S. M. le Roi de Bavière : le conseiller d'État Guillaume *Weber* et Michel de *Suttner*, conseiller au ministère d'État, du Commerce et des Travaux publics;

Lesquels ont conclu le traité ci-dessous, qui doit remplacer l'ancien :

Art. 1<sup>er</sup>. Ils sera construit :

a) Un chemin de fer de Lindau à Bregenz et de là à Saint-Margarethen, pour établir la communication avec les lignes de l'Union-Suisse;

b) Une ligne de Feldkirch, dans la direction de Buchs, devant se souder pareillement à l'Union-Suisse.

Art. 2. Les lignes sus-indiquées doivent, à leurs extrémités, être mises en communication immédiate, de la manière la plus convenable, avec les chemins de fer qui y aboutissent, et amenées dans les gares déjà existantes ou à établir.

Pour le cas où, du côté de la Suisse, on voudrait construire un embranchement partant d'Oberriet pour se rendre à la ligne Feldkirch-Bregenz, soit à Feldkirch même, le gouvernement autrichien accordera la concession pour la construction et l'exploitation de ce chemin de fer; il ne prend, toutefois, aucun engagement financier quelconque à cet égard.

Lors de la détermination du point de jonction, le gouvernement I. R. d'Autriche aura égard aux vœux de la Suisse.

Art. 3. Le gouvernement royal de Bavière se charge de la construction de la ligne mentionnée à l'art. 1<sup>er</sup>, lettre *a*, en ce qui concerne le tronçon bavarois.

Le gouvernement I. R. d'Autriche a accordé, le 17 août 1869, la concession pour la construction des tronçons sur le territoire autrichien aux concessionnaires du chemin de fer du Vorarlberg, et le gouvernement de la principauté de Liechtenstein a accordé, le 14 janvier 1870, aux mêmes concessionnaires, la concession de la partie de la ligne traversant son territoire.

La concession des tronçons sur le territoire suisse a été accordée aux mêmes concessionnaires, par le gouvernement du canton de Saint-Gall, le 1<sup>er</sup> décembre 1869, et cette concession a été ratifiée par arrêté de l'Assemblée fédérale suisse du 22 décembre 1869.

Art. 4. Chaque gouvernement pourra déterminer, sur son territoire, le tracé de la ligne ferrée spéciale, ainsi que les places de station, en suivant toutefois, autant que possible, la ligne la plus courte entre les points principaux de la ligne mentionnée à l'art. 1<sup>er</sup>. Il est réservé à une entente ultérieure, sur la base d'une expertise technique, de déterminer la jonction directe des tronçons de lignes à la frontière en ligne horizontale et verticale.

A cet effet, les plans de détail des sections limitrophes seront réciproquement communiqués avant le commencement de l'exécution, et les ingénieurs dirigeants demeureront constamment en rapport durant la construction de ces tronçons.

Art. 5. La construction des susdites sections doit être conduite de manière à ce qu'elles puissent être livrées à l'exploitation régulière le 17 août 1872 au plus tard.

Art. 6. Toutes les sections de ligne doivent avoir une largeur de voie de 4 pieds 8 pouces  $1/2$ , mesure anglaise, entre les rails.

Art. 7. En ce qui concerne les ponts à construire sur le Rhin, il est convenu que le passage du Rhin sur la ligne Saint-Margarethen-Bregenz-Lindau doit s'effectuer près Brugg, et celui de la ligne Buchs-Feldkirch près de la station de Buchs.

Ces constructions de ponts doivent, de part et d'autre, être combinées avec les travaux de correction du Rhin, et exécutées d'après les plans approuvés d'un commun accord par les gouvernements de la Suisse et de l'Autriche, lesquels permettront réciproquement l'établissement de trottoirs de 1<sup>m</sup>,50 de large pour les piétons.

Le gouvernement I. R. autrichien et le gouvernement du canton de Saint-Gall, celui-ci sous réserve de la ratification de l'autorité fédérale, donnent leur consentement à ce que les deux ponts sur le Rhin en question soient construits dès le principe, ou puissent être élargis plus tard, de manière à pouvoir être utilisés pour les voitures ordinaires.

Art. 8. Dans le but de rendre aussi uniforme que possible l'exploitation de la ligne de Lindau à Saint-Margarethen, elle ne sera confiée qu'à une seule administration d'exploitation, de même que l'embranchement Feldkirch-Buchs.

A cet effet, le gouvernement du canton de Saint-Gall, soit le gouvernement suisse, a transféré aux concessionnaires du chemin de fer par le Vorarlberg la concession mentionnée à l'art. 3, pour l'exploitation des tronçons situés sur territoire suisse et partant de la frontière austro-suisse pour aboutir à Saint-Margarethen et à Buchs. De son côté, le gouvernement royal de Bavière se déclare disposé à remettre l'exploitation de la section de Lindau à la frontière austro-bavaroise aux mêmes concessionnaires, moyennant une rente de bail à fixer et l'engagement d'entretenir la voie d'une manière convenable.

Les dispositions ultérieures à cet égard et, en général, les rapports du service de la ligne en commun, aux gares de Lindau, de Saint-Margarethen et de Buchs, seront réglés par une convention spéciale entre les administrations d'exploitation respectives.

Art. 9. Le gouvernement royal de Bavière accordera au concessionnaire de la ligne la co-jouissance de la gare de Lindau, à des conditions convenables.

La co-jouissance des gares de Saint-Margarethen et de Buchs sera accordée aux concessionnaires, sous réserve des conditions à fixer d'un commun accord avec l'administration de l'Union-Suisse et le gouvernement de Saint-Gall, fera à cet égard, le cas échéant, les démarches nécessaires.

Art. 10. Le matériel de transport pour les trains en transit doit être construit de manière à pouvoir, sans empêchement quelconque, par-

courir soit la ligne d'État de Bavière, soit les lignes de l'Union-Suisse, ainsi que le chemin de fer autrichien.

Le reste du matériel d'exploitation doit, autant que possible, être conforme à celui qui existe déjà.

Les locomotives et wagons, soumis à une expertise par un des gouvernements contractants, doivent pouvoir passer aussi sur les sections des lignes situées dans le territoire des autres États et mentionnées à l'art. 1<sup>er</sup>.

Art. 11. L'exercice de la souveraineté (par conséquent aussi celui de la justice et de la police) demeure, dans toute son étendue, réservé à chaque gouvernement, absolument et exclusivement, sur les sections de ligne qui empruntent son territoire.

Art. 12. L'exercice de la police de l'exploitation de la ligne doit être maintenu sous la surveillance de l'autorité compétente dans chaque territoire, et conformément aux prescriptions qui y sont en vigueur, par les fonctionnaires de l'administration d'exploitation du chemin de fer auxquels sera conférée, tant en Autriche qu'en Bavière et en Suisse, la compétence qui y appartient, en général, aux fonctionnaires d'autres lignes privées.

Art. 13. La nomination du personnel d'exploitation appartient à l'administration de l'exploitation, sous réserve des dispositions prévues dans les actes de concession.

Tout le personnel des fonctionnaires, employés ou ouvriers, est soumis aux lois et ordonnances de police de l'État dans lequel ils se trouvent.

Pour les cas d'arrestation dans lesquels il n'y a point de péril en la demeure, on aura justement égard aux besoins du service, et il en sera donné connaissance à l'autorité supérieure de l'exploitation.

Art. 14. Les individus qui ont été légalement condamnés pour crimes ou délits communs, pour contrebande ou graves contraventions en matière de péage, ne pourront pas être employés sur les lignes mentionnées dans le présent traité.

Art. 15. La fixation des tarifs et des horaires demeure réservée à l'approbation des gouvernements respectifs, en ce qui concerne leurs sections de ligne, en tant que cela est prévu dans les concessions accordées par l'Autriche et la Suisse, ou dans les lois et ordonnances régissant l'exploitation de chemins de fer dans les trois États contractants.

Il ne sera fait, quant aux prix de transport et aux heures d'expédition douanière, aucune différence entre les habitants des États contractants ; notamment, les transports passant du territoire d'un État



dans le territoire de l'autre ne seront, soit pour l'expédition, soit pour les prix de transport, pas traités plus défavorablement que les transports partant de l'État respectif ou y restant.

Art. 16. L'entreprise des lignes mentionnées à l'art. 1<sup>er</sup> a l'obligation de permettre à d'autres entreprises de chemins de fer suisses de combiner leur service d'exploitation de manière à ce que, sans nuire aux intérêts d'une exploitation régulière, il soit admis des wagons en transit pour les marchandises (y compris les voitures des bureaux de poste ambulants) ainsi que des billets directs de transport de personnes, bagages et marchandises. Ladite entreprise aura aussi à pourvoir à ce que les tarifs ne soient pas fixés d'une manière inégale au détriment des lignes incidentes.

L'entreprise mentionnée au commencement sera admise, en retour, aux mêmes droits vis-à-vis des entreprises de chemins de fer suisses.

Art. 17. La ligne entre Lindau et Saint-Margarethen ainsi que celle de Feldkirch à Buchs seront, dans les trois territoires respectifs, déclarées routes douanières, et toutes les marchandises non sujettes à une prohibition d'entrée, de sortie ou de transit valable pour toutes les routes de la contrée y seront admises, à l'entrée et à la sortie, tant de jour que de nuit, sans distinction de jours ouvrables ou fériés.

Les dispositions en vigueur dans chacun des États contractants font règle pour l'importation des objets qui sont un monopole de l'État.

Le transit de ces objets est uniquement soumis aux contrôles généraux des douanes.

Art. 18. Le transit des marchandises sur les lignes désignées dans le présent traité reste exempt de tout droit de transit.

En ce qui concerne l'expédition douanière à la frontière austro-bavaroise, les organes des deux gouvernements intéressés, de la Bavière et de l'Autriche, prendront entre eux les arrangements nécessaires en vue de faciliter la circulation directe.

Il sera établi à la frontière austro-suisse, pour l'expédition douanière, aux points de jonction des chemins de fer des deux pays, des bureaux de péage communs (austro-suisses), avec les attributions nécessaires.

Les trois gouvernements contractants accorderont, chacun d'après les lois en vigueur sur son territoire, tous les allègements et toutes les simplifications possibles pour l'expédition douanière des marchandises, des effets des voyageurs et des bagages entrant, sortant ou passant en transit.

Art. 19. Les autorités douanières auront à respecter le plombage apposé par les autorités de l'un des États contractants aussi longtemps

qu'il est conforme aux conditions stipulées, et sous réserve d'y ajouter leur propre sceau si elles le jugent convenable.

Le sceau des autorités douanières d'autres États ayant des conventions douanières avec la Bavière ou l'Autriche sera respecté à l'égal de celui des autorités de Bavière et d'Autriche.

Les administrations douanières des États intéressés fixeront, d'un commun accord, les formalités de détail de l'expédition douanière, ainsi que les dispositions sur la nature des moyens de transport et le mode de procéder en cas de rupture de sceaux.

Art. 20. Faculté est laissée aux autorités douanières respectives de faire accompagner par des employés les trains dans l'intérieur du pays et jusqu'à la prochaine station du pays voisin.

L'administration du chemin de fer est tenue d'établir le local nécessaire pour loger ce personnel, de lui assigner, dans un des wagons, des places d'où il puisse surveiller tout le train, et d'accorder gratuitement, dans un des wagons de personnes de seconde classe, le transport de retour aux employés revenant d'accompagner le train.

Art. 21. La révision des passeports, en tant qu'elle est exigée, et, en général, la police des passeports et des étrangers se feront aux endroits où a lieu l'expédition douanière, et, en tout cas, elles ne devront pas retarder les voyageurs.

Les voyageurs qui traversent l'Autriche sans y séjourner, en empruntant les chemins de fer désignés dans le présent traité, ne seront pas soumis à un contrôle spécial des passeports pendant leur séjour dans les gares, en tant qu'ils ne quittent pas ces dernières.

Art. 22. Les lignes mentionnées à l'art. 1<sup>er</sup> doivent aussi être utilisées pour le transport des envois postaux. A cet effet, les administrations des postes de Bavière, d'Autriche et de Suisse s'entendront pour déterminer les heures de départ et la vitesse d'un train partant journellement de chacune des stations principales.

Il sera établi, le long des lignes mentionnées, un fil télégraphique pour le service de la ligne.

Des dispositions spéciales devenant nécessaires dans l'intérêt du service des postes et des télégraphes, elles seront arrêtées par les administrations des postes et des télégraphes des États intéressés.

Art. 23. L'administration du chemin de fer est tenue de mettre gratuitement à disposition les localités reconnues nécessaires par les gouvernements intéressés pour le service des péages, des postes, des télégraphes et de la police.

Si, en outre de ces locaux officiels et de ceux qui doivent servir aux douaniers ou aux gardes fiscaux, il devient nécessaire d'avoir des

logements pour des employés, l'administration du chemin de fer sera tenue de les fournir, mais la dépense qui en sera résultée pour elle lui sera bonifiée sous la forme d'un loyer représentant 5 pour 100 du capital.

Les frais d'aménagement intérieur, d'entretien, d'éclairage et de nettoyage seront supportés par les administrations qui profitent des locaux.

Art. 24. Pour le cas où les lignes de chemins de fer situées sur territoires autrichien et suisse seraient acquises, par voie de rachat ou d'adjudication par les gouvernements intéressés, il sera convenablement pourvu, par une convention spéciale, à la continuation de l'exploitation sur ces lignes.

Art. 25. Le présent traité devra être ratifié, et les ratifications en seront échangées à Vienne aussitôt que possible, en tout cas, dans le courant de l'année 1870.

Ainsi fait à Bregenz, le 27 août 1870,

(L. S.) *Signé* : TSCHUDI.

(L. S.) *Signé* : GAGERN.

(L. S.) *Signé* : WEBER.

(L. S.) *Signé* : WEBER.

(L. S.) *Signé* : AEPLI.

(L. S.) *Signé* : SUTTNER.

## BELGIQUE — LUXEMBOURG

CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE ET DES VALEURS-PAPIER, CONCLUE A LA HAYE LE 3 SEPTEMBRE 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, désirant procurer aux habitants de Belgique et du grand-duché de Luxembourg le moyen de se transmettre mutuellement, par le service des postes et sous la garantie des administrations postales, des valeurs-papier payables au porteur, ainsi que des articles d'argent au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par une convention et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges : M. le comte Auguste *Vander Straten-Ponthoz*, grand-officier de son ordre de Léopold, grand-croix des ordres du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et de Saint-Michel de

Bavière, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, M. Gustave d'Olimart, officier de l'ordre royal grand-ducal de la Couronne de chêne, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., son secrétaire pour les affaires du grand-duché de Luxembourg à La Haye;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

A. — *Échange de lettres chargées renfermant des valeurs déclarées.*

Art. 1<sup>er</sup>. Des lettres contenant des valeurs-papier payables au porteur pourront être expédiées, soit de la Belgique pour le grand-duché de Luxembourg, soit du grand-duché de Luxembourg pour la Belgique.

Ces lettres devront être chargées avec ou sans déclaration de valeur, lorsqu'elles seront expédiées du grand-duché de Luxembourg; elles devront être chargées avec déclaration de valeur lorsqu'elles seront expédiées de Belgique.

Art. 2. Les valeurs déclarées à expédier par lettres chargées ne pourront pas dépasser la somme de deux mille francs pour chaque lettre.

Art. 3. L'expéditeur d'une lettre chargée contenant des valeurs déclarées payera d'avance, indépendamment des taxes et droits fixés par les articles 5, 6 et 9 de la convention du 22 mai 1867, un droit proportionnel de dix centimes pour chaque cent francs ou fraction de cent francs de valeur déclarée.

Art. 4. La déclaration de valeur devra être inscrite par l'expéditeur sur l'enveloppe de la lettre, du côté de la suscription et sans aucune rature ni surcharge, même approuvée.

Cette déclaration énoncera, en langue française, en francs et centimes et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées, sans autre indication.

Art. 5. Le fait de la déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réellement insérée dans une lettre et le fait de la remise à la poste, dans l'un pour l'autre pays, de valeurs-papier payables au porteur qui n'auraient pas été chargées et déclarées s'il y a lieu, selon la distinction établie à l'art. 1<sup>er</sup> ci-dessus, seront punis selon la législation intérieure du pays où ces valeurs auront été remises à la poste.

Art. 6. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées



viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire belge dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de Belgique, d'après la législation belge, soit sur le territoire grand-ducal, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes du grand-duché, d'après la législation grand-ducale, l'administration responsable payera ou fera payer à l'envoyeur ou, à son défaut, au destinataire, dans un délai de deux mois à dater de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle le droit prévu à l'art. 3 aura été acquitté ; mais il est entendu que la réclamation ne sera admise que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi de ladite lettre. Passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Art. 7. L'administration qui opérera le remboursement du montant des valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée en tous les droits du propriétaire. A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger en tous ses droits ladite administration.

Art. 8. Les administrations des postes de Belgique et du grand-duché de Luxembourg cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire ou son fondé de pouvoirs aura donné reçu.

Art. 9. Les lettres chargées sans déclaration de valeur (recommandées) continueront à ne supporter que les taxes et droits prévus par la convention du 22 mai 1867, et la perte de ces lettres continuera à n'entraîner, pour l'administration sur le territoire de laquelle elle aurait eu lieu que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de 30 fr., conformément à l'art. 10 de la convention susdite du 22 mai 1867.

Art. 10. La disposition du § 3 de l'art. 9 de la convention conclue, le 22 mai 1867, entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, relative aux avis de réception de lettres chargées ordinaires, est rendue applicable aux lettres chargées contenant des valeurs déclarées.

Art. 11. Le produit du droit proportionnel à percevoir en vertu de l'art. 3 de la présente convention, sur les lettres contenant des valeurs déclarées, sera réparti entre les administrations des postes des deux pays, dans la proportion de deux tiers au profit de l'administration des postes de Belgique et d'un tiers au profit de l'administration des postes du grand-duché de Luxembourg.

B. — *Échange d'articles d'argent au moyen de mandats-poste.*

Art. 12. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la Belgique pour le grand-duché de Luxembourg que du grand-duché de Luxembourg pour la Belgique, au moyen de mandats de poste.

Art. 13. Les sommes à expédier au moyen de mandats de poste ne pourront pas dépasser 200 francs par mandat.

Art. 14. Il sera perçu, sur chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'art. 12 précédent, une taxe de 30 centimes par 100 francs ou fraction de cette somme.

Cette taxe sera payable d'avance par l'expéditeur.

Art. 15. Le produit des taxes perçues en vertu de l'art. 14 précédent sera partagé par moitié entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes du grand-duché de Luxembourg.

Art. 16. Les mandats internationaux belges et luxembourgeois ne pourront contenir aucune note ou communication manuscrite qui serait de nature à pouvoir tenir lieu d'une correspondance entre l'expéditeur et le destinataire.

Art. 17. Les deux administrations prendront, chacune en ce qui la concerne, les dispositions nécessaires pour que les mandats soient remis promptement entre les mains des bénéficiaires.

Art. 18. Les mandats dont le montant n'aurait pu être payé aux bénéficiaires ni remboursé aux envoyeurs seront frappés de prescription au profit de l'office qui en aura reçu le dépôt, après le délai et suivant les règles établies ou à établir par les dispositions légales ou administratives dans le pays d'origine.

Art. 19. Il ne pourra, dans aucun cas, être fait restitution aux intéressés des taxes régulièrement perçues sur les articles d'argent internationaux.

Art. 20. Il est formellement convenu que les mandats délivrés par les bureaux de poste belge et luxembourgeois, en exécution de la présente convention, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus des taxes fixées par l'art. 14 de la présente convention.

Art. 21. Il est entendu que chacune des deux administrations pourra, en toute circonstance qui serait de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à la

condition d'en donner immédiatement avis par télégraphe à l'autre administration.

## DISPOSITIOS GÉNÉRALES

Art. 22. Les administrations des postes de Belgique et du grand-duché de Luxembourg dresseront, aux époques qui seront fixées par elles de commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues sur lesdites sommes, et ces compies, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les délais dont les administrations conviendront.

Art. 23. L'administration des postes de Belgique et l'administration des postes du grand-duché de Luxembourg désigneront, de commun accord, les bureaux par lesquels devront s'opérer respectivement l'échange des lettres contenant des valeurs déclarées et l'échange des mandats de poste; elles régleront la forme, le mode d'émission, d'échange et de paiement des mandats de poste; elles détermineront la forme des comptes désignés à l'art. 22 précédent, et elles arrêteront toutes autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que ces mesures pourront être modifiées par les deux administrations chaque fois que, de commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

Art. 24. La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux administrations conviendront; elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux ait fait connaître à l'autre, mais au moins six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces six derniers mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice à la liquidation et au solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 25. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à La Haye, le 3 septembre 1870.

(L. S.) *Signé* : Comte Aug. VANDER STRATEN-PONTHOZ.

(L. S.) *Signé* : G. D'OLIMART.

---

## GRANDE-BRETAGNE — PAYS-BAS

CONVENTION POUR L'ÉMIGRATION DES TRAVAILLEURS DE L'INDE DANS  
LA COLONIE HOLLANDAISE DE SURINAM, SIGNÉE A LA HAYE LE  
8 SEPTEMBRE 1870.

S. M. le Roi des Pays-Bas ayant demandé à S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande d'accorder des facilités pour l'immigration de travailleurs libres des possessions britanniques dans l'Inde dans la colonie hollandaise de Surinam, et S. M. Britannique ayant accueilli cette demande, lesdites Majestés ont résolu de conclure une convention pour régler le recrutement de tels travailleurs dans les possessions britanniques de l'Inde, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : l'honorable Édouard-Alfred-John *Harris*, contre-amiral, compagnon de l'ordre du Bain, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique près le Roi des Pays-Bas ;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas : M. Théodore-Marin *Roest van Limbourg*, grand-officier de l'ordre de la Couronne de chêne du Luxembourg, chevalier grand-croix de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse, des Saints-Maurice-et-Lazare d'Italie, de la Couronne de Bavière, du Lion de Zahringen de Bade, de la Couronne de fer d'Autriche, de l'Étoile polaire de Suède, etc., son ministre des affaires étrangères, et M. Engelbert de *Waal*, chevalier de l'ordre du Lion des Pays-Bas, son ministre des colonies ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement néerlandais sera libre de recruter et d'engager des travailleurs pour la colonie hollandaise de Surinam dans les possessions britanniques de l'Inde, et de faire embarquer les émigrants dans les ports de Calcutta, Madras et Bombay, ou dans tout autre port de l'Inde anglaise qui sera choisi dans ce but par le gouvernement de l'Inde, aux conditions stipulées ci-après.

Art. 2. Le gouvernement néerlandais confiera le soin des opérations dans chaque centre de recrutement à des agents choisis par lui.

Ces agents devront être acceptés par le gouvernement britannique. Cette approbation, en ce qui concerne le droit de l'accorder ou de la retirer, sera assimilée à l'exequatur donné aux agents consulaires.



Art. 3. Le recrutement sera fait conformément aux règlements qui existent ou qui pourront être fixés plus tard par le recrutement de travailleurs pour les colonies britanniques, et il est bien entendu que l'effet de la présente convention ne donne au gouvernement néerlandais, à aucune époque et dans aucun lieu, aucun privilège quelconque en ce qui regarde l'émigration, dont ne jouissent pas à la même époque et dans les mêmes lieux les colonies britanniques.

Art. 4. L'agent néerlandais, pour les opérations de recrutement qui lui seront confiées, jouira pour lui et pour ses employés de toutes les facilités et de tous les avantages accordés aux agents de recrutement pour les colonies britanniques.

Art. 5. Le gouvernement de S. M. Britannique nommera, dans ceux des ports où les émigrants pourront s'embarquer, un agent qui sera chargé spécialement du soin de leurs intérêts.

Art. 6. Aucun émigrant ne pourra être embarqué sans que l'agent désigné dans l'article précédent ait été mis à même de s'assurer que son engagement est volontaire, qu'il a une connaissance parfaite de son contrat, du lieu de destination, de la durée probable du voyage et des différentes obligations et avantages qui se rapportent à son engagement.

Art. 7. Les contrats de service, sauf l'exception prévue dans le § 4 de l'art. 9 et le § 2 de l'art. 10, seront faits dans l'Inde et obligeront l'émigrant à servir soit une personne désignée par son nom, soit une personne à laquelle il sera affecté par l'autorité compétente à son arrivée dans la colonie.

Art. 8. En plus, les contrats devront stipuler :

1<sup>o</sup> La durée de l'engagement, à l'expiration duquel l'émigrant recevra un billet de retour pour l'Inde aux frais du gouvernement anglais, et les conditions auxquelles il lui conviendra de renoncer à son droit de libre passage ;

2<sup>o</sup> Le nombre des jours et des heures de travail ;

3<sup>o</sup> Le salaire et les rations (dans le cas où il en serait donné), ainsi que le chiffre de paiement pour travail extraordinaire et les avantages promis à l'émigrant.

4<sup>o</sup> Le traitement médical gratuit pour l'émigrant, sauf les cas où, d'après l'avis d'un officier compétent, sa maladie proviendrait de sa mauvaise conduite.

Dans tout contrat d'engagement seront littéralement reproduits les art. 9, 10, 19 et 20 de la présente convention.

Art. 9. 1<sup>o</sup> La durée de l'engagement de l'immigrant ne pourra excéder cinq années. Dans le cas, néanmoins, où il sera convaincu de

s'être absenté de son travail, il sera tenu de servir un nombre de jours égal à la durée de son absence.

2<sup>o</sup> A l'expiration de cette période, tout Indien qui aura atteint l'âge de dix ans à l'époque de son départ pour l'Inde, aura droit au passage de retour aux frais du gouvernement néerlandais.

3<sup>o</sup> S'il peut prouver que sa conduite a été régulière et qu'il a des moyens d'existence, il pourra être autorisé à rester dans la colonie sans contracter aucun engagement; mais, dès ce moment, il perdra son droit à un retour gratuit.

4<sup>o</sup> S'il consent à contracter un nouvel engagement, il aura droit à une prime et conservera son droit de retour gratuit à l'expiration de son second engagement.

5<sup>o</sup> Tout émigrant qui aura complété son engagement dans la colonie anglaise sera libre, au lieu de rester dans la colonie ou de retourner dans l'Inde, de se rendre, à ses frais, dans toute autre colonie ou pays.

Le droit de l'émigrant à un passage libre s'étend à sa femme et à ses enfants qui ont quitté l'Inde âgés de moins de dix ans, ainsi qu'à ceux qui sont nés dans la colonie.

Art. 10. L'immigrant ne sera pas tenu de travailler plus de six jours sur sept, ni plus de neuf heures et demi par jour.

Les conditions de la tâche et toute autre sorte de règlement pour le travail seront fixés, d'un commun accord, avec le travailleur. L'obligation, les jours de fête, de soigner les animaux et de pourvoir aux nécessités de la vie, ne sera pas considérée comme formant un travail.

Art. 11. Les arrangements qui précéderont les départs des émigrants seront conformes à ceux prescrits par les règlements pour les colonies britanniques.

Art. 12. Dans les ports d'embarquement, les émigrants seront libres, en se conformant aux règlements de police, de quitter les dépôts ou lieux dans lesquels ils seront logés pour se mettre en rapport avec les agents britanniques, qui de leur côté pourront, à des heures raisonnables, visiter les endroits où les émigrants sont réunis ou logés.

Art. 13. Les émigrants pourront quitter l'Inde pour se rendre dans la colonie de Surinam à toute époque de l'année sur des bâtiments à vapeur, mais seulement du 1<sup>er</sup> août au 15 mars sur des bâtiments à voiles.

Tout émigrant quittant l'Inde du 1<sup>er</sup> mars au 15 septembre recevra au moins une double couverture en plus des vêtements qui lui seront alloués, et pourra s'en servir aussi longtemps que le bâtiment sera en dehors des tropiques.

Art. 14. Tout vaisseau émigrant devra avoir à bord un chirurgien et un interprète.

Les capitaines des vaisseaux émigrants seront tenus de se charger des dépêches que pourra leur remettre l'agent britannique du port d'embarquement pour l'agent consulaire britannique du port de destination, et de remettre ces dépêches au gouvernement colonial aussitôt à son arrivée.

Art. 15. Dans tout bâtiment employé pour le transport d'émigrants partant des ports de Calcutta, Madras, Bombay ou tout autre port qui sera désigné ultérieurement dans l'Inde britannique, les émigrants occuperont, soit dans l'entrepont, soit dans des cabines sur le pont, solidement garanties et entièrement couvertes, un espace pour leur usage personnel exclusif. Les cabines et l'espace dans l'entrepont auront partout une hauteur qui ne sera pas moindre de 6 pieds anglais.

Aucun compartiment ne contiendra plus d'un émigrant adulte par 12 pieds carrés, mesure anglaise, sur le pont, et par espace cube de 72 pieds anglais.

Tout émigrant âgé de plus de dix ans sera considéré comme adulte, et deux enfants de un à dix ans compteront comme un adulte.

Un endroit distinct et séparé sera arrangé en hôpital dans tout bâtiment émigrant.

Les femmes et les enfants occuperont des compartiments distincts et séparés de ceux des hommes non mariés.

Art. 16. Tout embarquement d'émigrants devra contenir une proportion de femmes égale au moins à la moitié du nombre des hommes. Si cette proportion, qui est fixée par les colonies britanniques, venait à être augmentée, elle serait également appliquée à la colonie néerlandaise.

Art. 17. Les agents britanniques, au moment de l'embarquement, auront le droit, à tout moment raisonnable, de visiter toute partie des bâtiments qui sera affectée à l'usage des émigrants.

Art. 18. A l'arrivée d'un bâtiment émigrant dans la colonie néerlandaise, le gouvernement devra envoyer à l'agent britannique consulaire les dépêches qu'il aura reçues pour lui, ainsi que :

1<sup>o</sup> La liste nominative de tous les travailleurs débarqués;

2<sup>o</sup> La liste des décès et des naissances qui ont eu lieu durant le voyage.

Le gouvernement colonial prendra les mesures nécessaires pour faciliter à l'agent consulaire britannique la visite des émigrants avant leur répartition dans la colonie.

Copie de cette répartition sera remise à l'agent consulaire.

Il sera également informé de tous les décès et naissances qui auront eu lieu durant la période d'engagement, ainsi que des changements de maîtres et de tous les départs pour un passage de retour.

Tout nouvel engagement ou acte de renonciation au droit de libre passage de retour sera communiqué à l'agent consulaire.

Art. 19. Tous les immigrants rentrant dans les clauses de cette convention jouiront, de la même manière que les autres sujets de la couronne britannique, et conformément aux règles ordinaires du droit international, du droit de réclamer, dans la colonie néerlandaise, l'aide de l'agent consulaire britannique; aucun obstacle ne sera mis au travailleur qui voudra s'adresser à l'agent consulaire et se mettre en rapport avec lui, toutefois, tout en ayant égard aux obligations qui résultent de son engagement.

Art. 20. Dans la répartition des travailleurs, un mari ne pourra pas être séparé de sa femme, ni le père et la mère de leurs enfants lorsqu'ils sont âgés de moins de quinze ans. Aucun travailleur ne sera obligé de quitter son maître sans son propre consentement, à moins qu'il ne soit cédé au gouvernement ou à un individu qui est devenu propriétaire de la propriété sur laquelle il est employé.

Les immigrants qui seront dans l'impossibilité permanente de travailler, soit par suite de maladie, soit pour toute autre cause indépendante de leur volonté, seront renvoyés aux frais du gouvernement néerlandais, quel que soit le temps qu'il leur reste à courir pour avoir droit à un passage gratuit.

Art. 21. Les opérations d'immigration pourront se faire indistinctement dans la colonie néerlandaise par des bâtiments néerlandais ou britanniques.

Les bâtiments anglais qui seront engagés dans ces opérations seront tenus de se conformer à toutes les mesures de police, de santé et d'équipement qui seront appliquées aux bâtiments néerlandais.

Art. 22. Le règlement de travail à Surinam fait en 1861 servira de base aux contrats à faire avec les immigrants.

Le gouvernement néerlandais s'engage à ne faire subir à ce règlement aucun changement qui pourrait avoir pour effet de placer les immigrants dans une position exceptionnelle ou de leur imposer des conditions de travail plus dures que celles stipulées dans ledit règlement.

Art. 23. Les clauses de la présente convention s'appliquent non-seulement aux sujets indiens de S. M. Britannique, mais aussi aux natifs de tout pays de l'Inde placé sous la protection ou le contrôle de ladite Majesté ou allié au gouvernement britannique, ou dont le



gouvernement aura reconnu le protectorat de la couronne britannique.

Art. 24. La présente convention entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications ; sa durée sera de trois années et demie ; elle restera en vigueur si la notification de sa cessation n'a pas été faite dans le courant du dernier mois de la troisième année, et alors une semblable notification ne pourra être faite que dans le cours du même mois de l'année suivante.

Dans le cas où cette notification serait faite, la convention cessera d'avoir son effet dix-huit mois après.

Toutefois, le gouverneur général de l'Inde britannique, en conseil, sera, conformément à l'acte du 19 septembre 1856, relatif à l'immigration aux colonies britanniques, autorisé à suspendre à toute époque l'immigration à la colonie de Surinam, dans le cas où il aurait lieu de croire que des mesures convenables n'ont pas été prises dans la colonie, pour la protection des immigrants aussitôt après leur arrivée ou durant leur séjour ou pour leur sauf retour dans l'Inde, ou pour procurer le passage de retour pour l'Inde à ceux des émigrants qui, vers ce temps, ont droit à un semblable retour.

Dans le cas, néanmoins, où le gouverneur général de l'Inde britannique userait du pouvoir qui lui est réservé, le Gouvernement néerlandais aura le droit, s'il juge convenable de le faire, de mettre fin à cette convention toute entière.

Mais en cas de cessation de la présente convention, pour quelque cause que ce soit, les clauses relatives aux immigrants indiens dans la colonie néerlandaise resteront en vigueur, à l'égard desdits immigrants, jusqu'à ce qu'ils aient été renvoyés dans leur pays ou aient renoncé au droit de libre passage pour l'Inde, ou bien se soient rendus dans quelque autre colonie ou pays.

Art. 25. Le gouverneur général de l'Inde aura également pouvoir, en cas d'urgence, de relâcher les clauses de l'art. 13 de la présente convention relatives aux dates auxquelles il est permis aux émigrants de partir sur les bâtiments à voiles, et également des clauses de l'art. 16 sur la proportion des femmes avec le nombre des hommes.

Art. 26. Il est entendu que, partout où, dans cette convention, il est parlé du Gouvernement néerlandais, cette dénomination s'applique également au gouvernement colonial de Surinam.

Art. 27. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye le plus tôt possible, après avoir reçu l'approbation des États généraux.

Fait à La Haye, le huitième jour de septembre de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-dix.

(L. S.) *Signé* : E. A. J. HARRIS. (L. S.) *Signé* : ROEST VAN LIMBOURG.  
(L. S.) *Signé* : DE WAAL.

NOTE DU PLÉNIPOTENTIAIRE BRITANNIQUE.

Au moment de procéder à la signature de la convention entre S. M. Britannique et S. M. le Roi des Pays-Bas, relative à l'émigration des Coolies, le soussigné, plénipotentiaire de S. M. Britannique, a reçu l'ordre de son gouvernement de faire à M. Roest van Limbourg et à M. de Vaal, plénipotentiaires de S. M. Néerlandaise, les déclarations suivantes :

1<sup>o</sup> Le gouvernement de S. M. a consenti, sur le désir du gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas, à ce que le règlement colonial hollandais de 1861 serait reconnu, par l'art. 16 de cette convention, comme base de tous les contrats de travail à Surinam, de la même façon que, par la convention de 1861 (1) entre la Grande-Bretagne et la France, les règlements de la Martinique ont servi de modèle pour les colonies françaises.

Les règlements hoilandais au sujet du travail sont des règles relatives au travail à la tâche, et il est, pour le présent, impossible de dire si ces règles sont sévères ou libérales pour l'émigrant, ou si un natif de l'Inde, aux termes qui y sont fixés, pourrait faire assez de travail pour lui procurer des moyens d'existence et lui permettre, en économisant, de mettre chaque mois une petite somme de côté. Dans ces circonstances, le gouvernement de Sa Majesté, tout en consentant au désir du gouvernement des Pays-Bas, a chargé le soussigné de déclarer bien nettement qu'il dépendra de l'effet que ces règlements produiront dans la pratique et du bon vouloir des autorités hollandaises à Surinam, d'écouter toute proposition raisonnable du protecteur des émigrants à Surinam pour y faire des modifications, si la convention est renouvelée à l'expiration du terme fixé pour sa durée.

2<sup>o</sup> Le gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas a proposé, pour des raisons fondées sur l'expérience, qu'à la sect. 3 de l'art. 8 la clause par laquelle les contrats de service doivent stipuler les rations à fournir à l'émigrant fût omise ou modifiée. Le gouvernement de

(1) Convention du 1<sup>er</sup> juillet 1861. (Voir *Archives*, 1861, t. IV, p. 39.)

Sa Majesté consent à cette proposition, en tant que la clause ne s'appliquera qu'aux cas dans lesquels des rations sont fournies, mais il ne le fait que sur la présomption que le genre de nourriture demandé par les natifs de l'Inde pourra être procuré à Surinam, et que naturellement, lorsqu'aucune ration ne sera fournie, son équivalent sera donné en salaire.

3<sup>o</sup> Le projet de convention proposé par le gouvernement de Sa Majesté contenant, à l'art. 20, la stipulation que l'émigrant recevrait la paye convenue pendant le temps qu'il passerait dans les dépôts de la colonie jusqu'à sa répartition. En consentant au désir du Gouvernement néerlandais d'omettre la stipulation en question, le gouvernement de Sa Majesté a chargé le soussigné de dire qu'il doit être bien entendu que les émigrants ont droit à leur nourriture, dans les dépôts de la colonie, depuis le moment de leur arrivée jusqu'à leur répartition.

Le soussigné, etc.

*Signé* : E. J. HARRIS

La Haye, le 8 septembre 1870.

## AUTRICHE-HONGRIE — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CONVENTION DE NATURALISATION, SIGNÉE A VIENNE

LE 20 SEPTEMBRE 1870

Le Président des États-Unis d'Amérique et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, désireux de régler la nationalité des personnes qui émigrent des États-Unis d'Amérique dans les possessions de la monarchie Austro-Hongroise et des États de la monarchie Hongroise dans les États-Unis d'Amérique, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président des États-Unis d'Amérique : M. John Jay, envoyé extraordinaire et ministre des États-Unis, près S. M. I. et R. apostolique,

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, etc., Roi apostolique de Hongrie : le comte Frédéric-Ferdinand de Beust, conseiller privé et chambellan de S. M., chancelier de l'Empire, ministre de la maison impériale et

des affaires étrangères, grand-croix des ordres de Saint-Étienne et de Léopold,

Qui sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les citoyens de la monarchie Austro-Hongroise qui auront résidé aux États-Unis sans interruption pendant au moins cinq ans et qui, durant leur séjour, auront été naturalisés citoyens des États-Unis, seront considérés par le gouvernement Austro-Hongrois comme étant citoyens américains et traités comme tels.

Réciproquement, les citoyens des États-Unis d'Amérique qui auront résidé dans les possessions de la monarchie Austro-Hongroise sans interruption pendant au moins cinq ans, et qui, durant leur séjour, auront été naturalisés citoyens de la monarchie Austro-Hongroise, seront considérés par les États-Unis comme étant citoyens de la monarchie Austro-Hongroise et traités comme tels.

La déclaration de l'intention de devenir citoyen de l'un ou l'autre pays n'implique pas pour les parties l'effet de la naturalisation.

Art. 2. Un citoyen naturalisé d'un des deux pays, en revenant sur le territoire de l'autre, reste passible des poursuites et pénalités pour tout acte puni par les lois de son pays originaire, commis avant son émigration, sauf toujours la prescription prévue par les lois de son pays originaire ou le cas d'amnistie.

Particulièrement, tout ancien citoyen de la monarchie Austro-Hongroise, qui, d'après l'article 1<sup>er</sup>, doit être considéré comme citoyen américain, est passible des poursuites et pénalités édictées par les lois de l'Autriche-Hongrie pour s'être soustrait au service militaire : 1<sup>o</sup> s'il a émigré, après être tombé au sort au moment de la conscription et d'avoir été, en conséquence, enrôlé comme recrue pour le service dans l'armée régulière; 2<sup>o</sup> s'il a émigré lorsqu'il servait sous les drapeaux ou était en permission de congé pour un temps défini; 3<sup>o</sup> si, ayant un congé pour un temps indéterminé ou appartenant à la réserve ou à la milice, il a émigré, après avoir été rappelé au service personnellement ou par un avis public réclamant sa présence, ou après la déclaration d'une guerre.

D'autre part, aucun ancien citoyen de la monarchie Austro-Hongroise, naturalisé aux États-Unis, qui, par ou après son émigration, a enfreint les règlements légaux sur le service militaire par des actes ou omissions, autres que ceux mentionnés ci-dessus dans les clauses 1, 2 et 3, ne pourra, à son retour dans un pays originaire, être soumis ultérieurement au service militaire ni être passible des poursuites et pénalités pour n'avoir pas rempli ses devoirs militaires.

Art. 3. La convention pour l'extradition réciproque des criminels



conclue, le 3 juillet 1856 (1), entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique d'une part et la monarchie Austro-Hongroise d'autre part, ainsi que la convention additionnelle du 8 mai 1848 (2) au traité de commerce et de navigation conclu entre lesdits gouvernements le 27 août 1829 et spécialement les clauses de l'article 4 de la dite convention additionnelle relatives à l'extradition de déserteurs des bâtiments de guerre et des bâtiments marchands, restent en vigueur sans aucun changement.

Art. 4. L'émigrant d'un État qui, d'après l'article 1<sup>er</sup>, est considéré comme citoyen de l'autre État, à son retour à son pays originaire, ne sera pas obligé de reprendre son ancienne nationalité; cependant, si, de son propre gré, il demande sa réintégration et renonce à la nationalité qu'il a acquise par la naturalisation, sa renonciation sera admise et il n'aura besoin d'aucune durée de résidence pour rentrer dans les droits de nationalité de son pays originaire.

Art. 5. La présente convention entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications et sera valable pendant dix ans. Si aucune des deux parties ne notifie à l'autre, six mois avant son expiration, son intention de la rompre, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration de douze mois à compter du jour où l'une des parties contractantes aura annoncé cette intention à l'autre.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée par le Président des États-Unis, après l'approbation du Sénat, et par S. M. l'Empereur d'Autriche, etc., Roi de Hongrie, après l'approbation des deux Chambres de la monarchie Austro-Hongroise, et les ratifications en seront échangées dans les douze mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente convention sur les deux textes allemands et anglais et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, le douzième jour de septembre dans l'année de notre Seigneur mil huit cent soixante dix, la 95<sup>e</sup> année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique et la 22<sup>e</sup> du règne de S. M. I. et R. apostolique.

(L. S.) *Signé* : John JAY.

(L. S.) *Signé* : BEUST.

(1) Voir ces conventions ci-après.

(2) *Idem*.

## AUTRICHE — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, SIGNÉ A WASHINGTON  
LE 27 AOÛT 1829 (1).

Art. 10. Les deux parties contractantes s'accordent mutuellement le droit d'avoir, chacune dans les ports de l'autre, des consuls, vice-consuls, agents et commissaires nommés par eux qui jouiront des mêmes privilèges et pouvoirs que ceux des nations les plus favorisées. Mais si quelques uns de ces consuls exerçaient le commerce, ils seront soumis aux mêmes lois et usages auxquels les simples particuliers de leur nation sont soumis dans le même endroit, en ce qui concerne leurs transactions commerciales.

Art. 11. Les citoyens ou sujets des deux parties pourront disposer de leurs biens personnels situés dans la juridiction de l'autre, par testament, donation ou autrement; et leurs représentants, citoyens ou sujets de l'autre partie, succéderont dans leurs biens personnels, soit par testament, soit *ab intestato* et pourront en prendre possession, soit eux-mêmes, soit par d'autres, agissant en leur nom et en disposeront à leur guise, en payant seulement les droits, taxes ou charges auxquels en pareils cas sont soumis les habitants du pays où ces biens sont situés. Et, en cas d'absence de représentant, le même soin sera pris de ces propriétés comme on le fait en pareil cas pour celles d'un originaire, jusqu'à ce que le propriétaire légal prenne des mesures pour entrer en possession. S'il s'élevait quelque discussion entre différents individus à savoir auquel d'entr'eux ces propriétés appartiennent, la décision sera rendue d'après les lois et par les juges du pays dans lequel les dites propriétés sont situées, mais cet article ne dérogera pas à l'exécution des lois déjà publiées, ou qui le seront plus tard, par S. M. l'Empereur d'Autriche pour empêcher l'émigration de ses sujets.

(1) Voir ci-dessus, art. 3, convention du 20 septembre 1870.

---

## AUTRICHE — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CONVENTION POUR ÉLARGIR CERTAINES CLAUSES DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 27 AOÛT 1829, CONCLUE A WASHINGTON LE 8 MAI 1848 (1).

Les États-Unis d'Amérique et S. M. l'Empereur d'Autriche étant convenus d'étendre à toute sorte de propriété l'exemption des taxes, droits et charges qui était assurée aux biens personnels de leurs sujets et citoyens respectifs, par l'article 11 (2) du traité de commerce et de navigation conclu entre les parties, le 27 août 1829, et aussi dans le but d'augmenter les pouvoirs accordés à leurs consuls respectifs par l'article 10 (3) du dit traité de commerce et de navigation, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le Président des États-Unis d'Amérique : M. James *Buchanan*, secrétaire d'État des États-Unis,

Et S. M. l'Empereur d'Autriche : son chargé d'affaires aux États-Unis, M. John George *Hülsemann*;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les citoyens ou sujets de chacune des parties contractantes auront le droit de disposer de leurs propriétés personnelles situées dans les États de l'autre, soit par testament, par donation, soit autrement ; et leurs héritiers, légataires et donataires, citoyens ou sujets de l'autre partie contractante succéderont aux dites propriétés personnelles et pourront en prendre possession, soit personnellement, soit par d'autres personnes agissant en leur nom, et en disposeront à leur guise, en ne payant que les mêmes droits que les habitants du pays, où les dites propriétés sont situées, sont tenus de payer en pareils cas.

Art. 2. Lorsque, à la mort d'une personne possédant des propriétés réelles ou non personnelles dans les territoires d'une partie, cette propriété réelle reviendrait, d'après les lois du pays, à un sujet ou citoyen de l'autre, qui n'aurait pas été rendu inhabile par les lois du pays où cette propriété réelle est située, le dit sujet et citoyen aura un délai de

(1) Voir ci-dessus, art. 3, convention du 20 septembre 1870.

(2) *Idem*.

(3) *Idem*.

deux ans, qui pourra au besoin être prolongé, suivant les circonstances, pour vendre ladite propriété et à en retirer les produits, sans être molesté et en restant exempté de toute autre charge que celles qui, en pareil cas, sont imposées aux habitants du pays.

Art. 3. En cas d'absence d'héritiers, le même soin sera pris provisoirement de ces propriétés réelles et personnelles comme si elles appartenaient à des originaires, jusqu'à ce que le propriétaire légal, ou la personne ayant le droit de vente, d'après l'art. 2, puisse prendre des mesures pour recevoir l'héritage ou en disposer.

Art. 4. Les hautes parties contractantes s'accordent mutuellement le droit d'avoir, chacune, dans les ports de l'autre, des consuls, vice-consuls, agents commerciaux et vice-agents commerciaux nommés par elles, qui jouiront des mêmes privilèges et pouvoirs que ceux de la nation la plus favorisée; mais, si quelques-uns de ces dits consuls se livrent au commerce, ils seront soumis aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis les simples particuliers de leur nation dans le même lieu.

Lesdits consuls, vice-consuls, agents commerciaux et vice-commerciaux auront le droit, en cette qualité, de siéger comme juges et arbitres des différends qui pourront s'élever entre les capitaines et les équipages des bâtiments de la nation dont ils sont chargés des intérêts, sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite de l'équipage ou du capitaine ne trouble l'ordre et la tranquillité du pays; alors lesdits consuls, vice-consuls, et agents ou vice-agents commerciaux réclameront l'assistance desdites autorités pour faire exécuter leurs propres décisions. Mais cette sorte de jugement ou d'arbitrage ne privera pas les parties discordantes du droit d'en appeler, à leur retour, à l'autorité judiciaire de leur pays.

Lesdits consuls, vice-consuls et agents ou vice-agents commerciaux, sont autorisés à réclamer l'assistance des autorités locales pour faire rechercher, arrêter et emprisonner les déserteurs des navires de guerre et des bâtiments de commerce de leur pays. A cette effet, ils s'adresseront, par écrit, aux tribunaux, juges et officiers compétents, et réclameront lesdits déserteurs en montrant, à l'appui de leur demande, les livres du bâtiment, le livre de l'équipage ou tout autre document, prouvant que lesdits individus font légalement partie des équipages, et, sur la demande ainsi établie, la livraison du déserteur ne sera pas refusée.

Les déserteurs, après leur arrestation, seront mis à la disposition des consuls, vice-consuls, et agents commerciaux et vice-commerciaux et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la demande et



aux frais de ceux qui les auront réclamés, afin d'être envoyés à bord des bâtiments auxquels ils appartiennent ou d'autres bâtiments du même pays. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans les trois mois qui suivront leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés de nouveau pour la même cause. Si, néanmoins, il arrivait que le déserteur se fût rendu coupable d'un crime ou d'un délit passible des tribunaux, il ne sera livré qu'après que le tribunal appelé à le juger aura rendu son effet ou après l'achèvement de la peine à laquelle il aura été condamné.

Art. 5. Le présent traité entrera en vigueur pendant deux années à partir du jour de l'échange des ratifications, et, si douze mois avant l'expiration de cette période, aucune des hautes parties contractantes n'a notifié officiellement à l'autre son intention de le faire cesser, il restera en vigueur encore une année et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une telle notification, à quelque époque qu'elle soit faite.

Art. 6. Cette convention est conclue, mais soumise à la ratification du Président des États-Unis d'Amérique, avec l'approbation du Sénat, et de l'Empereur d'Autriche; les ratifications en seront échangées à Washington, dans le délai d'un an ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus, en allemand et en anglais, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Washington, le huitième jour de mai 1848, 72<sup>e</sup> année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique, et la 22<sup>e</sup> du règne de S. M. l'Empereur d'Autriche.

(L. S.) *Signé* : BUCHANAN.

(L. S.) *Signé* : HÜLSEMANN.

## AUTRICHE — ÉTATS-UNIS

CONVENTION D'EXTRADITION, CONCLUE A WASHINGTON  
LE 3 JUILLET 1856 (1).

Attendu qu'il a été trouvé utile, pour la meilleure administration de la justice et pour prévenir les crimes dans les États et la juridiction

(1) Voir ci-dessus, art. 3, convention du 20 septembre 1870.

des parties, respectives, que les individus ayant commis des crimes et ayant fui la justice soient, dans certaines circonstances, livrés réciproquement, et aussi d'énumérer exactement ces crimes, et, attendu que les lois de l'Autriche s'opposent à la remise de ses propres citoyens à une juridiction étrangère, le gouvernement des États-Unis, en vue de rendre la convention réciproque, sera également libéré de livrer les citoyens des États-Unis : en conséquence, d'une part, les États-Unis d'Amérique, et d'autre part, S. M. l'Empereur d'Autriche, ayant résolu de faire un traité à ce sujet, ont nommé pour plénipotentiaires, savoir :

Le président des États-Unis : M. William L.-*Marcy*, secrétaire d'État ;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche : John George, chevalier de *Hülseman*, son ministre résident près le gouvernement des États-Unis ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il est convenu que les États-Unis et l'Autriche, sur leur demande réciproque faite par eux ou leurs ministres, officiers ou autorités, livreront à la justice tout individu qui sera accusé de crime d'assassinat, attaque avec l'intention de commettre un assassinat ou piraterie, incendie, vol, faux, fabrication ou émission de fausse monnaie, soit en espèces ou en papier, péculat commis dans la juridiction d'une des parties, et qui se sera réfugié ou aura été trouvé dans les États de l'autre ; pourvu que cette extradition n'ait lieu que sur telle preuve du crime qui, d'après les lois du lieu où le fugitif ou l'individu accusé sera trouvé, justifierait son accusation et sa mise en jugement ; si le crime ou le délit avait été commis dans le même lieu, les juges et autres magistrats des deux gouvernements auront le pouvoir, la juridiction et l'autorité, sur la plainte faite sous serment, de lancer un mandat pour l'arrestation du fugitif ou de la personne accusée, afin qu'il soit amené devant lesdits juges et magistrats pour que les charges soient entendues et examinées ; si, après cet interrogatoire, les preuves sont suffisantes pour soutenir l'accusation, il sera du devoir du juge ou du magistrat qui aura procédé à l'interrogatoire d'en prévenir l'autorité exécutive, afin que mandat soit délivré pour l'extradition du fugitif. Les frais d'arrestation et d'extradition seront supportés par la partie qui aura fait la demande et à laquelle le fugitif sera livré. Les clauses de la présente convention ne s'appliquent en aucune façon aux crimes énumérés dans l'art. 1<sup>er</sup> qui auront été commis antérieurement à la présente date, ni aux crimes ou délits ayant un caractère politique.

Art. 2. Aucune des parties contractantes ne sera tenue, par les clauses de la présente convention, de livrer ses propres sujets ou citoyens.

Art. 3. Quand un individu accusé d'un des crimes énumérés dans cette convention se sera rendu coupable d'un nouveau crime dans les territoires de l'État où il aura cherché un asile et sera trouvé, il ne pourra être livré jusqu'à ce qu'il ait été jugé et ait subi sa peine ou ait été acquitté.

Art. 4. La présente convention restera en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1858, et si aucune des deux parties, six mois à l'avance, n'a pas notifié à l'autre son intention de la faire cesser, elle restera en vigueur jusqu'à la fin des douze mois après lesquels l'une des parties contractantes aura notifié cette intention à l'autre, chacune des hautes parties contractantes se réservant le droit de faire cette notification à toute époque après l'expiration du 1<sup>er</sup> janvier 1858.

Art. 5. La présente convention sera ratifiée par le Président après approbation du Sénat des États-Unis, et par S. M. l'Empereur d'Autriche ; les ratifications en seront échangées à Washington dans les six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Washington, le 3 juillet 1856.

(L. S.) *Signé* : MARCY.

(L. S.) *Signé* : HÜLSEMANN.

## GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

CONVENTION ADDITIONNELLE DE POSTE, SIGNÉE A FLORENCE

LE 7 DÉCEMBRE 1870.

S. M. le Roi d'Italie et S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant autoriser l'augmentation du poids accordé à une lettre simple expédiée entre les deux pays par la poste, et des modifications correspondantes dans l'échelle de progression actuellement appliquée dans le Royaume-Uni et en Italie pour les lettres dépassant le poids d'une lettre simple, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : M. *Visconti-Venosta*, député au Parlement, son ministre d'État pour les affaires étrangères ;

Et S. M. la Reine du royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : Sir Augustus Berkley *Paget*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants ;

Art. 1<sup>er</sup>. Le poids d'une lettre simple originaire du royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou de l'île de Malte, ou expédiée à travers le Royaume-Uni à destination d'une localité du royaume d'Italie ou d'un pays étranger par voie d'Italie, est fixé à une 1/2 once dans le Royaume-Uni et à Malte, et à 15 grammes dans le royaume d'Italie.

Réciproquement, le poids d'une lettre simple originaire du royaume d'Italie ou expédiée à travers l'Italie à destination du royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou de l'île de Malte ou de quelque autre pays étranger ou colonie britannique est fixé à 15 grammes dans le royaume d'Italie et à une 1/2 once dans le Royaume-Uni.

Art. 2. Le poids d'une lettre simple originaire du royaume d'Italie à destination d'une localité quelconque dans les Indes Orientales, Ceylan, Penang, Singapore, Labuan, l'Australie, la Chine ou le Japon, ou originaire des Indes Orientales, de Ceylan, Penang, Singapore, Labuan, de l'Australie, de la Chine ou du Japon, à destination d'une localité quelconque dans le royaume d'Italie, qu'elle soit transportée par mer, dans la Méditerranée, par paquebots italiens pour Malte ou de Malte, pour Alexandrie ou d'Alexandrie, et par paquebots britanniques entre Malte et Alexandrie, est fixé à 15 grammes dans le royaume d'Italie et à une 1/2 once aux Indes Orientales, Japon.

à Ceylan, Penang, Singapore, Labuan, en Australie, en Chine et au

Art. 3. Pour les lettres qui dépasseront le poids d'une lettre simple, l'administration britannique appliquera l'échelle suivante de progression pour les lettres dont elle percevra la taxe :

Pour chaque lettre de plus d'une 1/2 once et ne dépassant pas 1 once, deux ports ;

Pour chaque lettre de plus de 1 once et ne dépassant pas 1 once 1/2, trois ports ;

Pour chaque lettre de plus de 1 once 1/2 et ne dépassant pas 2 onces, quatre ports ;

Et ainsi de suite, en ajoutant un port pour chaque 1/2 once ou fraction de 1/2 once en plus.



Et l'administration des postes italiennes appliquera l'échelle suivante de progression pour toutes les lettres dont elle percevra la taxe :

Pour chaque lettre de plus de 15 grammes et ne dépassant pas 30 grammes, deux ports ;

Pour chaque lettre de plus de 30 grammes et ne dépassant pas 45 grammes, trois ports ;

Et ainsi de suite, en ajoutant un port par chaque 15 grammes ou fraction de 15 grammes en plus.

Art. 4. Par exception aux stipulations des articles 1, 2, 3, les deux parties conviennent que, pour toutes les lettres originaires du Royaume-Uni à destination de la Sicile, ou originaires de Sicile à destination du Royaume-Uni, qui sont expédiées par la voie de France ou par paquebots français, le poids d'une lettre simple sera fixé à un  $\frac{1}{3}$  d'once dans le Royaume-Uni et à 10 grammes dans l'île de Sicile, et que les lettres qui dépasseront ce poids payeront un port en plus par chaque  $\frac{1}{3}$  d'once ou fraction de  $\frac{1}{2}$  once, lorsque la taxe sera perçue par l'administration britannique, et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes, lorsque la taxe sera perçue par l'administration italienne.

Art. 5. L'administration des postes italiennes payera à l'administration des postes britanniques :

Pour chaque lettre affranchie originaire d'Italie à destination de l'île de Malte, 12 centimes  $\frac{1}{2}$  par 15 grammes ou fraction de 15 grammes ;

Pour chaque lettre affranchie à destination de Ceylan, Penang, Singapore, Labuan, d'Australie, de Chine ou du Japon, 70 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes ;

Pour chaque lettre non-affranchie à destination du royaume d'Italie, et d'un autre pays étranger par voie d'Italie, 22 centimes  $\frac{1}{2}$  par 15 grammes ou fraction de 15 grammes, si elle est originaire de Malte, et 70 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes, si elle est originaire de Ceylan, Penang, Singapore, Labuan, d'Australie, de Chine ou du Japon.

De son côté, l'administration des postes britanniques payera à l'administration des postes italiennes :

Pour chaque lettre affranchie originaire de Malte et à destination du royaume d'Italie, la somme de 2 pence et 3 farthings par  $\frac{1}{2}$  once ou fraction de  $\frac{1}{2}$  once ;

Pour chaque lettre non affranchie et à destination de l'île de Malte, 3 pence et 3 farthings par  $\frac{1}{2}$  once ou fraction de  $\frac{1}{2}$  once.

Art. 6. Les stipulations de la convention postale conclue le 12 décembre 1857 entre S. M. le Roi de Sardaigne et Sa Majesté Britannique sont abrogées en tant qu'elles sont contraires aux articles précédents.

Art. 7. La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à la convention du 12 décembre 1857, sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Florence le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1871.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention additionnelle et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Florence, le 7 décembre 1870.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI-VENOSTA. (L. S.) *Signé* : A.-B. PAGET.

## BADE — SUISSE

TRAITÉ CONCERNANT LE RACCORDEMENT DU CHEMIN DE FER THURGOVIEN DU SEETHAL AVEC LE CHEMIN DE FER BADOIS DE L'ÉTAT, CONCLU A BERNE LE 10 DÉCEMBRE 1870.

Le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement grand-ducal badois, en vue d'arriver à une entente sur le raccordement du chemin de fer actuellement en construction (chemin de fer du Seethal) de Romanshorn à Kreuzlingen (frontière cantonale), avec le réseau badois près de Constance, ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral suisse : MM. le conseiller national docteur Jacques *Stämpfli*, à Berne, et Fridolin *Anderwert*, président du Conseil national et du Gouvernement du canton de Thurgovie, à Frauenfeld;

Et S. A. R. le Grand-Duc de Bade : MM. le référendaire privé Henri-Frédéric *Muth* et le Conseiller de légation docteur Frédéric *Hardeck*, à Carlsruhe;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs et les avoir trouvés en due forme, ont conclu le traité suivant :

Art. 1<sup>er</sup>. Le chemin de fer en construction de Romanshorn à Kreuzlingen (frontière cantonale), sera prolongé pour être mis en jonction directe avec le chemin de fer badois à la gare de Constance.

Art. 2. Chacun des deux gouvernements se réserve d'établir la partie du tronçon de Kreuzlingen à Constance située sur son territoire. La construction sur territoire badois sera exécutée par l'administration des chemins de fer du Grand-Duché de Bade, et la compagnie du Nord-Est suisse construira la partie située sur territoire suisse

d'après les conditions renfermées dans la concession qu'elle a obtenue pour le chemin de fer du Seethal.

Art 3. La gare de Constance est désignée comme station de jonction pour le chemin de fer du Seethal; les deux administrations de chemins de fer en auront la jouissance commune.

Le plan d'aménagement de la gare de Constance et la convention à conclure entre les deux administrations de chemins de fer pour l'usage commun de cette gare seront soumis à l'approbation des autorités compétentes.

Si, par la suite, il est nécessaire de faire de nouveaux aménagements en vue de l'usage commun de la gare, il ne pourra être procédé à ces travaux qu'après qu'ils auront été approuvés par les autorités compétentes.

Art. 4. L'exploitation du chemin de fer de Romanshorn à Constance devra être uniforme. A cet effet, le Gouvernement grand-ducal badois remet aux concessionnaires actuels du chemin de fer du Seethal, par l'intermédiaire du Gouvernement suisse, l'exploitation de la partie de la ligne Romanshorn-Constance située sur le territoire badois. Les taxes fixées dans la concession du chemin de fer du Seethal seront appliquées sur ladite ligne.

Art. 5. Les gouvernements contractants consentent à ce que les administrations de chemins de fer soient exemptées de tout impôt ou toute taxe à payer, soit sur les bâtiments, soit sur la propriété foncière, soit sur l'exploitation elle-même, relativement aux parties de la ligne situées sur les territoires respectifs des deux États.

N'est pas comprise dans cette exemption la prime à payer pour l'assurance contre l'incendie.

Les employés et hommes de la voie ferrée sont soumis aux lois fiscales du lieu de leur domicile.

Art. 6. L'exploitation de la ligne de Romanshorn à Constance sera organisée de manière à ce que, en général, il n'y ait pas de changement de voiture pour les voyageurs, ni de déchargement des marchandises entre les deux points extrêmes de cette ligne.

Il y aura au moins trois trains par jour dans la direction de Constance et celle de Romanshorn. Dans la fixation de l'horaire pour les chemins de fer aboutissant à Constance, on fera en sorte que les trains coïncident le plus possible.

Les deux administrations se communiqueront réciproquement, dans le plus bref délai possible, leurs horaires avant qu'ils soient entrés en vigueur.

Art. 7. Il ne sera fait aucune différence, sur le chemin de fer

Romanshorn-Constance, ni quant au transport, ni quant à l'expédition des voyageurs, et les transports allant d'un pays sur le territoire de l'autre ne seront pas traités plus défavorablement que ceux qui ne traversent pas la frontière.

Art. 8. La police du chemin de fer, dans toute l'étendue de la gare de Constance, sera confiée aux employés de l'administration des chemins de fer badois; les employés de la ligne du Seethal sont également, dans cette gare, soumis aux dispositions prises par l'administration des chemins de fer badois et par ses organes, pour ce qui concerne le service des transports.

Chacune des deux administrations de chemins de fer exercera d'ailleurs l'autorité disciplinaire sur le personnel qu'elle emploiera dans la gare de Constance.

Art. 9. Relativement au transit et au transport de lettres et d'articles de messagerie, de même que sous le rapport de la régle des postes en général, on appliquera les mêmes dispositions à la ligne Constance-Schaffhouse qu'à celle de Schaffhouse-Waldshut-Bâle.

Art. 10. L'administration du chemin de fer du Seethal est autorisée à établir un fil télégraphique pour les besoins de la voie, ainsi qu'un appareil spécial au bureau des télégraphes de la gare de Constance.

Art. 11. Les dispositions du traité du 27 juillet-14 août 1852, relatif au prolongement des chemins de fer badois sur le territoire suisse (art. 12 à 15), qui se rapportent au trafic de Suisse dans le Grand-Duché de Bade, du Grand-Duché de Bade en Suisse et d'une partie de l'un de ces deux États dans une autre partie du même État à travers le territoire du pays voisin, s'appliqueront aussi, d'une manière générale, à la station de Constance pour le chemin de fer Romanshorn-Constance.

La limite de la gare de Constance sur le territoire suisse formera, de part et d'autre, la frontière douanière. L'administration des péages suisses établira un bureau principal dans cette gare; à cet effet, un local convenable pour les expéditions douanières sera mis gratuitement à sa disposition par les administrations de chemins de fer; les frais d'aménagement de ce local seront, toutefois, à sa charge.

Il en serait de même au cas où l'administration de la douane badoise établirait un bureau de douane dans la partie de la gare située sur territoire suisse.

Les deux routes franches suivantes, partant du territoire du canton de Thurgovie, seront construites ou conservées, savoir :

a. Une route à la limite sud-est de la gare, conduisant à la gare des marchandises et au port de Constance;



b. Une route conduisant au bâtiment des consignations de la gare.

Le tracé de ces deux routes sera arrêté plus tard, d'un commun accord, par les autorités compétentes, qui régleront également les dispositions relatives à l'expédition douanière.

Art. 12. Les parties contractantes autorisent, en faveur des ressortissants des deux États, la construction d'entrepôts dans la gare de Constance et leur jonction au chemin de fer par des voies spéciales. Si ces entrepôts ne se trouvaient pas reliés à l'une des routes franches mentionnées à l'art. 11, il y aurait lieu d'en ouvrir une nouvelle à cet effet. Relativement aux conditions de construction de ces entrepôts, les entrepreneurs auront à s'entendre avec les administrations des péages et avec celles des chemins de fer. Ces entrepôts seront soumis aux prescriptions pour l'expédition douanière.

Art. 13. Pour les demandes d'indemnités ou les autres réclamations de droit privé qui peuvent être faites contre une des deux administrations relativement à l'exploitation du tronçon de la ligne Romanshorn-Constance, situé sur le territoire de l'autre État, l'administration des chemins de fer badois élit domicile à *Egelshofen*, et l'administration du chemin de fer du Seethal élit domicile à *Constance*.

Art. 14. Si par la suite on établit un chemin de fer de Schaffhouse dans la direction de Kreuzlingen, soit de Constance (chemin de fer du Rhin inférieur), soit qu'il emprunte uniquement le territoire suisse, soit qu'il traverse, en vertu d'une concession, une partie du territoire badois, le gouvernement du Grand-Duché de Bade consent à ce que le dit chemin de fer soit relié au chemin de fer de l'État badois et à la gare de Constance, et à ce que cette gare soit utilisée aussi par le chemin de fer du Rheintal inférieur comme station d'échange. En conséquence, les dispositions prévues dans le présent traité pour l'exploitation du chemin de fer, pour le trafic et pour l'expédition douanière, s'appliqueront aussi bien, dans leurs parties essentielles, au chemin de fer du Rheintal inférieur qu'à celui du Seethal.

Pour la co-jouissance de la gare et des dépendances sur territoire badois, le concessionnaire de la ligne du Rheintal inférieur payera à l'administration du chemin de fer badois un loyer calculé d'après le capital d'établissement. Il lui payera également une somme annuelle pour l'entretien, la surveillance et le service des locaux et des engins faisant l'objet de la jouissance commune.

Dans la fixation du montant de ce loyer et de cette indemnité annuelle à payer par le chemin de fer du Rheintal inférieur, on prendra pour base le mouvement total des voyageurs et des marchandises à la gare commune de Constance, et la répartition se fera sur cette base,

à moins que les administrations de chemins de fer ne tombent d'accord sur un autre mode de répartition.

Les frais des modifications et des constructions nouvelles que le raccordement du chemin de fer du Rheinthal inférieur nécessitera dans la partie de la gare de Constance située sur territoire badois seront exclusivement à la charge du concessionnaire de cette ligne.

Art. 15. Les prescriptions et les réserves contenues aux articles 1, 9, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 33, 40 et 41 du traité du 27 juillet, 11 août 1852 ont, par analogie, force et vigueur pour les deux parties, en tant que le présent traité n'en dispose pas autrement.

Art. 16. La ratification des autorités supérieures est réservée pour le présent traité, et les actes de ratification devront être échangés au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 1871.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont apposé au bas du traité leurs signatures et leurs sceaux.

Ainsi fait à Berne, le 10 décembre 1870.

(L. S.) *Signé* : STÄMPFLI.

(L. S.) *Signé* : MUTH.

(L. S.) *Signé* : ANDERWERT.

(L. S.) *Signé* : HARDECK.

## BELGIQUE — ITALIE

CONVENTION CONSULAIRE, CONCLUE A BRUXELLES LE 12 DÉCEMBRE 1870.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi d'Italie, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. le baron d'*Anethan*, grand-officier de l'ordre de Léopold, grand-cordon de l'ordre du Christ de Portugal, etc. son ministre d'État et des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le comte Camille de *Barral de Monteauperrard*, grand-cordon des ordres des SS. Maurice et Lazare, de l'Aigle-Rouge de Prusse, de l'ordre de Léopold d'Autriche, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Belges;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Chacune des deux hautes parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous ses ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents. Cette réserve toutefois ne sera pas appliquée à l'une des hautes parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

Art. 2. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront réciproquement, dans les États de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Lesdits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le gouvernement territorial de chacune des deux hautes parties contractantes leur délivrera, sans aucuns frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente convention.

Art. 3. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'État qui les a nommés, ne pourront être arrêtés que dans le cas de crime qualifié et puni comme tel par la législation locale; ils seront exempts du logement militaire, de tout service tant dans l'armée régulière de terre ou de mer que dans la garde nationale ou civique, ou milice; ils seront, de même, exempts de toutes les contributions imposées au profit de l'État, des provinces ou des communes. Toutefois, si ces agents étaient citoyens du pays de leur résidence, s'ils y possédaient des biens ou s'ils y exerçaient un commerce quelconque, ils seraient tenus de supporter et de payer les charges de toute espèce imposées, en pareil cas, aux autres citoyens du pays.

Art. 4. Nul agent du service consulaire, lorsqu'il est citoyen de l'État qui l'a nommé, et, pourvu qu'il n'exerce aucun commerce, ne pourra être contraint à comparaître comme témoin devant les tribunaux du pays où il réside. Quand la justice du pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'eux, elle les invitera par écrit à se présenter devant elle et, en cas d'empêchement, elle devra leur demander leur témoignage par écrit ou se transporter à leur demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Lesdits agents devront satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

Art. 5. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries ou de leurs maisons d'habitation, un écusson aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots : consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire de Belgique ou d'Italie.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur pays, excepté dans la capitale du pays, s'il s'y trouve une légation. Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'il monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. Les chancelleries et habitations consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Elles ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asiles. Lorsque cependant un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

Art. 7. En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanciers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au ministre des affaires étrangères en Belgique ou au ministre des affaires étrangères en Italie, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs et jouiront, pendant la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordées aux titulaires.

Art. 8. Les consuls-généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettront, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Italiens ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et jouiront des privilèges stipulés dans cette convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les art. 3 et 4.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'État, de la province ou de la commune, des pays respectifs, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et l'Italie et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux. S'il n'était pas fait droit à leur réclamation,



lesdits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Art. 10. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation. Lesdits agents auront, en outre, le droit de recevoir, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions desdits actes et les documents officiels de toute espèce, soit en original ou copie ou en traduction, dûment légalisés par les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires et munis de leur cachet officiel, feront foi en justice dans tous les tribunaux de Belgique et d'Italie.

Art. 11. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour les règlements des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis. Les autorités du pays ne pourront s'immiscer, à aucun titre, dans ces différends.

Art. 12. Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette seule demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces mêmes déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 13. A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs. Si cependant des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

Art. 14. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes d'Italie et des navires italiens sur les côtes de Belgique seront respectivement dirigées par les consuls-généraux, consuls et vice-consuls de Belgique en Italie et par les consuls-généraux, consuls et vice-consuls d'Italie en Belgique, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront d'ailleurs à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Art. 15. En cas de décès d'un Belge en Italie ou d'un Italien en Belgique, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées.

En cas de minorité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leur pays respectif, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot, de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Art. 16. La présente convention restera en vigueur pendant six ans, à partir de l'échange des ratifications, qui sera fait à Bruxelles dans le délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période, son intention de ne pas renouveler cette convention, celle-ci continuera à rester en vigueur encore une année et ainsi de suite jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée en double original.

Fait à Bruxelles, le 12 décembre 1870.

(L. S.) *Signé* : Baron d'ANETHAN.      (L. S.) *Signé* : C. DE BARRAL.

---

## BAVIÈRE — SUISSE

DÉCLARATIONS CONCERNANT LA POSITION DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS  
OU SOCIÉTÉS ANONYMES, SIGNÉES A BERNE LE 22 DÉCEMBRE, ET A  
MUNICH LE 27 DÉCEMBRE 1870.

*Déclaration du Conseil fédéral suisse.*

Entre le Conseil fédéral de la Confédération suisse, autorisé par l'arrêté fédéral du 9/14 décembre 1870, et le gouvernement royal de Bavière, les dispositions ci-après ont été stipulées concernant les sociétés par actions ou sociétés anonymes.

Art. 1<sup>er</sup>. Les sociétés par actions ou sociétés anonymes fondées en Suisse, de même que celles qui se sont constituées en Bavière, sont par voie de réciprocité reconnues comme existant en droit et ayant en particulier la faculté d'ester en justice, en tant qu'elles ont été créées valablement d'après les lois du pays où elles ont leur siège légal.

Quant à la question de savoir si et dans quelle mesure une société de ce genre peut être admise à exercer une industrie ou un commerce dans les cantons (États) de l'autre partie contractante, elle sera exclusivement résolue d'après la législation de ces cantons ou États.

Art. 2. Le présent arrangement entrera en vigueur en même temps et pour la même durée que le traité de commerce et de douane conclu le 13 mai 1869 (1) entre la Suisse et l'Union douanière allemande.

En foi de quoi la présente déclaration a été échangée contre une déclaration de même teneur du ministre d'État des affaires étrangères du royaume de Bavière.

Berne, 22 décembre 1870.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

*Le Président de la Confédération,*

(L. S.) Dr J. DUBS,

*Le Chancelier de la Confédération,*

SCHIESS.

(1) Voir ci-dessus.



*Déclaration ministérielle de Bavière.*

Entre le gouvernement royal de Bavière et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, les dispositions ci-après ont été stipulées concernant les sociétés par actions ou sociétés anonymes.

Art. 1<sup>er</sup>. Les sociétés par actions ou sociétés anonymes fondées en Bavière, de même que celles qui se sont constituées en Suisse, sont par voie de réciprocité reconnues comme existant en droit et ayant en particulier la faculté d'ester en justice, en tant qu'elles ont été créées valablement d'après les lois du pays où elles ont leur siège légal.

Quant à la question de savoir si et dans quelle mesure une société de ce genre peut être admise à exercer une industrie ou un commerce dans les États (cantons) de l'autre partie contractante, elle sera exclusivement résolue d'après la législation de ces États ou cantons.

Art. 2. Le présent arrangement entrera en vigueur en même temps et pour la même durée que le traité de commerce et de douane conclu le 13 mai 1869 entre l'Union douanière allemande et la Suisse.

*En foi de quoi* la présente déclaration ministérielle a été expédiée et échangée contre une déclaration de même teneur du Conseil fédéral de la Confédération suisse.

Munich, le 27 décembre 1870.

*Le ministre d'État de la maison royale et des Affaires  
étrangères du royaume de Bavière,*

Comte de BRAY-STEINBURG.

## AUTRICHE-HONGRIE — SAXE

TRAITÉ CONCERNANT LE CHANGEMENT DU § 6 DU TRAITÉ CONCLU LE 24 AVRIL 1853 POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN CHEMIN DE FER ENTRE REICHENBERG ET ZITTAU, DE PLUS SE RAPPORTANT AU DÉVELOPPEMENT ULTÉRIEUR DES COMMUNICATIONS PAR VOIES FERRÉES SUR LA FRONTIÈRE BOHÉMIENNE-SAXONNE, CONCLU A DRESDE LE 24 DÉCEMBRE 1870.

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi Apostolique de Hongrie et S. M. le Roi de Saxe, animés du désir de donner un nou-

veau développement aux lignes de chemin de fer sur la frontière Bohême-Saxonne, et de délivrer le trafic général de toutes les entraves qui ne sont pas absolument nécessaires, ont, dans le but de conclure une convention à ce sujet, nommé leur plénipotentiaire, à savoir :

S. M. I. et Roi Apostolique : son conseiller intime tributaire et chambellan, Louis, comte *Paar*, chevalier de l'ordre de la Couronne de Fer de 1<sup>re</sup> classe, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour royale de Saxe;

S. M. le Roi de Saxe : son ministre des finances et des affaires étrangères, Richard, baron de *Friesen*, chevalier de l'ordre de la Couronne de Chêne, grand-croix de l'ordre du Mérite, etc., etc;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, et sous la réserve des ratifications de leurs souverains, sont tombés d'accord sur les points suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement royal saxon déclare consentir à ce que le consentement accordé par le gouvernement Impérial et Royal autrichien concernant la construction d'un chemin de fer entre Reichenberg et Zittau, et renfermé dans le § 6 du traité conclu à Vienne le 24 avril 1853 et conçu dans ces termes :

« Dès que le chemin de fer désigné à l'art. 1<sup>er</sup> sera exécuté, promet d'exécuter ou de faire exécuter, par d'autres dans l'espace de vingt-cinq ans, en comptant à partir du jour de la concession, un contre-raccordement de la ville de Reichenberg avec les chemins de fer saxons ou prussiens. »

Soit retiré et considéré à l'avenir comme non accordé.

Art. 2. En échange, le gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois promet pour l'établissement et l'exploitation de chemins de fer entre Pirna et entre Johangeorgenstadt et Carlsbad;

De même que pour la continuation d'un chemin de fer à construire dans la vallée saxonne de la Müglitz, à l'extrémité de cette vallée, sur le territoire autrichien, jusqu'au point de raccordement, à un endroit propice de la ligne déjà concédée, Dux-Klingenberg (ou Freiberg), d'accorder les concessions nécessaires dès qu'il se présentera des entrepreneurs pour ces lignes, et de ne pas leur imposer de conditions plus rigoureuses que celles qui, conformément aux lois et aux règlements généraux, sont imposées aux chemins de fer nouvellement construits en Bohême.

Le gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois permettra aussi le raccordement du chemin de fer de la vallée de Müglitz au chemin de fer Dux-Klingenberg (Freiberg), sur le territoire bohémien.

Art. 3. Les consentements réciproques stipulés aux chapitres 1 et 2

entreront en vigueur dès que le Reichsrath aura donné son consentement à ce qu'un chemin de fer relie Reichenberg à Goerlitz.

Art. 4. Aussitôt que le Reichsrath aura accordé le consentement mentionné à l'art. 3, des commissaires, des deux côtés, se réuniront afin de trouver un point favorable où la ligne de Pirna-Dux franchira la frontière, et pour conclure une convention sur tous les points à établir de la part des deux gouvernements pour la construction et l'exploitation de cette ligne.

Il y aura pareillement une réunion des commissaires pour les lignes de Johanngeorgenstadt-Carlsbad et de la vallée de la Müglitz aussitôt qu'il se sera présenté des entrepreneurs sérieux pour l'exécution de ces lignes.

Art. 5. Les ratifications de ce traité devront avoir lieu avec le plus de rapidité possible, et au plus tard être échangées à Dresde quinze jours après la signature du traité.

Dresde, le 24 décembre 1870.

(L. S.) *Signé* : LOUIS, comte de PAAR. (L. S.) *Signé* : FRIESEN.

PROTOCOLE FINAL AJOUTÉ AU TRAITÉ CONCLU LE 24 DÉCEMBRE 1870 (1),  
CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT A DONNER AUX LIGNES DE CHEMINS  
DE FER SUR LA FRONTIÈRE BOHÉMO-SAXONNE.

Les plénipotentiaires soussignés sont convenus, au moment de la signature du traité sur le développement ultérieur des lignes de chemins de fer sur la frontière bohémo-saxonne, et concernant l'affranchissement du trafic général de toutes les entraves non absolument nécessaires, de faire la déclaration suivante dans le présent protocole final.

A l'art. 1<sup>er</sup>. Dans le cas où d'une manière inattendue le gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois se trouverait obligé, à la suite de l'art. 1<sup>er</sup> et en vertu d'une décision judiciaire, à donner une indemnité à la Société du chemin de fer de Zittau à Reichenberg, le gouver-

(1) Il a été constaté dans le protocole signé à Dresde, le 28 janvier 1871, sur l'échange des ratifications mutuelles, que le protocole final a la même valeur que le traité lui-même.

nement Royal saxon s'engage à couvrir de ce chef le gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois.

A. l'art. 2. Le gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois s'engage dans ce cas au sujet du raccordement accordé par lui du chemin de fer de la vallée de la Müglitz à la ligne de Dux-Klingenberg (Freiberg) sur le territoire bohémien, où les deux entreprises ne pourraient pas s'entendre à l'amiable, de contraindre par la voie administrative les entrepreneurs de la ligne Dux-Klingenberg (Freiberg), à permettre le raccordement en question.

(L. S.) *Signé* : LOUIS, comte PAAR. (L. S.) *Signé* : FRIESEN.

## AUTRICHE-HONGRIE — ITALIE

CONVENTION POUR RÉGLER LES ART. 6 ET 7 DU TRAITÉ DE PAIX DU  
3 OCTOBRE 1866 SIGNÉE A FLORENCE LE 6 JANVIER 1871.

Dans le but de régler et de terminer définitivement toutes les questions financières pendantes entre le Royaume d'Italie et la Monarchie Austro-Hongroise, à la suite des art. 6 et 7 du traité de paix du 3 octobre 1866, ainsi que celle de l'emprunt contracté en 1836 par le duc de Lucques, et garanti par le Gouvernement Autrichien, S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : Noble M. Émile *Visconti-Venosta*, chevalier grand-croix, décoré du grand cordon des ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son ministre des affaires étrangères, etc.; et M. Quintino *Sella*, chevalier grand-croix, décoré du grand cordon des ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son ministre des finances, etc.;

S. M. I. et R. A. : M. Melchior *Lonyay* de Nagyonia et Vasaros Namény, grand-croix de l'ordre de Léopold, conseiller intime actuel de S. M. I. et R. A., son ministre des finances pour la Monarchie Austro-Hongroise, etc.; et M. Louis, baron de *Kübeck*, grand-croix



de l'ordre de Léopold et de l'ordre des saints Maurice et Lazare, conseiller intime actuel de S. M. I. et R. A., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie. etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. L'état du *Monte-Veneto* est reconnu tel qu'il résulte du protocole rédigé à Venise le 2 octobre 1856, et signé par le commissaire autrichien, M. le baron de Spiegelfeld, et par le commissaire italien, M. le chevalier Louis Cacciamali.

Art. 2. Toutes les réclamations présentées par les deux gouvernements sont compensées, en voie de transaction, moyennant le paiement que le Gouvernement Austro-Hongrois s'engage à faire au Gouvernement Italien, dans le terme de quatre semaines après la ratification de la présente convention, d'une somme de 4,749,000 florins, représentée par une obligation de la Dette publique autrichienne convertie de la même valeur nominale, intérêt 5 pour 100, jouissance du 1<sup>er</sup> novembre 1870; laquelle obligation sera inscrite au nom du Gouvernement Italien.

Art. 3. Les intérêts échus jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1870 de l'obligation nominale non convertie de 3,569,190 florins, inscrite au nom de la Caisse d'amortissement du *Monte-Veneto*, et qui devra être annulée, restent au Gouvernement impérial et royal, en bonification de la somme payée ou à payer jusqu'au 31 décembre 1870 pour les pensions qui, par l'art. 17 du traité du 3 octobre 1866, ont été mises à la charge de l'Italie.

Art. 4. Aussitôt après la ratification de la présente convention, le Gouvernement impérial et royal donnera les ordres nécessaires pour délivrer au commissaire italien les dépôts militaires et les dépôts administratifs et judiciaires, s'il en existe, exportés dans l'année 1866.

Seront observés, pour les dépôts de 1848, les règles établies par la résolution de S. M. I. et R. A. du 13 juillet 1852.

Le Gouvernement Austro-Hongrois s'engage à remettre au Gouvernement Italien tous les livres concernant le *Monte-Veneto* qui se trouvent auprès du département impérial et royal des comptes de la dette publique.

Art. 5. Le Gouvernement impérial et royal, en vertu de la transaction établie à l'art. 2, déclare que le Gouvernement Italien est libéré de toute obligation pour le remboursement des sommes payées ou à payer jusqu'au 31 décembre 1870 par le Gouvernement impérial et royal lui-même pour l'emprunt contracté par S. A. R. Charles-Louis de Bourbon, duc de Lucques, en 1836, avec la Maison M. A. Roth-

schild et fils, de Francfort-sur-le-Mein, et qui avait été inscrit sur le grand-livre de la dette publique du duché de Parme.

Art. 6. Le Gouvernement Italien, en vertu de la même transaction, s'engage à payer, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1871 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1892, c'est-à-dire jusqu'à sa complète extinction, les intérêts et l'amortissement de l'emprunt de 1836, mentionné dans l'article précédent.

Pour le paiement de ces annuités, le Gouvernement Italien affectera une partie de l'obligation de la Dette autrichienne convertie, dont il est question à l'art. 2.

Sont réservés au Gouvernement Italien les droits qui pourraient lui compéter dans la succession privée de feu le duc de Lucques, et ceux qui proviennent de la substitution du Gouvernement même dans les garanties et les cautionnements appartenant aux Maisons créancières, en vertu du contrat d'emprunt.

Art. 7. Le Gouvernement royal d'Italie s'engage à remettre à qui de droit :

- a) Les dépôts militaires, administratifs et judiciaires qui lui auront été remis par le Gouvernement Impérial et Royal;
- b) Le fonds du clergé vénitien, de 11,536 florins;
- c) Le fonds territorial vénitien, de 251,434 florins, 71 kreuzers;
- d) Le fonds de l'Université de Padoue, de 4,000 florins;
- e) Le fonds de la commune de Cividale, de 145 florins 73 kreuzers.

Art. 8. Les personnes jouissant de pensions ou autres allocations analogues mises à la charge du Trésor italien par l'art. 17 du traité de Vienne du 3 octobre 1866, et qui, à la date de la présente convention, seront légalement domiciliées sur le territoire de la Monarchie Austro-Hongroise, ainsi que leurs veuves et leurs enfants, recevront, sur leur demande, des Caisses Impériales et Royales, les sommes à eux régulièrement dues, déduction faite des impôts de retenue, de richesse mobilière et tout autre droit établi par les lois italiennes, moyennant l'obligation de remplir les formalités correspondantes à celles en vigueur en Italie pour les paiements de ce genre effectués à l'intérieur du royaume.

Le ministre Impérial et Royal des finances présentera à chaque semestre, au ministre des finances du royaume d'Italie, le compte des sommes payées et les documents relatifs, pour en obtenir le remboursement sans aucun délai.

Le même traitement sera appliqué, dans les mêmes conditions, en Italie, aux sujets de la monarchie Austro-Hongroise qui en feront la demande, et qui seront domiciliés sur le territoire du royaume d'Italie à la date de la présente convention.

Les règles administratives selon lesquelles lesdits paiements devront être exécutés, ainsi que les notifications de décès ou de variations quelconques dans l'état des pensionnaires, pourront être l'objet de communications spéciales et directes entre les ministères des finances des deux États.

Art. 9. Au fur et à mesure que l'administration Impériale et Royale aura terminé les comptes judiciaires des comptables pour leur gestion antérieure à 1866 dans le territoire cédé à l'Italie, elle en donnera connaissance à l'administration italienne, pour que celle-ci puisse se rembourser des sommes qui lui seraient dues, et pour la libération des cautionnements relatifs.

Art. 10. Les correspondances administratives relatives à l'exécution des stipulations contenues dans la présente convention, comme à l'échange des titres de la dette publique, pourront avoir lieu directement, soit entre les ministères des finances des deux États, soit, le cas échéant, entre les autorités centrales ou provinciales respectives.

Art. 11. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Florence dans six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Florence le sixième jour du mois de janvier de l'an de grâce mil huit cent soixante et onze.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI-VENOSTA.

(L. S.) *Signé* : LONYAY.

(L. S.) *Signé* : QUINTINO SELLA.

(L. S.) *Signé* : KÜBECK.

## AUTRICHE-HONGRIE — ITALIE

CONVENTION POUR RÉGLER L'ART. 22 DU TRAITÉ DE PAIX DU 3 OCTOBRE 1866 (1), SIGNÉE A FLORENCE LE 6 JANVIER 1871.

Dans le but de régler et terminer les questions pendantes à la suite de l'art. 22 du traité de paix du 3 octobre 1866, S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : LL. EExc. Noble M. Émile *Visconti-Venosta*, grand-croix des Ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne

(1) Voir *Archives*, 1866, t. IV, p. 410.

d'Italie, son ministre des affaires étrangères, etc.; et M. Quintino *Sella*, grand-croix des ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son ministre des finances, etc. ;

Et S. M. I. et R. A. : LL. EExc. M. Melchior *Lonyay* de Nagylonia et Vasaros Namény, grand-croix de l'ordre de Léopold, son conseiller intime actuel et son ministre des finances pour la Monarchie Austro-Hongroise, etc.; et M. Louis, baron de *Kübeck*, grand-croix de l'ordre de Léopold et de l'ordre des saints Maurice et Lazare, son conseiller intime actuel et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie, etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le crédit total des membres de la Famille Impériale et Royale, relativement à la dette des *Luoghi del Monte Comune di Firenze*, et comprenant le capital ainsi que les intérêts échus au 30 septembre 1870, est réciproquement reconnu comme s'élevant à la somme de livres italiennes 8,047,500.

Art. 2. En guise de paiement et acquittement complets de ladite somme, aussitôt après la ratification de la présente convention par S. M. I. et R. A. et par S. M. le Roi d'Italie, le Gouvernement Italien remettra à la personne déléguée à cet effet et munie d'un mandat régulier de S. M. l'Empereur et Roi François-Joseph 1<sup>er</sup>, le nombre correspondant de titres au porteur du consolidé 3 p. 100 sur la dette publique du Royaume d'Italie, d'une rente annuelle de livres italiennes 241,425, jouissance 1<sup>er</sup> octobre 1870.

S. M. l'Empereur et Roi François-Joseph 1<sup>er</sup>, en sa qualité d'Auguste Chef de la Maison Impériale et Royale, assume également envers les membres de sa famille qui auraient des droits aux créances en question, toute la responsabilité qui dérive de la présente convention, et se porte garant de leur plein assentiment auxdites stipulations, en déclarant aussi, en leur nom et dans leur intérêt, que, lorsque le Gouvernement Italien aura remis, ainsi qu'il est dit plus haut, à la personne déléguée par S. M., les titres sur la dette publique d'une rente annuelle de livres italiennes 241,425, les membres respectifs de la famille Impériale et Royale tiendront pour entièrement satisfaite et définitivement acquittée toute créance qu'ils auraient eue envers l'Italie.

Art. 3. Le Gouvernement Royal Italien fera remettre aux héritiers de S. A. I. et R. feu le Grand-Duc Léopold II de Toscane, par l'entremise des plénipotentiaires austro-hongrois, en compensation de toutes les réclamations concernant les biens meubles, la somme de 4,000,000 de livres italiennes, représentée par des titres au porteur de la dette



publique du Royaume d'Italie d'une rente annuelle de 200,000 livres, intérêt 5 p. 100, jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1871.

Art. 4. Le Gouvernement Royal Italien restituera aux héritiers de S. A. I. et R. feu le Grand-Duc Léopold II de Toscane, un livre de prière in-quarto, manuscrit avec miniatures, acquis par feu le Grand-Duc Ferdinand III de Toscane, ainsi que la correspondance et les notes manuscrites (*giornali*) de feu le Grand-Duc Léopold II, spécialement les pièces qui ont trait aux Maremmes et qui sont en possession du Gouvernement Italien.

Par contre, les héritiers du feu Grand-Duc Léopold II feront consigner au Gouvernement Royal Italien les dossiers concernant la réforme criminelle de 1786, ainsi que les actes officiels ayant trait au Code criminel toscan de 1853, et les actes originaux du Synode de Pistoie.

Art. 5. Le Gouvernement Royal fera rechercher et restituer à S. A. R. Madame l'Archiduchesse Grande-Duchesse Marie-Antoinette, les quelques objets d'art de sa propriété particulière dont la spécification a été remise aux plénipotentiaires italiens.

Art. 6. Quant à l'*herbarium* et à la bibliothèque botanique qui se trouvent dans le Musée d'histoire naturelle à Florence, et qui ont été légués par testament, en date du 19 avril 1850, par le sieur Philippe Barker-Webb à S. A. I. et R. le Grand-Duc Léopold II de Toscane et à ses héritiers et successeurs, les héritiers feront consigner la dotation en rente française destinée à l'entretien et à l'augmentation de ces collections au Gouvernement Italien, qui remplira les conditions du testateur.

Art. 7. Le Gouvernement Royal Italien s'engage à rendre exécutoire la convention conclue à Florence, sous la date du 20 juin 1868, relativement à la restitution des biens meubles et immeubles de S. A. R. Mgr l'Archiduc François V d'Autriche-Este.

Art. 8. En remboursement des sommes payées ou à payer par S. A. R. l'Archiduc François V d'Autriche-Este, pour intérêts et amortissement de la dette contractée par S. A. R. Charles-Louis de Bourbon, duc de Lucques, en 1843, avec les Maisons Arnstein et Eskeles, Rothschild et Sina, et inscrite sur le grand-livre de la Dette publique de Parme, jusqu'à sa complète extinction, le Gouvernement Italien s'engage à remettre à S. M. I. et R. A. une obligation de la Dette publique autrichienne convertie 5 p. 100, jouissance du 1<sup>er</sup> novembre 1870, de la somme nominale de 600,000 florins.

S. M. I. et R. A. garantit le Gouvernement Italien envers S. A. R. l'Archiduc François V d'Autriche-Este et envers les ayants-droit dans le même emprunt.

Sont réservés au Gouvernement Italien les droits qui pourraient lui

compéter dans la succession privée de S. A. R. le duc de Lucques, et ceux qui proviennent de la substitution du Gouvernement même dans les garanties et les cautionnements appartenant aux Maisons créancières, en vertu du contrat d'emprunt.

Art. 9. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Florence dans les six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Florence le sixième jour du mois de janvier de l'an de grâce mil huit cent soixante et onze.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI-VENOSTA. (L. S.) *Signé* : LONYAY.

(L. S.) *Signé* : QUINTINO-SELLA. (L. S.) *Signé* : KÜBECK.

#### PROTOCOLE.

Dans le but de régler et terminer définitivement toutes les questions financières pendantes entre le Royaume d'Italie et la Monarchie Austro-Hongroise, à la suite des art. 6, 7 et 22 du traité de paix du 3 octobre 1866, les plénipotentiaires soussignés, après avoir conclu et signé les deux conventions portant la date d'aujourd'hui, sont convenus, en outre, de ce qui suit :

1<sup>o</sup> Les deux conventions susdites seront regardées comme un tout indivisible, ratifiées et mises en exécution à la même époque ;

2<sup>o</sup> En dehors des biens meubles sur lesquels ils est transigé par la somme aversionale fixée dans la convention signée aujourd'hui, S. A. I. et R. Mgr le Grand-Duc Ferdinand, archiduc d'Autriche, réclamait la restitution de la Madone de Raphaël, connue sous le nom de *Madonna del Granduca*, tableau que la famille grand-ducale a toujours considéré comme étant de sa propriété privée et auquel elle attache un prix d'affection tout particulier.

Les plénipotentiaires italiens ont soutenu, de leur côté, que le droit de propriété sur ce tableau appartient à l'Italie. Les plénipotentiaires austro-hongrois ont annoncé que S. A. I. et R. les autorise à déclarer qu'elle est disposée à ne pas priver Florence, sa ville natale, d'un de ses plus beaux ornements. Sur cette déclaration, les plénipotentiaires italiens promettent, de leur côté, que le tableau en question gardera toujours dans la galerie Pitti, avec le nom de *Madonna del Granduca*, la place distinguée qu'il occupe.

3<sup>o</sup> Quant à la réclamation de LL. AA. II. et RR. Mesdames les Archiduchesses Marie-Annonciade et Marie-Immaculée, pour la part qui leur revient sur la dot et sur la contre-dot de leur mère, feu la Reine

Marie-Thérèse de Naples, le Gouvernement Royal Italien a reconnu cette demande comme étant fondée en droit. Le Gouvernement Italien, toutefois, s'appuyant sur des documents d'après lesquels la dot et la contre-dot de S. M. la Reine Marie-Thérèse auraient été, en 1860, transférées au grand-livre de la Dette napolitaine sur un autre nom, s'envisage comme libéré de toute obligation dérivant de la créance originaire. Le Gouvernement Impérial et Royal reconnaît la justesse de cet argument, mais se réserve à ce sujet des vérifications ultérieures.

4<sup>o</sup> Il est convenu que toutes les opérations relatives à la remise des titres dont il est question dans les deux conventions signées aujourd'hui à Florence, seront réciproquement exemptes de tout droit, déduction ou frais de toute espèce.

5<sup>o</sup> Les plénipotentiaires italiens réservent expressément à ces stipulations l'approbation du Parlement.

Le présent protocole sera ratifié en même temps que les deux conventions.

Fait à Florence, en double original, le sixième jour de janvier mil huit cent septante et un.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI-VENOSTA. (L. S.) *Signé* : LONYAY.

(L. S.) *Signé* : QUINTINO-SELLA. (L. S.) *Signé* : KÜBECK.

## ALLEMAGNE DU NORD — ITALIE — SUISSE

CONVENTION CONCERNANT UNE NOUVELLE PROROGATION DE DÉLAI POUR LA CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER DU SAINT-GOTHARD, SIGNÉE A BERNE LE 27 JANVIER 1871.

Les circonstances où se trouve présentement l'Europe ayant empêché qu'une partie des États intéressés à la construction du chemin de fer du Saint-Gothard, et signataires du protocole final de la conférence qui a déterminé les conditions de la grande voie internationale, aient pu se mettre en mesure d'accéder à la convention conclue à Berne le 15 octobre 1869, d'après ledit protocole, entre la Suisse et l'Italie, pour régler leur concours respectif à l'exécution de cette entreprise dans le délai fixé à l'art. 21 de cet acte, et prorogé, par l'art. 2 de la convention signée à Berlin et à Varzin le 20 juin 1870, entre la

Suisse, la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Italie, par laquelle la Confédération précitée donnait son adhésion à ladite convention de Berne, le Conseil fédéral suisse, S. M. le Roi de Prusse, pour la Confédération de l'Allemagne du Nord, et S. M. le Roi d'Italie, reconnaissant qu'il est opportun de maintenir, par une nouvelle prorogation du délai dernièrement fixé, toute leur force obligatoire aux deux conventions mentionnées, ont nommé :

Le Conseil fédéral suisse : MM. Charles *Schenk*, président de la Confédération suisse; Émile *Welti*, vice-président du Conseil fédéral et chef du département militaire de la Confédération; Jacques *Dubs*, conseiller fédéral et chef du département fédéral de l'intérieur;

S. M. le Roi de Prusse : le lieutenant-général Maximilien-Henri *de Ræder*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Allemagne du Nord près la Confédération suisse;

S. M. le Roi d'Italie : le chevalier Louis-Amédée *Melegari*, Sénateur du royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le délai fixé à l'alinéa 2 de l'art. 21 de la convention signée à Berne le 15 octobre 1869 (1), et porté, par l'art. 2 de la convention signée à Berlin et à Varzin le 20 juin 1870 (2), au 31 janvier de la présente année, est prorogé au 31 octobre prochain.

Art. 2. Si, dans ce terme, le subsidie de 85 millions de francs n'est pas assuré à l'entreprise, les deux conventions susdites seront considérées comme non avenues.

Art. 3. Les engagements que les hautes parties contractantes ont pris, par l'art. 3 de la convention de Berlin et Varzin, sont renouvelés.

Art. 4. Le présent acte sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Berne en même temps que celles de la convention du 15 octobre 1869.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne, en triple original, le 27 janvier de l'année 1871.

(L. S.) *Signé* : SCHENK.

(L. S.) *Signé* : VON RÖDER.

(L. S.) *Signé* : WELTI.

(L. S.) *Signé* : MELEGARI.

(L. S.) *Signé* : DUBS.

(1) Voir *Archives*, 1873, t. II, p. 773.

(2) Voir *Archives*, 1874, t. IV, p. 237.



## ESPAGNE — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

ARRANGEMENT POUR RÉGLER CERTAINES RÉCLAMATIONS DE CITOYENS DES ÉTATS-UNIS DANS L'ÎLE DE CUBA, CONCLU PAR M. DANIEL E. SICKLES, ENVOYÉ EXTRAORDINAIRE ET MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DES ÉTATS-UNIS A MADRID, ET SENOR DON C. MARTOS, MINISTRE D'ÉTAT D'ESPAGNE, LE 12 FÉVRIER 1871.

Memorandum d'un arbitrage pour le règlement des réclamations de citoyens des États-Unis ou de leurs héritiers contre le gouvernement espagnol pour torts et dommages causés à leurs personnes ou à leurs biens ou contre les personnes et propriétés de citoyens dont lesdits héritiers sont les représentants légaux, par les autorités espagnoles dans l'île de Cuba, ou dans la juridiction maritime de ladite île, depuis le commencement des hostilités.

Art. 1<sup>er</sup>. Il est convenu que ces réclamations seront soumises à des arbitres, l'un nommé par le secrétaire d'État des États-Unis, l'autre par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Washington, et ces deux arbitres nommeront un tiers arbitre qui décidera de toutes les questions sur lesquelles ils ne pourront tomber d'accord, et dans le cas où un des arbitres ou le tiers arbitre en serait empêché, il sera remplacé de la manière indiquée ci-dessus.

Art. 2. Les arbitres et le tiers arbitre ainsi nommés se réuniront à Washington dans le mois qui suivra leur nomination, et avant de commencer leur travail, signeront une déclaration solennelle qu'ils entendront impartialement et régleront, au mieux de leur jugement et conformément à la loi, aux traités en vigueur entre les deux parties et aux stipulations du présent arrangement, toutes les réclamations qui, conformément au présent arrangement, leur seront soumises par le gouvernement des États-Unis, et cette déclaration sera insérée dans le procès-verbal.

Art. 3. Chacun des gouvernements nommera un avocat qui comparaitra devant les arbitres ou le tiers arbitre pour représenter respectivement les intérêts des parties.

Art. 4. Les arbitres auront plein pouvoir, toujours en se conformant à ces stipulations, et ce sera leur devoir avant de procéder à l'audition d'une cause et de rendre leur décision, de faire et de publier les règlements convenables pour fixer l'époque et le mode pour la présentation des réclamations, accompagnées de leurs preuves ; si quelque dissen-

timent s'élève au sujet de ces règlements, le tiers arbitre les fixera en dernier ressort. Il est entendu qu'un délai convenable sera accordé pour apporter ces preuves, et que toutes les réclamations et les témoignages en leur faveur seront seulement présentées par l'entremise du gouvernement des États-Unis ; que la sentence rendue dans chaque cas sera faite par écrit et que, s'il y a lieu à une indemnité, la somme sera expressément payée en monnaie d'or des États-Unis.

Art. 5. Les arbitres auront la juridiction de toutes les réclamations qui leur seront présentées par le gouvernement des États-Unis pour dommages causés aux citoyens des États-Unis par les autorités espagnoles à Cuba, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1868. Les adjudications judiciaires prononcées par les tribunaux de Cuba, à l'égard de citoyens des États-Unis, en l'absence des parties intéressées ou en violation du droit international ou des garanties et formes prévues par le traité du 27 octobre 1795 (1), entre les États-Unis et l'Espagne, pourront être révisées par les arbitres, qui rendront dans ces cas telle sentence qu'ils considéreront juste. Nulle décision d'un tribunal espagnol rejetant l'affirmation d'un demandeur, qu'il est citoyen des États-Unis, n'empêchera les arbitres d'entendre la réclamation qui aura été portée devant eux en faveur de ce demandeur par le gouvernement des États-Unis ; néanmoins, dans toute affaire entendue par les arbitres, le gouvernement espagnol pourra attaquer l'allégation de la nationalité américaine, et dans ce cas, des preuves suffisantes seront exigées. Lorsque la commission aura reconnu aux demandeurs leur qualité de citoyens américains, ceux-ci rentreront dans les droits qui leur sont accordés par les présentes stipulations comme citoyens américains.

Il est en outre convenu que les arbitres ne pourront exercer leur juridiction en cas de réclamation faite en faveur d'un sujet espagnol originaire, naturalisé aux États-Unis, s'il arrive que cette réclamation ayant été jugée par un tribunal compétent à Cuba, et que le demandeur ayant comparu, soit en personne, soit par son avocat dûment nommé à cet effet, et étant requis par les lois espagnoles de faire une déclaration de sa nationalité, a omis de déclarer qu'il était citoyen des États-

(1)

*Art. 11 du traité du 27 octobre 1795.*

Lesdits commissaires auront le droit d'interroger toute personne qui se présentera devant eux, sous serment ou affirmation, au sujet desdites plaintes, et aussi de recevoir les dépositions par écrit, certifiées de la manière qu'ils jugeront convenable de fixer. La sentence desdits commissaires sera décisive et sans appel, tant pour le bien fondé de la réclamation que pour la somme à payer aux réclamants, et S. M. catholique s'engage à faire payer ladite somme allouée en espèces, sans réduction, aux temps et lieux et aux conditions qui auront été décidés par lesdits commissaires.

Unis. En pareil cas, et en vue de cet arbitrage, il sera estimé que le demandeur, par sa propre faute, a renoncé à son allégeance aux États-Unis. Il est en outre convenu que les arbitres n'auront aucune juridiction sur les demandes provenant de contrats.

Art. 6. Les frais d'arbitrage seront défrayés sur un tant pour cent à ajouter au montant accordé. L'indemnité qui revient aux arbitres et au tiers arbitre ne devra pas excéder 3,000 dollars pour chacun; les mêmes appointements seront donnés à chacun des deux avocats représentant les deux gouvernements respectifs; les arbitres pourront prendre un secrétaire, dont les appointements ne pourront dépasser 5 dollars, pour chaque jour qu'ils auront réellement consacré aux affaires de l'arbitrage.

Art. 7. Les deux gouvernements acceptent comme définitives et décisives les décisions rendues dans les divers cas d'arbitrage, et les exécuteront de bonne foi et aussitôt que possible.

## GRANDE-BRETAGNE — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CONVENTION SUPPLÉMENTAIRE A LA CONVENTION DE NATURALISATION DU  
13 MAI 1870, SIGNÉE A WASHINGTON LE 23 FÉVRIER 1871.

Attendu que par l'art. 2 de la convention signée à Londres le 13 mai 1870 (1) entre S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et les États-Unis d'Amérique pour régler la nationalité des sujets ou citoyens des parties contractantes qui ont émigré ou émigreront des États de l'une dans ceux de l'autre, il a été stipulé que les gouvernements respectifs conviendront du mode par lequel ces sujets et citoyens devront faire et rendre publiques leur renonciation et leur rentrée dans leur allégeance originaire, S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Président des États-Unis d'Amérique ont résolu, dans ce but, de conclure une convention supplémentaire, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande :  
Sir Edouard *Thornton*, commandant de l'ordre du Bain, son envoyé

(1) Voir ci-dessus, page 220.

extraordinaire et ministre plénipotentiaire près les États-Unis d'Amérique ;

Et le Président des États-Unis d'Amérique : M. Hamilton *Fish*, secrétaire d'État ;

Qui sont convenus de ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Tout individu étant originairement citoyen des États-Unis qui aura été, avant le 13 mai 1870, naturalisé sujet britannique, pourra, à toute époque avant le 10 août 1872, et tout sujet britannique qui, à la date mentionnée ci-dessus, aura été naturalisé citoyen des États-Unis, pourront, à toute époque antérieure au 12 mai 1872, déclarer publiquement qu'ils renoncent à cette naturalisation, en signant un acte écrit, dans la forme ci-dessous, désignée comme annexe A.

Cette renonciation à la nationalité britannique, faite par un citoyen originaire des États-Unis, sera faite en duplicata dans les territoires et la juridiction des États-Unis, en présence du tribunal institué pour admettre les étrangers à la naturalisation et devant le greffier de ce tribunal ; si le déclarant ne se trouve pas dans les territoires des États-Unis, sa déclaration sera faite en duplicata devant un agent diplomatique ou consulaire des États-Unis. Un des duplicata sera conservé par le tribunal ou l'agent devant lequel la déclaration aura été faite ; le second sera adressé sans retard au secrétariat d'État.

La renonciation à la nationalité américaine faite par un sujet originaire de la Grande-Bretagne, sera, si le déclarant se trouve dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, faite en duplicata en présence d'un juge de paix ; si, faite ailleurs que dans les possessions britanniques, en triple, en présence d'un juge civil ou criminel ou d'un juge de paix ou de toute autre personne autorisée par la loi, dans l'endroit où se trouve le déclarant, à recevoir le serment ; si, faite en dehors des États de Sa Majesté, en triple, en présence d'un agent diplomatique ou consulaire au service de Sa Majesté.

Art. 2. Les parties contractantes s'engagent à se communiquer, de temps en temps, les listes des personnes qui, dans leurs États et possessions ou devant leurs agents diplomatiques et consulaires, ont déclaré renoncer à leur naturalisation avec les dates et l'endroit où ces déclarations ont été faites et tous les renseignements qu'elles pourront donner sur la résidence des déclarants, l'époque et l'endroit de leur naturalisation.

Art. 3. La présente convention sera ratifiée par S. M. Britannique et par le Président des États-Unis, après approbation du Sénat, et les ratifications en seront échangées à Washington le plus tôt possible.



En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Washington, le 23<sup>e</sup> jour de février de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante et onze.

(L. S.) *Signé* : E. THORNTON.      (L. S.) *Signé* : HAMILTON FISH.

#### ANNEXE A

Je soussigné, N..., demeurant à (*ici la demeure*), citoyen originaire des États-Unis d'Amérique (*ou citoyen britannique*), ayant été naturalisé dans les États de S. M. Britannique sujet britannique (*ou citoyen dans les États-Unis d'Amérique*), renonce par la présente à ma naturalisation de sujet britannique (*ou sujet des États-Unis*) et déclare que c'est mon désir de rentrer dans ma nationalité de citoyen des États-Unis (*ou sujet britannique*).

*Signé* : N...

Fait devant moi , à (*mettre ici le pays, l'État, la province, la colonie, la légation ou le consulat*) ce jour de 187 .

*Signé* : N...

Juge de paix (*ou autre titre*).

(L. S.) *Signé* : E. THORNTON.      (L. S.) *Signé* : HAMILTON FISH.

## GRANDE-BRETAGNE — PAYS-BAS

CONVENTION POUR LA CESSION A LA GRANDE-BRETAGNE DES POSSESSIONS HOLLANDAISES SUR LA CÔTE DE GUINÉE, SIGNÉE A LA HAYE LE 25 FÉVRIER 1871.

S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande et S. M. le Roi des Pays-Bas, voulant régler, dans l'esprit amical qui a constamment existé entre les deux royaumes, les intérêts respectifs dans leurs colonies, et considérant que l'autorité mixte exercée sur la côte de Guinée par la Grande-Bretagne et les Pays-Bas a occasionné aux populations natives de grands dommages, que n'a pas fait cesser l'échange de terri-

toire stipulé par le traité du 5 mars 1867 (1), et auxquels il ne peut être apporté de remède en ce qui concerne leurs possessions respectives, jusqu'à ce que les deux puissances acceptent le principe de renoncer à toute autorité ou possessions mixtes, ont, en vue de conclure un arrangement dans ce but, nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : le très-honorable Edward-Alfred-John *Harris*, vice-amiral, compagnon de l'ordre du Bain, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. près le Roi des Pays-Bas ;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas : M. Joseph-Lodewyk-Hendrik-Alfred, baron *Gericke van Herwynen*, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, chevalier grand-croix de la Couronne de Chêne de Luxembourg, son ministre des affaires étrangères, et M. Pieter-Philip *van Bosse*, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, grand-croix de l'ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg, son ministre des colonies ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. S. M. le Roi des Pays-Bas cède à S. M. la Reine de Grande-Bretagne et d'Irlande tous les droits de souveraineté, de juridiction et de propriété qu'il possède sur la côte de Guinée.

Art. 2. S. M. la Reine de Grande-Bretagne et d'Irlande accepte ces droits et les obligations qui en résultent à l'égard des populations placées jusqu'ici sous l'autorité du Roi des Pays-Bas.

Les autorités britanniques auront soin, autant que possible, qu'aucun individu appartenant à ces populations, qui, durant la domination des Pays-Bas, se sera trouvé mêlé aux querelles et hostilités avec les tribus indépendantes ou les tribus dépendantes de la Grande-Bretagne, soit inquiété à ce sujet.

Tout individu qui, dans le délai de six années après la cession actuelle desdites possessions, voudra transporter son domicile dans d'autres possessions néerlandaises ou dans un pays étranger, sera considéré par les autorités britanniques comme étant libre de le faire.

Art. 3. Dans cette cession sont compris les forts, bâtiments et biens, avec les terrains y affectés, appartenant au gouvernement néerlandais, aussi bien que les dépôts d'ordonnance, d'armes et de munitions et

(1) Voir *Archives*, 1866, t. II, p. 729.

autres, outre les meubles et les objets transportables, à l'exception des objets que les autorités néerlandaises sur la côte ne jugeront pas bons à être cédés.

Pour les dépôts et objets transportables ainsi cédés, il sera payé à S. M. le Roi des Pays-Bas un prix raisonnable, qui ne pourra excéder 24,000 livres sterling.

Le montant exact sera fixé par des personnes nommées à cet effet par les deux parties, immédiatement après l'échange des ratifications de la présente convention.

L'époque et le mode de paiement seront fixés ultérieurement, à la condition que la somme fixée portera intérêt de 5 0/0 par an, du jour de la cession au jour du paiement.

Art. 4. Les Africains, libérés du service militaire dans les possessions transatlantiques néerlandaises, et qui n'auront pas profité du droit que leur concède l'art. 2 de s'éloigner de la côte, pourront, en se conformant aux lois et règlements introduits ou établis par les autorités britanniques, continuer à habiter ensemble, de la manière adoptée par un grand nombre d'entre eux, dans toute partie de la Guinée néerlandaise actuelle.

Art. 5. Les sujets néerlandais, pourvu qu'ils se conforment aux lois et règlements du gouvernement britannique, seront traités sur la côte de Guinée sur le même pied que les sujets britanniques, en ce qui concerne leur droit de s'y rendre, ou d'y voyager, ou de s'y établir, ou d'avoir temporairement les maisons, manufactures, magasins, ateliers et boutiques, en vue de leur résidence ou du commerce, soit en gros, soit en détail, exercé soit en personne, soit par des agents qu'ils jugeront convenable d'employer.

Les sujets et bâtiments néerlandais, les marchandises importées ou exportées par bâtiments néerlandais, seront traités sur la côte de Guinée sur le même pied que les sujets, bâtiments et marchandises britanniques, en tout ce qui regarde le commerce, la navigation, les droits d'importation ou d'exportation, les taxes locales, les devoirs commerciaux, les prohibitions, les impositions, l'emmagasinage, les drawbacks, sans distinction des pavillons respectifs sous lesquels les articles d'un commerce légal seront importés ou exportés, ni du lieu d'origine, de départ ou de destination.

Art. 6. La présente convention, après avoir reçu en ce qu'il est nécessaire l'approbation des États généraux, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à La Haye le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à La Haye, le vingt-cinquième jour de février de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-onze.

(L. S.) *Signé* : HARRIS.

(L. S.) *Signé* : GERICKE.

(L. S.) *Signé* : VAN BOSSE.

#### PROTOCOLE

Les soussignés, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas et les ministres des affaires étrangères et des colonies de S. M. néerlandaise, ayant reconnu l'utilité d'ajouter une clause additionnelle à la convention conclue le 25 février 1871 entre les plénipotentiaires respectifs, pour la cession à S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande des droits que possède S. M. le Roi des Pays-Bas sur la côte de Guinée, sont, après y avoir été autorisés, convenus de ce qui suit :

Dans le cas où, à une époque, le gouvernement britannique permettrait le recrutement de travailleurs libres dans les possessions britanniques de la côte de Guinée et leur exportation aux colonies britanniques, ce recrutement et cette exportation seront également garantis aux Pays-Bas en faveur des colonies néerlandaises.

Cette clause sera considérée comme ayant la même force et la même valeur que la convention susdite du 25 février 1871.

En foi de quoi, les soussignés ont apposé sur le présent protocole leur signature et le sceau de leurs armes.

Fait à La Haye, le deuxième jour de novembre de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-onze.

(L. S.) *Signé* : HARRIS.

(L. S.) *Signé* : GERICKE.

(L. S.) *Signé* : VAN BOSSE.

---

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — ITALIE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, SIGNÉ A FLORENCE  
LE 26 FÉVRIER 1871.

Les États-Unis d'Amérique et S. M. le Roi d'Italie, étant désireux d'étendre et de faciliter les rapports de commerce et de navigation



entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité dans ce but, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Les États-Unis d'Amérique : M. George Perkins *Marsh*, leur envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie;

Et S. M. le Roi d'Italie: M. Emilio *Visconti-Venosta*, grand-cordon des ordres des saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, député au Parlement et son ministre secrétaire d'État pour les affaires étrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura entre les territoires des hautes parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation.

Les citoyens italiens aux États-Unis et les citoyens des États-Unis en Italie seront mutuellement libres d'entrer avec leurs bâtimens et leurs chargemens dans tous les ports des États-Unis et de l'Italie respectivement qui seront ouverts au commerce étranger. Ils seront libres aussi de séjourner et de résider dans toutes les parties de ces territoires. Ils jouiront respectivement, dans les États et possessions de chaque partie, des mêmes droits, faveurs, immunités et exemptions pour le commerce et la navigation que les nationaux du pays où ils résident, sans avoir à payer des droits autres ou plus élevés que ceux payés par ces mêmes nationaux, à la condition de se soumettre aux lois et ordonnances en vigueur. Les vaisseaux de guerre de ces deux puissances recevront dans leurs ports respectifs le traitement des nations les plus favorisées.

Art. 2. Les citoyens de l'une des hautes parties contractantes seront libres de voyager dans les États et territoires de l'autre, de faire du commerce en gros et en détail, de louer et d'occuper des maisons et magasins, d'employer les agents de leur choix, et, en général, de faire tout ce qui se rapporte au commerce, aux mêmes conditions que les citoyens du pays, en se soumettant aux lois établies.

Art. 3. Les citoyens de l'une des hautes parties contractantes jouiront, dans les États et territoires de l'autre, de la protection et de la sécurité la plus complète pour les personnes et leurs biens, et jouiront, à cet égard, des mêmes droits et privilèges accordés aux nationaux, en se soumettant aux conditions imposées à ces derniers.

Ils seront, en outre, dans les territoires respectifs, exempts du service militaire obligatoire, soit sur terre soit sur mer, dans l'armée régulière ou dans la garde nationale, ou dans la milice. Ils seront également exempts de tout service judiciaire ou municipal, et de toute contribution quelconque, en nature et en argent, à réclamer comme compensation pour service personnel.

Art. 4. Nul citoyen des hautes parties contractantes ne sera soumis, dans les territoires ou possessions de l'autre, à un embargo sur les vaisseaux; ils ne pourront être retenus avec leurs bâtiments, chargements et marchandises ou effets pour une expédition militaire, ni pour aucun objet quelconque public ou particulier, sans qu'une indemnité suffisante ait été convenue, s'il est possible, antérieurement pour les personnes intéressées.

Art. 5. Les hautes parties contractantes stipulent que toute espèce de produit, manufacture ou marchandise de provenance étrangère qui peut, de temps à autre, être légalement importé aux États-Unis sur leurs propres bâtiments, pourra aussi être importé sur des bâtiments italiens; qu'aucun droit autre ou plus élevé sur le tonnage du bâtiment et de son chargement ne sera levé et perçu, que l'importation ait lieu par des bâtiments d'une partie ou de l'autre, et de même que toute espèce de produit, manufacture ou marchandise de provenance étrangère qui pourront être importés, de temps à autre, en Italie sur ses propres bâtiments, pourront être également importés par des bâtiments des États-Unis, et qu'aucun droit autre ou plus élevé sur le tonnage du bâtiment et de sa cargaison ne sera levé et perçu, que l'importation ait lieu par des bâtiments d'une partie ou de l'autre, et elles stipulent, en outre, que tout ce qui pourra être exporté ou réexporté, par ses propres bâtiments, d'un pays dans un autre pays étranger, pourra être également exporté ou réexporté par les bâtiments de l'autre pays, et que les mêmes droits et drawbacks seront autorisés et perçus, que cette exportation ou réexportation soit faite par des bâtiments des États-Unis ou de l'Italie.

Art. 6. Aucun droit autre ou plus élevé ne sera exigé pour l'exportation aux États-Unis de tout article, produit ou manufacture de l'Italie, et aucun droit autre ou plus élevé ne sera exigé pour l'importation en Italie de tout article, produit ou manufacture des États-Unis, que ceux qui sont ou seront payés pour les mêmes articles lorsqu'ils sont des produits ou manufactures de tout autre pays étranger; il ne sera pas non plus exigé de droits ou charges autres et plus élevés, dans chacun des deux pays, sur l'exportation de marchandises aux États-Unis ou en Italie respectivement, que ceux qui sont ou seront payés à l'exportation de ces mêmes marchandises dans tout pays étranger; aucune autre prohibition ne pourra être imposée sur l'exportation ou l'importation de tout produit des États-Unis ou de l'Italie dans les territoires des États-Unis ou de l'Italie qui ne sera pas également imposée aux autres nations.

Art. 7. Les bâtiments des États-Unis entrés dans un port d'Italie, et

réciiproquement les bâtiments d'Italie entrant dans un port des États-Unis, pourront se rendre dans tout autre port du même pays et y décharger telle partie de leur chargement originel qu'il n'ont pu décharger dans le premier port d'arrivée. Il est cependant arrêté et convenu que rien de ce qui est compris dans cet article ne s'appliquera au cabotage que chacune des deux parties contractantes se réserve exclusivement.

Art. 8. Sont exempts de paiement de tonnage, de mouillage et de droits d'acquits, dans les ports respectifs :

1° Les bâtiments chargés de lest, à leur entrée et à leur sortie, de quelque port qu'ils puissent arriver;

2° Les bâtiments allant d'un port d'un des États ou dans un ou plusieurs ports du même État pour décharger partie ou la totalité de leur chargement ou pour prendre et compléter leur chargement, lorsqu'ils auront fourni la preuve qu'ils ont déjà payé lesdits droits;

3° Les bâtiments chargés entrant dans un port, soit volontairement, soit forcés par le mauvais temps, et partant sans avoir disposé de la totalité ou d'une partie de leur chargement, ou l'avoir complété dans ledit port.

Aucun bâtiment d'un pays qui aura été forcé d'entrer dans un port de l'autre ne sera considéré comme s'occupant de commerce s'il rompt charge pour cause de réparations, transborde son chargement sur un autre bâtiment, à cause de son incapacité de tenir la mer, achète des approvisionnements ou vend des marchandises avariées pour la réexportation. Il est néanmoins entendu que les portions de ces marchandises avariées qui seront destinées à être vendues pour la consommation intérieure seront sujettes au paiement des droits de douane.

Art. 9. Lorsqu'un bâtiment appartenant aux citoyens de l'une des parties contractantes fait naufrage, coule bas ou éprouve des dommages sur les côtes ou dans les États de l'autre, il lui sera donné aide et protection comme il est d'usage de le faire pour les bâtiments du pays où le dommage a lieu, en lui permettant de décharger, s'il est nécessaire, ses marchandises et effets, et de les recharger en partie sans payer d'autres droits que pour les articles laissés pour la consommation intérieure.

Art. 10. Les bâtiments d'une des parties contractantes pourront, dans les territoires et États de l'autre, compléter leur équipage, dans le but de continuer leur voyage, avec des marins du pays, pourvu que ceux-ci se soumettent aux règlements locaux et que leur engagement soit volontaire.

Art. 11. Tout bâtiment, marchandise ou effets appartenant à une

des parties contractantes qui viendront à être enlevés par des pirates, soit dans les limites de sa juridiction, soit en pleine mer, et seront portés ou trouvés dans les rivières, baies, ports et possessions de l'autre, seront remis à leurs propriétaires sur leur preuve en bonne et due forme, devant les tribunaux, de leur droit, étant bien entendu que la réclamation sera faite dans le courant d'une année, soit par les propriétaires eux-mêmes, soit par leurs avoués ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 12. Les hautes parties contractantes stipulent que, en cas de guerre entre elles, la propriété privée de leurs citoyens ou sujets respectifs, à l'exception de la contrebande de guerre, ne pourra être prise ni saisie, en pleine mer ou ailleurs, par les bâtiments armés ou les forces militaires de l'autre partie, étant bien entendu que cette exemption ne s'étend pas aux bâtiments et à leur cargaison qui tenteraient d'entrer dans un port bloqué par les forces navales de l'autre partie.

Art. 13. Les hautes parties contractantes ayant stipulé que l'état de guerre entre une d'elles et une troisième puissance ne pourra, sauf les cas de blocus et de contrebande de guerre, affecter le commerce neutre de l'autre, et désirant faire disparaître toute incertitude qui pourrait s'élever, à cet égard, au sujet de ce qui, d'après les principes de justice et d'équité, doit constituer un blocus légal, elles déclarent expressément que ne seront considérés comme étant en état de blocus que les endroits efficacement investis par des forces navales capables d'empêcher l'entrée des neutres, et ainsi placés pour constituer un danger réel pour ceux qui tenteraient de forcer le blocus.

Art. 14. Et, comme il arrive fréquemment que des bâtiments partent pour un port ou un lieu appartenant à un ennemi sans savoir qu'ils sont assiégés, bloqués ou investis, il est stipulé que, dans ces circonstances, tout bâtiment pourra être renvoyé de ce port ou lieu, mais n'y sera pas arrêté, ni aucune partie de son chargement, s'il n'y a pas de contrebande de guerre, ne sera confisquée, à moins que, après avoir été prévenu du blocus ou de l'investissement par un officier commandant un bâtiment des forces formant le blocus, et par un endossement fait par un de ces officiers sur les papiers de bord déclarant la date, la longitude et la latitude où cet endossement a été fait, le bâtiment ne tente encore d'entrer; il lui sera permis de se rendre dans tout autre port ou endroit qu'il jugera convenable. De même aucun bâtiment de l'une des parties contractantes qui sera entré dans un port avant qu'il n'ait été réellement assiégé, bloqué ou investi par l'autre, ne pourra être empêché de quitter ce port avec son charge-



ment, et, s'il s'y trouve après la prise ou reddition du port, ce bâtiment et son chargement ne pourront être confisqués, mais seront restitués à leurs propriétaires ; et si un bâtiment, étant ainsi entré dans un port avant le blocus, prend à bord un chargement après que le blocus a eu lieu, il devra être averti, par les forces constituant le blocus, de rentrer dans le port bloqué et de décharger ladite cargaison, et si, après avoir reçu cet avertissement, le bâtiment persiste à en sortir avec son chargement, il subira les mêmes conséquences que les bâtiments qui cherchent à forcer le blocus après avoir été avertis par les forces constituant le blocus.

Art. 15. La liberté de navigation et de commerce garantie aux neutres par les stipulations de ce traité s'étendra à toute espèce de marchandises, excepté celles qui sont désignées comme contrebande de guerre ; et, afin d'écarter toute cause de doute et méprise à cet égard, les parties contractantes stipulent et déclarent expressément que les articles suivants, et aucun autre, seront considérés comme rentrant dans cette dénomination :

1<sup>o</sup> Canons, mortiers, obusiers, mousquetons, espingoles, mousquets, fusils, rifles, carabines, pistolets, piques, épées, sabres, lances, haliebardes, bombes, grenades, poudre, mèches, balles, et autres choses qui se rapportent à l'usage de ces armes et qui ont été fabriqués expressément pour cet usage ;

2<sup>o</sup> Ceinturons d'infanterie, ustensiles de guerre et armes défensives, habillements coupés ou confectionnés dans une forme militaire et pour l'usage militaire ;

3<sup>o</sup> Baudriers de cavalerie, selles de guerre et fourreaux ;

4<sup>o</sup> Et généralement toute espèce d'armes et instruments en fer, acier et cuivre, et tous autres matériaux manufacturés, préparés et faits expressément pour la guerre sur terre ou sur mer.

Art. 16. Il sera permis aux citoyens des États-Unis et aux sujets du royaume d'Italie de partir en toute liberté et en toute sûreté avec leurs bâtiments, sans qu'il soit fait distinction des propriétaires des marchandises chargées à bord, de tout port des pays qui sont ou pourront être en guerre avec l'une ou l'autre des parties contractantes. Il sera également permis auxdits citoyens de sortir avec leurs bâtiments et leur chargement, comme il est dit plus haut, des ports et havres des pays qui sont en guerre avec l'une ou l'autre des parties contractantes et d'y faire leur commerce en toute liberté et sûreté, sans opposition ou molestation quelconque, et également d'un lieu appartenant à un ennemi à un autre lieu appartenant à un ennemi, qu'ils soient sous la juridiction d'une puissance ou de plu-

sieurs puissances, et il est stipulé que les bâtiments libres rendront les marchandises libres, et que tout ce qui sera considéré comme exempt de capture, trouvé à bord de bâtiments appartenant à l'une ou l'autre des parties contractantes, même si tout le chargement, ou seulement une partie, appartenait aux ennemis de l'autre, les marchandises de contrebande toujours exceptées. Il est aussi convenu, de la même manière, que la même liberté s'étendra aux individus à bord d'un bâtiment libre, et qu'ils ne pourront être enlevés dudit bâtiment libre, à moins que ce ne soient des officiers ou soldats au service actif de l'ennemi. Toutefois, il est entendu que les stipulations de cet article qui déclarent que le pavillon couvre la marchandise ne devront s'appliquer qu'à celles des puissances qui admettent ce principe ; mais dans le cas où une des deux parties contractantes serait en guerre avec une troisième, et que l'autre reste neutre, le pavillon neutre couvrira la marchandise ennemie de tous les gouvernements qui admettent ce principe, et non des autres.

Art. 17. Tout bâtiment naviguant sous le pavillon des États-Unis et muni de ses papiers en règle sera considéré en Italie comme appartenant aux États-Unis, et réciproquement, tout bâtiment naviguant sous pavillon italien et muni de ses papiers en règle sera considéré aux États-Unis comme étant italien.

Art. 18. Afin d'éviter toute espèce de perturbation pour la visite et l'examen des bâtiments et chargements des deux parties contractantes en pleine mer, elles conviennent mutuellement que toutes les fois qu'un navire de guerre rencontrera un bâtiment non de guerre de l'autre partie contractante, le premier se rendra à distance convenable et enverra une chaloupe, avec deux ou trois hommes seulement, afin de faire l'examen des papiers constatant à qui appartient le bâtiment et son chargement, sans exercer aucune exaction, violence ou mauvais traitement, et il est expressément entendu que ledit bâtiment ne sera pas requis d'envoyer à bord du navire de guerre pour montrer ses papiers ou pour toute autre cause.

Art. 19. Il est convenu que les stipulations du présent traité qui se rapportent à la visite et à l'examen d'un bâtiment, s'appliqueront seulement à ceux qui navigueront sans escorte, et que, lorsque lesdits bâtiments seront sous escorte, sur la déclaration verbale du commandant de l'escorte, sous sa parole d'honneur que les bâtiments qui sont sous sa protection appartiennent à la nation dont il porte le pavillon, et, s'ils se rendent à un port ennemi, qu'il n'existe aucune contrebande de guerre à bord, cette déclaration sera suffisante.

Art. 20. Afin de pourvoir à la sûreté des citoyens et sujets des parties

contractantes, il est convenu entre elles que tous les commandants de navires de guerre de l'une ou l'autre d'entre elles, recevront l'ordre formel de s'abstenir de causer aucun dommage et de commettre aucune offense à l'égard des citoyens ou sujets de l'autre, ou à l'égard des bâtimens ou leurs marchandises, et si les commandants agissaient contrairement à cette stipulation, ils seront sévèrement punis et rendus responsables dans leurs personnes et leurs biens, pour compenser et réparer lesdits dommages, de quelque nature qu'ils puissent être.

Art. 21. Dans le cas où, par une fatalité qui ne peut être prévue et dont Dieu les garde, les deux parties entraient en guerre l'une contre l'autre, elles sont convenues et conviennent, pour l'avenir, qu'il sera accordé un délai de six mois aux marchands résidant sur les côtes et dans les ports de chacune d'elles, et un délai d'un an à ceux qui résident dans l'intérieur, pour l'arrangement de leurs affaires et le transport de leurs effets, s'il leur convient, avec un sauf-conduit qui les protégera eux et leurs propriétés, jusqu'à ce qu'ils arrivent au port désigné pour leur embarquement. Les femmes et les enfans, les élèves des facultés, les cultivateurs, artisans, ouvriers, manufacturiers et pêcheurs, n'ayant pas d'armes et habitant les villes, villages ou lieux non fortifiés, et en général tous ceux qui s'occupent de la nourriture et travaillent pour l'utilité de l'humanité, seront autorisés à continuer leurs travaux, et ne seront pas inquiétés dans leurs personnes, ni leurs maisons ou biens ne seront brûlés ou détruits de toute autre façon, ni leurs champs dévastés par la force armée du belligérant au pouvoir duquel ils pourraient tomber par les événemens de guerre ; mais s'il est nécessaire de leur prendre quelque chose pour l'usage du belligérant, un prix raisonnable leur sera alloué.

Il est déclaré que le prétexte que la guerre rompt les traités, ou tout autre quelconque, ne pourra être invoqué pour annuler cet article ou en suspendre l'exécution ; mais qu'au contraire l'état de guerre est précisément celui auquel il est prévu, et durant lequel ses clauses seront observées religieusement, comme les obligations les plus reconnues du droit des gens.

Art. 22. Les citoyens de l'une des parties contractantes seront libres de disposer de leurs biens personnels dans la juridiction de l'autre, soit par vente, donation, testament ou autrement, et leurs représentans, citoyens de l'autre partie, succéderont à leurs biens personnels, soit par testament, soit *ab intestato* ; ils en prendront possession, soit personnellement, soit par d'autres agissant en leur nom ; ils en disposeront à leur gré, en payant seulement les droits auxquels sont assujettis en pareil cas les habitans du pays où ces biens sont situés.

Pour les biens immeubles, les citoyens et sujets des deux parties contractantes seront traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 23. Les citoyens d'une partie auront libre accès aux tribunaux, pour faire valoir et défendre leurs droits, sans autres conditions ou restrictions que celles qui sont imposées aux nationaux. Ils seront, en conséquence, libres, pour défendre leurs droits, d'employer dans tous les procès tels avocats, avoués, notaires, agents, intermédiaires qu'ils jugeront convenable. Ces citoyens auront la liberté d'assister personnellement aux audiences, débats et jugements des tribunaux dans tous les cas qui les concerneront, et aussi à l'audition des témoignages et interrogatoires qui pourront avoir lieu dans lesdits débats.

Art. 24. Les États-Unis d'Amérique et le Royaume d'Italie s'engagent réciproquement à ne concéder aucune faveur particulière aux autres nations pour le commerce et la navigation qui ne deviendra pas immédiatement commune aux deux parties, qui en jouiront librement, si la concession est entière, ou obtiendront la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. 25. Le présent traité restera en vigueur pendant cinq ans, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où, douze mois avant l'expiration de ladite période, aucune des deux parties n'aura notifié officiellement à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, il continuera à rester en vigueur pour les deux parties encore une année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront cette notification, quelle que soit l'époque à laquelle elle aura été faite.

Art. 26. Le présent traité sera approuvé et ratifié par S. M. le Roi d'Italie et par le Président des États-Unis, après approbation du Sénat, et les ratifications en seront échangées à Washington, dans les douze mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité en double et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Florence, le 26 février 1871.

(L. S.) *Signé* : George P. MARSH.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI-VENOSTA.

---



## BIRMANIE — ITALIE

TRAITÉ DE COMMERCE, SIGNÉ A MANDALAY LE 3 MARS 1871.

S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur des Birmans, désirant faire un traité d'amitié et de commerce, ont nommé leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi d'Italie : le chevalier Carlo-Alberto *Racchia*, capitaine de frégate dans la marine royale, commandeur de l'ordre des saints Maurice et Lazare et décoré d'autres ordres chevaleresques ;

Et S. M. l'Empereur des Birmans : *Ega Maha Tshenapady Wo-Schieu do Pukanghi Miotsa Mengui Menthsadò Mengui Maha Menshla Sithu*, afin que, de commun accord, ils stipulent le traité suivant :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura paix et amitié sincère et perpétuelle entre S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur des Birmans, et entre leurs respectifs héritiers et leurs successeurs, comme aussi entre les sujets birmans et les sujets italiens.

Art. 2. En vertu de ce traité de perpétuelle amitié, les sujets de S. M. l'Empereur des Birmans, à quelque classe de la société qu'ils appartiennent, qui se rendront dans les domaines de S. M. le Roi d'Italie pour vendre ou acheter, ou pour tout autre motif de commerce ou de navigation, seront considérés et protégés comme s'ils étaient sujets italiens, à condition qu'ils respectent et observent les lois du pays.

Art. 3. Les sujets de S. M. le Roi d'Italie, à quelque classe de la société qu'ils appartiennent, qui se rendront dans les domaines de S. M. l'Empereur des Birmans pour vendre ou acheter, ou pour tout autre motif de commerce ou de navigation, seront considérés et protégés comme s'ils étaient sujets birmans, à condition qu'ils respectent et observent les lois du pays.

Art. 4. Les sujets de S. M. l'Empereur des Birmans qui, pour des raisons de commerce de toute sorte, se rendraient dans les domaines de S. M. le Roi d'Italie, devront observer les lois de douane établies dans le royaume d'Italie et s'y conformer.

Art. 5. Les sujets de S. M. le Roi d'Italie qui, pour des raisons de commerce de toute sorte, se rendraient dans les domaines de S. M. l'Empereur des Birmans, devront observer les lois de douane établies dans l'empire birman et s'y conformer.

Art. 6. S. M. le Roi d'Italie pourra nommer des consuls ou agents consulaires dans les États de S. M. l'Empereur des Birmans ; ils rési-

deront dans les localités qui leur seront désignées par le gouvernement local. Ces consuls et agents consulaires ne commenceront à exercer leurs fonctions qu'après avoir obtenu l'*exequatur* de S. M. l'Empereur des Birmans.

Si des différends s'élèvent entre des sujets italiens résidant en Birmanie, ces différends, s'ils se rapportent à des causes civiles ou commerciales, seront jugés et définis par les autorités locales ; toutefois, si les parties ne se déclaraient pas satisfaites de la décision du tribunal local, elles auraient droit d'en appeler à leur propre officier consulaire, qui, dans ce cas, jugera et définira les procès pendants.

Un sujet italien venant à mourir, les objets et valeurs de tout genre qui lui appartiennent seront consignés à l'exécuteur testamentaire, ou, à défaut de celui-ci, à la famille du défunt ou à ses associés commerciaux. Si le défunt ne possède ni famille ni associés commerciaux, ses biens seront placés sous la garde et le contrôle de l'officier consulaire italien, qui, après avoir fait solder toutes les dettes légales laissées par le défunt, et satisfait les créanciers de celui-ci, devra expédier en Italie l'argent et les biens restants.

Art. 7. S. M. l'Empereur des Birmans pourra nommer des consuls ou agents consulaires dans les États de S. M. le Roi d'Italie : ils résideront dans les localités qui leur seront désignées par le gouvernement local. Ces consuls et agents consulaires ne commenceront à exercer leurs fonctions qu'après avoir obtenu l'*exequatur* de S. M. le Roi d'Italie.

Si des différends s'élèvent entre des sujets Birmans résidant sur le territoire italien, ces différends, s'ils se rapportent à des causes civiles ou commerciales, seront jugés et définis par les autorités locales ; toutefois, si les parties ne se déclaraient pas satisfaites de la décision du tribunal local, elles auraient droit d'en appeler à leur propre officier consulaire, qui, dans ce cas, jugera et définira les procès pendants.

Un sujet birman venant à mourir, les objets et valeurs de tout genre qui lui appartiennent seront consignés à l'exécuteur testamentaire, ou, à défaut de celui-ci, à la famille du défunt ou à ses associés commerciaux. Si le défunt ne possède ni famille ni associés commerciaux, ses biens seront mis sous la garde et le contrôle de l'officier consulaire birman, qui, après avoir fait solder toutes les dettes légales laissées par le défunt et satisfait les créanciers de celui-ci, devra expédier en Birmanie l'argent et les biens restants.

Art. 8. Les sujets italiens qui, résidant dans les États de S. M. l'Empereur des Birmans, commettraient quelque délit criminel, pourront être arrêtés et livrés au gouvernement birman, pourvu que le délit

dont ils sont accusés ait été dûment recherché et constaté par les autorités birmanes compétentes, en présence de l'officier consulaire italien qui, une fois persuadé du degré de culpabilité de l'accusé, ne pourra s'opposer à ce que celui-ci soit poursuivi et condamné suivant les lois du pays.

Art. 9. Les sujets birmans qui, résidant dans les États de S. M. le Roi d'Italie, commettraient quelque délit criminel, pourront être arrêtés et livrés au gouvernement italien, pourvu que le délit dont ils sont accusés ait été dûment recherché et constaté par les autorités italiennes compétentes, en présence de l'officier consulaire birman qui, une fois persuadé du degré de culpabilité de l'accusé, ne pourra s'opposer à ce que celui-ci soit poursuivi et condamné suivant les lois du pays.

Art. 10. Le gouvernement italien, sans motifs légitimes, n'empêchera pas les sujets birmans qui se rendraient en Italie, de vendre (avec la permission, toutefois, des autorités locales) toute espèce d'articles manufacturés, d'armes, de munitions, de matériel pour la guerre et les navires, soit marchands, soit de guerre.

Art. 11. De même, le gouvernement birman, sans motifs légitimes, n'empêchera pas les sujets italiens qui se rendraient en Birmanie de vendre (avec la permission, toutefois, des autorités locales) toute espèce d'articles manufacturés, d'armes, de munitions, de matériel pour la guerre et les navires, soit marchands, soit de guerre. Ces ventes, pourtant, ne pourront être conclues qu'avec le gouvernement birman ou avec ses agents.

Si les objets ci-dessus mentionnés, importés en Birmanie par des sujets italiens, n'étaient pas achetés par le gouvernement local, ils devraient être réexportés.

Art. 12. Le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie ne permettra pas à ses sujets de vendre des armes, des munitions, du matériel pour la guerre et les navires de guerre aux sujets de S. M. l'Empereur des Birmans, à moins que ceux-ci ne soient munis d'une lettre du gouvernement birman, déclarant qu'il leur est donné faculté de faire de semblables acquisitions.

Art. 13. Le gouvernement de S. M. l'Empereur des Birmans ne permettra pas à ses sujets de vendre des armes, des munitions, du matériel pour la guerre et les navires de guerre aux sujets de S. M. le Roi d'Italie, à moins que ceux-ci ne soient munis d'une lettre du gouvernement italien déclarant qu'il leur est donné faculté de faire de semblables acquisitions.

Art. 14. Le gouvernement birman, s'adressant au gouvernement

italien pour obtenir des ingénieurs, des ouvriers, des articles industriels de tout genre, des armes diverses, des marchandises, des navires de guerre et de commerce, le gouvernement italien fera en sorte que ce personnel et les articles sus-mentionnés, bâtiments et marchandises, soient expédiés à Mandalay, en observant à cet égard les lois internationales.

Art. 15. Aux sujets de S. M. le Roi d'Italie résidant dans les États de S. M. l'Empereur des Birmans, il sera permis, après une demande faite aux autorités locales compétentes, et l'autorisation de celles-ci obtenue, de construire des navires, d'exploiter des mines et d'exercer de toute autre façon leur industrie, en observant les lois du pays.

Art. 16. Aux sujets de S. M. l'Empereur des Birmans résidant dans les États de S. M. le Roi d'Italie, il sera permis, après une demande faite aux autorités locales compétentes, et l'autorisation de celles-ci obtenue, de construire des navires, d'exploiter des mines et d'exercer de toute autre façon leur industrie, en observant les lois du pays.

Art. 17. S'il arrive qu'il s'élève entre le gouvernement italien et le gouvernement birman quelque question qui ne puisse être résolue par des négociations amicales et par des correspondances diplomatiques, cette question sera soumise à l'arbitrage d'une puissance neutre et amie, et le résultat de cet arbitrage sera accepté et reconnu par les deux gouvernements.

Art. 18. Sur la demande de l'un et de l'autre gouvernement, et après dénonciation de douze mois, donnée par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, les dispositions contenues dans ce traité pourront être soumises à une révision. Dans ce but, des commissaires seront nommés des deux parts, avec faculté d'introduire dans le traité tous les amendements dont l'expérience aura démontré l'utilité.

Art. 19. Le plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie, chevalier Carlo Alberto *Racchia*, capitaine de frégate dans la marine royale, commandeur de l'ordre équestre des Saints-Maurice-et-Lazare et décoré d'autres ordres chevaleresques, et le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Birmans, *Ega Maha Tshenapady Wo-Schieu do Pukanghi Miotsa Mengui Mentshado Mengui Maha Menshla Sithu*, ayant été d'accord pour signer ce traité, l'échange et la ratification du présent traité, dans le cas d'acceptation définitive du même par leurs souverains respectifs, auront lieu à Mandalay, dans les douze mois qui suivront la date du traité, par le moyen d'un envoyé de S. M. le Roi d'Italie, muni à cet effet d'une lettre autographe de son souverain.

Les dix-neuf articles stipulés dans le présent traité sont écrits en langue birmane et en langue italienne, et ils ont été trouvés, par les



deux hauts signataires sus-indiqués, d'une version conforme et véridique.

Le plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie, le chevalier Carlo Alberto *Racchia*, capitaine de frégate dans la marine royale, commandeur de l'ordre équestre des Saints-Maurice-et-Lazare et décoré d'autres ordres chevaleresques, et le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Birmans, *Ega Maha* Tshenapady Wo-Schieu do Pukanghi Miotsa Mengui Mentsado Mengui Maha'Menshla Sithu, le jour du trois mars de l'année mil huit cent soixante-et-onze de l'ère chrétienne, correspondant au treize de la lune croissante Tabaun de l'année douze cent trente-deux de l'ère birmane, ont, d'un commun accord, mis au présent traité le sceau de leurs armes et l'ont signé de leur propre main.

(L. S.) *Signé* : Carlo Alberto RACCHIA.

(L. S.) *Signé* : EGA MAHA.

---

# TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

## DES MATIÈRES

### DU QUATRIÈME VOLUME DE LA QUATORZIÈME ANNÉE

(1874)

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.		Pages.
1864		
Août..... 20	<i>Autriche-Hongrie, Russie, Pologne. Traité concernant la réglementation du fleuve la Vistule et de la rivière du San.....</i>	5
1868		
Septembre.. 1 <sup>er</sup>	<i>Allemagne du Nord, Pays-Bas. Traité de poste.....</i>	11
1869		
Février..... 20	<i>Allemagne du Nord, Zollverein, Japon. Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....</i>	25
Août..... 28	<i>Allemagne du Nord, Zollverein, Mexique. Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....</i>	34
Octobre.... 16	<i>Bavière, Hesse, Wurtemberg, Suisse. Convention de propriété littéraire.....</i>	44
—	<i>16 Bade, Suisse. Convention de propriété littéraire.....</i>	32
—	<i>17 Bavière, Belgique. Traité d'extradition.....</i>	59
—	<i>18 Autriche, Japon. Traité d'amitié, commerce et navigation.....</i>	65
—	<i>23 Saint-Siège, Suisse. Convention concernant l'incorporation à l'évêché de Coire des communes de Poschiavo et de Brusio...</i>	80
Novembre.. 3	<i>Bade, Belgique. Traité d'extradition.....</i>	81
—	<i>15 Hesse, Russie. Convention d'extradition.....</i>	87
—	<i>19 Brunswick, Prusse. Traité concernant la construction d'un chemin de fer de Halberstadt à Blankenburg.....</i>	91
Novembre.. 20	<i>États-Unis d'Amérique. Proclamation du président Grant, pour abolir les droits différentiels sur les marchandises importées aux États-Unis.....</i>	96
—	<i>20 Italie, Pays-Bas. Convention d'extradition.....</i>	97
—	<i>22 Roumanie, Russie. Convention pour régler la situation réciproque des nationaux résidant dans les deux pays.....</i>	101
—	<i>24 Belgique, Suisse. Convention d'extradition.....</i>	112
Décembre.. 9	<i>Bade, Suisse. Convention pour arrêter des dispositions uniformes sur la pêche dans les eaux du Rhin.....</i>	118
1870		
Janvier..... 26	<i>Colombie, États-Unis. Traité pour la construction d'un canal interocéanique entre l'isthme de Panama et celui du Darien.....</i>	122
Février..... 9	<i>Allemagne du Nord, Belgique. Traité d'extradition.....</i>	134
—	<i>12 Belgique, Espagne. Traité de commerce et de navigation.....</i>	139

1870

Février. ....	22	<i>Allemagne du Nord, Espagne. Convention consulaire.</i>	146
—	22	<i>Prusse, Saxe-Altenbourg. Traité au sujet de l'établissement d'un chemin de fer de Zeitz à Altenbourg.</i>	155
—	22	<i>Espagne, Italie. Traité de commerce et de navigation.</i>	160
Mars. ....	1 <sup>er</sup>	<i>Belgique, États-Unis. Convention additionnelle de poste.</i>	165
—	3	<i>Belgique, Suisse. Convention pour l'échange de mandats de poste.</i>	166
—	9	<i>Belgique, Suisse. Déclaration relative aux actes de décès.</i>	163
—	10	<i>Turquie. Firman décrétant l'établissement d'un exarchat bulgare et définissant sa situation à l'égard du patriarcat grec.</i>	169
—	19	<i>Belgique, Espagne. Convention consulaire.</i>	172
—	20	<i>Allemagne du Nord, Suède. Convention additionnelle de poste.</i>	178
—	21	<i>Hesse, Italie. Déclarations consulaires.</i>	183
—	24	<i>Autriche, Espagne. Traité de commerce et de navigation.</i>	184
Avril. ....	2	<i>Italie, Portugal. Convention de poste.</i>	193
—	13	<i>Turquie. Règlement pour la sortie pendant la nuit des bâtiments de commerce des détroits des Dardanelles et du Bosphore.</i>	199
—	19	<i>Belgique, Espagne. Convention de poste.</i>	200
—	23	<i>Belgique, Brésil. Convention de poste.</i>	208
—	26	<i>Belgique, Suède et Norvège. Convention d'extradition.</i>	214
Mai. ....	13	<i>Grande-Bretagne, États-Unis d'Amérique. Convention de naturalisation.</i>	220
—	13	<i>Hesse, Italie. Déclaration de propriété littéraire.</i>	222
—	24	<i>Bade, Italie. Convention de propriété littéraire.</i>	223
Juin. ....	1 <sup>er</sup>	<i>Russie, Suède et Norvège. Déclaration pour fixer le remboursement des frais des sujets des territoires limitrophes de l'un des deux pays entendus comme témoins en affaires criminelles devant un tribunal de l'autre.</i>	229
—	3	<i>États-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne. Convention pour la suppression de la traite des nègres.</i>	231
—	8	<i>Belgique, Wurtemberg. Convention d'extradition.</i>	236
—	10	<i>Espagne. Loi relative à l'élection d'un roi votée par les Cortès.</i>	242
—	13	<i>Belgique, Hesse. Traité pour l'extradition des malfaiteurs.</i>	245
—	14	<i>Belgique, Équateur. Convention pour le rachat du péage de l'Escaut.</i>	250
—	17	<i>Belgique, Espagne. Convention pour la répression des crimes et délits.</i>	251
—	20	<i>Allemagne du Nord, Suisse, Italie. Convention relative à la construction d'un chemin de fer par le Saint-Gothard.</i>	257
—	22	<i>Allemagne du Nord, Autriche-Hongrie. Traité concernant les droits de navigation sur l'Elbe.</i>	259
—	23	<i>Belgique, Italie. Déclaration relative à la convention d'extradition du 15 avril 1869.</i>	260
—	25	<i>États-Unis d'Amérique, Nicaragua. Convention d'extradition.</i>	260
—	28	<i>Bavière, Wurtemberg, Italie. Convention pour la garantie de la propriété littéraire et artistique.</i>	263
Juillet. ....	2	<i>Belgique, Italie. Convention pour l'échange des correspondances.</i>	268
—	2	<i>Belgique, Italie. Convention pour l'échange de mandats de poste.</i>	275
—	11	<i>Autriche-Hongrie, États-Unis d'Amérique. Convention consulaire.</i>	277



1870

Juillet. ....	17	<i>Brême, Prusse.</i> Traité pour l'établissement d'un chemin de fer d'Uelzen à Langwedel. ....	284
—	21	<i>Brésil, République Argentine.</i> Convention de poste. ....	289
—	30	<i>Belgique, Italie.</i> Convention relative à l'assistance judiciaire. ...	290
—	31	<i>Prusse, Saxe-Weimar.</i> Traité concernant l'établissement d'un chemin de fer de Strausfurt à Sulza. ....	291
Août. ....	1 <sup>er</sup>	<i>Perse, Russie.</i> Déclaration relative aux correspondances télégraphiques. ....	295
—	5	<i>Belgique, Luxembourg.</i> Convention relative à l'assistance judiciaire. ....	297
—	23	<i>Prusse, Brunswick.</i> Traité concernant la vente des chemins de fer de l'État de Brunswick. ....	298
—	27	<i>Autriche-Hongrie, Bavière, Liechtenstein, Suisse.</i> Traité relatif à la construction d'un chemin de fer de Lindau à Saint-Margarethen par Bregenz et d'un chemin de fer de Feldkirch à Buchs. ....	309
Septembre...	3	<i>Belgique, Luxembourg.</i> Convention relative à l'échange des mandats de poste et des valeurs-papier. ....	315
—	8	<i>Grande-Bretagne, Pays-Bas.</i> Convention pour l'émigration des travailleurs de l'Inde dans la colonie hollandaise de Surinam. ....	320
—	20	<i>Autriche-Hongrie, États-Unis.</i> Convention de naturalisation. ...	327
Décembre...	7	<i>Grande-Bretagne, Italie.</i> Convention additionnelle de poste. ...	335
—	10	<i>Bade, Suisse.</i> Traité pour le raccordement du chemin de fer thurgovien du Seethal avec le chemin de fer badois de l'État. ....	338
—	12	<i>Belgique, Italie.</i> Convention consulaire. ....	342
—	20	<i>Bavière, Suisse.</i> Déclaration concernant les sociétés par actions. ....	348
—	25	<i>Autriche-Hongrie, Saxe-Royale.</i> Traité relatif au chemin de fer entre Reichenberg et Zittau. ....	349

1871

Janvier. ....	6	<i>Autriche, Italie.</i> Convention pour régler les art. 6 et 7 du traité de paix du 3 octobre 1866. ....	352
—	6	<i>Autriche, Italie.</i> Convention pour régler l'art. 21 du traité de paix du 3 octobre 1866. ....	355
—	27	<i>Allemagne du Nord, Italie, Suisse.</i> Convention concernant la construction du chemin de fer du Saint-Gothard. ....	359
Février. ....	12	<i>Espagne, États-Unis.</i> Arrangement pour régler certaines réclamations de citoyens des États-Unis dans l'île de Cuba. ....	361
—	23	<i>Grande-Bretagne, États-Unis.</i> Convention supplémentaire à la convention de naturalisation du 13 mai 1870. ....	363
—	25	<i>Grande-Bretagne, Pays-Bas.</i> Convention pour la cession des possessions hollandaises sur la côte de Guinée. ....	365
—	26	<i>États-Unis, Italie.</i> Traité de commerce et de navigation. ....	368
Mars. ....	3	<i>Birmanie, Italie.</i> Traité de commerce. ....	377

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME VOLUME DE LA QUATORZIÈME ANNÉE

F. AMYOT.